

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

ING BANK NV

Société de droit néerlandais au capital de : 42 743 millions d'euros
Siège social : Bijlmerplein 888, 1102 MG AMSTERDAM – PAYS BAS

A. — Comptes annuels au 31 décembre 2024**I. – Bilan de la société mère au 31 décembre avant affectation des résultats**

(En millions d'euros.)

Actif	Notes	2024	2023
Liquidités et avoirs auprès des banques centrales	2	34 633	51 484
Titres publics à courte échéance	3	270	253
Prêts et avances aux banques 4		78 966	71 930
Prêts et avances aux clients	5	367 179	346 104
Titres de créance	6	55 059	48 671
Titres de participation	7	9 925	6 279
Participations dans des sociétés du Groupe	8	31 753	31 040
Participations dans des sociétés liées et des coentreprises	9	1 378	1 243
Immobilisations incorporelles	10	634	582
Immobilisations corporelles	11	856	783
Autres actifs	12	63 385	63 845
Éléments d'actifs courus		485	501
Total actifs		644 521	622 716

Passif	Notes	2024	2023
Montants dus aux banques	13	39 625	38 569
Dépôts clients	14	368 903	357 248
Titres de créance émis	15	61 656	61 355
Autres dettes	16	63 651	68 865
Provisions	17	691	782
Dettes senior non-privilegiée	18	49 393	40 213
Emprunts subordonnés	19	17 861	15 494
Total passif		601 778	582 525
Capitaux propres	20		
Capital social		525	525
Prime d'émission d'actions		16 542	16 542
Réserves de réévaluation		717	-181
Réserves légales et statutaires		-639	-557
Autres réserves		21 256	22 398
Résultat non affecté		4 342	1 465
Total capitaux propres		42 743	40 191
Total passif et capitaux propres		644 521	622 716

Les soldes comparables 2023 ont été retraités en raison des fusions légales selon la méthode de mise en commun des intérêts. Se référer à la Note 1 'Présentation'. Les renvois font référence aux notes annexes qui font partie intégrante des comptes annuels de la société mère.

II. – Compte de résultat de la société mère pour les exercices clos le 31 décembre

(En millions d'euros.)	Notes	2024	2023
Intérêts créditeurs		31 518	33 286
Intérêts débiteurs		-26 466	-27 387
Produits nets des intérêts	21	5 052	5 899
Revenus de placement et résultats des participations	22	4 389	4 697
Produits d'honoraires et de commissions		2 720	2 528
Charges d'honoraires et de commissions		-660	-596
Revenus nets des honoraires et commissions	23	2 060	1 932
Résultats des opérations financières	24	2 022	1 563
Autres produits		13	75
Total produits		13 536	14 167
Charges de personnel	25	3 657	3 492
Dépreciations, amortissements et pertes de valeur	26	331	324
Autres charges	27	2 176	2 154
Dotation aux provisions pour créances irrécouvrables		399	52
Total charges		6 563	6 022
Résultat avant impôts		6 972	8 144
Impôts	28	785	987
Résultat avant impôts		6 187	7 157

Les soldes comparables 2023 ont été retraités en raison des fusions légales selon la méthode de mise en commun des intérêts. Se référer à la Note 1 'Présentation'

Les renvois font référence aux notes annexes qui font partie intégrante des comptes annuels de la société mère.

III. – État des variations des capitaux propres de la société mère

(En millions d'euros.)	Capital social	Prime d'émission d'actions	Réserves de réévaluation	Réserves légales et statutaires	Autres réserves	Résultats non affectés	Total
Solde au 31 décembre 2022	525	16 542	-862	361	25 067	913	42 546
Résultat net				336		6 821	7 157
Montants de l'impôt net directement comptabilisé en capitaux propres			680	97			777
Dividendes et autres distributions en numéraire					-4 000	-6 269	-10 269
Transferts				-1 351	1 351	0	0
Autres variations					-20		-20
Solde au 31 décembre 2023	525	16 542	-181	-557	22 398	1 465	40 191
Résultat net				125		6 062	6 187
Montants de l'impôt net directement comptabilisé en capitaux propres			898	409			1 307
Dividendes et autres distributions en numéraire					-2 500	-2 486	-4 986
Transferts				-615	1 315	-699	0
Autres variations					44		44
Solde au 31 décembre 2024	525	16 542	717	-639	21 256	4 342	42 743

Les changements enregistrés au niveau des différentes réserves sont présentés à la Note 20 'Capitaux propres'.

IV. – Notes aux comptes annuels de la société mère**1. – Présentation**

ING Bank N.V. (Naamloze Vennootschap) est immatriculée à Bijlmerdreef 106, 1102 CT Amsterdam, Pays-Bas (Registre du commerce d'Amsterdam, n° 33031431). ING Bank N.V. est une filiale à 100 % d'ING Groep N.V., groupe domicilié à Amsterdam, Pays-Bas. ING Bank est une institution financière mondiale à forte implantation européenne, offrant à ses clients une large gamme de services bancaires de détail et de gros. Les présents comptes annuels de la société mère, établis pour les exercices clos le 31 décembre 2024 englobent ING Bank N.V. (également désignée par ING Bank). Les états financiers de la société mère d'ING Bank sont préparés conformément aux exigences en matière d'information

financière incluses dans la Partie 9 du Livre 2 du code civil néerlandais. Conformément au paragraphe 8 de l'article 362 du Livre 2 du Code civil néerlandais, les principes de comptabilisation et d'évaluation utilisés dans ces états financiers de la société mère sont les mêmes que ceux appliqués aux états financiers consolidés d'ING Bank ; se référer à ce propos à la Note 1 'Principes de préparation et méthodes comptables' des états financiers consolidés.

Les participations dans des sociétés du groupe sont prises en compte dans les comptes de la société mère selon la méthode de mise en équivalence. En plus des notes aux présents états financiers, d'autres informations sont fournies dans les notes aux états financiers consolidés. Une liste d'informations à fournir selon l'article 379 (1), Livre 2 du Code civil néerlandais a été déposée auprès du registre de commerce et des sociétés d'Amsterdam, conformément à l'article 379 (5), Livre 2 du Code civil néerlandais.

Les états financiers de la société mère sont présentés en euros, arrondis au million le plus proche, sauf indication contraire. Les totaux peuvent ne pas correspondre en raison des arrondis. Les états financiers de la société mère d'ING pour l'exercice clos au 31 décembre 2024 ont été autorisés à la publication conformément à la résolution du Management Board Banking du 3 mars 2025.

En 2024, ING Bank a mis à jour la présentation de l'état des variations des capitaux propres afin d'en simplifier sa structure et de réduire les doublons. Les chiffres comparables ont été retraités en conséquence. En outre, ING a modifié la présentation et la classification des dettes senior non préférées dans le bilan. Les chiffres comparables ont été retraités en conséquence.

Capitaux propres de la société mère et réserves liées

Le total des capitaux propres dans les états financiers de la société mère est égal aux capitaux propres (société mère) des états financiers consolidés. Certains composants des capitaux propres diffèrent, suite aux différences de présentation entre les comptes de la société mère et les comptes consolidés, telles qu'énoncées ci-après :

- Les réévaluations latentes, y compris celles concernant les couvertures de flux de trésorerie dans les sociétés consolidées du groupe, qui sont présentées dans Autres réserves - Réserve de réévaluation dans les comptes consolidés, sont comptabilisées dans la Réserve de participation dans des sociétés liées et des coentreprises dans les comptes de la société mère ;
- La conversion des devises étrangères de sociétés consolidées du groupe, présentée dans Autres réserves - Réserve de conversion de devises dans les comptes consolidés, est comptabilisée dans la Réserve de participation dans des sociétés liées et des coentreprises dans les comptes de la société mère ;
- Les réévaluations des placements immobiliers et de certaines participations comptabilisées en résultat, et par conséquent présentées dans les Bénéfices non distribués dans les comptes consolidés, sont comptabilisées dans la Réserve de participation dans des sociétés liées et des coentreprises dans les comptes de la société mère.

Une réserve légale est inscrite pour un montant égal à la quote-part dans les résultats des sociétés liées et des coentreprises depuis leur première inscription à la valeur d'actif net minorée des bénéfices distribués pour lesquels des droits ont été acquis dans l'intervalle. Les bénéfices distribués qui peuvent être rapatriés aux Pays-Bas sans restriction sont également déduits de la Réserve de participation dans des sociétés liées et des coentreprises.

Fusion avec Bank Mendes Gans N.V. et ING Groenbank N.V.

ING Groenbank N.V. et Bank Mendes Gans N.V. (filiales détenues à 100 % par ING Bank N.V.) ont fusionné dans leur société mère ING Bank N.V., respectivement le 1^{er} juillet 2024 et le 1^{er} octobre 2024. Les comptes annuels de la société mère ING Bank N.V. de 2024 reflètent les opérations combinées des entités fusionnées en utilisant la méthode de 'mise en commun des intérêts' qui exige que les états financiers de la société mère incluent les activités fusionnées comme si les fusions avaient toujours été effectives. Ainsi, les résultats 2024 d'ING Bank N.V. incluent les résultats d'ING Groenbank N.V. Et de Bank Mendes Gans N.V. pour l'exercice complet et les chiffres comparables ont également été retraités en conséquence. L'impact sur les états financiers a été limité. Les actifs et passifs d'ING Bank N.V. ont baissé de 1,3 milliard d'euros en 2023 et les passifs ont enregistré un transfert des Montants dus aux banques (- 16,5 milliards d'euros) vers les Dépôts clients (+ 15,4 milliards d'euros), étant donné que les soldes antérieurs d'ING Bank N.V. avec ses filiales ont effectivement été remplacés par les soldes des clients externes de ces filiales après la fusion légale. Il n'y a eu aucun impact sur les capitaux propres et le résultat global. La fusion n'a eu aucune incidence sur les activités de la banque.

Présentation des actifs et passifs de la société mère

La présentation des actifs et passifs dans les comptes annuels de la société mère diffère de la présentation dans les comptes annuels consolidés. Les tableaux ci-après présentent un rapprochement entre la présentation des états financiers de la société mère et celle des états financiers consolidés.

Présentation comparée des états financiers de la société mère et des états financiers consolidés, Actifs

Actifs au 31 décembre 2024 (En millions d'euros.)	Liquidités et avoirs auprès des banques centrales	Titres publics à court échéance	Prêts et avances aux banques	Prêts et avances aux clients	Bilan de la société mère		
					Titres de créance	Titres de participation	Participations dans des sociétés liées et des coentreprises
Inclus dans le bilan consolidé :							
Liquidités et avoirs auprès des banques centrales	34 633						
Prêts et avances aux banques			55 730				
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat							
- Actifs détenus à des fins de transaction		37	1 052	10 961	9 428	7 450	
- Dérivés non détenus à des fins de transaction			689	272	3 690		
- désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat			21 401	18 933	784	31	
- Désignés obligatoirement à leur juste valeur par le biais du compte de résultat							
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		196	94	755	17 655	2 444	
Titres au coût amorti		37			23 501		
Prêts et avances aux clients				336 259			
Participations dans des sociétés liées et des coentreprises							1 378
Immobilisations corporelles							
Immobilisations incorporelles							
Actifs d'impôts exigibles de l'exercice							
Impôts différés							
Autres actifs							
Total actifs	34 633	270	78 966	367 179	55 059	9 925	1 378

Actifs au 31 décembre 2024 (En millions d'euros.)	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	En cours et autres actifs	Total
Inclus dans le bilan consolidé :				
Liquidités et avoirs auprès des banques centrales				34 633
Prêts et avances aux banques				55 730
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat				
- Actifs détenus à des fins de transaction			45 167	74 095
- Dérivés non détenus à des fins de transaction			12 836	12 836
- désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat				4 651
- désignés obligatoirement à leur juste valeur par le biais du compte de résultat				41 149
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				21 142
Titres au coût amorti				23 538
Prêts et avances aux clients				336 259
Participations dans des sociétés liées et des coentreprises				1 378
Immobilisations corporelles		854		854
Immobilisations incorporelles	634			634
Actifs d'impôts exigibles de l'exercice			356	356
Impôts différés			587	587
Autres actifs		2	4 924	4 926
Total actifs	634	856	63 869	612 768

Présentation comparée des états financiers de la société mère et des états financiers consolidés, Passifs

Passifs au 31 décembre 2024 (En millions d'euros.)	Montants dus aux banques	Dépôts clients	Bilan de la société mère			Dettes senior non préférées	Emprunts subordonnés	Total
			Titres de créance en cours d'émission	Autres dettes	Provisions			
Inclus dans le bilan consolidé :								
Montants dus aux banques	26 617							26 617
Dépôts clients		355 491						355 491
Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat								
- Passifs détenus à des fins de transaction	2 190	3 206		44 151				49 547
- Dérivés non détenus à des fins de transaction				14 019				14 019

- désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	10 818	10 206	9 012				122	30 157
Passifs d'impôts de l'exercice				107				107
Impôts différés passif					250			250
Provisions					430			430
Autres dettes				5 374	10			5 385
Titres de créance en cours d'émission			52 644					52 644
Dettes senior non préférées						49 393		49 393
Emprunts subordonnés							17 739	17 739
Total passif	39 625	368 903	61 656	63 651	691	49 393	17 861	601 778

Notes au Bilan de la société mère

2. – Liquidités et avoirs auprès des banques centrales

Les avoirs auprès des banques centrales se montent à 33 737 millions d'euros (contre 50 668 millions d'euros en 2023). En 2024, l'évolution des liquidités et avoirs auprès des banques centrales est le reflet de la gestion active des liquidités d'ING.

3. – Titres publics à courte échéance

Les titres publics à courte échéance incluent des titres publics internationaux et néerlandais pour un montant de 270 millions d'euros (contre 253 millions d'euros en 2023) pour la société.

4. – Prêts et avances aux banques

(En millions d'euros.)	2024	2023
Prêts non subordonnés de :		
Sociétés du Groupe	34 124	36 387
Tiers	41 328	32 588
	75 453	68 975
Prêts subordonnés de :		
Sociétés du Groupe	3 513	2 955
	78 966	71 930

Au 31 décembre 2024, les Prêts et avances aux banques incluent des créances concernant des titres acquis dans le cadre d'opérations de mises en pension à concurrence de 32 908 millions d'euros (contre 23 682 millions d'euros en 2023).

5. – Prêts et avances aux clients

(En millions d'euros.)	2024	2023
Prêts non subordonnés de :		
ING Groep N.V.	67	51
Sociétés du Groupe	29 533	31 135
Tiers	336 177	313 514
	365 776	344 701
Prêts subordonnés de :		
Sociétés du Groupe	1 403	1 404
	367 179	346 104

Au 31 décembre 2024, les créances prises en compte dans les prêts et avances aux clients faisant partie du portefeuille de négoce s'élevaient à 10 961 millions d'euros (contre 10 837 millions d'euros en 2023).

Les prêts et avances aux clients incluent des créances concernant des titres acquis dans le cadre d'opérations de mise de pension à concurrence de 30 682 millions d'euros (contre 23 625 millions d'euros en 2023) pour la société.

6. – Titres de créance

Titres de créance par émetteur (En millions d'euros.)	2024	2023
Secteur public	33 522	32 343
Autres	21 537	16 328
	55 059	48 671

Titres de créance en fonction de leur cotation (En millions d'euros.)	2024	2023
Cotés	41 760	38 424
Non cotés	13 299	10 247
	55 059	48 671

Les titres de créance englobent les titres de créance non subordonnés suivants :

(En millions d'euros.)	2024	2023
Titres de créance non subordonnés émis par :		
Tiers	54 184	47 701
	54 184	47 701

Variations des titres de créance (En millions d'euros.)	2024	2023
Solde d'ouverture	38 072	35 934
Dotations aux provisions	27 616	16 605
Amortissement	-60	-82
Variations au niveau des réévaluations latentes	-135	187
Cessions et rachats	-25 275	-14 655
Écarts de change	891	0
Autres variations	46	83
Solde de clôture	41 156	38 072

(1) À l'exception du portefeuille de justes valeurs par le biais du compte de résultat.

7. – Titres de participation

Titres de participation en fonction de leur cotation (En millions d'euros.)	2024	2023
Cotés	9 756	6 086
Non cotés	169	193
	9 925	6 279

Variations des titres de participation à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (En millions d'euros.)	2024	2023
Solde d'ouverture	1 778	1 808
Dotations aux provisions	9	26
Variations au niveau des réévaluations latentes	596	42
Cessions	-1	-1
Écarts de change	61	-101
Autres variations	0	5
Solde de clôture	2 444	1 778

Le coût ou prix d'acquisition des actions dans le portefeuille de négoce d'un montant de 7 450 millions d'euros (contre 4 460 millions d'euros en 2023) est proche de la juste valeur. Au 31 décembre 2024, le coût ou prix d'acquisition des actions hors portefeuille de négoce était inférieur de 1 773 millions d'euros (inférieur de 1 119 millions d'euros en 2023) à la valeur comptable.

8. – Participations dans des sociétés du Groupe

(En millions d'euros.)	2024		2023	
	Participation détenue (%)	Valeur au bilan	Participation détenue (%)	Valeur au bilan
ING Holding Deutschland GmbH	100	10 457	100	10 097
ING Belgium S.A./N.V.	100	9 388	100	9 069
ING Bank (Australia) Limited	100	3 466	100	3 722
ING Financial Holdings Corporation	100	3 378	100	3 064
ING Bank Śląski S.A.	75	2 981	75	2 865
ING Bank A.S.	100	573	100	531
ING Bank (Eurasia) JSC	100	390	100	367
ING Corporate Investments B.V.	100	58	100	212
ING Lease (Nederland) B.V.	100	135	100	150
ING Hubs B.V.	100	149	100	133
Autres (notamment des sociétés de financement)		779		830
		31 753		31 040

Au 31 décembre 2024, les participations dans des sociétés du Groupe englobaient des établissements de crédit pour un montant de 16 936 millions d'euros (contre 16 682 millions d'euros en 2023).

Au 31 décembre 2024, les parts cotées dans des sociétés du Groupe s'élevaient à 2 981 millions d'euros (contre 2 865 millions d'euros en 2023).

Changements au niveau des participations dans des sociétés du Groupe (En millions d'euros.)	2024	2023
Solde d'ouverture	31 040	29 430
Remboursement de capitaux injectés	-33	-225
Réévaluations	-132	345
Résultats provenant des sociétés du groupe	4 207	4 473
Dividendes perçus	-4 745	-2 841
Apport en capital (1)	1 200	
Fusions et liquidations	3	26
Écarts de change	209	-157
Autres variations	4	-10
Solde de clôture	31 753	31 040

(1) L'apport en capital comprend un prêt subordonné supplémentaire de 1,2 milliard d'euros accordé à ING Holding Deutschland GmbH.

9. – Participations dans des sociétés liées et des coentreprises

(En millions d'euros.)	2024		2023	
	Participation détenue (%)	Valeur au bilan	Participation détenue (%)	Valeur au bilan
TMBThanachart Bank Public Company	23	1 266	23	1 128
Autres		111		115
		1 378		1 243

Variations des participations dans des sociétés liées et des coentreprises (En millions d'euros.)	2024	2023
Solde d'ouverture	1 243	1 240
Dotations aux provisions	6	26
Quote-part dans le résultat	115	122
Dividendes perçus	-70	-62
Cessions	0	-50
Dépréciations	-3	-5
Réévaluations	0	6
Écarts de change	87	-35

Autres variations	0	
Solde de clôture	1 378	1 243

10. – Immobilisations incorporelles

Variations des immobilisations incorporelles (En millions d'euros.)	Écart d'acquisition		Logiciels		Autres		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Solde d'ouverture	119	114	461	449	2	2	582	565
Dotations aux provisions			206	174			206	174
Cessions			-10	-6			-10	-6
Amortissement			-140	-148	0	0	-140	-148
Dépréciations			-6	-3			-6	-3
Écarts de change	1	5	0	0	0	0	1	5
Autres variations			0	-5	0		0	-5
Solde de clôture	120	119	512	461	1	2	634	582

Dans le cadre du test de dépréciation, l'écart d'acquisition est testé chaque année.

11. – Immobilisations corporelles

Variations des immobilisations corporelles (En millions d'euros.)	2024	2023
Solde d'ouverture	783	828
Dotations aux provisions	219	162
Amortissement	-181	-170
Cessions	-5	-36
Dépréciations	-5	-2
Reprise sur pertes de valeur	1	0
Écarts de change	4	0
Autres variations	40	0
Solde de clôture	856	783
Valeur comptable brute au 31 décembre	2 032	1 922
Amortissement cumulé au 31 décembre	-1 176	-1 139
Valeur comptable nette	856	783

Les immobilisations corporelles comprennent 5 millions d'euros (contre 7 millions d'euros en 2023) d'excédent de réévaluation cumulé.

12. – Autres actifs

(En millions d'euros.)	2024	2023
Dérivés	58 003	58 783
Impôts différés	587	701
Impôts à recouvrer	356	189
Actifs de retraite	445	454
Autres créances	3 995	3 719
	63 385	63 845

Les dérivés incluent des opérations avec des sociétés du Groupe pour un montant de 32 333 millions d'euros (contre 36 984 millions d'euros en 2023).

Le poste 'Autres montants dus' inclut une somme de 2 434 millions d'euros (contre 2 477 millions d'euros en 2023) concernant des transactions à régler à la date de clôture du bilan. Au 31 décembre 2024, un montant de 676 millions d'euros (contre 589 millions d'euros en 2023) devait être réglé plus d'un an après la date de clôture.

13. – Montants dus aux banques

Montants dus aux banques par type (En millions d'euros.)	2024	2023
Sociétés du Groupe	18 081	13 798
Tiers	21 543	24 770
	39 625	38 569

14. – Dépôts clients

Dépôts clients par contrepartie (En millions d'euros.)	2024	2023
ING Groep N.V.	8 583	12 187
Sociétés du Groupe	9 088	10 596
Tiers	351 232	334 464
	368 903	357 248

Dépôts clients par type (En millions d'euros.)	2024	2023
Comptes courants / Dépôts à vue	126 337	122 536
Dépôts d'épargne	161 578	152 655
Dépôts à terme	65 673	60 569
Autres	15 314	21 487
	368 903	357 248

15. – Titres de créance en cours d'émission

Titres de créance en cours d'émission par type (En millions d'euros.)	2024	2023
Obligations à long terme	17 199	17 522
Obligations garanties	25 916	22 384
Effets de commerce	14 825	19 249
Autres	3 716	2 199
	61 656	61 355

16. – Autres dettes

(En millions d'euros.)	2024	2023
Dérivés	55 325	59 855
Passifs détenus à des fins de transaction	2 845	2 342
Frais à payer	876	991
Impôt sur les bénéfices à payer	107	169
Autres impôts et cotisations de sécurité sociale	195	130
Autres montants dus	4 303	5 378
	63 651	68 865

Les dérivés incluent des opérations avec des sociétés du Groupe pour un montant de 32 131 millions d'euros (contre 39 372 millions d'euros en 2023).

Le poste 'Autres créances' inclut 2 817 millions d'euros (contre 3 752 millions d'euros en 2023) concernant des transactions à régler à la date de clôture du bilan. Au 31 décembre 2024, un montant de 208 millions d'euros (contre 61 millions d'euros en 2023) devait être réglé plus d'un an après la date de clôture.

17. – Provisions

Provisions générales (En millions d'euros.)	2024	2023
Impôts différés passif	250	169
Dépenses de retraite et autres prestations de protection sociale	10	15
Réorganisations et délocalisations	101	124
Autres	329	475
	691	782

Au 31 décembre 2024, un montant de 291 millions d'euros (contre 238 millions d'euros en 2023) devait être réglé plus d'un an après la date de clôture.

18. – Dettes senior non préférées

Tous les instruments de dettes senior non préférées sont des prêts consentis par ING Groep N.V. Le taux d'intérêt moyen des dettes senior non préférées d'une échéance de plus d'1 an est de 3,3 % (contre 2,7 % en 2023).

19. – Emprunts subordonnés

Emprunts subordonnés ventilés par sociétés du Groupe et tierces parties (En millions d'euros.)	2024	2023
ING Groep N.V.	18 523	16 328
Tiers, y compris prêts couverts contre les variations de valeur	-663	-833
	17 861	15 494

Emprunts subordonnés par type (En millions d'euros.)	2024	2023
Capital obligataire	2	3
Emprunts privés	17 858	15 492
	17 861	15 494

Les emprunts subordonnés sont subordonnés aux autres dettes en cas de liquidation d'ING Bank.

Le taux d'intérêt moyen appliqué aux emprunts subordonnés avec une échéance de plus d'1 an est de 4,5 % (4,0 % en 2023).

20. – Capitaux propres

Capitaux propres (En millions d'euros.)	2024	2023
Capital social	525	525
Prime d'émission d'actions	16 542	16 542
Réserves de réévaluation	717	-181
Réserves légales et statutaires	-639	-557
Autres réserves	21 256	22 398
Résultat non affecté	4 342	1 465
Total capitaux propres	42 743	40 191

Capital social	Actions ordinaires (valeur nominale 1,13 €)			
	Nombre x 1 000		Montant (En millions d'euros.)	
	2024	2023	2024	2023
Capital autorisé	1 600 000	1 600 000	1 808	1 808
Capital non émis	1 134 965	1 134 965	1 283	1 283
Capital émis	465 035	465 035	525	525

Aucun changement n'a été enregistré au niveau du capital émis et de la prime d'émission d'actions en 2024 et 2023. ING Bank détient 50 actions privilégiées autorisées d'une valeur nominale de 1,13 euro par action. Au 31 décembre 2024, 7 actions privilégiées ont été émises et entièrement libérées (contre 7 actions privilégiées en 2023) pour un montant de 8 euros (contre 8 euros en 2023).

Variations des réserves de réévaluation (En millions d'euros.)	Biens à usage propre	Titres de participation comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Titres de créance comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global
2024			
Solde d'ouverture	27	1 119	-208
Réévaluations latentes	-4	654	-125
Plus/Moins-values réalisées portées au compte de résultat			27
Réévaluations réalisées reclassées dans les bénéfices non distribués		0	
Variations de réserve de couverture de flux de trésorerie			
Variations de l'actif/passif au titre des régimes à prestations déterminées nettes			
Solde de clôture	23	1 773	-305
2023			
Solde d'ouverture	24	1 171	-272
Réévaluations latentes	4	-75	68
Plus/Moins-values réalisées portées au compte de résultat			-3
Réévaluations réalisées reclassées dans les bénéfices non distribués		23	
Variations de réserve de couverture de flux de trésorerie			
Variations de l'actif/passif au titre des régimes à prestations déterminées nettes			
Solde de clôture	27	1 119	-208

Variations des réserves de réévaluation (En millions d'euros.)	Réserve de couverture de flux de trésorerie	Réserve de réévaluation de l'actif/passif net au titre des régimes à prestations déterminées	Engagement de crédit	Total
2024				
Solde d'ouverture	-1 142	-8	30	-181
Réévaluations latentes			-46	479
Plus/Moins-values réalisées portées au compte de résultat				27
Réévaluations réalisées reclassées dans les bénéfices non distribués				0
Variations de réserve de couverture de flux de trésorerie	413			413
Variations de l'actif/passif au titre des régimes à prestations déterminées nettes		-22		-22
Solde de clôture	-729	-30	-15	717
2023				
Solde d'ouverture	-1 908	55	70	-862
Réévaluations latentes			-24	-28
Plus/Moins-values réalisées portées au compte de résultat				-3
Réévaluations réalisées reclassées dans les bénéfices non distribués			-15	8
Variations de réserve de couverture de flux de trésorerie	766			766
Variations de l'actif/passif au titre des régimes à prestations déterminées nettes		-63		-63
Solde de clôture	-1 142	-8	30	-181

Variations des réserves légales et statutaires (En millions d'euros.)	Réserve de participation dans les sociétés liée et les coentreprises	Réserves de change	Réserves statutaires	Logiciels inscrits à l'actif	Total
2024					
Solde d'ouverture	0	-2 567	1 602	408	-557
Résultat de l'exercice			125		125
Réévaluations latentes sur des titres disponibles à la vente et autres	-132				-132
Plus/Moins-values réalisées portées au compte de résultat	36				36
Variations de réserve de couverture de flux de trésorerie	-48				-48
Réévaluations latentes sur des biens à usage propre	-12				-12
Variations de la réserve de réévaluation de l'actif/passif net au titre des régimes à prestations déterminées	6				6
Écarts de change	-3	544			541
Changements dans la composition du groupe et autres changements	182		-830	52	-596
Solde de clôture	27	-2 023	897	460	-639
2023					
Solde d'ouverture	0	-2 305	2 264	402	361

Résultat de l'exercice			336		336
Réévaluations latentes sur des titres disponibles à la vente et autres	3				3
Plus/Moins-values réalisées portées au compte de résultat	12				12
Variations de réserve de couverture de flux de trésorerie	231				231
Réévaluations latentes sur des biens à usage propre	-2				-2
Variations de la réserve de réévaluation de l'actif/passif net au titre des régimes à prestations déterminées	-22				-22
Écarts de change	130	-262			-132
Changements dans la composition du groupe et autres changements	-352		-998	6	-1 344
Solde de clôture	0	-2 567	1 602	408	-557

La Réserve de participation dans des sociétés liées et des coentreprises comprend les éléments suivants : la réserve pour bénéfices non répartis non distribuables des sociétés liées pour un montant de 1 250 millions d'euros (contre 1 037 millions d'euros en 2023), la réserve de réévaluation des sociétés liées et des coentreprises pour - 957 millions d'euros (contre - 800 millions en 2023), la réserve de conversions monétaires de 37 millions d'euros (contre 40 millions d'euros en 2023) et la réserve de réévaluation de l'actif/passif au titre des régimes à prestations déterminées nettes pour - 303 millions d'euros (contre - 309 millions d'euros en 2023).

En raison de la réévaluation négative, la réserve de participation est devenue négative en 2023 (31 millions d'euros), ce qui n'est pas autorisé par la loi néerlandaise, et elle a donc été reconstituée des bénéfices non distribués, inscrits dans le poste Changements de composition du groupe et autres changements).

Les Réserves statutaires comprennent les réserves non distribuables pour un montant de 897 millions d'euros (contre 1 602 millions d'euros en 2023) liés à l'ex-Stichting Regio Bank et à l'ex-Stichting Vakbondsspaarbank SPN, qui ne peuvent pas être librement distribués conformément à l'article 23.1 des statuts. La réserve a été utilisée pour un montant de - 830 millions d'euros (contre - 998 millions d'euros en 2023) qui est comptabilisé dans 'Changements de composition du groupe et autres changements'.

Les variations de valeur des instruments de couverture qui sont qualifiées de couvertures d'investissements nets sont prises en compte dans le poste Différences de change et autres.

Variations des autres réserves, bénéfices non distribués (En millions d'euros.)	2024	2023
Solde d'ouverture	22 398	25 067
Transfert des résultats non affectés	699	0
Dividendes et autres distributions en numéraire	-2 500	-4 000
Plans d'actionnariat	45	24
Changements de composition du groupe et autres changements	614	1 306
Solde de clôture	21 256	22 398

Le poste 'Dividendes en espèces et autres distributions en espèces' comprend les distributions en espèces à la société mère ING Groep N.V. en vue du financement des programmes de rachat d'actions.

La réserve de couverture de flux de trésorerie est comprise dans la Réserve de participation dans des sociétés liées et des coentreprises sur une base nette. La Réserve de réévaluation, la Réserve de participation dans des sociétés liées et des coentreprises et la Réserve de conversions monétaires ne peuvent pas être librement distribuées. Les bénéfices non répartis peuvent être librement distribués, à l'exception d'un montant égal au solde négatif de chacune des composantes de la Réserve de réévaluation, de la Réserve de participation dans des sociétés liées et des coentreprises et de la réserve de conversion des devises. Les gains et pertes non réalisés sur des dérivés, autres que ceux utilisés dans les couvertures de flux de trésorerie, sont passés au compte de résultat ; ils font donc partie des bénéfices non distribués et ne sont pas comptabilisés dans la Réserve de participation dans des sociétés liées et des coentreprises.

Conformément aux exigences en matière d'information financière prévues dans la Partie 9 du Livre 2 du Code civil néerlandais, le montant total des réserves non distribuables s'élève à 5 672 millions d'euros (contre 6 696 millions d'euros en 2023).

Se référer à la Note 20 'Capitaux propres' et à la Note 44 'Gestion de capital' des états financiers consolidés d'ING Bank pour plus d'informations, notamment sur les restrictions relatives aux dividendes et aux remboursements de capitaux.

Notes au compte de résultat de la société mère**21. – Intérêts nets créditeurs**

(En millions d'euros.)	2024	2023
Intérêts créditeurs sur prêts	18 751	17 950
Intérêts créditeurs sur prêts douteux	91	120
Intérêts négatifs sur le passif	8	19
Total des intérêts créditeurs sur prêts	18 850	18 088
Intérêts créditeurs sur actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	551	368
Intérêts créditeurs sur actifs financiers au coût amorti	496	394
Intérêts créditeurs sur titres comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	3 221	2 645
Intérêts créditeurs sur dérivés non détenus à des fins de transaction (pas de comptabilité de couverture)	4 569	8 539
Intérêts créditeurs sur dérivés non détenus à des fins de transaction (comptabilité de couverture)	3 800	3 206
Autres intérêts créditeurs	31	46
Intérêts créditeurs	31 518	33 286
Intérêts débiteurs sur montants dus aux banques	1 307	1 457
Intérêts débiteurs sur dépôts clients (1)	9 489	7 501
Intérêts débiteurs sur titres de créance	1 899	1 461
Intérêts débiteurs sur emprunts subordonnés	752	708
Intérêts débiteurs sur titres comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	2 153	1 936
Intérêts débiteurs sur dérivés non détenus à des fins de transaction (pas de comptabilité de couverture)	4 641	8 770
Intérêts débiteurs sur dérivés non détenus à des fins de transaction (comptabilité de couverture)	6 149	5 477
Autres charges d'intérêts	67	67
Intérêts négatifs sur l'actif	9	9
Intérêts débiteurs	26 466	27 387
Intérêts nets créditeurs	5 052	5 899

(1) Inclut les intérêts payés au titre des dépôts clients et des dettes senior non préférées.

Le poste 'Intérêts créditeurs' inclut une somme de 5 371 millions d'euros (contre 9 357 millions d'euros en 2023) provenant des sociétés du Groupe. Le poste 'Intérêts débiteurs' inclut une somme de 5 782 millions d'euros (contre 9 408 millions d'euros en 2023) versés aux sociétés du Groupe.

22. – Revenus de placement et résultats des participations

(En millions d'euros.)	2024	2023
Résultats des actions et autres titres à revenu non fixe	69	107
Résultats provenant des sociétés du groupe	4 207	4 473
Résultats des participations dans les sociétés liées, les coentreprises et autres participations	116	122
Dépréciations au niveau des participations dans des sociétés liées et des coentreprises	-3	-5
	4 389	4 697

Dépréciations

Il n'y a eu aucune dépréciation significative des participations dans des entreprises liées et des coentreprises en 2024 et 2023.

23. – Revenus nets des honoraires et commissions

Produits d'honoraires et de commissions (En millions d'euros.)	2024	2023
Services de paiement	1 341	1 242
Négoce de valeurs mobilières	240	195
Assurance et autres activités de courtage	103	115
Frais de gestion de portefeuille	299	262
Activité de prêt	336	313
Garanties financières et autres engagements	261	270
Autres	140	132
	2 720	2 528

Charges d'honoraires et de commissions (En millions d'euros.)	2024	2023
Services de paiement	379	351
Négoce de valeurs mobilières	89	73
Distribution de produits (par des prestataires externes)	98	89
Autres	94	84
	660	596

24. – Résultats des opérations financières

(En millions d'euros.)	2024	2023
Résultats du portefeuille de négoce de titres	985	860
Résultats des opérations de change	-287	1 009
Résultats des dérivés non détenus à des fins de transaction	1 992	266
Autres	-668	-572
	2 022	1 563

Le poste 'Résultats des opérations financières' comprend 358 millions d'euros (contre 332 millions d'euros en 2023) provenant des sociétés du Groupe. Le poste 'Autres' inclut 46 millions d'euros (contre - 30 millions d'euros en 2023) relatifs aux variations de juste valeur des dérivés détenus à des fins de transaction.

25. – Charges de personnel

(En millions d'euros.)	2024	2023
Salaires	2 426	2 315
Charges sociales	293	273
Dépenses de retraite et autres prestations de protection sociale	341	301
Autres charges de personnel	596	603
	3 657	3 492

Le nombre moyen d'équivalents temps plein (ETP) était de 23 071 (contre 22 424 en 2023) dont 8 287 en dehors des Pays-Bas (8 021 en 2023).

Rémunération des cadres supérieurs, du Management board et du Conseil de Surveillance

Se référer à la Note 43 'Parties liées' des états financiers consolidés d'ING Bank.

26. – Dépréciations, amortissements et pertes de valeur

Dépréciation et amortissement (En millions d'euros.)	2024	2023
Dépréciation des équipements	181	171
Amortissement des logiciels et autres immobilisations incorporelles	140	148
Dépréciations et reprises de dépréciations	10	5
	331	324

Les dépréciations incluent des logiciels pour 6 millions d'euros (contre 3 millions d'euros en 2023) et des équipements pour 5 millions d'euros (contre 2 millions d'euros en 2023).

27. – Autres charges

(En millions d'euros.)	2024	2023
Frais informatiques	617	548
Frais de bureau	112	114
Frais de déplacement et d'hébergement	51	48
Frais de publicité et relations publiques	212	164
Honoraires de conseil externe	235	213
Charges réglementaires	398	557
Dotations/(reprises sur) aux provisions pour restructurations et délocalisations	52	52
Autres	500	458
	2 176	2 154

28. – Impôts

(En millions d'euros.)	2024	2023
Impôts courants	759	971
Impôts différés	25	16
	785	987

Rapprochement du taux d'imposition sur le bénéfice légal moyen pondéré et du taux d'imposition sur les bénéfices effectifs d'ING Bank

(En millions d'euros.)	2024	2023
Résultat avant impôts des activités courantes	6 972	8 144
Taux d'imposition légal moyen pondéré	24.7%	24.8%
Montant de l'impôt légal moyen pondéré	1 725	2 020
Différences permanentes affectant l'impôt courant		
Exonération fiscale des participations	-1 144	-1 177
Autres revenus non imposables	-23	-45
Charges d'impôt non déductibles	230	199
Impôt courant sur des montants précédemment non comptabilisés	-1	1
Impôts nationaux et locaux	21	32
Ajustements à des périodes antérieures	-27	-45
Différences affectant l'impôt différé		
Impact du changement de taux d'imposition sur l'impôt différé	0	2
Impôt différé sur des montants précédemment non comptabilisés	0	0
Réduction/Reprise d'actifs d'impôt différé	4	0
Montant effectif de l'impôt	785	987
Taux d'imposition effectif	11.3%	12.1%

Pour plus d'informations sur le rapprochement du taux d'imposition sur le bénéfice légal moyen pondéré et du taux d'imposition sur les bénéfices effectifs d'ING Bank, se référer à la Note 31 'Impôts' des états financiers consolidés d'ING Bank.

29. – Échéance de certains éléments de l'actif et du passif

Analyse de certains éléments de l'actif et du passif en fonction de leur échéance

2024 (En millions d'euros.)	Moins d'1 mois	1 à 3 mois	3 à 12 mois	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Actif							
Prêts et avances aux banques	17 947	2 602	6 630	23 375	5 151	23 261	78 966
Prêts et avances aux clients	32 810	13 633	26 762	108 641	155 286	30 047	367 179
Passif							
Montants dus aux banques	12 816	4 331	6 837	1 150	673	13 817	39 625
Dépôts clients	301 928	13 768	26 177	9 380	2 231	15 418	368 903
Titres de créance en cours d'émission	1 852	9 305	13 179	13 162	10 602	13 555	61 656
Dettes senior non préférées		975		30 121	19 153	-856	49 393
Emprunts subordonnés					18 237	-376	17 861
2023 (En millions d'euros.)	Moins d'1 mois	1 à 3 mois	3 à 12 mois	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Actif							
Prêts et avances aux banques	14 996	4 314	6 561	19 985	6 408	19 665	71 930
Prêts et avances aux clients	34 010	8 547	26 674	100 693	150 103	26 078	346 104
Passif							
Montants dus aux banques	12 722	7 124	2 583	2 163	678	13 298	38 569
Dépôts clients	289 539	15 835	23 951	5 591	2 450	19 881	357 248
Titres de créance en cours d'émission	3 210	5 500	19 100	11 844	9 632	12 069	61 355
Dettes senior non préférées		570	903	25 119	15 367	-1 747	40 213
Emprunts subordonnés					16 093	-598	15 494

30. – Actifs non librement disponibles

(En millions d'euros.)	2024	2023
Instruments de capitaux propres et titres de créance	22 366	16 063
Prêts	46 207	42 670
Banques	6 456	9 159
Autres actifs	439	439
	75 468	68 331

Le tableau inclut les actifs relatifs aux opérations de prêts de titres ainsi que les opérations de vente et prise en pension de titres.

31. – Passifs éventuels et autres engagements

Passifs éventuels par type (En millions d'euros.)	2024	2023
Garanties	48 908	42 355
Lettres de crédit irrévocables	11 720	12 283
Dettes éventuelles	60 628	54 638
Facilités irrévocables	93 736	86 857
	154 364	141 495

Dettes éventuelles (En millions d'euros.)	2024	2023
Sociétés du Groupe	31 535	24 103
Tiers	29 092	30 535
	60 628	54 638

Facilités irrévocables (En millions d'euros.)	2024	2023
Sociétés du Groupe	—	1
Tiers	93 736	86 856
	93 736	86 857

32. – Autres

Garanties

ING a accordé des garanties en tant que participant dans des accords collectifs pris entre des organismes professionnels nationaux et en tant que participant dans des systèmes de garantie collectifs exigés par les gouvernements. ING Bank N.V. a par exemple accordé une garantie au fonds allemand de garantie des dépôts ('Einlagensicherungs-fonds' ou ESF) en vertu de l'article 5 (10) des statuts de ce fonds. Par cette garantie, ING Bank N.V. indemnise l'Association allemande des banques de Berlin au titre de toute perte qu'elle pourrait subir en raison de mesures prises à l'égard d'ING Allemagne. L'ESF est un système de garantie collectif volontaire concernant les épargnes et dépôts des particuliers, supérieurs à 100 000 euros.

ING Bank N.V. a émis des déclarations de dettes au titre de l'article 403 Livre 2 du Code civil néerlandais ('403 déclarations') et émis des garanties de tiers (et des lettres de confort/de sensibilisation de tiers) dans un nombre limité de cas. Les garanties de tiers sont utilisées lorsqu'il est demandé à ING Bank N.V. d'émettre une garantie à un tiers créancier de l'une de ses filiales afin de garantir les performances (financières) de la filiale. Des déclarations au titre de l'article 403 ont été émises pour les filiales néerlandaises suivantes :

- B.V. Deelnemings- en Financieringsmaatschappij 'Nova Zembla'
- B.V. Maatschappij van Onroerende Goederen 'Het Middenstandshuis'
- BMG monumenten B.V.
- Cofiton B.V.
- Entero B.V.
- ING Bank Personeel B.V.
- ING Hubs B.V.
- ING Commercial Finance B.V.
- ING Corporate Investments B.V.
- ING Corporate Investments Mezzanine Fonds B.V.
- ING Corporate Investments Participaties B.V.
- ING Corporate Investments Structured Finance B.V.
- ING Lease (Nederland) B.V.
- ING Sustainable Investments B.V.
- ING Vastgoed Ontwikkeling B.V.
- Nationale-Nederlanden Hypotheekbedrijf N.V.
- Nationale-Nederlanden Intervest II B.V.
- WestlandUtrecht Verzekeringen B.V.

Accords transactionnels

Dans le cours normal de nos activités, nous avons conclu un certain nombre d'accords en vertu desquels nous recevons des indemnités liées à la vente de nos anciennes entreprises et des accords en vertu desquels nous avons pris des dispositions détaillées concernant la répartition et le traitement des demandes.

Unité fiscale

ING Bank N.V. forme une unité fiscale avec ING Groep N.V. et diverses entités bancaires néerlandaises aux fins des impôts sur les sociétés. ING Bank N.V. et ING Groep N.V. et ses filiales bancaires qui forment l'unité fiscale sont conjointement et solidairement responsables des impôts à payer par l'unité fiscale. Les règlements des impôts sur les sociétés payés ou perçus sont effectués par la ING Bank N.V.

33. – Affectation des résultats proposée

Pour 2024, il est proposé que le résultat, dans la mesure où il est à la disposition de l'assemblée générale, soit affecté comme suit :

(En millions d'euros.)	2024
Résultat net	6 187
- Dotation aux réserves en vertu de l'article 25 des statuts	125
- Proposition de dotation aux Autres réserves en vertu de l'article 25 des statuts	4 342
- Disponibles pour distribution de dividendes	1 721

Le montant total des dividendes de 1 721 millions d'euros a été versé en mai 2024 (788 millions d'euros) et en novembre 2024 (933 millions d'euros) sous forme d'acomptes en dividendes.

34. – Événements ultérieurs

Le 28 janvier 2025, ING a annoncé avoir conclu un accord portant sur la vente de ses activités en Russie à Global Developemnt JSC, société russe détenue par un investisseur financier basé à Moscou et spécialisé dans les services d'affacturage. Cette transaction mettra réellement fin aux activités d'ING sur le marché russe. Selon les termes de l'accord, Global Development acquerra toutes les actions d'ING Bank (Eurasia) JSC et reprendra toutes les activités et le personnel en Russie. Global Development entend continuer à offrir ses services aux clients en Russie sous une nouvelle marque. La transaction, qui a fait l'objet d'une vérification préalable approfondie, est soumise à diverses autorisations réglementaires et devrait être finalisée au troisième trimestre 2025.

ING n'a conclu aucun nouveau contrat avec des entreprises russes, a réduit ses opérations et a pris des mesures pour séparer cette activité du réseau et des systèmes de la banque.

ING estime que l'impact négatif qui en découlera sur le poste 'Résultat sur cessions de sociétés du Groupe' s'élèvera à 0,7 milliard d'euros après impôt. Ce montant comprend une perte comptable estimée à 0,4 milliard d'euros correspondant à la différence attendue entre le prix de vente et la valeur comptable de l'activité. Il comprend aussi l'impact négatif estimé à 0,3 milliard d'euros résultant du recyclage des écarts de conversion, diminué de la réserve de couverture des investissements nets, via le compte de résultat, qui sont actuellement comptabilisés dans les capitaux propres pour refléter les variations antérieures de la valeur d'ING Bank (Eurasia) JSC faisant suite aux variations des taux de change.

Le 2 mars 2025, ING a conclu un accord avec un actionnaire minoritaire en vue d'acquérir sa participation de 17,6 % dans Van Lanschot Kempen N.V. Conformément à cet accord, ING a acquis immédiatement 7,2 % des actions, le reste de la transaction étant soumis à l'approbation réglementaire. Avec sa participation de 2,7 %, ING devrait détenir une participation totale de 20,3 % après la finalisation de la transaction.

Il n'y a pas d'autres événements postérieurs à signaler autres que ceux déjà mentionnés dans la Note 39 'Actions en justice' des états financiers consolidés.

Approbation des comptes annuels de la société mère

Amsterdam, le 3 mars 2025

Le Conseil de Surveillance

K.K. (Karl) Guha, Président
A.M.G. (Mike) Rees, Vice-Président
J. (Juan) Colombás
M. (Margarete) Haase
L.J. (Lodewijk) Hijmans van den Bergh
H.A.H. (Herman) Hulst
H.H.J.G. (Harold) Naus
A. (Alexandra) Reich
H.W.P.M.A. (Herna) Verhagen

Le Management Board Banking

S.J.A. (Steven) van Rijswijk, Président Directeur Général

T. (Tanate) Phutrakul, Directeur financier

L. (Ljiljana) Čortan, Directeur de la gestion des risques

P. (Pinar) Abay, Responsable de la Division Banque de détail, Market Leaders and Challengers & Growth Markets

A.J.M. (Andrew) Bester, Responsable de la Division Wholesale Banking

M.A. (Marnix) van Stiphout, Directeur des opérations

D. (Daniele) Tonella, Directeur technique

B. — Comptes consolidés au 31 décembre 2024**I. – Bilan consolidé au 31 décembre**

(En millions d'euros.)

Actif	Notes	2024	2023
Liquidités et avoirs auprès des banques centrales	2	70 353	90 214
Prêts et avances aux banques 3		21 769	16 708
Avoirs financiers à leur juste valeur avec variation au compte de résultat	4,6		
- Actifs détenus à des fins de transaction		72 906	60 240
- Dérivés non détenus à des fins de transaction		2 463	2 028
- désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat		5 740	5 775
- Désignés obligatoirement à leur juste valeur par le biais du compte de résultat		56 481	54 983
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	5,6	46 389	41 116
Titres au coût amorti	6	50 273	48 313
Prêts et avances aux clients	7	680 299	642 453
Participations dans des sociétés liées et des coentreprises	8	1 679	1 509
Immobilisations corporelles	9	2 434	2 399
Immobilisations incorporelles	10	1 334	1 198
Actifs d'impôts exigibles de l'exercice		599	311
Passifs d'Impôts différés	31	1 069	1 280
Autres actifs	11	6 935	7 109
Total actifs		1 020 724	975 636

Passif	Notes	2024	2023
Montants dus aux banques	12	16 722	23 257
Dépôts clients	13	699 725	662 004
Dettes financières à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	14		
- Passifs détenus à des fins de transaction		35 255	37 220
- Dérivés non détenus à des fins de transaction		2 101	2 019
- Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat		49 539	55 399
Passifs d'impôts de l'exercice		276	351
Passifs d'Impôts différés	31	287	184
Provisions	15	752	899
Autres dettes	16	10 596	13 130
Titres de créance émis	17	94 459	84 423
Dette senior non préférée	18	49 393	40 213
Emprunts subordonnés	19	17 879	15 404
Total passif		976 986	934 501
Capitaux propres	20		
Capital social et prime d'émission d'actions		17 067	17 067
Autres réserves		78	-769
Bénéfice non distribué		25 598	23 893
Capitaux propres (société mère)		42 743	40 191
Intérêts minoritaires		995	944

Total capitaux propres	43 738	41 135
Total passif et capitaux propres	1 020 724	975 636

Les renvois font référence aux notes annexes qui font partie intégrante des comptes annuels consolidés.

II. – Compte de résultat consolidé pour les exercices clos le 31 décembre

(En millions d'euros.)	Notes	2024	2023	2022
Intérêts créditeurs selon la méthode du taux d'intérêt effectif		49 221	44 486	24 541
Autres intérêts créditeurs		9 685	7 741	3 935
Total intérêts créditeurs		58 905	52 228	28 476
Intérêts débiteurs selon la méthode du taux d'intérêt effectif		-35 164	-28 693	-10 969
Autres charges d'intérêts		-8 993	-7 726	-3 761
Total intérêts débiteurs		-44 157	-36 419	-14 730
Produits nets des intérêts	21	14 749	15 809	13 745
Produits d'honoraires et de commissions		5 598	5 100	5 085
Charges d'honoraires et de commissions		-1 596	-1 514	-1 499
Revenus nets des honoraires et commissions	22	4 002	3 586	3 586
Résultat des évaluations et résultat net d'exploitation	23	3 407	2 910	1 503
Revenus de placement	24	13	95	181
Part du résultat des sociétés liées et des coentreprises	8	205	149	92
Dépréciations au niveau des participations dans des sociétés liées et des coentreprises	8	-35	-5	-192
Résultat sur cessions de sociétés du groupe		0	0	6
Résultat net de la décomptabilisation des actifs financiers évalués au coût amorti		-2	3	-5
Autres revenus nets	25	-3	-146	-369
Total produits		22 334	22 401	18 546
Dotation aux provisions pour créances irrécouvrables		1 194	520	1 861
Charges de personnel	26	7 184	6 725	6 152
Autres charges d'exploitation	27	4 931	4 838	5 040
Total charges		13 310	12 083	13 053
Résultat avant impôts		9 025	10 318	5 493
Impôts	31	2 580	2 926	1 723
Résultat net		6 445	7 392	3 769
Résultat net attribuable aux :				
Intérêts minoritaires		258	235	102
Actionnaires de la société mère		6 187	7 157	3 667
		6 445	7 392	3 769
Dividende par action ordinaire		10,72	22,08	13,5
Montant total du dividende versé (En millions d'euros.)		4 986	10 269	6 277

Les renvois font référence aux notes annexes qui font partie intégrante des comptes annuels consolidés.

III. – État consolidé du résultat global pour les exercices clos le 31 décembre

(En millions d'euros.)	2024	2023	2022
Résultat net (avant intérêts minoritaires)	6 445	7 392	3 769
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui ne seront pas reclassés au compte de résultat :			
Réévaluations réalisées et latentes sur des biens à usage propre	3	10	15
Réévaluation des actifs/passifs au titre des prestations déterminées nettes	-16	-85	-19
Variation nette de la juste valeur des instruments de capitaux propres par le biais des autres éléments du résultat global	664	-30	-126

Variation de la juste valeur du risque de crédit propre des passifs financiers par le biais du compte de résultats	-46	-39	165
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement au compte de résultat :			
Variation nette de la juste valeur des titres de créance par le biais des autres éléments du résultat global	-261	68	-428
Plus/Moins-values réalisées sur des titres de créance comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global reclassés au compte de résultat	63	9	-26
Variations de réserve de couverture de flux de trésorerie	383	1 138	-3 158
Écarts de change	563	-85	436
Total des autres éléments du résultat global	1 353	986	-3 140
Total résultat global	7 798	8 378	629
Résultat global attribuable aux :			
Intérêts minoritaires	303	444	-190
Actionnaires de la société mère	7 495	7 934	819
	7 798	8 378	629

Chaque composante des autres éléments du résultat global est présentée après imposition. Se référer à la Note 31 'Impôts' pour toutes informations concernant les incidences de l'impôt sur les bénéfices sur chaque composante.

IV. – État consolidé des variations des capitaux propres

(En millions d'euros.)	Capital social et prime d'émission d'actions	Autres réserves	Bénéfice non distribué	Capitaux propres (société mère)	Intérêts minoritaires	Total Capitaux propres
Solde au 31 décembre 2023	17 067	-769	23 893	40 191	944	41 135
Résultat net		125	6 062	6 187	258	6 445
Autres éléments du résultat global			1 307	1 307	46	1 353
Total résultat global net d'impôts		1 432	6 062	7 495	303	7 798
Dividendes			-4 986	-4 986	-253	-5 239
Plans de rémunérations en actions des salariés			45	45	0	45
Transferts		-585	585	0		0
Autres variations			-1	-1	0	-1
Solde au 31 décembre 2024	17 067	78	25 598	42 743	995	43 738

En 2024, ING Bank a mis à jour la présentation de l'état consolidé des variations des capitaux propres afin d'en simplifier la structure et de réduire les doublons. Les chiffres comparables ont été retraités en conséquence.

Les renvois font référence aux notes annexes qui font partie intégrante des comptes annuels consolidés. Les changements enregistrés au niveau des différentes réserves sont présentés à la Note 20 'Capitaux propres'.

(En millions d'euros.)	Capital social et prime d'émission d'actions	Autres réserves	Bénéfice non distribué	Capitaux propres (société mère)	Intérêts minoritaires	Total Capitaux propres
Solde au 31 décembre 2022	17 067	-984	26 462	42 546	504	43 050
Effet des changements de méthodes comptables (1)			-45	-45	-1	-46
Solde au 1 ^{er} janvier 2023	17 067	-984	26 417	42 500	503	43 004
Résultat net		336	6 821	7 157	235	7 392
Autres éléments du résultat global		777	0	777	209	986
Total résultat global net d'impôts		1 113	6 821	7 934	444	8 378
Dividendes			-10 269	-10 269	-3	-10 272
Plans de rémunérations en actions des salariés			30	30	0	30

Transferts		-899	899			0
Autres variations			-5	-5	0	-5
Solde au 31 décembre 2023	17 067	-769	23 893	40 191	944	41 135
(1) Changements de méthode comptable suite à l'adoption de l'IFRS 17 et changement de méthode comptable pour les garanties non financières.						

Les renvois font référence aux notes annexes qui font partie intégrante des comptes annuels consolidés. Les changements enregistrés au niveau des différentes réserves sont présentés à la Note 20 'Capitaux propres'.

(En millions d'euros.)	Capital social et prime d'émission d'actions	Autres réserves	Bénéfice non distribué	Capitaux propres (société mère)	Intérêts minoritaires	Total Capitaux propres
Solde au 31 décembre 2021	17 067	1 069	29 778	47 914	736	48 650
Impact de l'IAS 29 sur le solde d'ouverture		627	-563	64		64
Solde au 1 ^{er} janvier 2022	17 067	1 696	29 215	47 978	736	48 714
Résultat net		161	3 506	3 667	102	3 769
Autres éléments du résultat global		-2 848	0	-2 848	-292	-3 140
Total résultat global net d'impôts		-2 687	3 506	819	-190	629
Dividendes			-6 277	-6 277	-41	-6 319
Plans de rémunérations en actions des salariés			27	27	0	27
Transferts		8	-8	0		0
Autres variations			-1	-1	0	-1
Solde au 31 décembre 2022	17 067	-984	26 462	42 546	504	43 050

Les renvois font référence aux notes annexes qui font partie intégrante des comptes annuels consolidés. Les changements enregistrés au niveau des différentes réserves sont présentés à la Note 20 'Capitaux propres'.

V. – État consolidé des flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 décembre

(En millions d'euros;)	2024	2023	2022
Flux nets de trésorerie d'exploitation			
Résultat avant impôts	9 025	10 318	5 493
Régularisations pour :	673	674	711
- Dépréciation et amortissement			
- Dotation aux provisions pour créances irrécouvrables	1 194	520	1 861
- Réévaluations	-780	-2 836	4 706
- Écarts de change et autres	1 134	447	813
Impôts payés	-2 753	-2 700	-1 489
Variations dans :	-7 736	12 693	-5 836
- Prêts et avances aux banques, non disponibles à vue			
- Montants dus aux banques, non payables à vue	-7 819	-31 804	-26 976
- Actifs détenus à des fins de transaction	-12 663	-3 366	-5 485
- Passifs détenus à des fins de transaction	-1 964	-1 869	11 975
- Prêts et avances aux clients	-34 416	-5 815	-19 306
- Dépôts clients	38 916	12 541	27 555
- Dérivés non détenus à des fins de transaction	-54	2 409	-5 469
- Actifs désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	35	256	56
- Actifs obligatoirement désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	274	-7 402	-4 143
- Autres actifs	265	1 724	-2 861
- Autres dettes financières désignées à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	-7 801	4 384	9 843
- Provisions et autres dettes	-635	2 143	-667
Flux nets de trésorerie résultant des/(utilisés dans les) activités d'exploitation	-25 105	-7 682	-9 218
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Titres de placement et avances :			
- Sociétés liées et coentreprises	-26	-55	-48
- Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	-21 091	-19 995	-18 806
- Titres au coût amorti (1)	-110 052	-49 614	-24 651
- Immobilisations corporelles	-332	-246	-231
- Autres placements	-383	-310	-198
Cessions et rachats			
- Sociétés liées et coentreprises	107	164	58

- Cession de filiales, nette de la trésorerie acquise	0	0	7
- Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	16 949	11 913	14 526
- Titres au coût amorti (1)	108 732	49 525	23 943
- Immobilisations corporelles	50	57	83
- autres placements	13	15	10
Flux nets de trésorerie résultant des/(utilisés dans les) activités d'investissement	-6 033	-8 545	-5 307
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Produits de dettes senior non préférées	9 533	7 013	10 347
Remboursements de dettes senior non préférées	-3 692	-5 451	-3 897
Produits des titres de créance (1)	115 308	110 477	81 636
Remboursements de titres de créance (1)	-109 358	-86 061	-78 609
Produits de l'émission de prêts subordonnés	4 603	2 225	983
Remboursements de prêts subordonnés	-2 931	-2 894	-1 090
Remboursements du principal des dettes de location	-290	-291	-296
Dividendes versés	-5 239	-10 272	-6 319
Flux nets de trésorerie résultant des/(utilisés dans les) opérations de financement	7 935	14 746	2 755
Flux nets de trésorerie	-23 203	-1 481	-11 770
Liquidités et équivalents de trésorerie en début d'exercice	93 011	95 390	107 664
Effet des variations de taux de change sur les liquidités et équivalents de trésorerie	-740	-898	-505
Liquidités et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	69 068	93 011	95 390

(1) Les flux de trésorerie sont comptabilisés sur une base brute ; ils comprennent les placements et emprunts de titres à court terme

Liquidités et équivalents de trésorerie (En millions d'euros.)	2024	2023	2022
Bons du trésor et autres effets de commerce admissibles inclus dans les titres au coût amorti	37	0	1
Montants dus aux banques	-6 303	-5 132	-6 172
Prêts et avances aux banques	4 981	7 930	13 947
Liquidités et avoirs auprès des banques centrales	70 353	90 214	87 614
Liquidités et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	69 068	93 011	95 390

Le poste 'Liquidités et équivalents de trésorerie' inclut des montants dus aux banques et des prêts et avances aux banques qui sont disponibles à vue.

Les réserves obligatoires minimales en dépôt auprès de différentes banques centrales sont incluses dans les liquidités et équivalents de trésorerie. Se référer à la Note 36 'Transfert d'actifs financiers, actifs remis et reçus en garantie' portant sur des restrictions relatives aux soldes détenus auprès des banques centrales.

Les renvois font référence aux notes annexes qui font partie intégrante des comptes annuels consolidés.

Variations des passifs découlant des activités de financement

(En millions d'euros.)	Titres de créance en cours d'émission			Emprunts subordonnés			Passifs de location			Dettes senior non préférées		
	2024	2023	2022	2024	2023	2022	2024	2023	2022	2024	2023	2022
Solde d'ouverture	84 423	58 075	57 443	15 404	15 789	16 719	1 162	1 174	1 220	40 213	37 806	34 303
Flux de trésorerie :												
Dotations aux provisions	115 308	110 477	81 636	4 603	2 225	983				9 533	7 013	10 347
Rachats / Cessions	-109 358	-86 061	-78 609	-2 931	-2 894	-1 090	-290	-587		-3 692	-5 451	-3 897
Variations hors trésorerie :												
Amortissement	1 062	730	281	28	34	31	27	28	15	-3	1	-7
Autres	111	403	-66	24	12	8	212	256	239	1 669	102	106
Variations au niveau des réévaluations latentes	594	1 279	-3 746	188	473	-1 470				544	1 436	-3 866
Variations des taux de change	2 318	-479	1 135	564	-236	608	5	-8		1 129	-694	820
Solde de clôture	94 459	84 423	58 075	17 879	15 404	15 789	1 116	1 162	1 174	49 393	40 213	37 806

Une partie des titres de créance émis et des prêts subordonnés font l'objet d'une comptabilité de couverture de la juste valeur. Par conséquent, les 'Variations des réévaluations latentes' représentent les ajustements de la juste valeur de l'élément couvert attribuables au risque de taux d'intérêt couvert. Se référer au paragraphe 'Comptabilité de couverture de juste valeur' de la Note 33 'Dérivés et comptabilité de couverture'.

Le tableau ci-dessous présente les intérêts et dividendes perçus et payés.

(En millions d'euros.)	2024	2023	2022
Intérêts perçus	57 201	51 030	28 110
Intérêts payés	-41 459	-33 859	-14 201
	15 742	17 171	13 909
Dividendes perçus	235	205	229
Dividendes versés	-5 239	-10 272	-6 319

Les dividendes perçus des sociétés liées et des coentreprises sont inclus dans les activités d'investissement ; les intérêts perçus, les intérêts payés et les autres dividendes perçus sont inclus dans les activités d'exploitation et les dividendes payés sont inclus dans les activités de financement dans l'état consolidé des flux de trésorerie.

VI. – Notes annexes

Notes additionnelles aux états financiers consolidés

1. – Principes de préparation et informations sur les principales méthodes comptables

1.1. – Entité publiante et autorisation des états financiers consolidés

ING Bank N.V. (Naamloze vennootschap) est une société domiciliée à Amsterdam, Pays-Bas ; Registre du commerce d'Amsterdam, n° 33031431 ING Bank N.V. est une filiale à 100 % d'ING Groep N.V., groupe domicilié à Amsterdam, Pays-Bas. Les présents états financiers consolidés, établis au 31 décembre 2024 et pour l'exercice clos à cette date, concernent ING Bank N.V. (la société mère) et ses filiales, désignées ensemble sous le nom d'ING Bank. ING Bank est une institution financière mondiale à forte implantation européenne, offrant à ses clients une large gamme de services bancaires de détail et de gros.

Les états financiers consolidés d'ING pour l'exercice clos au 31 décembre 2024 ont été autorisés à la publication conformément à la résolution du Management Board Banking du 3 mars 2025. L'Assemblée Générale des Actionnaires peut décider de ne pas adopter les états financiers, mais ne peut pas les modifier.

1.2. – Principes de préparation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés d'ING Bank ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne (UE) et aux articles pertinents de la partie 9 du livre 2 du Code civil néerlandais.

Les normes IFRS telles qu'adoptées par l'UE sont les normes et interprétations IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et l'IFRS Interpretations Committee (IFRIC), assorties de quelques modifications limitées telles que l'enregistrement des macro-couvertures suivant les dispositions dites du 'carve-out' qui viennent déroger aux méthodes de couverture de juste valeur de l'IAS 39 'Instruments financiers' : comptabilisation et évaluation' (ci-après dénommées "IFRS").

Conformément au 'carve-out UE', ING Bank utilise la comptabilité de couverture de juste valeur pour couvrir le risque de taux d'intérêt (macro-couverture dite 'carve out' autorisée par l'UE). Pour de plus amples informations, se référer au paragraphe 1.5.4 'Dérivés et comptabilité de couverture' de la présente note et à la Note 33 'Dérivés et comptabilité de couverture'.

Les comptes annuels consolidés d'ING Bank ont été préparés en se basant sur le principe comptable de continuité d'exploitation et il n'y a aucun doute important sur la capacité d'ING Bank à poursuivre ses activités.

Les états financiers consolidés sont présentés en euros, arrondis au million le plus proche, sauf indication contraire. Les totaux peuvent ne pas correspondre en raison des arrondis.

1.2.1. – Présentation des informations sur la gestion des risques

Afin d'améliorer la transparence, de réduire les doublons et de présenter les informations afférentes en un seul endroit, certaines informations sur la nature et l'ampleur des risques liés aux instruments financiers, requises en vertu de la norme IFRS 7 'Instruments financiers : informations à fournir' sont incluses dans le chapitre 'Gestion des risques' du rapport annuel. Ces informations font partie intégrante des comptes annuels consolidés d'ING Bank et sont signalées par le symbole (*) dans le chapitre 'Gestion des risques'. Les chapitres, paragraphes, graphiques ou tableaux du chapitre 'Gestion des risques' qui sont signalés par ce symbole dans les titres ou les en-têtes de tableaux correspondants sont considérés comme faisant partie intégrante des états financiers consolidés.

1.3. – Changements au niveau des principes comptables et de la présentation

ING Bank a appliqué ses principes comptables de façon cohérente lors de chaque période présentée dans les présents états financiers consolidés.

En 2024, ING Bank a mis à jour la présentation de l'État consolidé des variations des capitaux propres afin d'en simplifier la structure et de réduire les doublons. Les chiffres comparables ont été retraités en conséquence. Par ailleurs, ING a modifié sa présentation et sa classification des instruments senior non préférés dans le bilan consolidé et dans l'état consolidé des flux de trésorerie. ING estime que cette modification améliore encore la présentation de ces instruments et des flux de trésorerie afférents. Les chiffres comparables ont été retraités en conséquence. En outre, la présentation à la Note 28 'Segments' a été mise à jour afin de se conformer aux exigences en matière d'informations à fournir sur les segments, telles que publiées par l'IFRIC dans une décision émise en juillet 2024.

1.3.1. – Changements dans les IFRS entrés en vigueur en 2024

Les modifications suivantes apportées aux normes IFRS sont entrées en vigueur au cours de l'exercice sous revue (et ont été approuvées par l'UE) sans incidence significative sur ING Bank.

- Modifications d'IFRS 16 'Contrats de location' : Passifs de location dans le cadre d'une cession-bail (publiées en septembre 2022).
- Modifications d'IAS 1 'Présentation des états financiers' : Classification des passifs comme courants ou non courants (publiées en janvier 2020) et passifs non courants assortis de clauses restrictives (publiées en octobre 2022).
- Modifications d'IAS 7 'État des flux de trésorerie' et de la norme IFRS 7 'Instruments financiers : Informations à fournir'. Accords financiers avec les fournisseurs (publiées en mai 2023).

1.3.2. – Modifications des normes IFRS attendues après 2024

ING Bank n'a adopté par anticipation aucune des normes, interprétations ou modifications publiées, mais non encore entrées en vigueur, et en évalue l'impact potentiel sur ING Bank.

Modifications entrant en vigueur en 2025 (approuvées par l'UE) :

- Modifications d'IAS 21 'Effets des variations des cours des monnaies étrangères'. Absence de convertibilité (publiées en août 2023).

La mise en œuvre des modifications susmentionnées ne devrait pas avoir d'impact significatif sur les états financiers consolidés d'ING Bank, lorsqu'elles entreront en vigueur.

Modifications entrant en vigueur en 2026 (non encore approuvées par l'UE) :

- Modifications de la norme IFRS 9 'instruments financiers' et de la norme IFRS 7 'Instruments financiers : Informations à fournir' : Classification et évaluation des instruments financiers (publiées en mai 2024).
- Modifications de la norme IFRS 9 'instruments financiers' et de la norme IFRS 7 'Instruments financiers : Informations à fournir' Accords d'achat d'électricité renouvelable (publiées en décembre 2024).
- Améliorations annuelles des normes comptables IFRS : Volume 11 (publiées en juillet 2024).

Modifications entrant en vigueur en 2027 (non encore approuvées par l'UE) :

- Nouvelle norme IFRS 18 'Présentation et informations à fournir dans les états financiers' (publiées en avril 2024).

De plus, en mai 2024, l'IASB a publié aussi une nouvelle norme comptable IFRS 19 'Filiales sans responsabilité publique : Informations à fournir'. Celle-ci ne s'applique toutefois pas aux états financiers consolidés d'ING Bank.

1.4. – Jugements significatifs et estimations et hypothèses comptables critiques

La préparation des états financiers consolidés exige de la direction qu'elle émette des jugements lors de l'application de ses méthodes comptables et qu'elle recoure à des estimations et des hypothèses. Les estimations et hypothèses affectent les montants enregistrés à l'actif et au passif et les montants des actifs et passifs éventuels à la date du bilan ainsi que les produits et charges reportés pour l'exercice. Le résultat effectif peut différer de ces estimations. L'émission d'hypothèses est soumise à des procédures de contrôle interne et à approbation.

ING Bank a identifié des domaines pour lesquels la direction doit émettre des jugements importants et utiliser des estimations et hypothèses comptables critiques sur la base d'informations et de données financières pouvant ou non varier à l'avenir. Ces domaines couvrent :

- les provisions pour créances irrécouvrables (actifs financiers) (voir la Note 1.5.6 'Dépréciation des actifs financiers') ;
- la détermination des justes valeurs des actifs et passifs financiers (voir la Note 1.5.3 'Juste valeurs des actifs et passifs financiers') ;

- les participations dans des sociétés liées - évaluation des pertes de valeurs additionnelles ou reprise de pertes de valeurs antérieures (voir la Note 1.10 'Participations dans des sociétés liées et coentreprises ; et
- les provisions (voir Note 1.15 'Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels').

En mars 2024, ING a remboursé les derniers 6 milliards d'euros au titre de sa participation à des opérations de refinancement ciblées à plus long terme (TLTRO III); De ce fait, la comptabilisation des TLTRO n'a plus nécessité de jugement significatif en 2024, alors que c'était le cas en 2023 et 2022.

1.5. – Instruments financiers

ING Bank applique la norme IFRS 9 "Instruments financiers" pour la comptabilisation, la classification, l'évaluation et la décomptabilisation des actifs et des passifs financiers, ainsi que pour la dépréciation des actifs financiers. Le groupe applique les dispositions de l'IAS 39 'Instruments financiers : comptabilisation et évaluation' à des fins de comptabilité de couverture.

1.5.1. – Comptabilisation et décomptabilisation des instruments financiers

Comptabilisation des actifs financiers

Les actifs financiers sont inscrits au bilan lorsqu'ING Bank devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Pour l'achat ou la vente 'regular way' d'un actif financier, la comptabilisation à la date de transaction ou à la date de règlement est appliquée en fonction de la classification de l'actif financier.

Décomptabilisation des actifs financiers

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir des flux de trésorerie en provenance des actifs financiers ont expiré ou lorsqu'ING Bank a transféré les droits de recevoir les flux de trésorerie en provenance des actifs financiers ou s'est engagée à transmettre les flux de trésorerie et a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages liés à l'actif. Si ING Bank ne transfère ni ne conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif financier, elle décomptabilise l'actif financier lorsqu'elle n'a plus de contrôle sur l'actif. La différence entre la valeur comptable d'un actif financier décomptabilisé et la contrepartie reçue est portée au compte de résultat.

Comptabilisation des passifs financiers

Les passifs financiers sont comptabilisés à la date à laquelle l'entité devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Décomptabilisation des passifs financiers

Les passifs financiers sont décomptabilisés lorsque l'obligation spécifiée dans le contrat est acquittée, annulée ou éteinte. La différence entre la valeur comptable d'un passif financier éteint et la contrepartie payée est portée au compte de résultat.

1.5.2. – Classification et évaluation des instruments financiers

Actifs financiers

La banque classe ses actifs financiers dans les catégories d'évaluation suivantes :

- actifs devant être évalués ultérieurement à leur juste valeur (soit par le biais des autres éléments du résultat global, soit par le biais du compte de résultat) ; et
- actifs devant être évalués au coût amorti.

Lors de la comptabilisation initiale, ING Bank évalue un actif financier à sa juste valeur à laquelle s'ajoutent, dans le cas d'un actif financier non comptabilisé en FVPL, les frais de transaction directement imputables à l'acquisition de l'actif financier.

Les frais de transaction des actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat sont inscrits en charges dans le compte de résultat.

Actifs financiers – Titres de créance

La classification dépend du modèle de gestion de l'entité pour la gestion des actifs financiers et des conditions contractuelles des flux de trésorerie lors de la comptabilisation initiale.

Modèles de gestion

Les modèles d'entreprise sont classés en détention pour collecte (Hold to Collect - HtC), en modèle de gestion "collecte et vente" (Hold to Collect and Sell - HtC&S) ou autre selon la manière dont un portefeuille d'instruments financiers est géré dans son ensemble. Les modèles de gestion d'ING Bank reposent sur la structure de gestion existante de la banque et ont été affinés sur la base d'une analyse de la manière dont les entreprises sont évaluées et dont leurs informations sont rapportées, de la manière dont leurs risques commerciaux spécifiques sont gérés et en fonction des ventes historiques et

futures attendues. Les ventes sont autorisées dans un modèle d'entreprise HtC lorsqu'elles sont dues à une augmentation du risque de crédit, qu'elles ont lieu à proximité de la date d'échéance (lorsque le produit des ventes est proche de la perception des flux de trésorerie contractuels restants), que leurs valeurs sont insignifiantes (à la fois individuellement et globalement) ou qu'elles sont peu fréquentes.

Flux de trésorerie contractuels Paiements exclusivement en principal et intérêts (SPPI)

Les flux de trésorerie contractuels d'un actif financier sont évalués pour déterminer s'ils représentent des SPPI. Les intérêts tiennent compte de la valeur temporelle de l'argent, du risque de crédit et d'autres risques de base liés aux prêts, tels que le risque et les coûts de liquidité associés à la détention de l'actif financier pendant une période donnée. En outre, les intérêts peuvent inclure une marge bénéficiaire compatible avec un accord de prêt de base. Les actifs financiers comportant des dérivés incorporés sont considérés dans leur intégralité lorsqu'il s'agit de déterminer si leurs flux de trésorerie sont des SPPI.

Pour déterminer si les flux de trésorerie contractuels sont des SPPI, ING Bank tient compte des conditions contractuelles de l'instrument. Il s'agit notamment d'évaluer si l'actif financier contient une condition contractuelle qui pourrait modifier l'échéancier ou le montant des flux de trésorerie contractuels de sorte qu'il ne remplirait pas cette condition.

Sur la base du modèle de gestion de l'entité s'appliquant à la gestion des actifs financiers et sur la base des conditions contractuelles des flux de trésorerie, il existe trois catégories d'évaluation dans lesquelles ING Bank classe ses titres de créance :

— Coût amorti :

Les titres de créance qui sont détenus pour le recouvrement de flux de trésorerie contractuels dans le cadre d'un modèle de gestion HtC, lorsque ces flux de trésorerie représentent des SPPI sont évalués au coût amorti ; Les produits d'intérêts provenant de ces actifs financiers sont inclus dans les produits d'intérêts en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE). Tout gain ou perte résultant de la décomptabilisation est comptabilisé directement dans le compte de résultat. Les pertes de valeur sont présentées comme poste distinct dans le compte de résultat.

— FVOCI :

Les titres de créance qui sont détenus pour le recouvrement de flux de trésorerie contractuels et pour la vente des actifs financiers dans le cadre du modèle de gestion HtC&S, pour lesquels les flux de trésorerie des actifs représentent des SPPI, sont comptabilisés en FVOCI. Les variations de la valeur comptable sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, à l'exception de la comptabilisation des gains ou pertes de valeur, des produits d'intérêts et des gains et pertes de change, qui sont comptabilisés dans le compte de résultat. Lorsque l'actif financier est décomptabilisé, le gain ou la perte cumulés précédemment comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés depuis les capitaux propres vers le compte de résultat et présentés dans les revenus de placement ou dans les autres revenus nets, en fonction des caractéristiques spécifiques du modèle de gestion. Les produits d'intérêts provenant de ces actifs financiers sont inclus dans les produits d'intérêts en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE). Les pertes de valeur sont présentées comme poste distinct dans le compte de résultat.

— FVPL :

Les titres de créance qui ne satisfont pas aux critères de comptabilisation au coût amorti ou en FVOCI sont comptabilisés en FVPL. Il s'agit notamment de titres de créance détenus à des fins de transaction (présentés séparément comme actifs détenus à des fins de transaction) et de tous les autres titres de créance qui ne satisfont pas aux critères de la comptabilisation au coût amorti ou en FVOCI (présentés séparément comme devant être comptabilisés obligatoirement en FVPL). Lors de la comptabilisation initiale, ING Bank peut dans certains cas décider de désigner irrévocablement un actif financier comme étant classé et comptabilisé en FVPL. C'est le cas lorsque cette solution permet d'éliminer ou de réduire de manière significative toute incohérence au niveau du traitement comptable qui pourrait survenir pour les actifs comptabilisés au coût amorti ou en FVOCI. Les variations de juste valeur des titres détenus à des fins de transaction, des prêts détenus à des fins de transaction et des dépôts à des fins de transaction (principalement des opérations de prise en pension de titres) sont présentées intégralement dans le poste Résultat des évaluations et résultat net d'exploitation, qui comprend également les intérêts. Les intérêts générés par les actifs financiers comptabilisés en FVPL sont comptabilisés dans le compte de résultat et présentés dans les Autres produits d'intérêts ou les Autres charges d'intérêts de la période au cours de laquelle ils surviennent. Les intérêts générés par un titre de créance dans le cadre d'une relation de couverture, mais ne faisant pas l'objet d'une comptabilité de couverture, sont comptabilisés dans le compte de résultat et présentés dans les Autres produits d'intérêts ou les Autres charges d'intérêts de la période au cours de laquelle ils surviennent.

ING Bank reclasse les actifs financiers si et seulement si son modèle de gestion s'appliquant aux actifs financiers change. De tels changements de modèles de gestion devraient être très rares. Aucun reclassement n'a été effectué durant la période de reporting.

Actifs financiers– Instruments de capitaux propres

Tous les instruments de capitaux propres sont évalués à leur juste valeur. ING Bank applique l'option de la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global pour les investissements considérés comme stratégiques, à savoir les investissements qui apportent une valeur ajoutée aux activités bancaires de base d'ING Bank.

Elle ne procède pas au recyclage ultérieur des gains et pertes de juste valeur au compte de résultat après la décomptabilisation des investissements qu'on avait choisi de classer et comptabiliser en FVOCI. Toutefois, le gain ou la perte cumulée sont transférés des capitaux propres aux bénéfices non distribués lors de la décomptabilisation de ces instruments de capitaux propres. Les dividendes provenant de ces investissements continuent d'être comptabilisés dans le compte de résultat en tant que revenus de placement lorsque le droit d'ING à recevoir les paiements est établi. Les exigences en matière de dépréciation ne s'appliquent pas aux participations classées et comptabilisées en FVOCI.

Les autres participations restantes sont comptabilisées en FVPL. Toutes les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans le poste Résultat des évaluations et revenu net d'exploitation du compte de résultat consolidé.

Passifs financiers

Les passifs financiers sont classés et comptabilisés au coût amorti, à l'exception des contrats de garantie financière, des dérivés et des passifs comptabilisés en FVPL. Les passifs financiers classés et comptabilisés en FVPL sont présentés comme suit :

- le montant de la variation de juste valeur qui est attribuable aux variations du risque de crédit propre des passifs comptabilisés en FVPL est présenté dans les autres éléments du résultat global. Lors de la décomptabilisation, l'impact de cet ajustement de valorisation sur passifs (DVA) n'est pas recyclé depuis les autres éléments du résultat global vers le compte de résultat ; et
- le montant résiduel de la variation de la juste valeur est présenté dans le poste "Résultats des évaluations et résultat net d'exploitation" du compte de résultat. Les intérêts sur passifs financiers comptabilisés en FVPL sont également inscrits dans le résultat des évaluations, à l'exception des éléments volontairement comptabilisés en FVPL dont les intérêts sont présentés dans le poste Autres intérêts créditeurs (débiteurs).

Un contrat de garantie financière est un contrat qui oblige ING Bank à effectuer des paiements spécifiques pour rembourser le porteur d'une perte qu'il a subie du fait qu'un débiteur donné n'a pas effectué son paiement à l'échéance conformément aux conditions initiales ou modifiées d'un titre de créance. Un tel contrat est initialement comptabilisé à la juste valeur et est ensuite évalué au montant le plus élevé entre (a) le montant déterminé conformément aux dispositions en matière de dépréciation de la norme IFRS 9 'Instruments financiers' (voir chapitre "Dépréciation des actifs financiers") et (b) le montant initialement comptabilisé moins, le cas échéant, l'amortissement cumulé comptabilisé conformément au principe de comptabilisation des produits de la norme IFRS 15 'Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients'.

Opérations de prise et de mise en pension de titres

Les titres cédés en vertu d'opérations de prise en pension ('repos'), les emprunts de titres et les accords similaires continuent à être comptabilisés dans le bilan consolidé. La contrepartie exigible est évaluée en FVPL (désignée) et prise en compte dans Autres passifs financiers comptabilisés en FVPL, si l'actif est évalué en FVPL. Dans les autres cas, la contrepartie exigible est enregistrée dans les Montants dus aux banques, les Dépôts clients ou détenus à des fins de transaction, selon le cas.

Les titres achetés en vertu d'opérations de prise en pension ('reverse repos'), les emprunts de titres et les accords similaires ne sont pas pris en compte dans le bilan consolidé. La contrepartie payée pour l'achat de titres est comptabilisée comme Prêts et avances aux clients, Prêts et avances aux banques, Autres actifs financiers comptabilisés en FVPL ou Actifs détenus à des fins de transaction, selon le cas. La différence entre le prix de vente et le prix de rachat est traitée comme un intérêt et amortie sur toute la durée de vie du contrat sur la base de la méthode du taux d'intérêt effectif pour les instruments qui ne sont pas comptabilisés en FVPL.

1.5.3. – Juste valeur des actifs et passifs financiers

Tous les actifs et passifs financiers sont initialement comptabilisés à leur juste valeur. Lors de la comptabilisation initiale, la juste valeur d'un instrument financier est généralement son prix de transaction (à savoir la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue). Toutefois, s'il existe une différence importante entre le prix de transaction et la juste valeur des instruments financiers dont la juste valeur est basée sur une technique d'évaluation utilisant des données non observables significatives, la totalité du gain ou de la perte au premier jour de la transaction ('Day one profit or loss') est reportée. ING reporte le Day one profit or loss relatif aux instruments financiers classés au niveau 3 et aux instruments financiers présentant des paramètres de valorisation significatifs non observables dans CVA qui ne sont pas nécessairement classés au niveau 3. Le gain ou la perte différé(e) au premier jour est comptabilisé(e) au compte de résultat sur la durée de vie de la transaction jusqu'à son échéance, ou jusqu'à ce que les données significatives non observables deviennent observables, ou jusqu'à ce que les données significatives non observables deviennent non significatives. Dans tous les autres cas, ING Bank comptabilise la différence comme gain ou perte initial(e).

Par la suite, à l'exception des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti, tous les autres actifs et passifs financiers sont comptabilisés à leur juste valeur

La juste valeur correspondant au montant qui serait reçu pour vendre un actif ou qui serait payé pour transférer un passif dans le cadre d'une transaction réalisée en bonne et due forme entre intervenants sur le marché à la date d'évaluation. Elle suppose que les intervenants sur le marché utiliseraient et prendraient en compte les caractéristiques de l'actif ou du passif pour fixer le prix de l'actif ou du passif. Les justes valeurs d'actifs et de passifs financiers sont basées sur les cotations officielles non ajustées, lorsqu'elles sont disponibles. Lesdites cotations sont essentiellement déterminées sur la base des cours des instruments financiers cotés. Lorsque ces cotations ne sont pas disponibles, les cours sur des marchés actifs peuvent être obtenus auprès d'agents en bourse indépendants, de courtiers ou de teneurs de marché. En général, les positions sont évaluées comme étant longues au cours acheteur et courtes au cours vendeur ou elles sont évaluées au cours situé dans la fourchette acheteur/vendeur qui est la plus représentative de la juste valeur dans les circonstances données. Si certaines positions sont marquées au prix moyen du marché, on procède alors à un ajustement à la juste valeur.

Pour certains passifs et actifs financiers, aucun cours du marché n'est disponible. La juste valeur de tels instruments est alors déterminée à l'aide de techniques d'évaluation. Ces techniques vont de l'actualisation des flux de trésorerie aux divers modèles d'évaluation qui prennent en compte les facteurs de fixation de prix, tels que le prix du marché des instruments sous-jacents de référence, les paramètres de marché (volatilités, corrélations, notations) et le comportement des clients. ING Bank utilise au maximum les paramètres de marché observables et minimise tout recours aux paramètres non observables pour la détermination de la juste valeur. La juste valeur peut être subjective en fonction de l'importance que revêtent les paramètres non observables dans l'évaluation globale. Toutes les techniques d'évaluation utilisées sont sujettes à révision et approbation internes. La plupart des données utilisées dans les techniques d'évaluation sont validées si possible quotidiennement.

Lorsqu'un groupe d'actifs et de passifs financiers est géré sur la base de ses expositions nettes au risque, on évalue la juste valeur d'un groupe d'actifs ou de passifs financiers au niveau du portefeuille net.

Afin de tenir compte du risque de crédit dans la juste valeur, ING Bank applique des ajustements tant de la valeur de crédit que de la valeur de débit (CVA, DVA, également appelée CVA bilatérale ou BVA). Une dette émise par la banque elle-même et les obligations structurées qui sont comptabilisées en FVPL sont ajustées pour tenir compte du risque de crédit propre à ING Bank au moyen d'une DVA.

Pour tenir compte du risque de financement, ING Bank applique en outre un 'ajustement des coûts de financement' (FVA) aux dérivés non garantis en se basant sur les cours des liquidités de financement. ING Bank applique aussi d'autres ajustements de valeurs à certaines positions afin de parvenir à leur juste valeur, tels que des ajustements au cours acheteur/vendeur, des ajustements de valorisation des risques liés au modèle et des ajustements sur valorisation des garanties (CollVA).

Jugements significatifs et estimations et hypothèses comptables critiques :

- Même si les prix du marché sont disponibles, lorsque les marchés sont moins liquides, il peut y avoir une fourchette de prix pour le même titre provenant de différentes sources de prix. La sélection du prix le plus approprié requiert du jugement et peut donner lieu à des estimations différentes de la juste valeur.
- Les techniques d'évaluation sont subjectives par nature ; elles impliquent donc une grande part d'estimations pour l'établissement de la juste valeur de certains actifs et passifs financiers. Les techniques d'évaluation reposent sur différentes hypothèses concernant les facteurs de fixation de prix. L'utilisation de différentes techniques d'évaluation et de différentes hypothèses pourrait fournir des estimations sensiblement différentes de la juste valeur.
- Le test de prix est réalisé pour évaluer si le processus d'évaluation a conduit à une juste valeur appropriée de la position et pour réduire les risques potentiels de pertes économiques dues à des modèles incorrects ou mal utilisés.
- Évaluer si un marché est actif et si un paramètre est observable et significatif nécessite l'exercice d'un jugement. ING Bank hiérarchise ses instruments financiers qui sont évalués à leur juste valeur dans le bilan ou dont la juste valeur est déterminée selon une hiérarchie sur trois niveaux basée sur l'observabilité et l'importance des paramètres d'évaluation. Le recours à des approches différentes pour déterminer si un marché est actif, si un paramètre est observable et si un paramètre non observable est significatif pourrait entraîner des classifications différentes dans la hiérarchie de juste valeur ainsi qu'un report potentiellement différent du Day One Profit or Loss.
- Se référer à la Note 32 'Juste valeur des actifs et passifs' et au paragraphe 'Risque de marché' du chapitre 'Gestion des risques' du rapport annuel pour plus d'informations au sujet de la base de détermination des justes valeurs des instruments financiers et des sensibilités afférentes.

1.5.4. – Dérivés et comptabilité de couverture

La norme IFRS 9 prévoit un choix de méthode comptable permettant de différer l'adoption de la comptabilité de couverture selon l'IFRS 9 et de poursuivre la comptabilité de couverture en vertu de l'IAS 39. ING Bank a décidé d'exercer ce choix de méthode comptable et n'a pas adopté la comptabilité de couverture IFRS 9 au 1^{er} janvier 2018. En outre, ING Bank utilise

la comptabilité de couverture de juste valeur pour couvrir le risque global de taux d'intérêt de son portefeuille (macro-couverture de juste valeur) conformément à la version 'carve-out UE' de l'IAS 39.

Les dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date à laquelle le contrat d'instruments dérivés est conclu et sont évalués par la suite à leur juste valeur. Les justes valeurs sont obtenues à partir des cours du marché sur les marchés actifs, y compris les transactions commerciales, et à partir de techniques d'évaluation telles que les modèles d'actualisation des flux de trésorerie et les modèles d'évaluation des options, selon le cas. Tous les dérivés sont portés à l'actif lorsque leur juste valeur est positive et au passif lorsque leur juste valeur est négative. Les variations de juste valeur des dérivés sont présentées dans le poste "Résultats des évaluations et résultat net d'exploitation" du compte de résultat, à l'exception des dérivés faisant l'objet d'une relation de couverture formelle ou des couvertures dites économiques qui ne font pas l'objet d'une relation de couverture formelle, lorsqu'une composante est présentée séparément dans les résultats d'intérêts, conformément à la stratégie de gestion des risques d'ING Bank.

Les dérivés incorporés sont séparés des passifs financiers et des autres contrats non financiers et comptabilisés en tant que dérivés si, et seulement si :

1. les caractéristiques économiques et les risques inhérents au dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés aux caractéristiques économiques et aux risques du contrat hôte ;
2. un instrument séparé présentant les mêmes conditions que le dérivé incorporé répond à la définition d'un dérivé ; et
3. les instruments combinés ne sont pas comptabilisés à leur juste valeur avec variations de la juste valeur inscrites au compte de résultat.

Lorsqu'un dérivé incorporé est ainsi séparé des passifs financiers, le contrat hôte est pris en compte comme un contrat autonome similaire.

La méthode de comptabilisation de la juste valeur du gain ou de la perte en résultant dépend de la qualité du dérivé. S'il est considéré comme un instrument de couverture, elle dépendra de la nature de l'élément couvert. ING Bank qualifie certains dérivés comme couvertures de la juste valeur des actifs, passifs ou promesses de prêts comptabilisés (couverture de juste valeur), comme couvertures de cash flows futurs hautement probables attribuables à un élément comptabilisé de l'actif ou du passif (couverture de flux de trésorerie) ou comme couvertures d'investissements nets d'activités à l'étranger. La comptabilité de couverture est utilisée pour les dérivés qualifiés de cette façon, à condition que certains critères soient réunis.

À la date de prise d'effet de la transaction, ING Bank documente la relation entre instruments de couverture et éléments couverts, ses objectifs de gestion des risques, ainsi que les méthodes choisies pour évaluer l'efficacité de la couverture. ING Bank documente aussi ses évaluations, aussi bien à la prise d'effet de la couverture que de façon continue, lui permettant d'estimer si les dérivés utilisés dans les opérations de couverture sont très efficaces pour compenser les variations de juste valeur ou de cash flows des éléments couverts.

Couvertures de juste valeur

Toute variation de la juste valeur de dérivés qui sont désignés et qualifiés de couvertures de juste valeur est comptabilisée au compte de résultat, tout comme les ajustements de la juste valeur d'éléments couverts attribuables au risque de couverture.

Si la relation de couverture ne répond plus aux critères d'une comptabilité de couverture, l'ajustement cumulé de l'élément couvert est, dans le cas des instruments portant intérêts, amorti au compte de résultat sur la période restante de la couverture initiale ou est pris en compte directement lorsque l'élément couvert est décomptabilisé. Pour les instruments ne portant pas intérêts, l'ajustement cumulé de l'élément couvert est comptabilisé au compte de résultat lorsque l'instrument couvert est décomptabilisé.

Couvertures de flux de trésorerie

La partie efficace des variations de la juste valeur des dérivés qui sont désignés et qualifiés de couvertures de flux de trésorerie est comptabilisée dans Autres éléments du résultat global. Le gain ou la perte concernant la part non effective sont imputés directement au compte de résultat. Les montants cumulés dans Autres éléments du résultat global sont recyclés dans le compte de résultat au cours des périodes pendant lesquelles l'élément couvert affecte le résultat net. Lorsqu'un instrument de couverture expire ou est vendu, ou lorsqu'il ne répond plus aux critères d'une comptabilité de couverture, tout gain ou perte cumulé, enregistré dans Autres éléments du résultat global à ce moment-là reste dans Autres éléments du résultat global et est comptabilisé lorsque la transaction prévisionnelle est finalement portée au compte de résultat. Lorsque l'on ne s'attend plus à ce qu'une transaction prévue ait lieu, le gain ou la perte cumulé qui avait été enregistré dans Autres éléments du résultat global est immédiatement transféré au compte de résultat.

Couvertures d'investissements nets

Les couvertures d'investissements nets d'activités à l'étranger sont comptabilisées comme les couvertures de flux de trésorerie. Le gain ou la perte concernant la partie efficace de la couverture sont enregistrés dans Autres éléments du résultat global ; le gain ou la perte concernant la partie non efficace sont immédiatement portés au compte de résultat. Les gains et pertes cumulés dans Autres éléments du résultat global sont inclus dans le compte de résultat lorsque l'entité étrangère est cédée.

Réforme des taux de référence - méthodes spécifiques aux couvertures directement affectées par la réforme des taux de référence

Comme expliqué dans le paragraphe "Incidence de la réforme des taux de référence" du chapitre "Gestion des risques", une révision fondamentale des principaux taux de référence a été menée et est toujours en cours pour certains d'entre eux (par exemple, le WIBOR).

Étant donné que la réforme des taux de référence est susceptible d'avoir diverses implications comptables, l'International Accounting Standards Board (IASB) a établi un projet en deux phases. La phase 1 (lancée en 2019) concerne les questions affectant l'information financière avant le remplacement des taux d'intérêt de référence existants. La phase 2 (lancée en 2020) se concentre sur les questions susceptibles d'affecter l'information financière lorsque les taux d'intérêt de référence existants sont réformés ou remplacés.

Les amendements de la phase 1 des normes IFRS permettent à ING Bank d'appliquer temporairement un certain nombre d'exceptions pour poursuivre la comptabilité de couverture, même lorsqu'il y a une incertitude sur les flux de trésorerie contractuels découlant de la réforme. Dans le cadre de ces exceptions temporaires, les taux interbancaires offerts sont supposés rester inchangés aux fins de la comptabilité de couverture jusqu'à ce que l'incertitude soit levée.

Plus précisément, les dérogations temporaires suivantes font partie des amendements de la phase 1 :

- Exigence hautement probable pour les couvertures de flux de trésorerie
Pour déterminer si une transaction prévue est hautement probable, on suppose que le taux d'intérêt de référence sur lequel les flux de trésorerie couverts sont basés n'est pas modifié par la réforme.
- Évaluation prospective de l'efficacité des couvertures
Lors de l'évaluation prospective, on suppose que le taux d'intérêt de référence sur lequel les flux de trésorerie couverts sont basés n'est pas modifié par la réforme.
- Évaluation rétrospective de l'efficacité des couvertures
Lors de l'évaluation rétrospective, les couvertures sont réputées avoir réussi l'évaluation, même si les résultats réels se situent en dehors de la fourchette de 80-125 %, pendant toute la période d'incertitude découlant de la réforme des taux de référence.
- Désignation d'une composante d'un élément comme élément couvert
Pour les couvertures de la composante de référence du risque de taux d'intérêt affectée par la réforme, l'exigence d'identification séparée ne doit être démontrée qu'au début de ces relations de couverture (macro-couvertures comprises).

Les amendements sont pertinents car ING Bank couvre et applique la comptabilité de couverture à l'exposition au taux d'intérêt de référence dans le cadre de la réforme des taux de référence. Les couvertures d'ING Bank sont modifiées progressivement, le cas échéant, pour intégrer les nouveaux taux de référence. Les exceptions temporaires au titre de la phase 1 sont restées pertinentes pour ING Bank au 31 décembre 2024 (essentiellement pour le WIBOR).

ING Bank arrêtera totalement d'appliquer les amendements lorsque cette incertitude aura disparu ou lorsque la relation de couverture aura cessé. Se référer à la Note 'Gestion des risques/Incidence de la réforme des taux de référence' pour les informations relatives à l'application des amendements de la phase 1.

Les amendements de la phase 2 exigent que la comptabilité de couverture soit maintenue lors du passage aux taux sans risque, à condition que les modifications apportées aux instruments financiers soient celles nécessaires à la mise en œuvre de la réforme des taux de référence et que la nouvelle base de calcul des flux de trésorerie soit "économiquement équivalente" à la base précédente. Les amendements de la phase 2 autorisent en particulier la poursuite des relations de couverture, sous réserve de modifier leur documentation pour refléter les changements apportés aux instruments couverts, aux instruments de couverture, au risque couvert et/ou à la méthode d'évaluation de l'efficacité pendant la transition vers les nouveaux taux de référence. En appliquant ces amendements obligatoires, ING Bank évite les interruptions de comptabilité de couverture lorsqu'elle modifie à la fois les éléments couverts et les instruments de couverture (ainsi que la documentation relative à la couverture) suite à la réforme des taux de référence, ce qui serait nécessaire en l'absence des amendements de la phase 2. Durant l'année 2024, la phase 2 a continué à s'appliquer pour ING Bank car ING est effectivement passée aux nouveaux taux de référence pour ses instruments financiers (désignés dans des relations de comptabilité de couverture).

Plus précisément, les dérogations temporaires suivantes font partie des amendements de la phase 2 :

Dérogation à la cessation de la relation de couverture

- Les modifications apportées à la documentation de couverture à la suite des changements requis par la réforme des taux de référence n'entraînent pas la cessation de la relation de couverture ni la désignation d'une nouvelle relation. Les changements peuvent prendre la forme de la désignation d'un autre taux de référence à titre de risque couvert, de la description de l'instrument de couverture, de la description de l'élément couvert ou de la méthode d'évaluation de l'efficacité.

- Lorsque l'élément couvert est modifié suite à la réforme du taux de référence (ou si la couverture a été abandonnée précédemment), les montants cumulés dans la réserve de couverture des flux de trésorerie sont réputés être basés sur le taux d'intérêt sans risque (RFR). Cela entraîne la reprise dans la réserve de couverture des flux de trésorerie au compte de résultat au cours de la ou des périodes pendant lesquelles les flux de trésorerie couverts qui sont désormais basés sur le taux d'intérêt sans risque affectent le résultat.
- Lorsque les éléments d'un groupe désigné d'éléments couverts sont modifiés suite à la réforme des taux de référence, la stratégie de couverture est maintenue et n'est pas abandonnée. Lorsque les éléments du groupe couvert passent, à des moments différents, des taux de référence aux taux d'intérêts sans risque, ils sont transférés dans des sous-groupes d'instruments qui font référence aux taux d'intérêt sans risque en tant que risque couvert. Les taux de référence existants restent désignés comme risque couvert pour l'autre sous-groupe d'éléments couverts, jusqu'à ce qu'ils soient également mis à jour en référence au nouveau taux d'intérêt sans risque. Les dispositions habituelles en matière de comptabilité de couverture sont intégralement appliquées à la relation de couverture.
- Pour l'évaluation de l'efficacité rétrospective de la couverture, les variations cumulées de la juste valeur peuvent être remises à zéro lorsque l'exception à l'évaluation rétrospective des dérogations de la phase 1 prend fin. Cette décision est prise séparément pour chaque relation de couverture (c'est-à-dire couverture par couverture).
- Dérogation temporaire de l'obligation de satisfaire à la condition d'identification distincte : un taux d'intérêt sans risque est considéré comme une composante de risque identifiable séparément si l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'il satisfasse à la condition d'identification distincte dans les 24 mois suivant la date à laquelle il est désigné pour la première fois comme une composante de risque non contractuellement spécifiée (c'est-à-dire lorsque l'entité désigne pour la première fois le taux d'intérêt sans risque comme une composante de risque non contractuellement spécifiée). Cette dérogation s'applique à chaque taux d'intérêt sans risque, c'est-à-dire taux par taux.

Comme expliqué ci-dessus, les modifications apportées aux taux de référence de la phase 1 et de la phase 2 des IFRS prévoient des dérogations spécifiques en matière de comptabilité de couverture qui permettent de maintenir les relations de couverture lorsque la réforme des taux de référence est en cours. Les exceptions à la phase 1 cessent de s'appliquer lorsque l'incertitude découlant de la réforme des taux de référence n'existe plus en ce qui concerne le calendrier et le montant des flux de trésorerie basés sur le taux de référence des instruments concernés, ou lorsque l'instrument de couverture est abandonné. ING Bank a pour politique de cesser d'appliquer les dérogations à la phase 1 lorsque le contrat applicable (instrument de couverture ou élément couvert) est effectivement modifié. Par conséquent, pour ces relations de couverture, les dérogations à la phase 1 ont cessé de s'appliquer et la phase 2 est devenue applicable. Se référer à la Note 'Gestion des risques/Incidence de la réforme des taux de référence' pour les informations relatives à l'application des amendements de la phase 2.

Dérivés non commerciaux ne répondant pas aux critères de la comptabilité de couverture.

Les instruments dérivés qui sont utilisés par ING Bank dans le cadre de ses stratégies de gestion des risques, mais qui ne répondent pas aux critères de comptabilité de couverture en vertu des principes comptables d'ING Bank, sont présentés comme dérivés non commerciaux. Les dérivés non commerciaux sont comptabilisés à la juste valeur avec inscription des variations au compte de résultat.

1.5.5. – Compensation d'actifs et de passifs financiers

Les actifs et passifs financiers sont compensés et le montant net est enregistré au bilan, lorsqu'ING Bank dispose d'un droit légal de compenser les montants comptabilisés et envisage soit de régler le montant net soit de céder l'élément actif et de régler le passif simultanément.

La compensation est appliquée aux dérivés, aux opérations de prise en pension et de mise en pension de titres et aux accords de mise en commun de trésorerie. Une part importante de la compensation est appliquée aux dérivés et aux soldes de marge de trésorerie afférents, qui sont directement compensés par des chambres de compensation centrales ou par l'intermédiaire de membres de chambres de compensation centrales. Pour de plus amples informations, se référer à la Note 39 'Compensation des actifs et passifs financiers'.

1.5.6. – Dépréciation des actifs financiers

Un modèle de pertes sur créances attendues (ECL) est appliqué aux actifs financiers comptabilisés au coût amorti ou en FVOCI, tels que les prêts, les titres de créance et les créances de location, ainsi qu'aux éléments hors bilan, tels que les engagements de prêt non utilisés, certaines garanties financières émises et les facilités de crédit renouvelables engagées non utilisées. Conformément au modèle ECL, ING Bank calcule les pertes de créances attendues (ECL) en considérant, sur une base actualisée, le déficit de trésorerie qu'elle subirait en cas de défaillance et en multipliant ce déficit par la probabilité qu'une défaillance se produise. Les pertes sur créances attendues correspondant à la somme des résultats pondérés par la probabilité. Les estimations des pertes sur créances attendues sont impartiales et comprennent des informations raisonnables et justifiables sur les événements passés, les conditions actuelles et les prévisions des conditions économiques futures. Ces dernières sont inscrites au bilan en tant que provisions pour créances irrécouvrables.

Approche en trois étapes

Les actifs financiers sont classés dans l'une des trois étapes ci-dessous à chaque date de clôture. Un actif financier peut passer d'une étape à l'autre au cours de sa durée de vie. Les étapes sont basées sur les variations de qualité du crédit depuis la comptabilisation initiale et sont définies comme suit :

— Étape 1

Actifs financiers dont le risque de crédit ne s'est pas détérioré de manière significative depuis leur comptabilisation initiale (c'est-à-dire qu'aucun passage à l'étape 2 ou 3 ne s'applique). Les actifs sont affectés à l'étape 1 lors de leur comptabilisation initiale (à l'exception des actifs financiers acquis ou émis dépréciés - POCl) et les pertes de crédit attendues sont déterminées par la probabilité qu'un défaut se produise dans les 12 mois à venir (ECL à 12 mois) ;

— Étape 2

Actifs financiers présentant une dégradation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale. Pour les actifs de l'étape 2, l'ECL reflète une estimation des pertes de crédit sur la durée résiduelle de l'actif (ECL pour la durée de vie) ; ou

— Étape 3

Actifs financiers dépréciés. Pour ces actifs également, les pertes de crédit attendues sont déterminées sur la durée résiduelle de l'actif.

Augmentation significative du risque de crédit

ING Bank a mis en place un cadre, intégrant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs, afin d'identifier et d'évaluer les augmentations significatives du risque de crédit (SICR). Ce cadre est utilisé pour déterminer l'étape ECL appropriée pour chaque actif financier. Se référer aux 'Critères d'identification de l'augmentation significative du risque de crédit (SICR)' dans le chapitre "Gestion des risques" du rapport annuel.

Un actif qui est affecté à l'étape 2 retourne à l'étape 1 si l'un des critères mentionnés ci-dessus n'est plus rempli. Toutefois, si l'actif a été déplacé à l'étape 2 en raison du critère "forbearance status", il reste à l'étape 2 pendant au moins 24 mois. Si l'actif a été classé dans l'étape 2 en raison d'un retard de paiement de 30 jours, il repasse en étape 1 trois mois seulement après la fin de l'application du critère déclencheur.

Actifs financiers dépréciés (étape 3)

Les actifs financiers font l'objet d'une évaluation de la dépréciation du crédit à chaque date de clôture et plus fréquemment lorsque les circonstances justifient une évaluation plus poussée. Les indicateurs d'une dépréciation du crédit comprennent des arriérés de plus de 90 jours sur toute obligation de crédit importante, des indications que l'emprunteur connaît des difficultés financières significatives, une rupture de contrat, une faillite ou une restructuration en difficulté. La définition de la dépréciation selon la norme IFRS 9 (étape 3) est alignée sur la définition de la défaillance utilisée par ING Bank à des fins de gestion interne des risques, qui est également la définition utilisée à des fins réglementaires.

Un actif (autre qu'un actif acquis ou émis déprécié - POCl) qui est affecté à l'étape 3 retourne à l'étape 2 lorsque, à la date de clôture, il n'est plus considéré comme déprécié, sous réserve de certaines périodes de probation. L'actif reviendra à l'étape 1 lorsque le risque de crédit à la date de clôture n'est plus considéré comme s'étant significativement dégradé depuis la comptabilisation initiale.

Scénarios macroéconomiques

ING Bank a mis en place une procédure trimestrielle visant à développer des scénarios macroéconomiques prospectifs et des pondérations de probabilité pour les besoins de l'évaluation ECL. ING Bank utilise essentiellement des données d'un fournisseur de service majeur, qui sont enrichies par la vision interne d'ING Bank. Un scénario de référence, un scénario haussier et un scénario baissier sont envisagés pour refléter un montant d'ECL non biaisé et pondéré en fonction des probabilités. Dans le cadre du scénario de référence, ING Bank s'appuie sur la vision neutre du marché associée aux prévisions de consensus pour les variables économiques telles que les taux de chômage, la croissance du PIB, les prix de l'immobilier, les prix des matières premières et les taux d'intérêt à court terme. L'application du consensus de marché dans le scénario de référence garantit des estimations non biaisées pour les pertes de crédit attendues.

Les scénarios alternatifs sont basés sur les erreurs de prévision observées dans le passé, ajustées en fonction des risques affectant l'économie aujourd'hui et de l'horizon de prévision. Les probabilités attribuées sont basées sur les probabilités d'observer les trois scénarios et sont dérivées des intervalles de confiance existant sur une distribution de probabilité. Les prévisions pour les variables économiques sont ajustées une fois par trimestre.

Pondérations de probabilité appliquées à chacun des trois scénarios

ING Bank utilise trois scénarios macroéconomiques pour déterminer l'ECL selon l'IFRS 9 (le scénario de référence, le scénario haussier et le scénario baissier). L'approche qu'utilise la direction pour déterminer les pondérations de chaque scénario et procéder au choix de la distribution des erreurs de prévision à partir desquelles les pondérations sont dérivées est expliquée dans le paragraphe 'Scénarios alternatifs et pondérations de probabilité'. Cette approche est aussi présentée en détail dans l'analyse de sensibilité abordée dans le paragraphe 'Gestion des risques' du rapport annuel.

Évaluation ECL

ING Bank applique une méthode d'évaluation collective de l'ECL pour les actifs de l'étape 1, de l'étape 2 et de l'étape 3. Les autres actifs dépréciés soumis à l'évaluation ECL sont évalués selon la méthode d'évaluation individuelle.

Actifs évalués collectivement (étapes 1 à 3)

Pour les actifs évalués collectivement, ING Bank recourt à une approche basée sur un modèle. Les pertes de crédit attendues (ECL) sont déterminées en multipliant la probabilité de défaillance (PD) par la perte attendue en cas de défaillance (LGD) et l'exposition à la défaillance (EAD), corrigée de la valeur temps de l'argent. Les actifs qui font l'objet d'une évaluation collective sont regroupés sur la base de caractéristiques de risque de crédit similaires, en tenant compte du type de prêt, du secteur d'activité, de la situation géographique, du type de garantie, de l'état des créances en souffrance et d'autres facteurs pertinents. Ces caractéristiques sont pertinentes pour l'estimation des cash flows futurs pour des groupes de tels actifs, car elles donnent des informations sur la capacité des débiteurs à payer tous les montants dus conformément aux conditions contractuelles des actifs évalués et sur la perte au cas où le débiteur ne serait pas en mesure de payer tous les montants dus.

Pour les actifs de l'étape 3, la PD est égale à 100 % et la LGD et l'EAD correspondent à une vision à long terme des pertes sur la base des caractéristiques de facilités en défaut.

Pour les besoins de l'évaluation ECL, les modèles de pertes sur créances prévues d'ING Bank (PD, LGD, EAD) utilisés à des fins réglementaires ont été ajustés. Ces ajustements comprennent la suppression de conservatismes prudentiels intégrés (tels que les planchers) et la conversion des estimations sur l'ensemble du cycle en estimations ponctuelles. Les modèles évaluent l'ECL sur la base de prévisions macroéconomiques prospectives et d'autres paramètres. Pour la plupart des actifs financiers, la durée de vie attendue est limitée à l'échéance restante. Pour les découverts et certaines facilités de crédit renouvelables, telles que les cartes de crédit, l'échéance est estimée sur la base de données historiques, car ces facilités n'ont pas de durée fixe ni de calendrier de remboursement.

Actifs évalués individuellement (étape 3)

ING Bank procède à l'estimation ECL pour les actifs financiers individuellement significatifs et dépréciés de l'étape 3 au cas par cas. L'ECL pour ces actifs évalués individuellement est déterminé à l'aide de la méthode des flux de trésorerie futurs escomptés actualisés. Pour déterminer les cash flows futurs attendus, un ou plusieurs scénarios sont utilisés. Chaque scénario est analysé en fonction de sa probabilité d'occurrence et comprend des informations prospectives.

Pour déterminer les scénarios, tous les facteurs pertinents ayant un impact sur les cash flows futurs sont pris en compte. Ces facteurs comprennent notamment l'évolution attendue de la qualité du crédit, des prévisions commerciales et économiques et des estimations de l'éventualité et de la date des recouvrements, compte tenu de la stratégie de restructuration/recouvrement d'ING Bank.

La meilleure estimation ECL est calculée comme la moyenne pondérée du déficit (valeur comptable brute moins les cash flows escomptés actualisés en utilisant le taux d'intérêt effectif d'origine) par scénario, sur la base des meilleures estimations des cash flows futurs escomptés. Les recouvrements peuvent provenir, entre autres, du remboursement du prêt, de la récupération de la garantie et de la vente de l'actif. Les flux de trésorerie provenant des garanties et autres rehaussements de crédit sont inclus dans l'évaluation ECL pour l'actif financier concerné lorsqu'ils font partie intégrante des conditions contractuelles de l'actif financier et que le rehaussement de crédit n'est pas comptabilisé séparément. Pour l'évaluation individuelle, avec des scénarios granulaires (propres à l'entreprise ou à l'actif), des facteurs spécifiques peuvent avoir un impact plus important sur les cash flow futurs que les facteurs macroéconomiques.

Lorsqu'un actif financier est déprécié, les intérêts créditeurs ne sont plus comptabilisés sur la base de la valeur comptable brute de l'actif. Ils sont plutôt calculés en appliquant le taux d'intérêt effectif initial au coût amorti de l'actif, qui correspond à la valeur comptable brute moins la provision pour créances irrécouvrables correspondante.

Actifs dépréciés acquis ou émis dépréciés (POCI)

Les actifs POCI sont des actifs financiers qui sont dépréciés lors de leur comptabilisation initiale. La dépréciation d'un actif POCI est déterminée sur la base de l'ECL à vie à compter de la comptabilisation initiale. Les actifs POCI sont comptabilisés initialement pour un montant net d'ECL et sont évalués au coût amorti en utilisant un taux d'intérêt effectif ajusté au crédit. Au cours des périodes suivantes, toute modification de l'ECL estimé sur la durée de vie est portée au compte de résultat. Les changements favorables sont comptabilisés sous forme de gain de dépréciation si l'ECL à vie à la date de clôture est inférieur à l'ECL à vie estimé à l'origine.

Annulation et remise de dette

Les prêts et les titres de créance sont annulés (partiellement ou totalement) lorsqu'on ne peut pas raisonnablement espérer le recouvrement et/ou la recouvrabilité des montants dus. Les événements suivants peuvent conduire à une annulation :

- à l'issue d'une restructuration achevée et lorsqu'il est fortement improbable de recouvrer une partie de l'encours de prêt restant (y compris remise partielle de dette) ;
- dans un scénario de liquidation de faillite ;
- après la cession ou la vente d'une facilité de crédit à un prix réduit ;
- dans des cas de fraude spécifiques sans possibilité de recours.

Lorsqu'un prêt est irrécouvrable, il est passé dans les provisions pour créances irrécouvrables correspondantes. Les recouvrements ultérieurs de montants précédemment annulés sont comptabilisés dans "Dotation aux provisions sur créances irrécouvrables" du compte de résultat consolidé.

La remise de dette (ou le règlement de la dette) implique une annulation, mais aussi l'abandon d'une obligation légale, en tout ou en partie. Cela signifie qu'ING Bank perd le droit légal de recouvrer la dette. Par conséquent, l'actif financier doit être décomptabilisé.

Comptabilisation de l'ECL

L'ECL pour les actifs financiers évalués au coût amorti est déduit de la valeur comptable brute des actifs. Pour les titres de créance comptabilisés en FVOCI, l'ECL est comptabilisé dans les autres éléments du résultat global, au lieu d'être déduit de la valeur comptable de l'actif. L'ECL reflète également les pertes de crédit liées à la partie de l'engagement de prêt qui devrait être utilisée sur la durée de vie restante de l'instrument. L'ECL sur les contrats de garantie financière émis, dans le champ d'application de l'IFRS 9 et non comptabilisé en FVPL, est inscrit au passif dans Autres provisions. L'ECL est inscrit au compte de résultat dans "Dotation aux provisions pour créances irrécouvrables".

Jugements significatifs et estimations et hypothèses comptables critiques :

Le calcul de l'ECL nécessite un certain nombre de jugements et d'estimations, tels que :

- ING Bank émet diverses hypothèses sur le risque de défaillance, les taux de pertes de crédit en cas de défaillance et les flux de trésorerie futurs attendus. Pour les provisions collectives, ING Bank émet un jugement significatif pour l'estimation des paramètres modélisés tels que la probabilité de défaillance ('PD'), la perte attendue en cas de défaillance ('LGD') et l'exposition à la défaillance ('EAD'), y compris le choix et le calibrage des modèles pertinents. Pour l'étape 3 'provisions individuelles', la détermination et les probabilités de concrétisation des scénarios de restructuration et de recouvrement sont particulièrement subjectives, tout comme les montants et les échéances des flux de trésorerie futurs attendus.
- Les scénarios macroéconomiques prospectifs qui sont utilisés dans l'évaluation des dépréciations sont incertains par nature. L'utilisation d'autres scénarios macroéconomiques prospectifs peut produire des estimations significativement différentes de l'ECL. L'analyse de sensibilité présentée dans le chapitre "Gestion des risques" du rapport annuel le démontre et divulgue l'ECL non pondéré dans chacun des trois scénarios pour certains portefeuilles importants.
- Pour déterminer si le risque de crédit d'un actif financier a augmenté de manière significative (critère permettant d'identifier une augmentation significative du risque de crédit), ING Bank se base sur des informations raisonnables et justifiables pour comparer le risque de défaillance à la date de clôture avec le risque de défaillance lors de la comptabilisation initiale de l'actif financier. Alors qu'il est nécessaire de faire preuve de discernement pour appliquer une notation à la probabilité de défaillance de chaque actif financier, la détermination des seuils de probabilité de défaillance fait aussi appel à une grande part de jugement. Le processus de comparaison de la probabilité de défaillance d'un actif financier avec les seuils de la fourchette de probabilité de défaut

détermine l'étape de l'ECL dans laquelle il est classé. Les actifs de l'étape 1 se voient attribuer un ECL sur 12 mois, tandis que ceux de l'étape 2 se voient attribuer un ECL à vie, et la différence est souvent significative. En tant que tel, le jugement exercé dans l'attribution des PD des actifs financiers et des seuils de la fourchette de PD constitue un jugement important. L'analyse de la sensibilité associée à l'évaluation de l'augmentation significative du risque de crédit est présentée dans le chapitre "Gestion des risques" du rapport annuel.

- L'exercice d'un jugement est nécessaire lorsqu'il s'agit, pour la direction, d'évaluer s'il existe des preuves objectives que certaines expositions sont dépréciées.
- Afin de refléter les risques qui ne sont pas correctement pris en compte par les modèles de pertes sur créances attendues (dont le risque climatique), un certain nombre d'ajustements de l'ECL, basés sur un modèle, ont été nécessaires au 31 décembre 2024, ce qui a nécessité le recours à un jugement significatif. Se référer à ce propos au paragraphe 'Ajustements de gestion appliqués au cours de cet exercice' dans le chapitre 'Gestion des risques' du rapport annuel.

1.5.7. – Modifications apportées aux instruments financiers

Dans certaines circonstances, ING Bank accorde aux emprunteurs un report, une réduction du paiement du principal et/ou des intérêts sur une période temporaire afin de maximiser les possibilités de recouvrement et, si possible, d'éviter le défaut de paiement, la saisie ou la reprise de possession. Lorsque ce report, cette réduction du paiement du principal et/ou des intérêts du prêt sont réalisés en raison de préoccupations en matière de crédit, ils sont également appelés pratiques moratoires ('forbearance') (se référer à ce propos au chapitre 'Gestion des risques' du rapport annuel pour plus de détails) et nécessitent une analyse visant à déterminer si les conditions contractuelles ont été beaucoup modifiées ou non. Une évaluation similaire est nécessaire lorsque les conditions contractuelles sont modifiées pour des raisons autres que celles liées aux pratiques moratoires.

ING Bank évalue le caractère substantiel de la modification en utilisant des facteurs quantitatifs et qualitatifs. Si les modifications entraînent une modification substantielle des conditions du prêt, le prêt initial est décomptabilisé et un nouveau prêt est comptabilisé à sa juste valeur à la date de la modification. En cas de modification mineure, un gain ou une perte découlant de la modification sera comptabilisé au compte de résultat.

Réforme du taux de référence - Mesures spécifiques liées aux modifications nécessaires à la mise en œuvre de la réforme du taux de référence

Comme expliqué dans "Réforme des taux de référence – Mesures spécifiques pour les couvertures directement affectées par la réforme des taux de référence" dans le paragraphe 1.5.4 'Dérivés et comptabilité de couverture', l'IASB a lancé un projet en deux phases, étant donné que la réforme des taux de référence peut avoir diverses implications comptables. Outre la comptabilité de couverture, les modifications apportées à l'IFRS dans la phase 2 concernent la comptabilisation des changements relatifs à la détermination des flux de trésorerie contractuels des actifs et passifs financiers résultant de la réforme des taux de référence. Les amendements de la phase 2 exigent plus spécifiquement que le taux d'intérêt effectif des instruments financiers soit ajusté, mais uniquement dans la mesure où les modifications apportées aux instruments financiers sont celles nécessaires à la mise en œuvre de la réforme du taux de référence et que la nouvelle base de calcul des flux de trésorerie soit "économiquement équivalente" à la base précédente. En appliquant ces modifications obligatoires, ING Bank évite de comptabiliser les gains et pertes sur titres de créance faisant suite à la modification, qui devraient l'être en l'absence des amendements de la phase 2 (les modifications relatives aux titres de créance qui résultent de la réforme des taux de référence sont traitées comme une réinitialisation du taux d'intérêt variable du titre). Se référer à la Note 'Gestion des risques/Incidence de la réforme des taux de référence' pour les informations relatives à l'application des amendements de la phase 2.

1.5.8. – Comptabilisation d'opérations de refinancement ciblées à plus long terme (TLTRO)

ING Bank a participé à des opérations de refinancement ciblées à plus long terme (TLTRO III), qui ont principalement affecté les périodes correspondantes, ING ayant remboursé en mars 2024 les 6 derniers milliards d'euros de sa participation aux TLTRO III. ING Bank estimait que les opérations de refinancement TLTRO fournies par la BCE aux banques le sont aux conditions du marché, car la BCE a établi un marché distinct pour les programmes TLTRO. Ces programmes sont assortis de conditions spécifiques qui diffèrent de celles des autres sources de financement disponibles pour les banques, y compris celles fournies par la BCE. Par conséquent, le taux d'intérêt applicable dans le cadre des TLTRO a été considéré comme un taux conforme au marché et le financement TLTRO est intégralement comptabilisé dans les passifs financiers.

ING Bank a interprété le taux global fixé par la BCE dans le cadre des TLTRO comme un taux variable du passif financier, c'est-à-dire qu'il s'agit du taux du marché à chaque période spécifique. Il en résulte des taux discrets pour des périodes discrètes sur la durée de vie des TLTRO. Le changement de taux applicable d'une période d'intérêt à l'autre a été considéré comme une modification du taux variable et a été pris en compte de manière prospective. De même, si la BCE a annoncé des modifications du taux pour les montants déjà utilisés dans le cadre de l'opération de refinancement ciblée à plus long terme existante, ces modifications représentaient également un changement de taux variable. Par conséquent, ces changements ont entraîné la comptabilisation d'une augmentation/diminution de l'intérêt au cours de la période concernée de la durée de vie de l'exposition, plutôt que la comptabilisation d'un gain ou d'une perte lié(e) à la modification immédiate au moment du changement de conditions par la BCE. Lorsque la modification concernait les périodes déjà écoulées, l'impact pour ces périodes passées était immédiatement comptabilisé au compte de résultat.

Se référer à la Note 12 'Montants dus aux banques' et à la Note 21 'intérêts nets créditeurs' pour la comptabilisation de la participation d'ING Bank aux programmes TLTRO.

1.6. – Consolidation

ING Bank englobe ING Bank N.V. (maison mère) et toutes les autres filiales. Les filiales sont des entités contrôlées par ING Bank N.V. Le contrôle existe si ING Bank N.V. est exposée ou a des droits à des rendements variables et a la capacité d'affecter ces rendements par le biais du pouvoir sur la filiale.

Pour ce qui concerne les participations dans des entités structurées, l'existence du contrôle requiert du jugement car ces entités sont conçues de manière à ce que les droits de vote ou autres droits similaires ne soient pas le facteur déterminant pour décider qui contrôle l'entité. Ce jugement comprend, par exemple, la participation à la conception de l'entité structurée, les accords contractuels qui donnent le droit de diriger les activités pertinentes de l'entité structurée et l'engagement de veiller à ce que l'entité structurée fonctionne comme prévu.

Une liste des principales filiales est incluse dans la Note 41 "Principales filiales" et une description des activités d'ING impliquant des entités structurées est incluse dans la Note 42 "Entités structurées".

Une liste d'informations à fournir selon l'article 379 (1), Livre 2 du Code civil néerlandais a été déposée auprès du registre de commerce et des sociétés d'Amsterdam, conformément à l'article 379 (5), Livre 2 du Code civil néerlandais.

ING Bank N.V. et les sociétés néerlandaises du groupe sont soumises à des restrictions légales quant au montant des dividendes qu'elles peuvent payer aux actionnaires. Le Code civil néerlandais prévoit une restriction stipulant que les dividendes peuvent uniquement être payés jusqu'à un montant égal à l'excédent des fonds propres de la société sur la somme du capital libéré et des réserves légales. Certaines sociétés du groupe sont également soumises à d'autres restrictions dans certains pays, en plus des restrictions concernant le montant des fonds qu'ils sont autorisés à transférer à la société mère sous forme de dividendes ou autrement.

Par ailleurs, d'autres restrictions existent dans certains pays, en plus des restrictions relatives aux besoins en fonds propres minimum qui sont imposées par les organismes de régulation de la profession dans les pays où les filiales exercent leurs activités.

1.7. – Information sectorielle

Un segment d'activité est une composante distincte d'ING Bank visant à fournir des produits et des services, dont les résultats d'exploitation sont régulièrement examinés par le Management Board Banking d'ING Bank (principal décisionnaire opérationnel - Chief Operating Decision Maker (CODM)) qui prend les décisions sur les ressources à allouer aux segments et évalue ses performances. Un segment géographique est une composante distincte d'ING Bank visant à fournir des produits et des services dans un environnement économique particulier qui est soumis à des risques et rendements différents de ceux d'autres segments actifs dans d'autres environnements économiques.

Le CODM examine et évalue les performances d'ING Bank principalement par secteurs d'activité. Ainsi, ING a identifié cinq segments opérationnels à présenter comme secteurs d'activité. En outre, le CODM reçoit des informations par zone géographique en fonction de la localisation du bureau où les transactions ont leur origine.

1.8. – Comptabilité d'hyperinflation

Depuis le deuxième trimestre 2022, la Turquie est devenue une économie hyperinflationniste au niveau comptable. Comme ING Bank possède une filiale en Turquie, ING Bank a appliqué l'IAS 29 'Information financière dans les économies hyperinflationnistes' à ses activités depuis 2022 comme si l'économie turque avait toujours été hyperinflationniste. Comme ING Bank présente ses résultats en euros, les données comparatives n'ont pas été retraitées. Ainsi, l'impact de la première application de l'IAS 29, ainsi que l'effet sur cet exercice, ont été tous deux comptabilisés en 2022. En 2023 et 2024, la norme IAS 29 est restée pertinente pour les opérations d'ING Bank en Turquie. Selon l'IAS 29, les résultats des opérations en Turquie doivent être exprimés en fonction de leur pouvoir d'achat actuel à la date de clôture. L'indice des prix à la consommation (IPC) déterminé par l'Institut statistique turc a été utilisé à cet effet. L'IPC pour la Turquie (2003 = 100) était de 2 684,55 au 31 décembre 2024, de 1 859,38 au 31 décembre 2023 et de 1 128,45 en 2022 (variation en 2024 : 44,38 % ; variation en 2023 : 64,77 %, variation en 2022 : 64,27 %). L'effet de ce retraitement de l'état du résultat global et du bilan pour tenir compte de l'inflation au cours de la période en cours a été comptabilisé dans le poste "Autres revenus nets" en tant que "Gain ou perte monétaire net" du compte de résultat. La perte monétaire nette de la période représente la perte de pouvoir d'achat sur la position monétaire nette (actifs monétaires dépassant les passifs monétaires) d'ING Turquie.

Suite à l'application des procédures de retraitement en livre turque selon IAS 29, la situation financière et les résultats d'ING Turquie pour la période sont convertis et présentés en euros au taux de change en vigueur au 31 décembre 2024. Pour l'état du résultat global, cette présentation contraste avec les procédures de conversion habituelles, selon lesquelles les éléments du résultat global sont convertis au taux de change en vigueur à la date de la transaction. En outre, ING Bank a choisi de présenter à la fois l'effet de retraitement résultant du retraitement de la participation d'ING Bank dans les capitaux propres d'ING Turquie, comme l'exige l'IAS 29, et l'effet de conversion résultant de la conversion à un taux de clôture différant du taux de clôture précédent, dans la réserve de conversion des devises.

1.9. – Conversion des devises étrangères

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les éléments apparaissant dans les états financiers de chaque entité d'ING Bank sont indiqués dans la monnaie de l'environnement économique initial dans lequel l'entité opère (« monnaie fonctionnelle »). Les états financiers consolidés sont présentés en euro, qui constitue la monnaie fonctionnelle et de présentation d'ING Bank.

Opérations et soldes

Les opérations en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle sur la base des taux de change en vigueur aux dates des opérations. Les écarts de change, résultant du règlement de telles opérations et des conversions des éléments d'actif et de passif monétaires aux taux de change en vigueur à la fin de l'année, sont comptabilisés dans le compte de résultat, sauf s'ils sont différés dans les capitaux propres sous forme de couvertures de flux ou de couvertures d'investissements nets.

Les éléments non monétaires qui sont évalués en termes de coût historique dans une devise étrangère sont convertis au taux de change à la date de la transaction.

Les écarts de change concernant les éléments non monétaires, qui sont mesurés à leur juste valeur avec variation au compte de résultat, sont comptabilisés comme faisant partie des gains ou pertes de juste valeur. Les éléments non monétaires sont reconvertis à la date à laquelle la juste valeur est déterminée. Les écarts de change concernant les éléments non monétaires, qui sont mesurés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, sont enregistrés dans les autres éléments du résultat global et se cumulent dans la réserve de réévaluation des capitaux propres. Les écarts de change sont généralement inscrits au compte de résultat dans 'Résultats des évaluations et résultat net d'exploitation'. Se référer à la Note 23 'Résultats des évaluations et résultat net d'exploitation' qui présente les montants enregistrés au compte de résultat. Les écarts de change concernant la cession de titres de placement et de titres de participation comptabilisés en FVPL sont considérés comme faisant partie intégrante des gains et pertes en capital comptabilisés dans les revenus de placement. Comme indiqué dans le paragraphe Sociétés du Groupe ci-dessous à propos des cessions de sociétés du groupe, tout écart de change différé dans les capitaux propres est passé au compte de résultat dans 'Résultat sur cessions de sociétés du groupe'. Se référer aussi à la Note 20 'Capitaux propres' qui présente les montants enregistrés au compte de résultat.

Sociétés du Groupe

Les résultats et la situation financière de toutes les sociétés du Groupe qui disposent d'une monnaie fonctionnelle différente de la monnaie de présentation sont convertis dans la monnaie de présentation de la façon suivante :

- les éléments de l'actif et du passif sont convertis au cours de clôture à la date du bilan ;
- les produits et les charges sont convertis aux cours de change moyen (à moins que cette moyenne ne constitue pas une approximation raisonnable de l'effet cumulé des taux prévalant aux dates de transaction, auquel cas les produits et les charges sont convertis aux dates de transactions) ; Toutefois, dans le cadre d'une comptabilité d'hyperinflation, les produits et les charges d'ING Turquie sont convertis au cours de clôture ; et
- tous les taux de change en résultant sont comptabilisés séparément dans les capitaux propres.

Lors de la consolidation, les écarts de change résultant de la conversion d'un élément monétaire faisant partie d'un investissement net dans une opération à l'étranger et résultant de la conversion d'emprunts et d'autres instruments qualifiés de couvertures desdits investissements, sont enregistrés en capitaux propres. Lorsqu'une entité étrangère est vendue, les écarts de change en résultant sont comptabilisés au compte de résultat comme faisant partie du gain ou de la perte enregistré(e) sur la vente.

L'écart d'acquisition et les ajustements de la juste valeur résultant de l'acquisition d'une entité étrangère sont traités en tant qu'éléments actif et passif de l'entité étrangère et convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture.

1.10. – Participations dans des sociétés liées et des coentreprises

Par sociétés liées, on entend toutes les entités sur lesquelles ING Bank exerce une influence significative, mais non un contrôle. Par influence significative, on entend la capacité de participer aux politiques financières et opérationnelles de l'entité émettrice. On exerce généralement une influence significative lorsque l'on détient entre 20% et 50% des droits de vote, notamment dans les cas suivants, cette liste n'ayant aucune valeur limitative :

- représentation au Conseil d'Administration ;
- participation au processus d'élaboration des politiques et
- échange de personnel de direction.

Les coentreprises sont des entités sur lesquelles ING Bank exerce un contrôle conjoint.

Les participations dans les sociétés liées et des coentreprises sont initialement comptabilisées au coût historique, puis selon la méthode de mise en équivalence.

Les participations d'ING Bank dans des sociétés liées et des coentreprises (nettes de toute perte de valeur accumulée) incluent l'écart identifié au niveau des acquisitions. La quote-part d'ING Bank dans le compte de résultat post-acquisition de ces sociétés liées et coentreprises est enregistrée au compte de résultat et sa quote-part dans les mouvements post-acquisition des réserves est comptabilisée dans les capitaux propres. Les mouvements cumulés post acquisition sont ajustés par rapport à la valeur comptable de la participation. Lorsque la quote-part d'ING Bank dans les pertes d'une société liée ou d'une coentreprise est égale ou supérieure à sa participation dans cette société ou coentreprise, y compris les participations à long terme dans cette société, tels que les prêts non garantis qui ne sont ni planifiés ni susceptibles d'être

réglés dans un avenir prévisible, ING Bank ne comptabilise pas de pertes supplémentaires, à moins qu'elle s'y soit engagée ou qu'elle ait effectué des paiements pour le compte de la société liée ou de la coentreprise.

Les gains non réalisés sur les transactions entre ING Bank et ses sociétés liées et coentreprises sont éliminés à concurrence de la participation d'ING Bank dans ces sociétés et coentreprises. Les pertes non réalisées sont également éliminées, à moins qu'une perte de valeur ne soit constatée sur l'actif transféré. Les principes comptables des sociétés liées et coentreprises ont été changées à chaque fois que nécessaire, afin d'assurer une harmonisation avec les principes adoptés par ING Bank.

La valeur recouvrable (c'est-à-dire la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de cession et la valeur d'utilité) de la participation dans des sociétés liées et des coentreprises est déterminée lorsqu'il y a une indication de (reprise sur) pertes de valeurs. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable de la participation dépasse son montant recouvrable. L'écart résultant de l'acquisition de participations dans des sociétés liées et des coentreprises n'est pas soumis à un test de dépréciation distinct, mais est évalué dans le cadre de la valeur comptable de la participation. Une perte de valeur est ensuite reprise s'il existe une indication de reprise et s'il y a un changement au niveau des estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable. Une perte de valeur est reprise dans la mesure où la valeur recouvrable est supérieure à la valeur comptable, mais ne peut excéder la perte de valeur initiale.

Les dates de reporting de certaines sociétés liées et coentreprises peuvent toutefois différer de celle du Groupe, mais de trois mois tout au plus.

Jugements significatifs et estimations et hypothèses comptables critiques :

L'identification d'indices de dépréciation et d'indices de reprise potentielle de pertes de valeurs au titre de la participation d'ING Bank dans TMBThanachart Bank Public Company Limited (désignée ci-après par TTB), une société liée, requiert d'émettre des jugements significatifs. Lorsqu'il existe des preuves objectives de dépréciation ou des indices indiquant que des pertes de valeur comptabilisées au cours d'un exercice antérieur n'existent plus ou ont diminué, il convient de déterminer la valeur d'utilité. L'estimation de la valeur d'utilité nécessite que la direction émette un jugement significatif et des hypothèses. Voir Note 8 'Participations dans des sociétés liées et des coentreprises'.

1.11. – Immobilisations corporelles

Biens à usage propre

Les terrains et bâtiments détenus pour usage propre sont comptabilisés à leur juste valeur à la date du bilan. L'amortissement est comptabilisé de façon linéaire sur la durée de vie utile estimée (en général 20 à 50 ans) En cas de cession, la réserve de réévaluation concernée est imputée aux bénéfices non répartis.

Équipements

L'équipement est comptabilisé à sa valeur d'acquisition minorée de l'amortissement cumulé et de toute perte de valeur. Le coût des actifs est amorti linéairement sur leurs durées de vie estimées qui sont généralement les suivantes : 2 à 5 ans pour le matériel informatique et 4 à 10 ans pour le mobilier.

Dépréciation des immobilisations corporelles

La différence entre les produits de la vente et la valeur comptable nette est enregistrée au compte de résultat dans Autres revenus nets.

Droits d'utilisation ING Bank en tant que preneur à bail

Un preneur à bail est tenu de comptabiliser un actif représentant son droit d'utiliser l'actif loué sous-jacent et le passif correspondant représentant son obligation d'effectuer des paiements au titre de la location à la date à laquelle l'actif loué est mis à la disposition d'ING Bank; L'imputation de chaque paiement de loyer est répartie sur le remboursement de la dette et les charges financières. Les charges financières sont imputées au compte de résultat sur la période de location de manière à produire un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant de la dette pour chaque période. L'actif à comptabiliser au titre des droits d'utilisation est amorti de façon linéaire sur la durée la plus courte entre la durée utile de l'actif et la durée du contrat de location.

Les actifs et les passifs résultant d'un contrat de location sont initialement évalués sur la base de leur valeur actualisée. Les passifs de location comprennent la valeur actuelle nette des paiements suivants à recevoir dans le cadre de locations :

- des paiements fixes (y compris paiements fixes par nature), moins les mesures d'incitation à la location à recevoir ;
- des paiements variables basés sur un indice ou un taux ;

- des montants à payer par le preneur au titre des garanties de valeur résiduelle ;
- le prix d'exercice d'une option d'achat si son exercice par le preneur est raisonnablement certain ; et
- les paiements des pénalités de résiliation du contrat de location, si la durée du contrat de location prévoit que le preneur exerce cette option.

Les loyers sont actualisés sur la base du taux d'intérêt implicite du contrat de location. Si ce taux ne peut être facilement déterminé, le taux d'emprunt marginal du preneur est utilisé, c'est-à-dire le taux que le preneur devrait payer pour emprunter les fonds nécessaires à l'obtention d'un actif de valeur similaire dans un environnement économique similaire et à des conditions similaires.

Les actifs au titre des droits d'utilisation sont évalués au coût comprenant le montant de l'évaluation initiale du passif de location, tous les paiements effectués au titre de la location à la date d'entrée en vigueur ou avant, moins les incitations à la location reçues et tous les coûts directs initiaux et les coûts de remise en état.

L'actif au titre des droits d'utilisation est pris en compte au bilan dans le poste 'Immobilisations corporelles'. Le passif de location est inscrit au bilan dans le poste 'Autres passifs'. Se référer à la Note 9 'Immobilisations corporelles' et à la Note 16 'Autres passifs'.

Après la comptabilisation initiale, l'actif au titre des droits d'utilisation s'amortit linéairement dans le compte de résultat sur la durée du contrat de location. Le passif de location augmente pour tenir compte des intérêts courus et diminue au fur et à mesure que les paiements sont effectués. Toute réévaluation du passif de location en raison d'une modification du contrat de location ou de toute autre réévaluation entraîne un ajustement correspondant de la valeur comptable de l'actif au titre des droits d'utilisation.

1.12. – ING Bank en tant que bailleur

Lorsqu'ING Bank agit en tant que bailleur, une distinction doit être faite entre les contrats de crédit-bail et les contrats de location-exploitation. Pour ING Bank en tant que bailleur, il s'agit principalement de contrats de crédit-bail et ils ne sont donc pas repris dans les 'Immobilisations corporelles'. À la place, la valeur actuelle des paiements est comptabilisée comme une créance dans les postes 'Prêts et avances aux clients' ou 'Montants dus par les banques'. La différence entre la créance brute et la valeur actuelle de la créance est enregistrée comme produit financier comptabilisé d'avance. Les revenus sur opérations de crédit-bail sont enregistrés sur toute la durée du bail à l'aide de la méthode de l'investissement net (avant impôt), qui reflète un taux de rendement périodique constant.

1.13. – Écart d'acquisition et autres immobilisations incorporelles

Dépréciation de l'écart d'acquisition et autres actifs non financiers

ING Bank évalue à chaque période comptable s'il existe une indication d'une dépréciation d'un actif non financier. Qu'il y ait ou non une indication de dépréciation, les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée, y compris les écarts d'acquisition acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises et les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore mises à disposition, sont soumises chaque année à un test de dépréciation. L'écart d'acquisition est affecté aux groupes d'unités génératrices de trésorerie (« cash generating units ») aux fins de réalisation des tests de dépréciation. Les groupes d'unités génératrices de trésorerie représentent le niveau le plus bas auquel l'écart d'acquisition est surveillé pour des raisons de gestion interne. La dépréciation de l'écart d'acquisition est testée en comparant la valeur comptable du groupe d'unités génératrices de trésorerie avec le montant recouvrable le plus probable du groupe d'unités génératrices de trésorerie. La dépréciation de l'écart d'acquisition, le cas échéant, est imputée au compte de résultat dans Autres charges d'exploitation et n'est pas reprise par la suite.

Logiciels informatiques

Un logiciel informatique qui a été acquis ou créé en interne pour une utilisation interne sera comptabilisé au coût d'acquisition minoré de l'amortissement et d'une éventuelle perte de valeur. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile du logiciel qui n'excède généralement pas cinq ans. L'amortissement est inclus dans le poste 'Autres charges d'exploitation'.

1.14. – Impôts

L'impôt sur le résultat de l'exercice comprend les impôts exigibles de l'exercice et les impôts différés. L'impôt sur le revenu est inscrit au compte de résultat, mais il est comptabilisé directement dans les capitaux propres si l'impôt se rapporte à des éléments qui sont comptabilisés directement dans les capitaux propres.

Les positions fiscales incertaines sont évaluées en permanence par ING Bank et, si une sortie de trésorerie est probable, un passif d'impôt courant est comptabilisé.

Impôt différé

L'impôt différé est entièrement calculé, en utilisant la méthode du report d'impôts variables, à partir des différences temporaires constatées entre l'assiette fiscale des actifs et passifs et leurs valeurs comptables dans le bilan consolidé. L'impôt différé est déterminé sur la base des taux d'imposition (et lois fiscales) qui ont été approuvés ou en partie approuvés à la date de clôture et qui devraient s'appliquer à la période pendant laquelle l'actif sera réalisé ou le passif éteint. Les créances et dettes fiscales ne sont pas actualisées.

Une créance fiscale n'est comptabilisée que dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice fiscal futur sera disponible, permettant de compenser les différences temporaires. L'impôt différé est constaté sur les différences temporaires résultant d'investissements dans des filiales ou sociétés liées, sauf lorsque le calendrier de l'écriture de contrepassation des différences temporaires est contrôlé par ING Bank et qu'il est probable que la différence ne sera pas contrepassée dans un avenir prévisible. Les pertes fiscales susceptibles d'être reportées sont comptabilisées à l'actif lorsqu'il est probable qu'un bénéfice fiscal futur sera disponible, permettant de compenser ces pertes.

Les réévaluations de la juste valeur des instruments de capitaux propres et titres de créance comptabilisés en FVOCI et des couvertures de flux de trésorerie sont inscrites directement dans les capitaux propres. L'impôt différé lié à cette réévaluation de la juste valeur est également comptabilisé directement dans les capitaux propres et est ensuite inscrit au compte de résultat avec les pertes ou gains latents.

1.15. – Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels

Une provision est une obligation actuelle résultant d'événements passés, dont le règlement devrait se traduire par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques, mais dont l'échéance ou le montant sont incertains.

Les provisions sont actualisées à partir d'un taux d'actualisation avant impôt, lorsque l'effet de la valeur temporelle de l'argent est significatif.

Les provisions de réorganisation englobent des prestations de cessation d'emploi, lorsqu'ING Bank s'engage manifestement à résilier le contrat de travail d'employés actuels conformément à un plan formel détaillé sans possibilité de retrait ou à fournir des prestations de cessation à la suite d'une offre visant à inciter au départ volontaire.

Un passif est comptabilisé pour un prélèvement lorsque l'activité qui déclenche le paiement, telle qu'identifiée par la législation pertinente, se produit. Dans le cas d'un prélèvement déclenché lorsqu'un seuil minimum est atteint, le passif n'est comptabilisé que lorsque ledit seuil minimum est atteint.

Un passif éventuel est une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou non d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas entièrement sous le contrôle d'ING Bank ; ou une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée parce qu'il n'est pas probable qu'une sortie d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ou parce que le montant de l'obligation ne peut pas être évalué de manière fiable. Les passifs éventuels ne sont pas enregistrés au bilan, mais sont plutôt présentés dans les notes, sauf si la possibilité d'une sortie d'avantages économiques est faible.

Un actif éventuel est un actif potentiel qui résulte d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou non d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas entièrement sous le contrôle d'ING Bank. Les actifs éventuels sont uniquement enregistrés au bilan lorsque la réalisation du revenu qui en découle est quasiment certaine. Les actifs éventuels sont présentés dans les notes lorsqu'une entrée d'avantages économiques est probable.

Jugements significatifs et estimations et hypothèses comptables critiques :

La comptabilisation et l'évaluation des provisions représentent un processus intrinsèquement incertain qui implique de faire preuve de jugement pour déterminer l'existence d'une obligation actuelle et estimer la probabilité, les montants et l'échéance des flux de trésorerie.

ING Bank peut être impliquée dans des procédures et des enquêtes gouvernementales, réglementaires, arbitrales et juridiques et peut faire l'objet de plaintes de la part de tiers. Que l'on se réfère ou non à ce qui précède, ING Bank peut également choisir d'indemniser certains de ses clients. L'évaluation de l'existence d'une obligation actuelle et l'estimation de la probabilité d'une issue défavorable et du montant de la perte potentielle nécessitent l'exercice d'un jugement précis. Le degré d'incertitude et la méthode d'estimation comptable diffèrent d'un cas à l'autre, selon sa nature et sa complexité. Chaque cas est généralement unique. Pour l'évaluation des provisions correspondantes, ING Bank consulte des experts juridiques internes et externes. Même en tenant compte de l'avis des experts juridiques, la probabilité d'une sortie d'avantages économiques peut encore être incertaine et la provision comptabilisée peut rester sensible aux hypothèses utilisées. Se référer à la Note 15 'Provisions'. En ce qui concerne les procédures pour lesquelles il n'est pas possible de faire une estimation fiable de l'effet financier attendu, qui pourrait résulter de la résolution finale de la procédure, aucune provision n'est comptabilisée, mais une information est incluse dans les états financiers, le cas échéant. Se référer à la Note 39 'Actions en justice'.

Les estimations et hypothèses comptables critiques relatives à la provision pour réorganisation concernent l'estimation des montants et du calendrier des flux de trésorerie, étant donné que les initiatives de transformation annoncées sont mises en œuvre sur une période de plusieurs années. Se référer à la Note 15 'Provisions'.

1.16. – Engagements de paiement irrévocables au titre des contributions au FRU et au SGD

ING contribue au Fonds de Résolution Unique (FRU) et aux Systèmes de Garantie des Dépôts (SGD). Les contributions annuelles sont versées en numéraire ou, dans certains cas, en partie au moyen d'engagements de paiement irrévocables (IPC), qui sont exigibles au moment où ils sont appelés. Les contributions en numéraire sont comptabilisées comme des prélèvements, comme décrit au chapitre 1.15 ci-dessus, alors que les IPC sont enregistrés comme des passifs éventuels à la Note 38 'Passifs éventuels et engagements'. Les garanties en espèces constituées sous forme d'IPC au titre du FRU sont comptabilisées au coût amorti comme des actifs financiers productifs d'intérêts; Les obligations d'État constituées en garantie sous forme d'IPC au titre du FRU continuent à être comptabilisées comme titres au coût amorti dans les actifs d'ING.

1.17. – Autres dettes

Régimes de retraite à prestations déterminées

L'actif ou le passif net au titre des régimes à prestations déterminées enregistrés au bilan dans le cadre des régimes de retraite à prestations déterminées correspond à la juste valeur des actifs du plan moins la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture.

Les variations des actifs du plan englobent principalement :

- le rendement des actifs du plan qui est comptabilisé comme charges de personnel dans le compte de résultat. Il est déterminé sur la base d'un taux obligataire de sociétés de haute qualité (identique au taux d'actualisation utilisé pour déterminer l'obligation au titre des prestations déterminées) au début de période comptable; et
- les réévaluations qui sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

L'obligation au titre des prestations déterminées est calculée annuellement par des actuaires qualifiés indépendants, internes et externes, au moyen de modèles et de calculs actuariels utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode prend en compte les paiements futurs attendus nécessaires pour régler l'obligation résultant des services rendus par les employés au cours de la période actuelle et des périodes précédentes, actualisés à l'aide d'un taux obligataire de sociétés de grande qualité. Font partie de ces modèles actuariels des hypothèses incluant les taux d'actualisation, les taux d'augmentation des salaires futurs et les niveaux de prestation, les taux de mortalité, l'indice des prix à la consommation et le niveau d'indexation attendu. Les hypothèses reposent sur les données du marché disponibles ainsi que sur les attentes de la direction et sont mises à jour régulièrement.

Les variations des obligations au titre des prestations déterminées englobent principalement :

- le coût des services qui est comptabilisé comme charges de personnel dans le compte de résultat ;
- les charges d'intérêts qui sont comptabilisées comme charges de personnel dans le compte de résultat ; Ils sont calculés sur la base d'un taux obligataire de sociétés de haute qualité au début de la période ;
- les réévaluations qui sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global (capitaux propres) et qui ne sont pas recyclées dans le compte de résultat ;
- Tout coût de prestations antérieures lié à une modification du régime est comptabilisé au compte de résultat au cours de la période de la modification du régime ; et
- les gains et les pertes sur les réductions et les règlements sont enregistrés au compte de résultat lorsque la réduction ou le règlement a lieu.

La comptabilisation d'un actif net au titre des prestations déterminées dans le bilan consolidé est limitée à la valeur actuelle de tout avantage économique disponible sous la forme de remboursements des régimes ou de réductions des cotisations futures aux régimes.

Régimes de retraite à cotisations déterminées

En ce qui concerne les régimes de retraite à cotisations déterminées, ING Bank règle des cotisations à des régimes d'assurance retraite publics ou privés sur une base obligatoire, contractuelle ou volontaire. ING Bank ne dispose d'aucune autre obligation de paiement, une fois ces cotisations payées. Les contributions sont comptabilisées au compte de résultat en tant que charges de personnel à la date où elles sont dues. Les contributions prépayées sont inscrites à l'actif, dans la mesure où un capital réservé ou une réduction des paiements futurs est possible.

Autres obligations postérieures à l'emploi

Certaines sociétés du groupe proposent d'autres prestations postérieures à l'emploi à certains ex-employés. Pour pouvoir prétendre à ces prestations, l'employé doit en général rester en fonction jusqu'à l'âge de la retraite et doit atteindre une durée d'activité minimale. Les coûts escomptés pour ces prestations courent sur toute la période de travail et sont calculés à l'aide d'une méthode de comptabilisation semblable à celle utilisée pour les régimes de retraite à prestations déterminées.

1.18. – Comptabilisation des produits

Participation

Les intérêts créditeurs et débiteurs sont enregistrés au compte de résultat sur la base de la méthode du taux d'intérêt effectif. La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode permettant de calculer le coût amorti d'un actif financier ou d'un passif financier et de répartir les intérêts créditeurs ou débiteurs sur la période pertinente. Le taux d'intérêt effectif est un taux qui actualise avec précision les paiements ou encaissements au comptant futurs sur toute la durée de vie attendue de l'instrument financier ou, le cas échéant, sur une période plus courte à la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier. Lors du calcul du taux d'intérêt effectif, ING Bank estime les flux de trésorerie en tenant compte de toutes les conditions contractuelles concernant l'instrument financier (par exemple, les options de prépaiement), mais ne prend pas en compte les pertes sur prêts futures.

Le calcul inclut tous les frais et points payés et reçus entre parties contractantes, qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif, les frais de transaction et toute autre prime ou écart d'actualisation. Une fois qu'un actif financier ou un groupe d'actifs financiers similaires a été déprécié par suite d'une perte de valeur, les intérêts créditeurs sont comptabilisés sur la base du taux d'intérêt utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs aux fins de l'évaluation de la perte de valeur.

Les résultats d'intérêts sur les instruments classés au coût amorti, les actifs comptabilisés en FVOCI et les dérivés faisant l'objet d'une relation de comptabilité de couverture formelle sont enregistrés dans le poste 'Intérêts créditeurs (débiteurs)' calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les résultats d'intérêts sur les actifs et passifs financiers volontairement comptabilisés en FVPL et les dérivés dans les couvertures dites économiques et les instruments désignés à leur juste valeur sont présentés dans 'Autres intérêts créditeurs (débiteurs)'. Les résultats d'intérêts sur tous les autres actifs et passifs financiers comptabilisés en FVTPL sont enregistrés dans 'Résultats des évaluations et résultat net d'exploitation'.

Honoraires et commissions

Les honoraires et commissions sont généralement comptabilisés lorsque la prestation de service a été fournie. Les commissions d'engagement pour des prêts susceptibles d'être baissées sont reportées (tout comme les frais directs afférents) et sont comptabilisées en tant qu'ajustement du taux d'intérêt effectif du prêt. Les commissions de syndication de prêts sont prises en compte comme produits, lorsque l'obligation de performance a été satisfaite et qu'ING Bank n'a conservé pour elle-même aucune partie du package de prêts ou en a conservé une partie au même taux d'intérêt effectif que les autres participants. Les honoraires et commissions résultant de la négociation d'une transaction pour un tiers, ou de la participation à une telle négociation, (comme par exemple une convention d'acquisition d'actions ou d'autres titres ou encore l'acquisition ou la vente d'entreprises) sont comptabilisés à l'achèvement de la transaction sous-jacente. Les frais de conseil et de gestion de portefeuilles et autres sont enregistrés conformément aux contrats en vigueur, lorsque la prestation de service a été fournie. Les frais de gestion d'actifs liés à des fonds d'investissement et les frais de contrats de placement sont comptabilisés au prorata sur toute la période durant laquelle la prestation est fournie. Le même principe est appliqué à la gestion de patrimoine, la planification financière et les services de garde qui sont fournis continuellement sur une période de temps prolongée. Les honoraires perçus et payés entre banques pour des paiements à l'acte sont classés dans les commissions perçues et payées.

Revenus sur opérations de crédit-bail

Les produits résultant d'actifs sous contrat de location-exploitation sont comptabilisés linéairement sur la durée de vie du contrat. Les paiements à recevoir dans le cadre d'opérations de crédit-bail, lorsqu'ING Bank est le bailleur, sont divisés en une composante 'intérêts' (comptabilisée dans les intérêts créditeurs) et une composante 'remboursement' sur la base d'un modèle reflétant un taux de rendement périodique constant sur l'investissement net du bailleur dans le contrat de location.

1.19. – Comptabilisation des charges

Les dépenses sont comptabilisées au compte de résultat lorsqu'elles sont encourues ou lorsqu'une diminution des avantages économiques futurs, liée à une diminution d'un actif ou une augmentation d'un passif, s'est produite et peut être mesurée de façon fiable. Les honoraires et commissions résultent généralement de contrats conclus avec les prestataires de services d'ING dont les prestations sont destinées aux clients d'ING Bank. Les frais sont généralement enregistrés

comme 'Frais de commission' s'ils sont spécifiques, incrémentaux, directement attribuables et identifiables pour générer des revenus de commission.

Paiements fondés sur des actions

ING Bank n'effectue des opérations de paiement fondées sur des actions qu'avec son personnel et ses administrateurs. Les charges liées aux paiements fondés sur des actions sont comptabilisées comme charges de personnel sur la période d'acquisition des droits. L'augmentation correspondante des capitaux propres est prise en compte pour les transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instruments de capitaux propres. Un passif est comptabilisé pour les transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instruments de capitaux propres. La juste valeur des transactions réglées en instrument de capitaux propres est évaluée à la date d'octroi et la juste valeur des transactions réglées en trésorerie est évaluée à chaque date de clôture. Les droits accordés restent valables jusqu'à la date d'expiration, même si le système de paiement fondé sur des actions est abandonné. Les droits sont soumis à certaines conditions, notamment à une certaine durée de service continue prédéterminée.

1.20. – État des flux de trésorerie

L'état des flux de trésorerie est établi selon la méthode indirecte, en distinguant les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement. Dans le flux de trésorerie d'exploitation net, le résultat avant impôt est corrigé de tous les éléments du compte de résultat et de toutes les variations d'éléments du bilan qui ne résultent pas vraiment en cash flows durant l'exercice.

Aux fins de l'établissement des états des flux de trésorerie, le poste 'Liquidités et équivalents de trésorerie' inclut des montants dus aux banques et des prêts et avances aux banques qui sont disponibles à vue. Il inclut en outre les bons du trésor et autres effets de commerce éligibles d'une durée inférieure à trois mois. Les placements sont qualifiés d'équivalents de liquidités, s'ils sont facilement convertibles en un montant connu de liquidités et sont soumis à un risque significatif de changement de valeur.

Les flux de trésorerie provenant d'opérations en monnaie étrangère sont convertis dans la monnaie fonctionnelle en utilisant les taux de change en vigueur à la date des flux de trésorerie.

Le flux de trésorerie net relatif aux prêts et avances aux clients ne concerne que les opérations impliquant des paiements ou encaissements réels. La dotation aux provisions pour créances irrécouvrables, qui est déduite du poste 'Prêts et avances aux clients' du bilan, a été ajustée en fonction du résultat avant impôt et est comptabilisée séparément dans l'état des flux de trésorerie.

La différence entre le flux de trésorerie net selon l'état des flux de trésorerie et la variation entre le solde d'ouverture et le solde de clôture des Liquidités et équivalents de liquidité au bilan est due à des écarts de change et est comptabilisée séparément dans l'état des flux de trésorerie.

Les passifs résultant des activités de financement sont des titres de créance, des passifs de location et des emprunts subordonnés.

1.21. – Comptes de la société mère

Les comptes de la société mère d'ING Bank N.V. sont préparés conformément aux normes IFRS incluses dans la Partie 9 du Livre 2 du code civil néerlandais. Conformément au paragraphe 8 de l'article 362 du Livre 2 du Code civil néerlandais, les principes de comptabilisation et d'évaluation utilisés dans les comptes de la société mère sont les mêmes que ceux appliqués aux états financiers consolidés.

Notes au Bilan Consolidé

2. – Liquidités et avoirs auprès des banques centrales

(En millions d'euros.)	2024	2023
Avoirs auprès des banques centrales (1)	68 708	88 627
Liquidités et soldes en banque	1 645	1 587
	70 353	90 214

(1) Les avoirs auprès des banques centrales incluent -14 millions d'euros (contre -5 millions d'euros en 2023) de provisions pour créances irrécouvrables.

Les avoirs détenus auprès de banques centrales concernent les dépôts à vue. Cette évolution est le reflet de la gestion active des liquidités d'ING.

Se référer à la Note 36 'Transfert d'actifs financiers, actifs remis et reçus en garantie' portant sur des restrictions relatives aux soldes détenus auprès des banques centrales.

3. – Prêts et avances aux banques

(En millions d'euros.)	Pays-Bas		Reste du monde		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Prêts et avances aux banques	14 352	9 451	7 439	7 287	21 791	16 738
Provisions pour créances irrécouvrables	-8	-11	-13	-18	-22	-30
	14 343	9 440	7 426	7 268	21 769	16 708

Les prêts et avances incluent des opérations de mise en pension de titres. Pour plus d'informations, se référer à la Note 4 'Passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat'. En outre, ils comprennent les prêts disponibles à vue et les prêts à terme ainsi que les opérations de garantie en espèces. Se référer à la Note 7 'Prêts et avances aux clients' pour plus d'informations sur les créances sur opérations de crédit-bail inclus dans les Prêts et avances aux banques.

Au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2024, tous les prêts et avances aux banques étaient non subordonnés.

4. – Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat

(En millions d'euros.)	2024	2023
Actifs détenus à des fins de transaction	72 906	60 240
Dérivés non détenus à des fins de transaction	2 463	2 028
Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	5 740	5 775
Évalués obligatoirement à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	56 481	54 983
	137 590	123 026

Opérations de prise (ou de mise) en pension de titres

Les actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat incluent des opérations de prêts de titres et des opérations de vente et prise en pension de titres. Chez ING, ces types de transactions sont comptabilisés dans différents postes du bilan selon le modèle d'entreprise et la contrepartie. De plus, en ce qui concerne les opérations de prise en pension de titres, il convient de prendre en compte le montant brut des actifs détenus à des fins de transaction et celui des passifs détenus à des fins de transaction, alors que ces montants sont présentés séparément au bilan, car les normes IFRS n'autorisent pas toujours la compensation de ces positions au bilan. La compensation est applicable aux opérations de prise en pension de titres qui sont régies par un accord-cadre d'achat global (GMRA). Cette compensation est limitée aux transactions portant sur la même devise et la même date d'échéance et doit avoir lieu au sein de la même entité juridique. Se référer à la Note 37 'Compensation des actifs et passifs financiers'.

Les titres achetés en vertu d'opérations de prise en pension ('reverse repos'), les emprunts de titres et les accords similaires ne sont pas pris en compte dans le bilan consolidé car la contrepartie continue à être exposée à la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des actifs financiers transférés. Sur la base de l'évaluation du modèle d'entreprise et de la contrepartie, la contrepartie payée pour l'achat de titres est comptabilisée comme Prêts et avances aux clients, Prêts et avances aux banques, Autres actifs financiers comptabilisés obligatoirement en FVPL ou Actifs détenus à des fins de transaction.

Les titres cédés en vertu d'opérations de prise en pension ('repos'), les emprunts de titres et les accords similaires continuent à être comptabilisés dans le bilan consolidé car ING Bank continue à être exposée à la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des actifs financiers transférés.

La contrepartie exigible est désignée et évaluée en FVPL si l'actif est obligatoirement évalué en FVPL. Dans les autres cas, la contrepartie exigible est enregistrée dans les Montants dus aux banques, les Dépôts clients ou détenus à des fins de transaction.

Se référer à ce propos à la Note 36 'Transfert d'actifs financiers, actifs remis et reçus en garantie' pour toutes informations sur les actifs transférés qui n'ont pas été décomptabilisés.

L'exposition aux opérations de prise (ou de mise) en pension de titres d'ING Bank est prise en compte dans les postes des états financiers suivants :

Exposition aux opérations de prise (ou de mise) en pension de titres (En millions d'euros.)	2024	2023
Opérations de mise en pension de titres		
Prêts et avances aux banques	10 777	5 251
Prêts et avances aux clients	3 471	499
Actifs détenus à des fins de transaction, prêts et créances	12 033	12 121
Prêts et créances évalués obligatoirement à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	53 393	51 536
	79 675	69 407
Opérations de prise en pension de titres		
Montants dus aux banques	33	2 064
Dépôts clients	1	97
Passifs détenus à des fins de transaction, fonds en dépôt	5 269	10 337
Fonds confiés désignés et évalués à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	38 420	45 729
	43 723	58 227

Actifs détenus à des fins de transaction

Actifs détenus à des fins de transaction par type (En millions d'euros.)	2024	2023
Titres de participation	20 726	15 423
Titres de créance	10 080	6 907
Dérivés	29 805	25 680
Prêts et créances	12 295	12 231
	72 906	60 240

Les actifs détenus à des fins de transaction englobent des actifs qui sont étroitement liés aux services ayant pour objet la satisfaction des besoins des clients d'ING Bank. ING propose, aussi bien à ses clients institutionnels et entreprises qu'aux gouvernements, des produits négociés sur les marchés financiers. Une part importante des dérivés du portefeuille de négoce concerne les services aux entreprises visant à soutenir leur gestion des risques, en couvrant par exemple leur exposition au risque de change et de taux d'intérêt. De plus, ING offre à ses clients l'accès aux marchés actions et obligataires, afin qu'ils puissent émettre leurs propres titres de capital ou titres de créance ('Souscription de titres'). Se référer à la Note 14 'Passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat' pour toutes informations sur les passifs détenus à des fins de transaction.

Dérivés non détenus à des fins de transaction

Dérivés non détenus à des fins de transaction par type (En millions d'euros.)	2024	2023
Dérivés utilisés dans		
- les couvertures de juste valeur	617	716
- les couvertures de flux de trésorerie	158	440
- les couvertures d'investissements nets dans des activités à l'étranger	82	100
Autres dérivés non détenus à des fins de transaction	1 606	771
	2 463	2 028

Se référer à la Note 33 'Dérivés et comptabilité de couverture' pour toutes informations sur les dérivés servant à la comptabilité de couverture.

Les Autres dérivés non détenus à des fins de transaction incluent principalement des swaps de taux d'intérêt, des swaps de change et des swaps de devises pour lesquels aucune comptabilité de couverture n'est appliquée.

Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat

Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat par type (En millions d'euros.)	2024	2023
Titres de créance	4 718	4 470
Prêts et créances	1 022	1 306
	5 740	5 775

Les 'Actifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat' sont en partie économiquement couverts par des dérivés de crédit. Les positions de couverture ne répondent pas aux critères d'une comptabilité de couverture et les prêts et titres de créance sont comptabilisés à leur juste valeur pour éviter toute incohérence au niveau du traitement comptable. Le risque de crédit maximal des prêts, créances et titres de créance inclus dans les 'Actifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat' avoisine sa valeur comptable et s'élève à 5 740 millions d'euros (contre 5 775 millions d'euros en 2023). En 2024, la variation de juste valeur de ces prêts et titres de créance se montait à 5 millions d'euros (contre -48 millions d'euros en 2023).

ING a atténué l'exposition au risque de crédit d'une partie du portefeuille. Le coût de la comptabilisation initiale des actifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat qui sont économiquement couverts par des dérivés de crédit est de 3 797 millions d'euros (contre 3 181 millions d'euros au 31 décembre 2023) et l'effet cumulé de la variation de juste valeur, attribuable au risque de crédit, est de 173 millions d'euros (contre 150 millions d'euros au 31 décembre 2023).

La valeur notionnelle des dérivés de crédit concernés est de 3 807 millions d'euros (contre 3 679 millions d'euros en 2023). La variation cumulée de juste valeur des dérivés de crédit depuis que les actifs financiers ont été désignés pour la première fois, représente -214 millions d'euros (contre -119 millions d'euros en 2023) et la variation pour l'exercice en cours s'élève à -95 millions d'euros (contre -122 millions d'euros en 2023).

Les variations de juste valeur attribuables aux changements du risque de crédit, ont été calculées en déterminant les variations des spreads de crédit implicites dans la juste valeur des prêts et obligations émis par des entités présentant des caractéristiques de crédit similaires.

Désignés obligatoirement à leur juste valeur par le biais du compte de résultat

Désignés obligatoirement à leur juste valeur par le biais du compte de résultat par type (En millions d'euros.)	2024	2023
Titres de participation	228	179
Titres de créance	789	894
Prêts et créances	55 464	53 911
	56 481	54 983

Pris individuellement, les titres de participation ne sont pas significatifs pour ING Bank. Pour plus de détails sur l'exposition totale aux titres de créance, se référer à la Note 6 'Titres de créance'. Les prêts et créances incluent principalement des opérations de mise en pension de titres.

5. – Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global par type (En millions d'euros.)	2024	2023
Titres de participation	2 562	1 885
Titre de créances (1)	42 219	38 281
Prêts et avances (1)	1 608	951
	46 389	41 116

(1) Les Titres de créance englobent un montant de -12 millions d'euros (contre -13 millions d'euros en 2023) et les Prêts et avances incluent -7 millions d'euros (contre -8 millions d'euros en 2023) de provisions pour créances irrécouvrables.

Exposition aux titres de participation

Titres de participation comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (En millions d'euros.)	Valeur comptable 2024	Valeur comptable 2023	Dividendes 2024	Dividendes 2023
Participation dans Bank of Beijing	2 241	1 590	101	98
Autres placements	321	295	16	8
	2 562	1 885	117	105

Au 31 décembre 2024, ING détient environ 13 % (contre 13 % en 2023) des actions de Bank of Beijing, banque cotée à la Bourse de Shanghai. La participation d'ING dans Bank of Beijing est prise en compte dans le segment Corporate Line.

Suite aux dispositions réglementaires fixées par la Commission de réglementation des banques et des assurances de Chine (CRBAC), ING est tenue, en sa qualité d'actionnaire détenant au moins 5 % des actions, de fournir des capitaux supplémentaires si nécessaire. Aucune demande de capital supplémentaire n'a été reçue en 2024 (en 2023 : sans objet).

Variations de la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Le tableau suivant présente les variations de la juste valeur des actifs financiers par le biais des autres éléments du résultat global.

Variations de la juste valeur des actifs financiers par le biais des autres éléments du résultat global (En millions d'euros.)	Titres de participation comptabilisés en FVOCI		Titres de créance comptabilisés en FVOCI (1)		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier	1 885	1 887	39 231	29 739	41 116	31 625
Dotations aux provisions	11	28	21 080	19 967	21 091	19 995
Amortissement			77	31	77	31
Transferts et reclassements		5	1		1	5
Variations des réévaluations latentes (2)	605	68	-96	657	509	725
Dépréciations			2	-1	2	-1
Reprises sur pertes de valeur			-7	6	-7	6
Cessions et rachats	-1	-2	-16 906	-11 912	-16 907	-11 913
Écarts de change	62	-100	443	751	506	651
Autres variations				-6		-6
Solde de clôture	2 562	1 885	43 827	39 231	46 389	41 116

(1) Les titres de créance comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global incluent à la fois des titres de créance et des prêts et avances.

(2) Les variations des réévaluations latentes des titres de créance comptabilisés en FVOCI incluent des variations enregistrées pour les éléments couverts, qui sont inscrites au compte de résultat. Se référer à la Note 20 'Capitaux propres' pour plus de détails sur les variations de la réserve de réévaluation.

Titres de participation comptabilisés en FVOCI

Les écarts de change de 62 millions d'euros (contre - 100 millions d'euros au 31 décembre 2023) concernent principalement la participation dans Bank of Beijing suite à l'appréciation du CNY face à l'EUR. En 2024, les variations des réévaluations latentes des titres de participation sont principalement liées à la réévaluation de la participation dans Bank of Beijing pour 590 millions d'euros (contre 77 millions d'euros au 31 décembre 2023) suite à une chute du prix de l'action.

Titres de créance comptabilisés en FVOCI

En 2024, ING a vendu les prêts hypothécaires à l'habitation (NNHB) restants à Nationale Nederlanden (NN) pour un montant de 263 millions d'euros. ING a accepté en 2012 de transférer un portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation (NNHB) à NN dans le cadre de la restructuration d'ING Group exigée par la Commission européenne pour avoir bénéficié d'une aide publique pendant la crise financière mondiale (2008). La plupart de ces prêts hypothécaires n'ont pas été vendus immédiatement, mais ne l'ont été qu'à la date de révision du taux d'intérêt de ces prêts hypothécaires;

En 2024, les taux d'intérêt à court et à long terme ont baissé, ce qui a entraîné des variations de la réévaluation latente des titres de créance de - 96 millions d'euros. Durant l'exercice 2023, les taux d'intérêt à long terme ont baissé de façon significative entraînant des réévaluations latentes de 657 millions d'euros.

Se référer à la Note 6 'Titres de créance' pour plus de détails sur l'exposition totale aux titres de créance d'ING Bank;

6. – Titres de créance

L'exposition aux titres de créance d'ING Bank est prise en compte dans les postes des états financiers suivants :

Exposition aux titres de créance (En millions d'euros.)	2024	2023
Titres de créance comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	42 219	38 281
Titres de créance au coût amorti	50 273	48 313
Titres de créance comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et au coût amorti	92 493	86 594
Actifs détenus à des fins de transaction	10 080	6 907
Titres de créance désignés et évalués à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	4 718	4 470
Titres de créance évalués obligatoirement à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	789	894
Total titres de créance désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	15 586	12 270
	108 078	98 864

L'exposition totale aux titres de créance d'ING Bank (à l'exclusion des titres de créance détenus dans le portefeuille de négoce) qui s'élève à 97 999 millions d'euros (contre 91 957 millions d'euros au 31 décembre 2023) est détaillée ci-après : Titres de créance par type d'exposition

Titres de créance par type d'exposition (En millions d'euros.)	Titres de créance comptabilisés en FVPL (1)		Titres de créance comptabilisés en FVOCI		Titres de créance comptabilisés au coût amorti		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Obligations d'État	289	362	24 757	20 988	22 734	24 050	47 780	45 400
Obligations émises par les banques centrales	444	446			2 900	2 043	3 344	2 489
Entités infranationales, supranationales et agences	1 027	1 354	11 513	11 587	15 445	14 639	27 985	27 580
Obligations garanties			4 108	4 084	5 683	5 231	9 791	9 315
Obligations corporate	848	799	79	127	106	109	1 033	1 035
Obligations d'institutions financières	2 141	1 645	980	483	139	186	3 261	2 314
Portefeuille ABS	757	758	794	1 025	3 281	2 077	4 832	3 860
	5 506	5 363	42 231	38 293	50 288	48 335	98 026	91 991
Provisions pour créances irrécouvrables			-12	-13	-15	-22	-27	-34
Portefeuille de titres de créance	5 506	5 363	42 219	38 281	50 273	48 313	97 999	91 957

(1) Les titres de créance comptabilisés en FVPL comprennent à la fois les titres de créance désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat et les titres de créance obligatoirement évalués à leur juste valeur par le biais du compte de résultat

7. – Prêts et avances aux clients

Prêts et avances aux clients par type (En millions d'euros.)	Pays-Bas		Reste du monde		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Prêts et avances aux pouvoirs publics	1 888	1 070	16 773	13 314	18 661	14 384
Prêts hypothécaires à l'habitation	117 223	110 475	227 992	214 120	345 216	324 596
Autres prêts personnels	5 007	5 036	31 789	31 535	36 797	36 571
Prêts aux entreprises	66 987	62 728	218 473	209 795	285 459	272 523
	191 105	179 309	495 027	468 764	686 132	648 074
Provisions pour créances irrécouvrables	-811	-830	-5 023	-4 791	-5 833	-5 621
	190 295	178 480	490 004	463 973	680 299	642 453

Pour plus de précisions sur les qualités de crédit et les provisions pour créances irrécouvrables, se référer aux paragraphes 'Qualité de crédit' et 'Provisions pour créances irrécouvrables' dans 'Gestion du risque - Risque de crédit'.

Au 31 décembre 2024, 680 085 millions d'euros (contre 642 260 millions d'euros en 2023) de prêts et avances aux clients ne sont pas subordonnés.

Les Prêts et avances aux clients, et dans une moindre mesure aux banques, comprennent des créances sur opérations de crédit-bail se décomposant comme suit :

Créances sur opérations de crédit-bail (En millions d'euros.)	2024	2023
Échéances de l'investissement brut dans des créances sur des opérations de crédit-bail		
- A 1 an	3 962	3 827
- Entre 1 et 2 ans	2 961	2 742
- Entre 2 et 3 ans	2 283	2 133
- Entre 3 et 4 ans	1 577	1 475
- Entre 4 et 5 ans	902	875
- A plus de 5 ans	1 555	1 451
	13 240	12 503
Produit financier constaté d'avance sur des opérations de crédit-bail	-1 145	-1 040
Investissement net dans des opérations de crédit-bail	12 095	11 463
Inclus dans les Prêts et avances aux banques	5	5
Inclus dans les Prêts et avances aux clients	12 091	11 459
	12 095	11 463

(1) Le montant total de la provision pour créances irrécouvrables sur opérations de crédit-bail est de 193 millions d'euros (contre 160 millions d'euros en 2023).

Les créances sur opérations de crédit-bail concernent principalement le financement de matériel et de biens immobiliers pour des tiers, pour lesquels ING est le bailleur, et font essentiellement partie des prêts aux entreprises. En 2024, les intérêts créditeurs des créances sur opérations de crédit-bail se montaient à 522 millions d'euros (contre 429 millions d'euros en 2023).

8. – Participations dans des sociétés liées et des coentreprises

2024 (En millions d'euros.)	Participation détenue (%)	Juste valeur des placements cotés	Valeur au bilan	Total Actif	Total Passif	Total produits	Total charges
TMBThanachart Bank Public Company Limited	23%	1 164	1 266	49 147	42 554	1 474	1 050
Autres participations dans des sociétés liées et des coentreprises			412				
			1 679				

2023 (En millions d'euros.)	Participation détenue (%)	Juste valeur des placements cotés	Valeur au bilan	Total Actif	Total Passif	Total produits	Total charges
TMBThanachart Bank Public Company Limited	23%	976	1 128	46 666	40 776	1 386	943
Autres participations dans des sociétés liées et des coentreprises			381				
			1 509				

TMBThanachart Bank Public Company Limited

ING Bank détient une participation de 23% dans TMBThanachart Bank Public Company Limited (désignée ci-après par TTB), une banque cotée à la Bourse de Thaïlande. TTB fournit des produits et services Wholesale, aux petites et moyennes entreprises (PME) et aux particuliers. TTB est comptabilisée dans le poste 'Participations dans des sociétés liées' en raison de l'importance de la participation d'ING et de sa représentation au Conseil d'administration. TTB fait partie du segment Corporate Line.

Autres participations dans des sociétés liées et des coentreprises

Les autres participations dans des sociétés liées et coentreprises sont pour la plupart des services financiers et des fonds ou véhicules technologiques (non) financiers exerçant principalement leurs activités en Europe et ne sont pas individuellement significatives pour ING Bank.

S'agissant de sociétés liées détenues à moins de 20 %, l'influence notable dépend à la fois de la participation financière et des autres droits d'ING Bank, tels que sa participation au Conseil d'Administration.

Les sociétés liées et coentreprises d'ING sont soumises à des restrictions juridiques et réglementaires quant au montant des dividendes qu'elles peuvent verser à ING. Ces restrictions dépendent par exemple des lois du pays d'immatriculation pour la déclaration des dividendes ou résultent d'exigences de fonds propres minimum qui sont imposées par les organismes de réglementation de la profession dans les pays où opèrent les sociétés liées et coentreprises.

De plus, les sociétés liées et coentreprises tiennent compte d'autres facteurs encore pour déterminer les niveaux de dotation en fonds propres appropriés et nécessaires. Ces facteurs et restrictions incluent, sans s'y limiter, les avis des agences de notation et des organismes de réglementation, qui sont susceptibles d'évoluer au cours du temps.

Variations des participations dans des sociétés liées et des coentreprises (En millions d'euros.)	2024	2023
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier	1 509	1 500
Dotations aux provisions	26	55
Transferts	-7	0
Réévaluations	0	4
Quote-part dans le résultat	205	149
Dividendes perçus	-91	-74
Cessions	-16	-89
Dépréciations	-35	-5
Écarts de change	87	-32
Autres	0	
Solde de clôture	1 679	1 509

La quote-part dans le résultat des sociétés liées et coentreprises s'élevant à 205 millions d'euros (contre 149 millions d'euros en 2023), telle que présentée dans le tableau ci-dessus, est principalement attribuable aux résultats de TTB ressortant à 123 millions d'euros (contre 107 millions d'euros en 2023) et à notre quote-part dans le résultat d'une société liée en Belgique s'élevant à 77 millions d'euros, faisant suite à un bénéfice exceptionnel.

Les pertes de valeur totales de 35 millions d'euros concernent des sociétés liées qui ne sont pas significatives prises séparément.

Pertes de valeur et reprises sur pertes de valeur relatives à la participation dans TTB

Les pertes de valeur cumulées relatives à la participation dans TTB d'un montant de 395 millions d'euros (contre 395 millions d'euros en 2023) ont été comptabilisées dans les exercices précédents. Aucune dépréciation additionnelle n'a été observée au 31 décembre 2024. Une valeur d'utilité a été estimée suite à l'augmentation prolongée du cours de l'action de TTB par rapport au coût initial de l'investissement et aux prévisions des courtiers pour qui la perspective d'une amélioration durable fait consensus. Comme la valeur d'utilité ne dépassait pas la valeur comptable de l'investissement dans TTB, aucune reprise sur perte de valeur n'a dû être comptabilisée.

Méthodologie

Le montant recouvrable est estimé comme étant le montant le plus élevé entre la juste valeur, minorée des frais de cession, et la valeur d'utilité. La juste valeur diminuée des frais de cession est basée sur un prix observable des actions. Le calcul de la valeur d'utilité se sert des projections de flux de trésorerie actualisées, basées sur les meilleures estimations de la direction. La valeur d'utilité est calculée à l'aide d'un modèle d'actualisation des dividendes dans lequel les capitaux propres distribuables, c'est-à-dire les bénéfices futurs disponibles pour les actionnaires ordinaires, sont utilisés comme indicateur des flux de trésorerie futurs. L'évaluation porte sur les flux de trésorerie attendus à perpétuité, ce qui donne lieu à deux composantes principales dans le calcul de la valeur d'utilité :

- l'estimation des bénéfices futurs sur une période prévisionnelle de 5 ans ; et
- la valeur finale, qui est l'extrapolation des bénéfices à perpétuité en appliquant un taux de croissance à long terme. Les bénéfices utilisés pour l'extrapolation représentent les résultats financiers stables à long terme et la position de TTB, c'est-à-dire un état stable. La valeur finale comprend la majorité de la valeur d'utilité totale de l'entreprise.

Hypothèses clés utilisées dans le calcul de la valeur d'utilité au 31 décembre 2024

La valeur d'utilité est déterminée à l'aide d'un modèle d'évaluation soumis à de multiples hypothèses de gestion. Les principales hypothèses, à savoir celles auxquelles le résultat global est le plus sensible, sont les suivantes :

- Bénéfices futurs attendus de TTB : Les prévisions à court et moyen terme sont basées sur des prévisions reposant sur un consensus des courtiers. Les prévisions à plus long terme et à perpétuité reposent sur des hypothèses raisonnables et justifiables qui tiennent compte d'une combinaison de points de données spécifiques à TTB et de points de données du marché ; une charge de maintenance du capital est appliquée : elle correspond à la prévision de la direction quant aux bénéfices à retenir afin que TTB satisfasse aux exigences réglementaires sur la période de prévision.
- Taux d'actualisation (coût des capitaux propres) : 10,96 % sur la base du modèle d'évaluation des actifs financiers calculé pour TTB en utilisant les données actuelles du marché ; et
- Taux de croissance final : 2,74 % conformément au rendement actuel des obligations d'État à long terme en Thaïlande, considéré comme un taux sans risque.

Le modèle a été testé en vue d'identifier tous les changements raisonnablement possibles des hypothèses clés du modèle. Cela reflète la sensibilité de la valeur d'utilité à chaque hypothèse clé prise isolément et il est possible que plusieurs changements favorables et/ou défavorables se produisent en même temps. Les taux sélectionnés pour les variations raisonnablement possibles des hypothèses clés sont basés sur les prévisions d'analystes externes et d'autres sources de données externes pertinentes, qui peuvent varier d'une période à l'autre. La sensibilité de la valeur d'utilité face à chaque hypothèse clé est la suivante :

- Une variation favorable de 10 % des flux de trésorerie entraînerait une augmentation de la valeur d'utilité de 57 millions d'euros, alors qu'une variation défavorable de - 10 % entraînerait une diminution de la valeur d'utilité de - 59 millions d'euros ;
- Une variation favorable de - 1 % du taux d'actualisation entraînerait une augmentation de la valeur d'utilité de 95 millions d'euros, alors qu'une variation défavorable de 1 % entraînerait une diminution de la valeur d'utilité de - 75 millions d'euros ;
- Une variation favorable de 1 % du taux de croissance final entraînerait une augmentation de la valeur d'utilité de 68 millions d'euros, alors qu'une variation défavorable de - 1 % entraînerait une diminution de la valeur d'utilité de - 53 millions d'euros ;

9. – Immobilisations corporelles

Immobilisations corporelles ventilées par type (En millions d'euros.)	2024	2023
Biens à usage propre	758	616
Équipements :		
- Matériel de traitement de l'information	218	213
- Autres équipements	426	492
Actifs à comptabiliser au titre des droits d'utilisation :		
- Droits d'utilisation des biens	895	972
- Droits d'utilisation des véhicules	124	97
- Droits d'utilisation des autres biens loués	13	9
	2 434	2 399

Variations des immobilisations corporelles (En millions d'euros.)	Biens à usage propre		Équipements		Actifs à comptabiliser au titre des droits d'utilisation		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier	616	681	705	689	1 078	1 076	2 399	2 446
Dotations aux provisions	92	4	240	241	141	279	473	525
Transferts	83	-1	-78	-4	-4	-4	1	-9
Amortissement	-11	-12	-204	-204	-242	-246	-457	-461
Dépréciations (1)	-9	-19	-10	-10	-4	-12	-23	-41
Reprises sur pertes de valeur (1)	5	10					5	10
Réévaluations	5	4			75	9	80	13
Cessions	-36	-47	-14	-10	-18	-20	-68	-78
Écarts de change	13	-4	5	4	8	-4	25	-5
Solde de clôture	758	616	643	705	1 033	1 078	2 434	2 399
Prix de revient	871	753	3 027	3 140	1 933	1 851	5 831	5 744
Amortissements cumulés	-298	-305	-2 376	-2 430	-1 098	-904	-3 772	-3 639
Dépréciations cumulées	-97	-99	-8	-6	-31	-32	-136	-136
Excédent de réévaluation cumulé	282	267					282	267
Réévaluations cumulées					229	163	229	163
Valeur comptable nette	758	616	643	705	1 033	1 078	2 434	2 399

(1) Les 'Pertes sur valeur et reprises sur pertes de valeur des immobilisations corporelles' sont enregistrées dans le poste 'Autres charges d'exploitation' du compte de résultat.

ING tient compte des valorisations d'experts tiers pour déterminer les justes valeurs des biens à usage propre. La grande majorité des terrains et bâtiments ont été évalués au cours de l'année 2024. Les prix d'acquisition des biens à usage propre se montaient à 871 millions d'euros (contre 753 millions d'euros en 2023). Le prix de revient ou d'acquisition, diminué des dépréciations et pertes de valeur cumulées, aurait été de 476 millions d'euros (contre 350 millions d'euros en 2023), si les biens à usage propre avaient été évalués à leur valeur d'acquisition et non à leur juste valeur.

Les pertes de valeur comptabilisées pour un montant de - 23 millions d'euros (contre - 41 millions d'euros en 2023) résultent principalement de la fermeture d'agences et de l'évolution défavorable du marché des bureaux.

10. – Immobilisations incorporelles

Variations des immobilisations incorporelles (En millions d'euros.)	Écart d'acquisition		Logiciels		Autres		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier	469	464	727	636	2	2	1 198	1 102
Dotations aux provisions	6		43	64	1		50	64
Coûts immobilisés			324	246			324	246
Amortissement			-215	-213			-216	-213
Dépréciations (1)			-12	-5			-12	-5
Écarts de change	1	5	8	2			9	7
Cessions			-9	-10			-9	-10
Changements de composition du groupe et autres changements			-10	8		1	-10	8
Solde de clôture	476	469	855	727	3	2	1 334	1 198
Valeur comptable brute	476	469	2 986	2 646	8	8	3 471	3 123
Amortissement cumulé			-2 079	-1 876	-4	-4	-2 084	-1 879
Dépréciations cumulées			-52	-43	-2	-2	-53	-45
Valeur comptable nette	476	469	855	727	3	2	1 334	1 198

(1) Les 'Pertes sur valeur des immobilisations incorporelles' sont enregistrées dans le poste 'Autres charges d'exploitation' du compte de résultat.

Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition est affecté aux groupes d'unités de reporting de la façon suivante :

Affectation de l'écart d'acquisition aux groupes d'unités de reporting Groupes d'unités de reporting (En millions d'euros.)	Méthode utilisée pour le montant recouvrable	Taux d'actualisation	Taux de croissance final	Écart d'acquisition	Écart d'acquisition
				2024	2023
Banque de détail - Pays-Bas	Valeur d'utilité	7,81%	2,00%	30	30
Banque de détail - Allemagne	Valeur d'utilité	7,77%	2,00%	356	349
Banque de détail - Pologne	Valeur d'utilité	9,30%	2,50%	76	75
Banque de détail - Roumanie	Valeur d'utilité	11,45%	3,00%	15	15
				476	469

Test de dépréciation

Dans le cadre du test de dépréciation, l'écart d'acquisition est testé chaque année au cours du quatrième trimestre, en comparant la valeur recouvrable de chaque unité génératrice de trésorerie avec sa valeur comptable. Les hypothèses clés utilisées pour le calcul des valeurs recouvrables sont présentées dans le tableau ci-dessus. En outre, ING Bank teste l'écart d'acquisition à chaque fois qu'un événement déclencheur survient. En 2024, aucun événement déclencheur n'a été identifié.

Lors du test de dépréciation annuel effectué au quatrième trimestre, le montant recouvrable pour chacun des autres groupes excède la valeur comptable des unités génératrices de trésorerie au 31 décembre 2024 et aucune dépréciation n'est donc requise (aucune ne l'était non plus au 31 décembre 2023).

Méthodologie

Le montant recouvrable est estimé comme étant le montant le plus élevé entre la juste valeur, minorée des frais de cession, et la valeur d'utilité. Le calcul de la valeur d'utilité est effectué sur la base du modèle d'Actualisation des Dividendes, en recourant à des plans de gestion sur 3 ans approuvés, mis à jour en fonction des changements attendus dans l'environnement macro-économique. Lors de l'estimation de la valeur d'utilité d'une unité de reporting, les conditions et exigences locales déterminent les besoins en capitaux, les taux d'actualisation et les taux de croissance définitifs. Ces conditions et exigences locales déterminent la capacité à réorienter en amont l'excédent de capital et les bénéfices vers ING Bank. Le calcul du taux d'actualisation englobe d'autres données telles que la prime du marché des actions, la prime de risque pays et l'inflation à long terme, qui sont basées sur les données du marché et les appréciations de la direction. Le taux de croissance à long terme est basé sur le taux d'inflation à long terme obtenu à partir des données du marché. Les impacts du risque climatique ont été pris en compte dans la mesure où ils sont observables au niveau des taux d'actualisation et des prix des actifs.

Sensibilité des principales hypothèses

Les principales hypothèses du modèle de test de dépréciation de l'écart d'acquisition reposent sur les flux de trésorerie prévisionnels disponibles localement (basés sur les exigences de fonds propres locales et les bénéfices attendus), les taux d'actualisation (coût des capitaux propres) et les taux de croissance à long terme. Les valeurs recouvrables des unités génératrices de trésorerie sont sensibles aux hypothèses clés ci-dessus. Une diminution de 10 % des flux de trésorerie disponibles, une augmentation du taux d'actualisation d'un point de pourcentage ou une réduction du taux de croissance futur à zéro sont considérées comme des changements raisonnablement envisageables des hypothèses clés. Si ces changements se produisent dans les hypothèses clés et si les autres hypothèses clés ne changent pas, l'écart d'acquisition des unités génératrices de trésorerie restantes continuera à être recouvrable.

Logiciels

Les logiciels englobent des logiciels développés en interne pour un montant de 768 millions d'euros (contre 628 millions d'euros en 2023).

Les logiciels font l'objet d'examens visant à détecter toute indication de perte de valeur. Qu'il y ait ou non une indication de dépréciation, les logiciels en cours de développement font l'objet d'un test de dépréciation annuel. En 2024, des éléments individuellement non significatifs ont été dépréciés pour un montant de 12 millions d'euros. 5 millions d'euros au 31 décembre 2023).

11. – Autres actifs

Autres actifs ventilés par type (En millions d'euros.)	2024	2023
Actifs nets au titre des régimes à prestations déterminées	568	554
Placements immobiliers	19	14
Immobilisations en cours et biens obtenus à la suite de saisies d'hypothèques	18	32
Remboursements anticipés	412	436
Éléments d'actifs courus	496	521
Montants à régler	3 548	3 869
Autres	1 875	1 683
	6 935	7 109

Les informations relatives aux Actifs nets au titre des régimes à prestations déterminées sont fournies à la Note 30 'Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi'.

Les montants à régler concernent principalement des transactions non réglées à la date de clôture du bilan. La nature de ces transactions est à court terme et leur règlement est attendu peu après la date de clôture du bilan. Le poste Autres concerne diverses créances nées dans le cadre de l'exercice des activités courantes et inclut, entre autres, des créances à court terme liées à des prêts hypothécaires versés sur des comptes de notaires en attente de transfert aux clients et d'autres montants à recevoir de clients.

12. – Montants dus aux banques

Montants dus aux banques par type (En millions d'euros.)	Pays-Bas		Reste du monde		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Non productifs d'intérêts	4	3	166	174	170	177
Productifs d'intérêts	5 845	7 803	10 707	15 277	16 553	23 080
	5 849	7 806	10 873	15 451	16 722	23 257

Les montants dus aux banques incluent les dépôts non subordonnés et les opérations de prise en pensions de titres. Pour de plus amples informations sur les opérations de mise en pension de titres, se référer à la Note 4 'Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat'.

En 2023, les montants dus aux banques incluent la participation d'ING dans des opérations de refinancement à plus long terme ciblées ('TLTRO') à hauteur de 6,0 milliards d'euros, qui ont été intégralement remboursées en mars 2024.

13. – Dépôts clients

Dépôts clients (En millions d'euros.)	2024	2023
Comptes courants / Dépôts à vue	227 951	222 478
Comptes d'épargne	354 560	334 287
Dépôts à terme	115 636	103 186
Autres (1)	1 579	2 053
	699 725	662 004

(1) ING a modifié la présentation des dettes senior non préférées et les chiffres comparables de 2023 ont été retraités.

Les comptes courants / dépôts à vue, les comptes d'épargne et les dépôts à terme comprennent les soldes détenus par des particuliers, respectivement de 107 068 millions d'euros (contre 107 711 millions d'euros en 2023), 324 134 millions d'euros (contre 305 734 millions d'euros en 2023) et 56 599 millions d'euros (contre 46 762 millions d'euros en 2023).

Dépôts clients par type (En millions d'euros.)	Pays-Bas		Reste du monde		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Non productifs d'intérêts	26	239	27 142	25 316	27 168	25 556
Productifs d'intérêts (1)	245 375	244 193	427 182	392 255	672 557	636 448
	245 401	244 433	454 324	417 571	699 725	662 004

(1) Les instruments productifs d'intérêts comprennent les comptes courants non rémunérés. Toutefois, ING se réserve contractuellement le droit de réviser les taux. 2 ING a changé la présentation des dettes senior non préférées et les chiffres comparables de 2023 ont été retraités.

En 2024, les dépôts clients incluent 8 064 millions d'euros (contre 11 737 millions d'euros au 31 décembre 2023) de dépôts à terme et de comptes courants concernant ING Group.

14. – Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat

Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat (En millions d'euros.)	2024	2023
Passifs détenus à des fins de transaction	35 255	37 220
Dérivés non détenus à des fins de transaction	2 101	2 019
Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	49 539	55 399
	86 896	94 637

Passifs détenus à des fins de transaction

Passifs détenus à des fins de transaction par type (En millions d'euros.)	2024	2023
Titres de participation	467	1 156
Titres de créance	3 185	2 492
Fonds en dépôt	5 437	10 443
Dérivés	26 166	23 129
	35 255	37 220

Dérivés non détenus à des fins de transaction

Dérivés non détenus à des fins de transaction par type (En millions d'euros.)	2024	2023
Dérivés utilisés dans :		
- les couvertures de juste valeur	79	113
- les couvertures de flux de trésorerie	573	458
- les couvertures d'investissements nets dans des activités à l'étranger	117	92
Autres dérivés non détenus à des fins de transaction	1 332	1 356
	2 101	2 019

Se référer à la Note 33 'Dérivés et comptabilité de couverture' pour toutes informations sur les dérivés servant à la comptabilité de couverture.

Les Autres dérivés non détenus à des fins de transaction incluent principalement des swaps de taux d'intérêt, des swaps de devises et des swaps sur devises croisées pour lesquels aucune comptabilité de couverture n'est appliquée.

Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat

Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat par type (En millions d'euros.)	2024	2023
Titres de créance	9 326	8 219
Fonds confiés	40 092	47 085
Dettes subordonnées	122	95
	49 539	55 399

Au 31 décembre 2024, la variation de la juste valeur des passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat, due aux évolutions du risque de crédit, est de 17 millions d'euros sur une base cumulative (contre -34 millions d'euros en 2023). Cette variation représente le montant de la variation de la juste valeur des passifs financiers qui n'est pas due aux évolutions des conditions économiques ayant entraîné un risque de marché (notamment un risque de taux d'intérêt basé sur des courbes de rendement).

Le montant qu'ING Bank doit contractuellement payer à l'échéance aux porteurs de dettes financières désignées à leur juste valeur par le biais du compte de résultat, exception faite des opérations de prise en pension de titres (parts de fonds confiés), s'élève à 11 376 millions d'euros (contre 9 958 millions d'euros en 2023).

Les fonds confiés incluent surtout des opérations de prise de pension de titres. Se référer à la Note 4 'Passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat' pour plus d'informations sur les opérations de prise en pension de titres.

15. – Provisions

Provisions par type (En millions d'euros.)	2024	2023
Provisions de restructuration	201	231
Provisions pour litiges	288	193
Autres provisions	118	334
	606	758
Provisions pour créances irrécouvrables et garanties	146	142
	752	899

Variation des provisions pour (En millions d'euros.)	Réorganisation		Litiges		Autres provisions		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier	231	418	193	150	334	433	758	1 001
Dotations aux provisions (1)	146	207	116	78	26	39	288	325
Participation								
Reprises de provisions (1)	-4	-34	-15	-26	-46	-22	-64	-82
Utilisés	-163	-356	-31	-23	-196	-11	-390	-389
Écarts de change		-1	1	1	-1	-3		-4
Autres variations	-10	-3	25	13		-104	15	-94
Solde de clôture	201	231	288	193	118	334	606	758

(1) Les dotations aux provisions et les reprises non utilisées sont présentées à la Note 27 'Autres charges d'exploitation' du compte de résultat.

Au 31 décembre 2024, les montants devant être réglés dans les douze mois s'élèvent à 552 millions d'euros (contre 699 millions d'euros en 2023). Les montants inclus se basent sur les meilleures estimations des montants et échéanciers des flux de trésorerie requis pour satisfaire à cette obligation.

Provisions de restructuration

En 2024, les dotations aux provisions concernaient surtout les activités de restructuration en Belgique, aux Pays-Bas et au siège social. En 2023, les dotations aux provisions de réorganisation concernaient principalement les activités de restructuration en Belgique, en Pologne et aux Pays-Bas.

Ces initiatives sont mises en œuvre sur plusieurs années et l'estimation des provisions pour restructuration est donc incertaine.

Provisions pour litiges

Se référer à la Note 39 'Actions en justice' concernant l'évolution des provisions pour litiges.

Autres provisions

En 2024, la dotation aux Autres provisions inclut surtout une provision pour l'indemnisation des particuliers néerlandais au titre de charges d'intérêt passées qui ne suivaient pas suffisamment les taux du marché. Cette provision de 180 millions d'euros a été comptabilisée en 2021, puis augmentée de 75 millions d'euros en 2023.

En 2023, ING Bank a volontairement modifié sa méthode comptable relative aux garanties non financières soumises à des droits à indemnisation contractuels, passant des principes de la norme IAS 37 à la comptabilisation des engagements de prêt conformément à la norme IFRS 9.

Le passage de l'IAS 37 à la norme IFRS 9 a entraîné une décomptabilisation des provisions existantes au titre de l'IAS 37 pour un montant de 109 millions d'euros au 1^{er} janvier 2023 et une comptabilisation d'une provision pour pertes sur créances attendues de 151 millions d'euros pour les garanties non financières au 1^{er} janvier 2023 (ce qui représente un impact avant impôt sur les capitaux propres de 42 millions d'euros au début de l'exercice 2023). Ce changement est pris en compte dans 'Autres changements' dans le tableau des mouvements.

Pour plus de précisions sur les modifications apportées aux provisions pour créances irrécouvrables, se référer aux paragraphes 'Provisions pour créances irrécouvrables' dans 'Gestion du risque - Risque de crédit'.

16. – Autres dettes

Autres dettes par type (En millions d'euros.)	2024	2023
Passifs nets au titre des régimes à prestations déterminées	152	164
Autres avantages postérieurs à l'emploi	38	30
Autres charges de personnel	784	719
Autres impôts et cotisations de sécurité sociale	899	641
Loyers payés d'avance	14	14
Frais à payer	1 763	2 170
Montants à régler	4 290	6 509
Passifs de location	1 116	1 162
Autres	1 538	1 721
	10 596	13 130

Les informations relatives aux passifs nets au titre des régimes à prestations déterminées sont fournies à la Note 30 'Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi'.

Les autres charges de personnel incluent les provisions pour congés annuels, les provisions pour jubilés et les provisions pour invalidité/maladie et les charges liées aux rémunérations variables.

Les montants à régler concernent principalement des transactions non réglées à la date de clôture du bilan. La nature de ces transactions est à court terme et leur règlement est attendu après la date de clôture du bilan.

Les Passifs de location concernent surtout des actifs au titre des droits d'utilisation. Les informations relatives aux actifs au titre des droits d'utilisation sont fournies à la Note 9 'Immobilisations corporelles'. En 2024, les décaissements au titre des contrats de location se montaient à 290 millions d'euros (contre 291 millions d'euros en 2023).

Le poste Autres concerne principalement des montants dus aux clients.

17. – Titres de créance en cours d'émission

Les titres de créance en cours d'émission concernent des obligations et autres titres de créance émis soit avec des taux d'intérêt fixes soit avec des taux d'intérêt basés sur les niveaux de taux d'intérêt variables, tels que les certificats de dépôt et les effets acceptés émis par ING Bank, à l'exception des éléments subordonnés. Les titres de créance en cours d'émission ne comprennent pas les titres de créance enregistrés dans les Passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat. ING Bank n'a pas de titres de créance qui ont été émis à des conditions autres que les conditions habituelles de l'activité courante.

Titres de créance émis - échéances (En millions d'euros.)	2024	2023
Titres de créance à taux fixe		
A 1 an	26 358	29 790
A plus d'1 an et à moins de 2 ans	5 718	4 660
A plus de 2 ans et à moins de 3 ans	4 429	6 279
A plus de 3 ans et à moins de 4 ans	5 907	4 068
A plus de 4 ans et à moins de 5 ans	6 105	4 722
A plus de 5 ans	12 335	13 139
Total des titres de créance à taux fixe	60 851	62 658
Titres de créance à taux variable		
A 1 an	26 262	17 871
A plus d'1 an et à moins de 2 ans	2 343	226
A plus de 2 ans et à moins de 3 ans	1 080	2 176
A plus de 3 ans et à moins de 4 ans	117	75
A plus de 4 ans et à moins de 5 ans	902	0
A plus de 5 ans	2 903	1 417
Total des titres de créance à taux variable	33 607	21 765
Total titres de créance	94 459	84 423

Se référer à l'état consolidé des flux de trésorerie pour plus d'informations sur les émissions, les remboursements et les mouvements non monétaires.

18. – Dettes senior non préférées

(En millions d'euros.)	2024	2023
Dettes senior non préférées	49 393	40 213
	49 393	40 213

Les dettes senior non préférées sont prêtées par ING Groep N.V. à ING Bank N.V. En cas de faillite, ces dettes senior non préférées sont prioritaires par rapport aux dettes subordonnées, mais subordonnées à toutes les autres dettes d'ING Bank N.V.

19. – Emprunts subordonnés

(En millions d'euros.)	2024	2023
Emprunts subordonnés	17 879	15 404
	17 879	15 404

Les emprunts subordonnés sont des obligations émises par ING Groep N.V. et ses filiales en vue de lever des capitaux Tier 1 et Tier 2 (éligibles en CRR). Dans le référentiel IFRS, ces titres sont affectés aux dettes et sont considérés comme du capital à des fins réglementaires. Ces emprunts subordonnés d'un montant de 18 403 millions d'euros (contre 16 240 millions d'euros en 2023) ont été placés par ING Groep N.V. auprès d'ING Bank N.V.

En 2024, ING Groep N.V. a émis 1,25 milliard de dollars américains de titres de fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT 1) perpétuels à conversion conditionnelle à 8.00% au mois de février, 1,25 milliard d'euros de titres subordonnés Tier 2 à taux fixe de 4,38% au mois de mai, 1,25 milliard d'euros de titres subordonnés Tier 2 à taux fixe de 4,25% au mois

d'août et 1 milliard de dollars américains de titres de fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT 1) perpétuels à conversion conditionnelle à 7,25 % au mois de septembre.

En 2024, ING Turquie a émis 150 millions de dollars américains de titres subordonnés Tier 2 à taux fixe de 8,50 % au mois de septembre.

En 2024, ING Groep N.V. a remboursé 1,25 milliard de dollars américains de titres de fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT 1) perpétuels à conversion conditionnelle à 6,75 % au mois d'avril, 750 millions d'euros de titres subordonnés Tier 2 à taux fixe de 2,50 % au mois de février et 1 milliard d'euros de titres subordonnés Tier 2 à taux fixe de 1,63 % au mois de septembre, aux premières dates de remboursement.

Se référer à l'état consolidé des flux de trésorerie pour plus d'informations sur les émissions et les remboursements.

Le taux d'intérêt moyen appliqué aux emprunts subordonnés est de 4,59% (contre 4,44 % en 2023).

20. – Capitaux propres

Total capitaux propres (en millions d'euros.)	2024	2023	2022
Capital social et prime d'émission d'actions			
- Capital social	525	525	525
- Prime d'émission d'actions	16 542	16 542	16 542
	17 067	17 067	17 067
Autres réserves			
- Réserve de réévaluation : Titres de participation comptabilisés en FVOCI	1 816	1 152	1 187
- Réserve de réévaluation : Titres de créance comptabilisés en FVOCI	-479	-277	-339
- Réserve de réévaluation : Couvertures de flux de trésorerie	-1 693	-2 058	-3 055
- Réserve de réévaluation : Engagement de crédit	-15	31	70
- Réserve de réévaluation : Biens à usage propre	161	178	176
- Réserve de réévaluation de l'actif/passif net au titre des régimes à prestations déterminées	-333	-317	-232
- Réserve de change	-1 986	-2 527	-2 395
- Réserve de participation dans les sociétés liées, les coentreprises et autres réserves	2 607	3 048	3 604
	78	-769	-984
Bénéfice non distribué	25 598	23 893	26 462
Capitaux propres (société mère)	42 743	40 191	42 546
Intérêts minoritaires	995	944	504
Total capitaux propres	43 738	41 135	43 050

Ajustements liés à l'hyperinflation

Depuis 2022, ING applique la norme IAS 29 'Hyperinflation' à ses investissements en Turquie. L'impact de l'indexation prévue par l'IAS 29 s'est traduit par 50 millions d'euros sur les capitaux propres (contre 54 millions d'euros en 2023 ; 100 millions d'euros en 2022), 202 millions d'euros sur la réserve de change (contre 284 millions d'euros en 2023 ; 1 011 millions d'euros en 2022), 0 million d'euros sur les bénéfices non distribués (contre 0 million d'euros en 2023 ; - 563 millions d'euros en 2022), 4 millions d'euros sur les réserves de réévaluation (contre 3 millions d'euros en 2023 ; - 17 millions d'euros en 2022) et - 156 millions d'euros au compte de résultat (contre - 234 millions d'euros en 2023 ; - 331 millions d'euros en 2022).

Capital social et prime d'émission d'actions

Capital social	Actions ordinaires (valeur nominale 1,13 €)					
	Nombre x 1 000			Montant		
	2024	2023	2022	2024	2023	2022
Capital autorisé	1 600 000	1 600 000	1 600 000	1 808	1 808	1 808
Capital non émis	1 134 965	1 134 965	1 134 965	1 283	1 283	1 283
Capital émis	465 035	465 035	465 035	525	525	525

Aucun changement n'a été enregistré au niveau du capital social émis et de la prime d'émission d'actions en 2024, 2023 et 2022.

Toutes les actions ordinaires sont sous forme nominative. Aucun certificat d'actions n'a été émis. Les actions ordinaires peuvent être transférées au moyen d'un acte de transfert, soumis à l'approbation de l'assemblée générale d'ING Bank. La valeur nominale des actions ordinaires est de 1,13 euro.

Le capital autorisé d'ING Bank N.V. consiste en 1 600 millions d'actions ordinaires dont 465 millions ont été émises et entièrement libérées au 31 décembre 2024.

ING Bank détient 50 actions privilégiées autorisées d'une valeur nominale de 1,13 euro par action. Au 31 décembre 2024, 7 actions privilégiées ont été émises et entièrement libérées (contre 7 actions privilégiées en 2023 ; 7 actions privilégiées en 2022) pour un montant de 8 euros (contre 8 euros en 2023 et 8 euros en 2022).

Restrictions applicables en matière de dividende

ING Bank N.V. et les sociétés néerlandaises du groupe sont soumises à des restrictions légales quant au montant des dividendes qu'elles peuvent payer aux actionnaires. Le Code civil néerlandais prévoit une restriction stipulant que les dividendes peuvent uniquement être payés jusqu'à un montant égal à l'excédent des fonds propres de la société sur la somme du capital libéré et des réserves légales. De plus, certains établissements bancaires sont soumis à des restrictions concernant le montant des fonds qu'ils sont autorisés à transférer à la société mère sous forme de dividendes ou autrement. Par ailleurs, d'autres restrictions existent dans certains pays, en plus des restrictions relatives aux besoins en fonds propres minimum qui sont imposées par les organismes de régulation de la profession dans les pays où les filiales exercent leurs activités.

Réserves de réévaluation

Variations des réserves de réévaluation : Titres de participation et titres de créance comptabilisés en FVOCI (En millions d'euros.)	Titres de participation comptabilisés en FVOCI			Titres de créance comptabilisés en FVOCI		
	2024	2023	2022	2024	2023	2022
Solde d'ouverture	1 152	1 187	1 282	-277	-339	92
Réévaluations latentes	664	-35	-118	-265	53	-406
Plus/Moins-values réalisées portées au compte de résultat				62	9	-25
Réévaluations réalisées imputées au bénéfice non distribué	0	1	23			
Solde de clôture	1 816	1 152	1 187	-479	-277	-339

Titres de participation comptabilisés en FVOCI

En 2024, une réévaluation latente de 664 millions d'euros (contre - 35 millions d'euros en 2023 ; - 118 millions d'euros en 2022) inclut la réévaluation des actions de Bank of Beijing pour un montant de 652 millions d'euros (contre - 24 millions d'euros en 2023 ; - 86 millions d'euros en 2022).

Variations de réserve de couverture de flux de trésorerie et réserve pour créances douteuses (En millions d'euros.)	Couvertures de flux de trésorerie			Engagement de crédit		
	2024	2023	2022	2024	2023	2022
Solde d'ouverture	-2 058	-3 055	-153	31	70	-80
Variations de la réserve pour engagement de crédit				-46	-39	165
Réévaluations latentes	365	997	-2 901			
Réévaluations réalisées imputées au bénéfice non distribué						-15
Solde de clôture	-1 693	-2 058	-3 055	-15	31	70

Couvertures de flux de trésorerie

ING couvre principalement des prêts à taux variable par des swaps de taux d'intérêt. En raison d'une baisse des taux d'intérêt à terme en 2024, les swaps de taux d'intérêt ont enregistré une réévaluation positive de 365 millions d'euros qui sont comptabilisés dans la réserve de couverture de flux de trésorerie.

Changements au niveau de la réserve de biens à usage propre (En millions d'euros.)	2024	2023	2022
Solde d'ouverture	178	176	208
Impact de l'IAS 29 sur le solde d'ouverture (1)			-20
Réévaluations latentes	3	10	15
Réévaluations réalisées imputées au bénéfice non distribué	-20	-8	-26
Solde de clôture	161	178	176

(1) Inclut l'impact de l'application de la comptabilité d'hyperinflation selon l'IAS 29.

Réserve de réévaluation de l'actif/passif net au titre des régimes à prestations déterminées

Se référer à ce propos à la Note 30 'Prestation de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi'.

Réserves de change

Variations des réserves de conversion monétaire (En millions d'euros.)	2024	2023	2022
Solde d'ouverture	-2 527	-2 395	-3 483
Impact de l'IAS 29 sur le solde d'ouverture (1)			647
Réévaluations latentes	-222	183	-7
Plus/Moins-values réalisées portées au compte de résultat	1		4
Écarts de change	763	-316	444
Solde de clôture	-1 986	-2 527	-2 395

(1) Inclut l'impact de l'application de la comptabilité d'hyperinflation selon l'IAS 29.

Les réévaluations latentes concernent des variations de valeur des instruments de couverture qui sont considérées comme des couvertures d'investissements nets. La stratégie de couverture consiste à couvrir le ratio CET1 contre l'impact négatif des fluctuations des taux de change. L'augmentation nette des réévaluations latentes et les écarts de change de 541 millions d'euros se rapportent à plusieurs devises dont le dollar américain (354 millions d'euros), la livre turque (148 millions d'euros), dont 202 millions d'euros d'effet d'indexation IAS 29) la livre sterling (75 millions d'euros), le zloty polonais (18 millions d'euros), le franc suisse (- 10 millions d'euros), le dollar australien (- 35 millions d'euros), le rouble russe (- 47 millions d'euros), le baht thaïlandais (31 millions d'euros), le yuan chinois (3 millions d'euros) et d'autres devises (4 millions d'euros).

Réserve de participation dans les sociétés liées, les coentreprises et autres réserves

Variation des réserves de participation dans les sociétés liées, les coentreprises et autres réserves (En millions d'euros.)	2024	2023	2022
Solde d'ouverture	3 048	3 604	3 416
Résultat de l'exercice	125	336	161
Transferts vers les bénéfices non répartis	-565	-892	26
Solde de clôture	2 607	3 048	3 604

La Réserve de participation dans les sociétés liées, les coentreprises et autres réserves inclut les bénéfices non distribuables des sociétés liées et des coentreprises pour 940 millions d'euros (contre 815 millions d'euros en 2023 ; 797 millions d'euros en 2022). Les autres réserves comprennent une réserve légale pour un montant de 897 millions d'euros (contre 1 602 millions d'euros en 2023 ; 2 264 millions d'euros en 2022) liés à l'ex-Stichting Regio Bank et à l'ex-Stichting Vakbondsspaarbank SPN et une réserve légale de 768 millions d'euros (contre 628 millions d'euros en 2023 ; 540 millions d'euros en 2022) liée aux logiciels développés en interne. Le transfert aux bénéfices non distribués de - 565 millions d'euros comprend la reprise de la réserve de Regio bank et Vakbondsspaarbank SPN de - 830 millions d'euros (- 998 millions d'euros en 2023 ; 0 million d'euros en 2022) au titre des charges réglementaires comptabilisées dans le compte de résultat.

Bénéfices non distribués

Variations des bénéfices non distribués (En millions d'euros.)	2024	2023	2022
Solde d'ouverture	23 893	26 462	29 778
Impact sur le solde d'ouverture (1)		-45	-563
Transfert de/vers Autres réserves	585	899	-8
Résultat de l'exercice	6 062	6 821	3 506
Dividendes et autres distributions	-4 986	-10 269	-6 277
Plans d'actionnariat	45	30	27
Changements dans la composition du groupe et autres changements	-1	-5	-1
Solde de clôture	25 598	23 893	26 462

(1) 2023 : Changements de méthode suite à l'adoption de la norme IFRS 17 et changement de méthode pour les garanties non financières. 2022 Inclut l'impact de l'application de la comptabilité d'hyperinflation selon l'IAS 29.

Restrictions relatives aux dividendes et au remboursement de capitaux

Les éléments de capitaux propres suivants ne peuvent pas être librement distribués : la Réserve de réévaluation, la Réserve de réévaluation de l'actif/passif net au titre des régimes à prestations déterminées, la Réserve de change, la Réserve de participation dans les sociétés liées et les coentreprises et les Autres réserves dont la part concernant l'ex-Stichting Regio Bank et l'ex-Stichting Vakbondsspaarbank SPN.

Au 31 décembre 2024, un montant de 897 millions d'euros (contre 1 602 millions d'euros en 2023) liés à l'ex-Stichting Regio Bank et à l'ex-Stichting Vakbondsspaarbank SPN y était inclus.

ING Bank N.V. est soumise à des restrictions légales quant au montant des dividendes qu'elle peut verser aux actionnaires. Le Code civil néerlandais prévoit une restriction stipulant que les dividendes peuvent uniquement être payés jusqu'à un montant égal à l'excédent des fonds propres de la société sur la somme du capital libéré et des réserves légales. En outre, la capacité d'ING Bank N.V. à verser des dividendes dépend de la capacité de ses filiales, sociétés liées et coentreprises à verser des dividendes. ING Bank N.V. est légalement tenue de créer une réserve non distribuable dans la mesure où les bénéfices de ses filiales, sociétés liées et coentreprises sont soumis à des restrictions de paiement des dividendes qui s'appliquent à ces filiales, sociétés liées et coentreprises.

Les réserves non distribuables, déterminées conformément aux exigences en matière d'information financière précisées dans la Partie 9 du Livre 2 du Code civil néerlandais et concernant les filiales, sociétés liées et coentreprises s'élèvent à 5 672 millions d'euros (contre 6 727 millions d'euros en 2023).

En outre, il existe des restrictions à la capacité des filiales, sociétés liées et coentreprises à distribuer des réserves à ING Bank N.V. en raison des exigences minimales de fonds propres imposées par les régulateurs du secteur d'activité dans les pays dans lesquels les filiales opèrent.

En plus des restrictions légales et réglementaires relatives à la distribution de dividendes des filiales, sociétés liées et coentreprises à ING Bank N.V., il existe diverses autres situations et restrictions qui sont prises en compte pour déterminer les niveaux appropriés de capitaux propres dans les filiales, sociétés liées et coentreprises de la Banque. Ces situations et restrictions comprennent, sans s'y limiter, les exigences minimales en matière de capital qui sont imposées par les régulateurs du secteur dans les pays où les filiales, sociétés liées et coentreprises exercent leurs activités, ou d'autres restrictions qui peuvent exister dans certains pays et qui peuvent ou non être de nature temporaire. Il est impossible d'indiquer de façon fiable le nombre de ces limitations. Se référer à la Note 44 'Gestion du capital' pour un aperçu des exigences minimales de fonds propres chez ING Bank.

Sans préjudice du pouvoir du Managing Board d'affecter les bénéfices aux réserves et du fait que les actions sont les titres les plus juniors émis par ING Bank N.V., il n'existe aucune restriction spécifique au paiement de dividendes au titre des actions.

De plus, ING Bank N.V. est soumise à des restrictions légales lorsqu'il s'agit du remboursement de capital à ses actionnaires. En vertu du Code civil néerlandais, le capital ne peut être remboursé que si aucun des créanciers d'ING Bank N.V. ne s'oppose à un tel remboursement dans les deux mois suivant l'annonce d'une résolution prise à cet effet.

Notes au compte de résultat consolidé

21. – Intérêts nets créditeurs

(En millions d'euros.)	2024	2023	2022
Intérêts créditeurs sur prêts (2)	33 892	31 850	19 429
Intérêts créditeurs sur titres de créance au coût amorti	1 204	877	591
Intérêts créditeurs sur actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	1 481	1 078	510
Intérêts créditeurs sur dérivés non détenus à des fins de transaction (comptabilité de couverture)	12 644	10 682	4 011
Total intérêts créditeurs selon la méthode du taux d'intérêt effectif	49 221	44 486	24 541
Intérêts créditeurs sur actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	6 343	4 934	1 444
Intérêts créditeurs sur dérivés non détenus à des fins de transaction (pas de comptabilité de couverture)	3 168	2 637	2 390
Autres intérêts créditeurs	173	171	101
Total autres intérêts créditeurs	9 685	7 741	3 935
Total intérêts créditeurs	58 905	52 228	28 476
Intérêts débiteurs sur les dépôts en banque (3)	16 849	13 282	5 321
Intérêts débiteurs sur titres de créance en cours d'émission	3 796	2 856	859
Intérêts débiteurs sur emprunts subordonnés	752	707	646
Intérêts débiteurs sur dérivés non détenus à des fins de transaction (comptabilité de couverture)	13 767	11 849	4 144
Total intérêts débiteurs selon la méthode du taux d'intérêt effectif	35 164	28 693	10 969
Intérêts débiteurs sur passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	5 479	4 410	1 237
Intérêts débiteurs sur dérivés non détenus à des fins de transaction (pas de comptabilité de couverture)	3 308	3 131	2 411
Intérêts débiteurs sur passifs de location	27	28	15
Autres intérêts débiteurs	178	157	98
Total autres intérêts débiteurs	8 993	7 726	3 761
Total intérêts débiteurs	44 157	36 419	14 730
Intérêts nets créditeurs	14 749	15 809	13 745

(1) Le tableau a été mis à jour à des fins de présentation, et les chiffres comparables ont été retraités en conséquence. Les intérêts négatifs sur les actifs et les passifs ne sont plus présentés séparément. De plus, les intérêts débiteurs sur les dépôts des clients et les montants dus aux banques sont désormais présentés de manière combinée dans les charges d'intérêts sur les dépôts. Se référer aux notes de bas de page 2 et 3.

(2) Inclut des intérêts créditeurs sur les prêts aux clients et aux banques, les soldes de trésorerie ainsi que les intérêts négatifs sur les passifs. Les intérêts négatifs sur les passifs s'élèvent à 8 millions d'euros (contre 19 millions d'euros en 2023 ; 892 millions d'euros en 2022).

(3) Inclut les intérêts versés sur les dépôts des clients et des banques, les dettes senior non préférées et les intérêts négatifs sur les actifs. Les intérêts négatifs sur les actifs s'élevaient à 1 million d'euros (contre 0 en 2023 ; 285 millions d'euros en 2022).

En 2022, un ajustement exceptionnel a été inscrit dans les intérêts créditeurs sur les prêts en raison des moratoires sur les crédits en Pologne (- 343 millions d'euros).

En raison des taux en vigueur au cours des exercices considérés, les intérêts négatifs sur les passifs comprennent l'avantage lié au taux de financement de la BCE au titre du programme TLTRO III, pour un montant de 314 millions d'euros en 2022, tandis que pour 2024, les intérêts débiteurs sur les dépôts comprennent les intérêts versés au titre du programme TLTRO III, pour un montant de 59 millions d'euros (contre 557 millions d'euros en 2023). Le financement au titre de ce programme a été intégralement remboursé au cours du premier trimestre 2024.

L'avantage tiré du taux de financement de la BCE en 2022 a entraîné l'arrêt de la comptabilité de couverture de juste valeur des TLTRO III, ce qui a eu un impact sur les intérêts nets créditeurs de 2022 à hauteur de - 483 millions d'euros.

22. – Revenus nets des honoraires et commissions

(En millions d'euros.)	2024	2023	2022
Produits d'honoraires et de commissions			
Services de paiement	2 219	2 062	1 888
Négoce de valeurs mobilières	734	584	632
Assurance et autres activités de courtage	594	529	682
Gestion de portefeuille	699	625	600
Activité de prêt	650	602	556
Garanties financières et autres engagements	454	459	496
Autres produits d'honoraires et de commissions	249	239	232
Total produits d'honoraires et de commissions	5 598	5 100	5 085
Charges d'honoraires et de commissions			
Services de paiement	756	704	600
Négoce de valeurs mobilières	147	129	160
Distribution de produits	475	480	555
Autres charges d'honoraires et de commissions	218	202	184
Total charges d'honoraires et de commissions	1 596	1 514	1 499
Revenus nets des honoraires et commissions	4 002	3 586	3 586

Les honoraires des services de paiement sont perçus pour la fourniture de services relatifs aux comptes de dépôt et cartes, à la gestion de la trésorerie et au traitement des opérations, y compris les opérations d'interchange. Les frais et commissions sur titres sont des frais relatifs au courtage et à la souscription de titres. Les frais de gestion de portefeuille comprennent les frais perçus pour les activités de gestion d'actifs, les activités fiduciaires et les activités connexes dans le cadre desquelles ING détient ou investit des actifs au nom de ses clients. Les honoraires et commissions relatifs à l'activité de prêt (commissions de syndication) incluent les revenus obtenus pour le conseil en matière de prêt, pour l'origination, la souscription et les engagements de prêt qui ne font pas partie du taux d'intérêt effectif. Les frais et commissions sur les garanties financières et autres engagements proviennent des garanties bancaires, des lettres de crédit et d'autres produits liés au financement du commerce, de l'affacturage et du crédit-bail. Les frais payés pour la distribution de produits sont tous les frais payés pour la distribution des produits et services d'ING.

Se référer à la Note 28 'Segments' qui comprend le produit net des honoraires et commissions tel que présenté au Management Board Banking, ventilé par secteur d'activité et segment géographique.

23. – Résultat des évaluations et résultat net d'exploitation

(En millions d'euros.)	2024	2023	2022
Résultats dégagés par les transactions sur titres	996	873	-356
Résultats des transactions de dérivés	207	116	11
Résultats des transactions de dérivés	336	273	71
Variation de juste valeur des dérivés concernant			
- Couvertures de juste valeur	-766	-3 028	5 265
- Couvertures de flux de trésorerie (partie inefficace)	35	48	20
- Autres dérivés non détenus à des fins de transaction	1 923	563	1 164
Variation de juste valeur des actifs et passifs (éléments couverts)	750	2 962	-5 150
Résultats des évaluations des actifs et passifs comptabilisés en fvpl (sauf à des fins de négoce)	31	-127	444
Résultats des opérations de change	-105	1 230	33
	3 407	2 910	1 503

En règle générale, les variations de la juste valeur sont influencées par les évolutions des conditions économiques, telles que les cours des actions, les spreads de crédit, les taux d'intérêt et les taux de change.

Le résultat net d'exploitation concerne principalement des actifs et des passifs classés dans la catégorie 'aux fins de transaction' dans le référentiel IFRS, mais qui sont étroitement liés aux services répondant à la satisfaction des besoins des clients d'ING. ING propose des produits négociés sur les marchés financiers, aussi bien à ses clients institutionnels et entreprises qu'aux gouvernements. Les portefeuilles de négoce d'ING sont gérés sur la base de limites internes et comprennent tout un éventail de produits dont les résultats sont susceptibles d'être compensés. Une part importante des

dérivés du portefeuille de négoce concerne les services aux entreprises visant à soutenir leur gestion des risques, en couvrant par exemple leur exposition au risque de change et de taux d'intérêt. En matière de risque, il faut prendre en compte le montant brut des actifs détenus à des fins de transaction et celui des passifs détenus à des fins de transaction, alors que ces montants sont présentés séparément au bilan. Toutefois, les normes IFRS n'autorisent pas toujours la compensation de ces positions dans les états financiers. Se référer à la Note 4 'Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat' et à la Note 14 'Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat' pour plus d'informations sur les actifs et passifs détenus à des fins de transaction.

Les résultats des transactions sur titres incluent les résultats de transactions avec des instruments tels que des titres gouvernementaux, des titres de participation, des titres de créance corporate, des instruments du marché monétaire. Les résultats des transactions de dérivés incluent les résultats des dérivés tels que les swaps de taux d'intérêt, les options, les contrats à terme et les contrats à terme de gré à gré. Les gains et pertes d'exploitation relatifs au négoce de titres encore détenus à des fins de transaction au 31 décembre 2024 s'élève à 20 millions d'euros (contre 160 millions d'euros en 2023 ; - 157 millions d'euros en 2022). La plupart des risques inhérents aux transactions de titres et de devises sont économiquement couverts par des instruments dérivés. Le résultat des transactions de titres est en partie compensé par les résultats réalisés sur ces instruments dérivés. Le résultat de ces dérivés est inclus dans 'Résultats des transactions des dérivés'.

Les Autres résultats de transactions incluent les résultats des prêts à des fins de transaction et des fonds confiés.

Les résultats sur opérations de change incluent des gains et pertes sur des contrats au comptant et des contrats à terme de gré à gré, des options, des contrats à terme et la conversion des actifs et passifs libellés en devises étrangères. Le résultat des transactions de devises est compris dans les résultats sur opérations de change.

Les 'Résultats des évaluations et le résultat net d'exploitation' incluent des variations de justes valeurs des dérivés (servant à la fois à la comptabilité de couverture et économiquement aux capacités de couverture) ainsi que des variations de justes valeurs des actifs et passifs inclus dans des relations de couverture en tant qu'éléments couverts. Au cours de l'exercice 2024, les variations des taux d'intérêt ont eu un impact significatif sur les variations de la juste valeur des autres dérivés non détenus à des fins de transaction tout comme sur les variations de la juste valeur aussi bien des dérivés que des éléments couverts comptabilisés comme couvertures de juste valeur. Se référer à la Note 33 'Dérivés et comptabilité de couverture' pour toutes informations sur les dérivés servant à la comptabilité de couverture.

De plus, les résultats des opérations sur produits dérivés ont également été impactés par les variations de la juste valeur liées aux évolutions des spreads de crédit (CVA et DVA), des fourchettes acheteur/vendeur et du coût incrémental du financement des produits dérivés (FVA et CollVA). Se référer à la Note 32 'Juste valeur d'actifs et de passifs financiers' pour plus d'informations sur ces ajustements de valeurs.

24. – Revenus de placement

(En millions d'euros.)	2024	2023	2022
Dividendes	117	105	149
Gains/pertes réalisés sur la cession de titres de créance comptabilisés en FVOCI	-104	-11	32
Revenus de placements immobiliers et gains/pertes de juste valeur sur placements immobiliers			-1
	13	95	181

En 2024, 2023 et 2022, les dividendes sont principalement constitués de dividendes perçus sur la participation d'ING dans Bank of Beijing.

25. – Autres produits nets

En 2024, les Autres produits nets d'un montant de - 3 millions d'euros (contre - 146 millions d'euros en 2023 ; - 369 millions d'euros en 2022) incluent -159 millions d'euros (- 244 millions d'euros en 2023 ; - 333 millions en 2022) de perte monétaire nette, reflétant l'impact de l'IAS 29 'hyperinflation' en Turquie, lié à l'indexation du bilan et du compte de résultat de la Turquie, et traduisant un effet de compensation dans la réserve de conversions monétaires. En outre, le poste 'Autres produits nets' comprend aussi 53 millions d'euros en 2024 relatifs à la comptabilisation d'une créance liée à l'insolvabilité antérieure d'une institution financière aux Pays-Bas ainsi que 21 millions d'euros relatifs à la vente des prêts hypothécaires NNHB restants. Ils incluent aussi les revenus provenant du recouvrement de créances en souffrance pour un montant de 27 millions d'euros (contre 25 millions d'euros en 2023 ; 32 millions d'euros en 2022).

Les Autres produits nets au 31 décembre 2022 englobent également une perte de -307 millions d'euros comptabilisée pour dénouer une macro-couverture de la juste valeur des dépôts, qui a conduit à un écart temporaire par rapport à la juste valeur attendue. En outre, il comprend le produit de l'accord conclu avec Boursorama après notre retrait du marché de la

banque de détail en France pour un montant de 125 millions d'euros et un gain de 67 millions d'euros provenant d'une entité héritée du passé dans le secteur de la banque de détail en Belgique.

26. – Charges de personnel

(En millions d'euros.)	2024	2023	2022
Salaires	4 906	4 559	4 145
Dépenses de retraite et autres prestations de protection sociale	455	418	390
Charges sociales	690	635	584
Rémunérations fondées sur des actions	45	30	27
Employés externes	720	776	738
Formation	49	50	47
Autres charges de personnel	319	256	222
	7 184	6 725	6 152

Les rémunérations fondées sur des actions incluent un montant de 45 millions d'euros (contre 30 millions d'euros en 2023 ; 26 millions d'euros en 2022) concernant des accords dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglés en instruments de capitaux propres. Les accords dont les paiements sont fondés sur des actions réglés en trésorerie ont été résiliés en 2023.

Nombre d'employés	Pays-Bas			Reste du monde			Total		
	2024	2023	2022	2024	2023	2022	2024	2023	2022
Nombre total moyen d'employés en interne 'en équivalents temps plein'	14 821	14 449	14 488	46 301	44 985	43 081	61 121	59 434	57 569

Rémunération des cadres supérieurs, du Management Board Banking et du Conseil de Surveillance

Se référer à la Note 43 'Parties liées'.

Plans d'actionnariat

ING octroie différents types d'actions, notamment des rémunérations en actions, qui font partie de l'offre de rémunération variable proposée par le Plan de Performance à Long Terme (Long term Sustainable Performance Plan - LSPP). L'attribution du droit aux actions au titre du LSPP est conditionnelle. Si le participant reste en poste sans interruption pendant la période allant de la date d'octroi à la date d'acquisition, ce droit devient inconditionnel, à l'exception des rémunérations en actions qui sont immédiatement acquises au moment de l'octroi. Des rémunérations en actions et des actions différées allouées aux membres du Management Board d'ING Bank et à des membres du personnel identifiés sont assorties d'une période de détention qu'il convient de respecter lors de l'acquisition, à savoir que généralement une détention de 12 mois minimum s'applique pour le personnel et de 60 mois maximum pour les membres du Management Board. ING est en droit de garder un droit de retenue sur les actions attribuées, mais non encore acquises, et un droit de récupération sur les actions acquises.

Les actions attribuées en 2024 se rapportent à l'année de performance 2023. En 2024, 180 994 actions (contre 224 796 en 2023 ; 193 157 en 2022) ont été octroyées aux membres du Management Board Banking, 4 248 400 actions ont été octroyées aux cadres supérieurs et autres employés (contre 3 244 951 en 2023 ; 2 913 926 en 2022).

Changements dans l'attribution d'actions	Attributions d'actions (En nombres.)			Moyenne pondérée des justes valeurs à la date d'attribution (En euros.)		
	2024	2023	2022	2024	2023	2022
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier	3 895 787	3 697 542	3 672 659	8,81	7,97	7,6
Accordées	4 429 394	3 469 747	3 107 083	13,75	9,71	8,99
Acquises	-3 343 429	-3 113 115	-2 962 698	12,29	8,83	8,6
Frappées de déchéance	-128 223	-158 387	-119 502	10,73	8,54	7,63
Solde de clôture	4 853 529	3 895 787	3 697 542	10,88	8,81	7,97

La juste valeur des actions attribuées est enregistrée comme dépense dans les Charges de personnel et est imputée sur la période d'acquisition des actions attribuées. La juste valeur est calculée en tenant compte des cours actuels des actions, des volatilités escomptées et des taux de rendement des dividendes des actions ING.

Au 31 décembre 2024, on constatait un total de 25 millions d'euros de rémunération non comptabilisée relative aux actions attribuées (contre 15 millions d'euros en 2023 ; 13 millions d'euros en 2022). Ces charges devraient être comptabilisées sur une durée moyenne pondérée de 2,0 ans (2,0 ans en 2023 ; 1,9 an en 2022)

27. – Autres charges d'exploitation

(En millions d'euros.)	2024	2023	2022
Charges réglementaires	882	1 042	1 250
Services d'audit et services autres que d'audit	43	36	31
Dépenses liées aux TI	1 048	948	818
Frais de publicité et relations publiques	441	369	331
Honoraires de conseil externe	315	294	306
Frais de bureau	277	289	273
Frais de déplacement et d'hébergement	126	125	91
Contributions et souscriptions	133	122	109
Frais de poste	39	36	31
Dépréciation des immobilisations corporelles	457	461	485
Amortissement des immobilisations incorporelles	216	213	226
(Reprises sur) pertes de valeurs des immobilisations corporelles	18	32	19
(Reprises de) dépréciations des immobilisations incorporelles	13	6	60
Dotation aux/(reprise de montants non utilisés de) provisions pour restructurations	142	173	170
Dotations aux (reprises de montants non utilisés d') autres provisions	76	70	117
Autres	705	622	723
	4 931	4 838	5 040

Se référer à la Note 9 'Immobilisations corporelles' pour les (reprises de) dépréciations des immobilisations corporelles et à la Note 10 'Immobilisations incorporelles' pour les (reprises de) dépréciations des immobilisations incorporelles.

Se référer à la Note 15 'Provisions' pour de plus amples informations sur les dotations/(reprises de montants non utilisés) de provisions pour restructurations et se référer à la Note 15 'Provisions' et à la Note 39 'Actions en justice' pour plus d'informations sur les dotations/reprises de montants non utilisés d'autres provisions

Charges réglementaires

Le poste 'Charges réglementaires' concerne les contributions aux Systèmes de Garantie des Dépôts (SGD), au Fonds de Résolution Unique (FRU), aux taxes bancaires locales et aux fonds de résolution locaux. Sont incluses dans les charges réglementaires pour 2024 les contributions au SGD pour un montant de 230 millions d'euros (contre 320 millions d'euros en 2023 ; 425 millions d'euros en 2022) concernant principalement les Pays-Bas, l'Allemagne, la Belgique et la Pologne et les contributions au FRU et aux fonds de résolution locaux pour un montant de 35 millions d'euros (contre 251 millions d'euros en 2023 ; 354 millions d'euros en 2022). Les taxes bancaires locales ont augmenté de 145 millions d'euros pour passer de 472 millions d'euros en 2023 à 617 millions d'euros en 2024 (contre 470 millions d'euros en 2022).

Services d'audit et services autres que d'audit

Les services d'audit et services autres que d'audit incluent les honoraires pour services fournis par les commissaires aux comptes de la Banque et les augmentations s'expliquent par les procédures d'audit supplémentaires ponctuelles et l'inflation.

Information sectorielle

28. – Segments

Les segments d'activité chez ING Bank font référence à la segmentation interne par divisions.

Le Management Board Banking d'ING Bank (principal décisionnaire opérationnel - Chief Operating Decision Maker (CODM)) fixe les objectifs de performance et approuve et contrôle les budgets préparés par les divisions. Les divisions définissent les politiques stratégiques, commerciales et financières dans le respect des objectifs stratégiques et de performance fixés par le CODM.

La comptabilisation et l'évaluation des résultats des segments sont conformes aux principes comptables tels que décrits à la Note 1 'Principes de préparation et principales informations comptables'. Les résultats de la période sous revue pour chaque segment à présenter s'entendent après élimination des comptes réciproques intersociétés et intersegments et sont ceux examinés par le CODM pour évaluer la performance des secteurs. Les charges du siège social sont imputées aux divisions en fonction du temps passé par le personnel du siège social, du nombre relatif d'employés ou sur la base du bénéfice, des charges encourues et/ou des actifs du segment. Les produits d'intérêts par secteur sont présentés comme des produits d'intérêts nets, car la direction se fonde principalement sur les produits d'intérêts nets (plutôt que bruts) pour évaluer la performance des secteurs.

Le tableau qui suit détaille les segments ventilés par secteur d'activité et les principales sources de revenus de chacun de ces segments :

Identification des principales sources de revenu de chacun des segments par secteur d'activité	
Segments par secteur d'activité	Principale source de revenus
Banque de détail - Pays-Bas	Revenus des produits et services fournis aux particuliers, aux clients entreprises et aux clients privés aux Pays-Bas. Les principaux produits et services proposés sont les services bancaires quotidiens, les prêts, l'épargne, les placements et les assurances.
Banque de détail - Belgique	Revenus des produits et services fournis aux particuliers, aux clients entreprises et aux clients privés en Belgique et au Luxembourg. Les principaux produits et services proposés sont similaires à ceux proposés aux Pays-Bas.
Banque de détail - Allemagne	Revenus des produits et services fournis aux particuliers, aux clients entreprises et aux clients privés en Allemagne. Les principaux produits et services proposés sont similaires à ceux proposés aux Pays-Bas.
Banque de détail - Autres	Revenus des produits et services fournis aux particuliers, aux clients entreprises et aux clients privés dans d'autres pays ayant des banques de détail. Les principaux produits et services proposés sont similaires à ceux proposés aux Pays-Bas.
Wholesale Banking	Revenus provenant des activités de Wholesale Banking, dont les principaux produits sont : les prêts, la gestion des paiements et de trésorerie, les solutions de fonds de roulement, le financement du commerce, les marchés financiers, le financement des entreprises et la trésorerie.

Délimitation des segments géographiques	
Délimitation des segments géographiques	Principaux pays
Pays-Bas	
Belgique	y compris le Luxembourg
Allemagne	
Autres challengers (1)	Australie, Italie, Espagne et Portugal
Marchés en expansion (1)	Pologne, Roumanie et Turquie
Wholesale Banking Reste du monde	Autres pays en Europe et au Moyen-Orient, Amérique du Nord et du Sud, Asie
Autres	Corporate Line

(1) En 2022, ING a cessé ses activités de banque de détail en France (Autres challengers) et aux Philippines (Marchés en expansion).

ING Bank surveille et évalue la performance d'ING Bank au niveau du Groupe et par segment. Le Management Board Banking estime que cette mesure est pertinente en vue d'appréhender la performance financière de la Banque, car elle permet aux investisseurs de comprendre la principale méthode utilisée par la direction pour évaluer la performance opérationnelle de la Banque et pour prendre des décisions sur l'affectation des ressources.

ING Bank rapproche les résultats de l'ensemble des segments du résultat total de la Banque, via la Corporate Line. Le segment Corporate Line englobe les activités de gestion de capital, étant donné qu'ING Bank applique un système d'imputation qui rend globalement comparables les résultats des différentes unités bancaires à l'échelle mondiale, quelle que soit leur valeur comptable et la devise qu'elles utilisent pour exercer leurs activités.

Corporate Line comprend certains autres produits et charges qui ne sont pas affectés aux activités bancaires. En outre, à partir de 2022, les résultats du segment Corporate Line ont été impactés par l'application de la comptabilité d'hyperinflation dans la consolidation de notre filiale en Turquie (IAS 29). En 2024, le résultat net de ce segment s'élevait à 97 millions d'euros contre 275 millions en 2023 et incluait l'impact de la comptabilité d'hyperinflation à hauteur de - 117 millions en 2024 (contre - 179 millions en 2023). Hors impact de la comptabilité d'hyperinflation, le résultat net a diminué de 240 millions d'euros, principalement en raison d'une baisse des intérêts nets créditeurs liés à la trésorerie, partiellement compensée par la comptabilisation d'une créance de 53 millions d'euros liée à l'insolvabilité antérieure d'un établissement financier aux

Pays-Bas (inscrite dans les autres produits). Les charges d'exploitation relatives au segment Corporate Line étaient de 528 millions d'euros, ce qui représentait une baisse de 2,4 % par rapport aux 541 millions d'euros de 2023. Les dépenses en 2024 comprenaient l'impact de l'hyperinflation pour 35 millions d'euros, 25 millions d'euros de coûts de restructuration, 22 millions d'euros liés à un contrat exceptionnel de licence d'entreprise à destination de notre personnel aux Pays-Bas et 21 millions d'euros de provisions pour litiges. Les charges en 2023 incluaient 48 millions d'euros au titre de l'impact de l'hyperinflation et 51 millions d'euros qui avaient fait l'objet de provisions.

Les informations fournies dans la présente note sont conformes aux informations présentées au Management Board Banking d'ING Bank.

Cette note ne donne aucune information sur les types de produits et de services dont chaque segment à présenter tire ses revenus, car ces informations ne font pas l'objet d'un rapport interne et ne sont donc pas facilement disponibles.

Segments

12 mois (En millions d'euros.)	2024						
	Banque de détail - Pays-Bas	Banque de détail - Belgique	Banque de détail - Allemagne	Banque de détail - Autres	Wholesale Banking	Corporate Line	Total
Produits							
Intérêts nets créditeurs	3 027	1 959	2 647	3 817	3 259	40	14 749
Revenus nets des honoraires et commissions	1 049	603	433	609	1 317	-9	4 002
Total placements et autres revenus	835	189	-173	263	2 405	65	3 584
- Dont parts du résultat des sociétés liées et des coentreprises		81		8	-36	118	170
- Dont réévaluations et résultat d'exploitation	810	81	-160	253	2 478	-55	3 407
Total produits	4 910	2 751	2 906	4 688	6 981	97	22 334
Charges							
Charges d'exploitation	2 124	1 811	1 303	2 792	3 558	528	12 116
- Dont charges réglementaires	114	206	88	261	212	1	882
Dotation aux provisions pour créances irrécouvrables	-8	134	149	291	627	1	1 194
Total charges	2 117	1 944	1 452	3 083	4 185	528	13 310
Résultat avant impôts	2 793	807	1 455	1 605	2 796	-431	9 025
Impôts	723	210	505	381	693	67	2 580
Intérêts minoritaires		0	1	221	35		258
Résultat net (2)	2 070	597	949	1 002	2 068	-499	6 187

(1) En 2022, ING a cessé ses activités de banque de détail en France (Autres Challengers) et aux Philippines (Marchés en expansion).

(2) Le résultat net correspond résultat net attribuable aux actionnaires de la société mère.

12 mois (En millions d'euros.)	2023						
	Banque de détail - Pays-Bas	Banque de détail - Belgique	Banque de détail - Allemagne	Banque de détail - Autres	Wholesale Banking	Corporate Line	Total
Produits							
Intérêts nets créditeurs	3 096	2 063	2 862	3 437	4 028	323	15 809
Revenus nets des honoraires et commissions	959	502	357	519	1 259	-10	3 586
Total placements et autres revenus	945	117	-67	277	1 771	-37	3 006
- Dont parts du résultat des sociétés liées et des coentreprises		0		7	31	107	144
- Dont réévaluations et résultat d'exploitation	898	61	-57	264	1 730	13	2 910
Total produits	5 001	2 683	3 152	4 233	7 057	275	22 401
Charges							
Charges d'exploitation	2 135	1 852	1 243	2 479	3 313	541	11 563
- Dont charges réglementaires	212	211	96	252	271	0	1 042
Dotation aux provisions pour créances irrécouvrables	5	169	119	313	-92	5	520
Total charges	2 140	2 022	1 362	2 792	3 222	546	12 083
Résultat avant impôts	2 861	661	1 790	1 441	3 836	-270	10 318
Impôts	740	182	631	359	900	114	2 926
Intérêts minoritaires		0	0	174	61		235
Résultat net (2)	2 121	479	1 159	908	2 875	-385	7 157

(1) En 2022, ING a cessé ses activités de banque de détail en France (Autres Challengers) et aux Philippines (Marchés en expansion).

(2) Le résultat net correspond résultat net attribuable aux actionnaires de la société mère.

12 mois (En millions d'euros.)	2022						
	Banque de détail - Pays-Bas	Banque de détail - Belgique	Banque de détail - Allemagne	Banque de détail - Autres (1)	Wholesale Banking	Corporate Line	Total
Produits							
Intérêts nets créditeurs	2 888	1 668	1 666	2 725	4 260	539	13 745
Revenus nets des honoraires et commissions	892	511	437	535	1 217	-6	3 586

Total placements et autres revenus	417	-32	69	377	849	-464	1 215
- Dont parts du résultat des sociétés liées et des coentreprises		1		5	18	-125	-101
- Dont réévaluations et résultat d'exploitation	327	113	57	200	952	-146	1 503
Total produits	4 196	2 147	2 172	3 637	6 325	69	18 546
Charges							
Charges d'exploitation	2 115	1 786	1 140	2 509	3 114	529	11 193
- Dont charges réglementaires	250	244	93	369	293	0	1 250
Dotation aux provisions pour créances irrécouvrables	67	139	131	302	1 220	2	1 861
Total charges	2 182	1 924	1 271	2 812	4 334	531	13 053
Résultat avant impôts	2 014	223	901	825	1 991	-462	5 493
Impôts	540	72	202	254	581	74	1 723
Intérêts minoritaires		0	3	47	52	1	102
Résultat net (2)	1 474	151	696	525	1 358	-537	3 667

(1) En 2022, ING a cessé ses activités de banque de détail en France (Autres Challengers) et aux Philippines (Marchés en expansion).

(2) Le résultat net correspond résultat net attribuable aux actionnaires de la société mère.

Délimitation des segments géographiques

12 mois (En millions d'euros.)	2024							Total
	Pays-Bas	Belgique	Allemagne	Autres challengers	Marchés en expansion	Wholesale Banking Reste du monde	Autres	
Produits								
Intérêts nets créditeurs	3 063	2 478	3 182	2 131	2 409	1 448	37	14 749
Revenus nets des honoraires et commissions	1 329	832	484	337	445	585	-9	4 002
Total placements et autres revenus	1 889	207	-188	27	408	1 167	73	3 584
- Dont parts du résultat des sociétés liées et des coentreprises	-45	87			8		120	170
- Dont réévaluations et résultat d'exploitation	1 916	119	-191	2	403	1 217	-59	3 407
Total produits	6 282	3 517	3 478	2 495	3 262	3 200	102	22 334
Charges								
Charges d'exploitation	3 026	2 170	1 512	1 454	1 759	1 669	526	12 116
- Dont charges réglementaires	159	228	90	61	260	83	1	882
Dotation aux provisions pour créances irrécouvrables	42	148	222	188	214	378	1	1 194
Total charges	3 068	2 319	1 734	1 642	1 973	2 047	526	13 310
Résultat avant impôts	3 213	1 198	1 744	853	1 289	1 153	-425	9 025
Retail Banking	2 793	807	1 455	534	1 071			6 660
Wholesale Banking	420	391	289	319	218	1 153	7	2 796
CorporateLine							-431	-431
Résultat avant impôts	3 213	1 198	1 744	853	1 289	1 153	-425	9 025
Impôts	847	308	563	272	256	267	66	2 580
Intérêts minoritaires		0	1		256			258
Résultat net (2)	2 367	889	1 179	581	777	886	-491	6 187

(1) En 2022, ING a cessé ses activités de banque de détail en France (Autres Challengers) et aux Philippines (Marchés en expansion)/

(2) Les résultats nets correspondent au résultat net attribuable aux actionnaires de la société mère

12 mois (En millions d'euros.)	2023							Total
	Pays-Bas	Belgique	Allemagne	Autres challengers	Marchés en expansion	Wholesale Banking Reste du monde	Autres	
Produits								
Intérêts nets créditeurs	3 773	2 712	3 375	2 121	1 961	1 548	320	15 809
Revenus nets des honoraires et commissions	1 239	715	400	285	384	573	-10	3 586
Total placements et autres revenus	1 627	145	-81	21	487	829	-24	3 006
- Dont parts du résultat des sociétés liées et des coentreprises	31				7		107	144
- Dont réévaluations et résultat d'exploitation	1 568	95	-83	4	479	841	6	2 910
Total produits	6 639	3 573	3 694	2 427	2 833	2 950	286	22 401
Charges								
Charges d'exploitation	3 065	2 195	1 437	1 320	1 495	1 509	543	11 563
- Dont charges réglementaires	296	243	103	92	207	101	0	1 042
Dotation aux provisions pour créances irrécouvrables	-111	139	35	166	189	96	5	520
Total charges	2 954	2 334	1 472	1 486	1 683	1 605	548	12 083
Résultat avant impôts	3 685	1 239	2 222	941	1 149	1 345	-263	10 318
Retail Banking	2 861	661	1 790	649	792			6 753

Wholesale Banking	824	577	432	292	357	1 345	8	3 836
CorporateLine							-270	-270
Résultat avant impôts	3 685	1 239	2 222	941	1 149	1 345	-263	10 318
Impôts	909	349	723	282	225	335	104	2 926
Intérêts minoritaires		0	0		234			235
Résultat net (2)	2 776	889	1 499	659	690	1 011	-367	7 157

(1) En 2022, ING a cessé ses activités de banque de détail en France (Autres Challengers) et aux Philippines (Marchés en expansion)/

(2) Les résultats nets correspondent au résultat net attribuable aux actionnaires de la société mère

12 mois (En millions d'euros.)	2022							
	Pays-Bas	Belgique	Allemagne	Autres challengers (1)	Marchés en expansion (1)	Wholesale Banking Reste du monde	Autres	Total
Produits								
Intérêts nets créditeurs	3 782	2 065	2 126	1 842	1 462	1 933	534	13 745
Revenus nets des honoraires et commissions	1 171	714	494	290	375	548	-6	3 586
Total placements et autres revenus	577	-14	94	182	386	449	-460	1 215
- Dont parts du résultat des sociétés liées et des coentreprises	16	1			5		-123	-101
- Dont réévaluations et résultat d'exploitation	453	174	65	3	377	532	-101	1 503
Total produits	5 531	2 765	2 714	2 314	2 223	2 930	69	18 546
Charges								
Charges d'exploitation	3 001	2 120	1 318	1 380	1 426	1 418	529	11 193
- Dont charges réglementaires	357	283	99	88	324	98	0	1 250
Dotation aux provisions pour créances irrécouvrables	181	230	460	140	230	618	2	1 861
Total charges	3 182	2 350	1 778	1 519	1 657	2 036	531	13 053
Résultat avant impôts	2 349	415	936	795	567	894	-463	5 493
Retail Banking	2 014	223	901	547	278		0	3 964
Wholesale Banking	335	192	34	248	288	894	0	1 991
CorporateLine							-462	-462
Résultat avant impôts	2 349	415	936	795	567	894	-463	5 493
Impôts	658	114	297	258	153	186	58	1 723
Intérêts minoritaires		0	3		98		1	102
Résultat net (2)	1 691	301	636	537	316	708	-522	3 667

(1) En 2022, ING a cessé ses activités de banque de détail en France (Autres Challengers) et aux Philippines (Marchés en expansion)/

(2) Les résultats nets correspondent au résultat net attribuable aux actionnaires de la société mère

29. – Informations sur les zones géographiques

Les divisions d'ING Bank exercent leurs activités dans différentes zones géographiques : Pays-Bas, Belgique, Allemagne, reste de l'Europe et reste du monde. Les analyses géographiques se basent sur l'emplacement du site dont les transactions émanent et n'incluent pas les pays où ING n'a que des bureaux de représentation. Les Pays-Bas constituent le pays où est domicilié ING Bank.

Afin d'accroître la transparence fiscale d'ING Bank, des informations financières supplémentaires par pays ont été incluses dans ce rapport : Les impôts payés représentent tous les impôts sur le revenu payés aux autorités fiscales et/ou reçus de celles-ci pendant l'exercice en cours, indépendamment de l'année fiscale à laquelle ces paiements ou remboursements se rapportent.

Le total des actifs ventilés par pays ne comprend pas les soldes intersociétés et est rapproché du total des actifs dans le bilan consolidé d'ING Bank.

ING Bank est soumise à un impôt complémentaire (Règles globales anti-érosion de la base d'imposition (Pilier 2)) au titre de ses activités dans les pays où le taux d'imposition effectif est inférieur à 15 %. Ces pays englobent la Suisse, l'Irlande et la Bulgarie, en raison de leurs taux d'imposition nominaux plus faibles, ainsi que Singapour, où des taux d'imposition locaux spéciaux pour certains types de revenus réduisent le taux d'imposition effectif.

ING Bank a appliqué un allègement temporaire obligatoire de la comptabilisation des impôts différés pour compenser les effets de cet impôt complémentaire et le comptabilise comme un impôt courant lorsqu'il est encouru. Le montant total de l'impôt complémentaire qu'ING Bank devrait payer par pays au cours de l'année 2024 s'élève à 9,5 millions d'euros.

Aperçu de l'impôt complémentaire à payer par pays

Pays	Impôt complémentaire (En millions d'euros.)
Singapour (1)	6,5
Irlande (2)	2,1
Bulgarie (2)	0,6
Suisse (2)	0,3
	9,5

(1) à comptabiliser et à payer aux Pays-Bas

(2) à comptabiliser et à payer dans chaque pays.

Les tableaux ci-dessous fournissent des informations supplémentaires, respectivement pour 2024, 2023 et 2022, sur les raisons sociales des principales filiales et succursales, sur la nature des activités principales et le nombre moyen d'employés en équivalents temps plein par pays/juridiction fiscale.

Informations additionnelles par pays

Zones géographiques	Pays/Juridiction fiscale	Raison sociale de la principale filiale	Principale activité (bancaire)	Nombre moyen d'employés en équivalents temps plein			Total produits			Total actifs		
				2024	2023	2022	2024	2023	2022	2024	2023	2022
Pays-Bas	Pays-Bas	ING Bank N.V.	Wholesale / Détail	14 821	14 449	14 488	4 618	5 370	5 017	300 167	292 868	308 931
	Belgique	ING België N.V.	Wholesale / Détail	5 994	6 392	6 582	3 274	3 246	2 353	137 225	128 437	127 085
	Luxembourg	ING Luxembourg S.A.	Wholesale / Détail	887	939	927	492	608	422	13 942	14 392	18 351
	Allemagne	ING DiBa A.G.	Wholesale / Détail	5 460	5 499	5 573	3 848	3 931	2 815	172 828	168 991	161 997
	Pologne (1)	ING Bank Slaski S.A.	Wholesale / Détail	11 575	11 677	11 130	2 620	2 350	1 652	56 090	52 134	45 598
	Espagne	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale / Détail	1 692	1 576	1 439	1 230	1 165	877	35 912	33 083	32 262
	Italie	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale / Détail	1 235	1 190	1 118	514	438	345	16 448	14 836	14 152
	Roumanie (1)	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale / Détail	4 282	3 971	3 580	749	690	584	12 937	11 496	10 555
	Turquie	ING Bank A.S.	Wholesale / Détail	2 795	2 973	3 076	142	14	64	4 897	4 770	5 400
	Royaume-Uni	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	741	722	692	811	758	693	59 615	50 572	46 066
Reste de l'Europe	Suisse	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	300	292	277	228	248	290	9 086	8 501	9 513
	France (2), (3)	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	194	194	600	241	252	372	7 819	8 322	8 934
	Irlande	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	119	82	72	135	83	66	3 592	3 907	2 771
	République Tchèque (3)	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	122	134	137	77	76	78	3 382	3 191	3 192
	Hongrie	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	128	127	120	63	85	82	2 179	1 893	1 993
	Russie	ING Bank (Eurasia) Z.A.O.	Wholesale	236	259	272	139	136	246	764	925	2 783
	Slovaquie (1)	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	1 489	1 347	1 129	22	20	15	612	618	391
	Portugal	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	11	10	11	23	17	15	815	620	689
	Ukraine	PJSC ING Bank Ukraine	Wholesale	92	91	91	45	53	45	651	590	385
	Bulgarie	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	64	61	60	27	23	15	570	530	436
Reste de Monde	Autriche	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	20	17	17	10	9	19	394	383	261
	l'Australie	ING Bank (Australia) Ltd.	Wholesale / Détail	1 994	1 820	1 556	994	1 033	948	53 895	52 734	52 728
	USA	ING Financial Holdings Corp.	Wholesale	659	603	586	1 277	1 124	892	65 197	66 143	65 024
	Singapour	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	572	576	565	474	354	354	34 593	26 816	25 701
	Japon	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	32	32	31	42	40	30	9 570	14 267	5 128
	Corée du Sud	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	86	86	78	86	92	86	8 050	6 167	7 989
	Hong-Kong	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	100	104	103	76	101	82	3 512	4 378	4 343
	Taiwan	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	37	37	35	27	39	33	3 507	2 597	3 578
	Chine	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	78	78	76	29	18	30	1 935	998	1 181
	Philippines (1), (3)	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	5 290	4 079	3 098	16	10	10	477	403	381
	Émirats Arabes Unis	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	12	11	10	0	-2	-1	1	1	1
	Sri Lanka	Succursale d'ING Hubs B.V.	Services globaux en voie de liquidation	5	4	4	0	0	0	0	0	0
	Brésil	ING ADMINISTRAÇÃO LTDA.	en voie de liquidation	0	2	30	4	18	17	63	73	57
	Mexique	ING Consulting, S.A. de C.V.	en liquidation	0	0	6	0	0	0	0	0	1
	Canada	Payvision Canada Services Ltd.	Dissoute en 2023		0	0		0	0		0	0
	Macao	Payvision Macau Ltd.	Liquidée en 2022		0							0
	Indonésie	PT ING Securities Indonesia	Liquidée en 2022			0						0
	Malaisie	Succursale d'ING Bank N.V.	Fermée en 2022			0						1
	Ile Maurice	ING Mauritius Investment I	Liquidée en 2022			0						0
	Total			61 121	59 434	57 569	22 334	22 401	18 546	1 020 724	975 636	967 861

(1) Inclut un nombre significatif d'ETPI liés aux services globaux fournis.

(2) Les subventions publiques perçues, telles que définies à l'article 89 des CRD IV, s'élèvent à 0,1 million d'euros (contre 0,2 million d'euros en 2023 ; 0,1 million d'euros en 2022).

(3) En 2022, ING a cessé ses activités de banque de détail en France et aux Philippines.

Zones géographiques	Pays/Juridiction fiscale	Raison sociale de la principale filiale	Principale activité (bancaire)	Résultat avant impôts			Impôts			Impôts payés		
				2024	2023	2022	2024	2023	2022	2024	2023	2022
Pays-Bas Belgique	Pays-Bas	ING Bank N.V.	Wholesale / Détail	833	1 651	1 069	371	514	418	589	601	392
	Belgique	ING België N.V.	Wholesale / Détail	1 266	1 209	286	325	339	81	272	169	152
	Luxembourg	ING Luxembourg S.A.	Wholesale / Détail	215	349	180	54	89	45	116	40	37
Allemagne Reste de l'Europe	Allemagne	ING DiBa A.G.	Wholesale / Détail	2 119	2 467	1 039	686	807	328	663	904	189
	Pologne (1)	ING Bank Slaski S.A.	Wholesale / Détail	1 313	1 236	544	280	286	143	231	136	-23
	Espagne	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale / Détail	555	541	299	176	128	98	185	114	101
	Italie	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale / Détail	120	133	63	38	55	22	16	19	2
	Roumanie (1)	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale / Détail	401	396	324	67	61	51	76	55	67
	Turquie	ING Bank A.S.	Wholesale / Détail	-110	-232	-143	18	-20	65	5	29	79
	Royaume-Uni	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	249	510	286	52	131	81	70	101	58
	Suisse	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	104	137	182	16	19	25	29	52	45
	France (2), (3)	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	4	122	44	4	33	12	9	7	22
	Irlande	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	99	65	26	15	8	3	10	8	6
	République Tchèque (3)	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	37	33	38	8	6	6	4	10	13
	Hongrie	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	6	35	38	3	7	5	9	9	2
	Russie	ING Bank (Eurasia) Z.A.O.	Wholesale	99	151	128	19	31	9	21	20	21
	Slovaquie (1)	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	8	11	-1	3	2	1	4	2	0
	Portugal	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	18	12	9	4	3	3	4	2	2
	Ukraine	PJSC ING Bank Ukraine	Wholesale	29	44	9	14	22	2	25	7	2
	Bulgarie	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	13	11	1	2	1	0	2	1	0
	Autriche	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	-2	-4	9	0	-1	2	0	1	3
	l'Australie	ING Bank (Australia) Ltd.	Wholesale / Détail	460	572	557	142	174	172	195	185	135
Reste de Monde	USA	ING Financial Holdings Corp.	Wholesale	759	654	413	195	185	115	175	183	135
	Singapour	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	333	172	105	44	24	14	24	13	21
	Japon	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	25	17	20	5	7	7	4	10	-1
	Corée du Sud	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	32	39	47	7	9	12	7	24	7
	Hong-Kong	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	24	-18	-33	4	-2	-5	0	0	0
	Taiwan	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	4	0	-16	1	1	-5	3	0	4
	Chine	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	-5	-12	4	-1	2	5	0	-9	13
	Philippines (1), (3)	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	14	1	-39	3	2	8	3	2	2
	Émirats Arabes Unis			0	-3	-1	0	0	0	0	0	0
	Sri Lanka	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale									
		Succursale d'ING Hubs B.V.	Services globaux en voie de liquidation	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Brésil	ING ADMINISTRAÇÃO LTDA.	en voie de liquidation	3	17	9	25	0	1	1	4	5
			en liquidation	0	0	-2	0	0	0	0	0	0
	Mexique	ING Consulting, S.A. de C.V.	Dissoute en 2023		0	0		0	0		0	0
	Canada	Payvision Canada Services Ltd.	Liquidée en 2022		0	0		0	0		0	0
	Macao	Payvision Macau Ltd.	Liquidée en 2022		0	0		0	0		0	0
	Indonésie	PT ING Securities Indonesia	Fermée en 2022		0	0		0	0		0	0
	Malaisie	Succursale d'ING Bank N.V.	Liquidée en 2022		0	0		0	0		0	0
	Ile Maurice	ING Mauritius Investment I			0	0		0	0		0	0
Total				9 025	10 318	5 493	2 580	2 926	1 723	2 753	2 700	1 489

(1) Inclut un nombre significatif d'ETP liés aux services globaux fournis.

(2) Les subventions publiques perçues, telles que définies à l'article 89 des CRD IV, s'élèvent à 0,1 million d'euros (contre 0,2 million d'euros en 2023 ; 0,1 million d'euros en 2022).

(3) En 2022, ING a cessé ses activités de banque de détail en France et aux Philippines.

2024

La charge fiscale relativement élevée de 45 % aux Pays-Bas (comparés au taux légal s'établissant à 25,8 %) est due principalement à la taxe bancaire néerlandaise non déductible (246 millions d'euros) et à d'autres dépenses non déductibles.

La charge fiscale enregistrée pour ING Turquie au titre de sa perte est principalement due à la non-déductibilité fiscale de la perte comptable résultant de la comptabilité d'hyperinflation.

La charge fiscale élevée au Brésil s'explique par des corrections fiscales, au titre de périodes antérieures, liées à la liquidation de nos activités brésiliennes.

En 2024, ING n'a conclu aucun nouveau contrat avec les sociétés russes, a réduit ses activités et a pris des mesures pour séparer ces activités des réseaux et systèmes d'ING. Le 28 janvier 2025, ING a conclu un accord pour la vente de son activité en Russie à Global Development JSC. Pour de plus amples informations, se référer à la note 45 'Événements ultérieurs'.

2023

La charge fiscale relativement élevée de 31 % aux Pays-Bas (comparés au taux légal s'établissant à 25,8 %) est due principalement à la taxe bancaire néerlandaise non déductible (189 millions d'euros) et à d'autres dépenses non déductibles.

La baisse de la charge fiscale en Espagne s'explique par un remboursement d'impôt (43 millions d'euros) relatif à des exercices antérieurs.

ING a continué à réduire son exposition liée à la Russie en 2023. Les résultats locaux pris séparément ont été favorablement influencés par la reprise de provisions pour créances irrécouvrables suite à l'amélioration des indicateurs macroéconomiques et à la diminution des expositions à la suite de ventes et de remboursements.

La baisse de la charge fiscale négative enregistrée par ING Turquie au titre de sa perte est principalement due à la non-déductibilité fiscale de la perte comptable liée à la comptabilité d'hyperinflation.

2022

La charge fiscale relativement élevée de 39 % aux Pays-Bas (comparés au taux légal s'établissant à 25,8 %) était due principalement à la taxe bancaire néerlandaise non déductible (179 millions d'euros) et aux dépréciations non déductibles concernant l'écart d'acquisition d'ING Turquie (32 millions d'euros) et TTB (165 millions d'euros).

La supériorité de la charge fiscale de la Turquie, combinée à sa perte comptable liée à la comptabilité d'hyperinflation, était principalement due à la non-déductibilité de cette perte à des fins fiscales.

Depuis l'invasion russe de l'Ukraine, notre stratégie consiste à ne pas conclure de nouvelles affaires avec des clients russes, y compris avec des entités détenues par des Russes en dehors de la Russie, et à faire en sorte que les expositions de crédit existantes liées à la Russie soient remboursées le plus rapidement possible. Ces expositions sont enregistrées dans différents pays et totalisent 6,7 milliards d'euros au 4 mars

2022. Le risque restant pour le groupe ING à la fin de l'année 2022 porte sur 0,3 milliard d'euros de capitaux propres locaux et 2,5 milliards d'euros d'expositions de crédit en dehors de la Russie. En 2022, les résultats d'ING en rapport avec les expositions de crédit liées à la Russie ont diminué de manière significative : nous avons comptabilisé 0,5 milliard d'euros de coûts de risque liés à ces expositions. Les résultats locaux pris séparément ont été plus élevés qu'en 2021. Cela s'explique par le niveau élevé des taux d'intérêt locaux et par l'augmentation des entrées de fonds en roubles de la part des clients existants, principalement non russes.

En vertu de la législation et de la réglementation bancaire locales, ING Russie est tenue d'accepter ces apports en roubles. En outre, le résultat local avant impôts exprimé en euros (128 millions d'euros) a été positivement impacté par l'appréciation du rouble par rapport à l'euro pour un montant de 80 millions d'euros tout au long de l'année 2022. À l'avenir, nous continuerons à réduire activement notre exposition au risque de crédit lié à la Russie.

L'augmentation de la charge fiscale en Pologne est principalement due à des charges réglementaires et autres charges non déductibles.

Notes additionnelles aux états financiers consolidés**30. – Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi**

La plupart des sociétés du groupe parrainent des régimes de retraite à cotisations déterminées. Les actifs de tous les plans de retraite à cotisations déterminées d'ING Bank sont détenus dans des fonds gérés de façon indépendante. Les cotisations, y compris le régime de retraite à cotisations déterminées aux Pays-Bas, sont principalement fixées sous forme d'un pourcentage de la rémunération. Ces plans ne donnent pas lieu à des provisions au bilan autres que celles concernant les écarts temporaires à court terme inclus dans les autres actifs et autres passifs.

ING Bank propose des plans de retraite à prestations déterminées dans certains pays. Ces plans offrent des prestations calculées en fonction de la rémunération et de l'ancienneté des employés lors de leur départ en retraite. Les prestations de certains de ces plans sont soumises à diverses formes d'indexation. Dans certains cas, l'indexation est laissée à l'appréciation de la direction ; dans d'autres, elle dépend du caractère suffisant des actifs du plan.

Les contributions annuelles sont versées aux fonds à un taux requis pour financer de façon appropriée les charges à payer au titre des plans, qui sont calculées conformément aux exigences légales locales. Dans tous les pays, les plans sont conçus de façon à respecter les réglementations locales en vigueur en matière d'investissements et de niveaux de financement.

ING Bank propose d'autres prestations postérieures à l'emploi à certains ex-employés. Ces avantages postérieurs à l'emploi sont principalement constitués de remises sur les produits ING.

Régimes de retraite à cotisations déterminées

Dans le cadre des contrats de travail avec ses employés, ING propose un certain nombre de régimes de retraite à cotisations déterminées. Les obligations d'ING se limitent aux cotisations convenues à l'avance et englobent aussi les cotisations salariales. Les plans les plus importants sont ceux des Pays-Bas et de Belgique. Les cotisations patronales sont inscrites comme dépenses pour un montant de 423 millions d'euros en 2024 (contre 391 millions d'euros en 2023).

Régimes de retraite à prestations déterminées**Bilan - Actifs/passifs au titre des prestations déterminées nettes**

Actifs du plan et obligation au titre des prestations déterminées par pays (En millions d'euros.)	Actifs du plan		Obligation au titre des prestations déterminées		État de financement	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Pays-Bas	325	331	415	426	-90	-95
États-Unis	250	257	235	245	15	12
Royaume-Uni	1 206	1 257	751	790	455	467
Belgique	513	516	450	473	63	43
Autres pays	341	317	368	353	-26	-37
État de financement (actifs/passifs au titre des prestations déterminées nettes)	2 636	2 678	2 219	2 288	416	390
Présentés comme :						
- autres actifs					568	554
- autres dettes					-152	-164
					416	390

Les évaluations (actuarielles) les plus récentes des actifs du plan et la valeur actuelle de l'obligation à prestations déterminées ont été réalisées le 31 décembre 2024. La valeur actuelle de l'obligation à prestations déterminées et les coûts des prestations actuelles et des prestations antérieures y afférant ont été déterminés au moyen de la méthode des unités de crédit projetées.

Les variations de la juste valeur des actifs du plan au cours de l'exercice sous revue étaient les suivantes :

Variations de la juste valeur des actifs du plan (En millions d'euros.)	2024	2023
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier	2 678	2 637
Intérêts créditeurs	106	115
Réévaluations : Rendement des actifs du plan, sauf montants inclus dans les intérêts créditeurs	-118	-8
Cotisations patronales	23	28
Cotisations des participants	4	4
Prestations versées	-128	-119
Effet de réduction ou de règlement	-8	
Écarts de change	79	22
Solde de clôture	2 636	2 678
Rendement réel des actifs du plan	-12	107

Au 31 décembre 2024, les régimes de retraite à prestations déterminées ne détenaient aucune participation directe dans ING Groep N.V. (tout comme en 2023). En 2023 et 2024, on n'a enregistré aucun achat ni vente d'actifs entre ING et les fonds de pension.

ING ne gère pas les fonds de pension et ne perçoit donc aucune rémunération à ce titre. Les fonds de pension n'ont pas engagé ING dans des opérations de swap ou d'instruments dérivés pour gérer le risque des fonds de pension.

Aucun actif du plan ne devrait revenir à ING Bank durant l'exercice 2025.

Les variations de la valeur actuelle des obligations au titre des prestations déterminées et autres avantages postérieurs à l'emploi au cours de l'exercice sous revue étaient les suivantes :

Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier	2 288	2 159	30	29
Coût des prestations actuelles	28	27	1	1
Charges imputables au paiement des intérêts	87	92	3	2
Réévaluations : Gains et pertes actuariels résultant des variations dans les hypothèses démographiques	-3	-9		
Réévaluations : Gains et pertes actuariels résultant des variations dans les hypothèses financières	-94	127	5	1
Cotisations des participants	3	3		
Prestations versées	-132	-123	-1	-1
Coût des prestations antérieures	1	1		

Variations des obligations au titre des prestations déterminées et autres avantages postérieurs à l'emploi (En millions d'euros.)	Obligation au titre des prestations déterminées		Autres avantages postérieurs à l'emploi	
	2024	2023	2024	2023
Effet de réduction ou de règlement	-9			
Écarts de change et autres changements	51	12	1	-2

Les montants ont été directement affectés au poste Autres éléments du résultat global comme suit :

Variations de la réserve de réévaluation de l'actif/passif net au titre des régimes à prestations déterminées (En millions d'euros.)	2024	2023
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier	-317	-232
Réévaluation des actifs du plan	-118	-8
Gains et pertes actuariels résultant des variations dans les hypothèses démographiques	3	9
Gains et pertes actuariels résultant des variations dans les hypothèses financières	94	-127
Impôts et écarts de change	5	40
Total des mouvements enregistrés dans autres éléments du revenu global durant l'exercice	-16	-85
Solde de clôture	-333	-317

En 2024, - 118 millions d'euros (contre - 8 millions d'euros en 2023) au titre de la réévaluation des actifs du plan ont été comptabilisés comme pertes dans les Autres éléments du résultat global en raison de l'augmentation des rendements des investissements. Les gains actuariels de 94 millions d'euros (contre - 127 millions d'euros en 2023) résultant des évolutions des hypothèses financières pour le calcul de l'obligation au titre des prestations déterminées s'expliquent principalement par une augmentation des taux d'actualisation.

Le montant cumulé des réévaluations directement imputées aux Autres éléments du revenu global est de - 447 millions d'euros (- 333 millions d'euros après impôt) au 31 décembre 2024 (contre - 397 millions d'euros, - 317 millions d'euros après impôt, en 2023).

Les montants inscrits au compte de résultat au titre des charges de retraite et autres prestations de protection sociale sont les suivants :

Dépenses de retraite et autres prestations de protection sociale (En millions d'euros.)	Passifs/Actifs au titre des régimes à prestations déterminées nettes			Autres avantages postérieurs à l'emploi			Total		
	2024	2023	2022	2024	2023	2022	2024	2023	2022
Coût des prestations actuelles	28	27	33	1	1	1	29	28	34
Coût des prestations antérieures	1	1				-1	1	1	
Charges d'intérêt nettes	-19	-23	-8	3	2	1	-16	-21	-6
Effet de réduction ou de règlement	-1						-1		
Régimes de retraite à prestations déterminées	9	5	26	4	3	2	13	8	27
Régimes de retraite à cotisations déterminées							423	391	364
Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi							435	399	392
Autres charges de personnel							20	19	-2
Dépenses de retraite et autres prestations de protection sociale							455	418	390

Détermination des actifs/passifs au titre des prestations déterminées nettes

Les actifs/passifs au titre des prestations déterminées nettes sont révisés et ajustés une fois par an. Les hypothèses utilisées pour déterminer les actifs/passifs au titre des prestations déterminées nettes et les autres avantages postérieurs à l'emploi incluent les taux d'actualisation, les taux de mortalité, les taux d'augmentation escomptés des salaires (hors augmentation de promotion) et l'indexation. Les taux appliqués aux évolutions de salaires, les coefficients d'actualisation des intérêts et d'autres ajustements reflètent les conditions spécifiques à chaque pays.

La principale hypothèse utilisée pour déterminer les actifs/passifs au titre des régimes à prestations déterminées nettes est le taux d'actualisation. Le taux d'actualisation correspond à la moyenne pondérée des taux d'actualisation appliqués dans les différents pays où ING Bank dispose de régimes de retraite à prestations déterminées (pondérés par les obligations à prestations déterminées). Le taux d'actualisation est déterminé selon une méthodologie qui s'appuie sur les taux de rendement sur le marché d'obligations de sociétés de premier rang dans les régions spécifiques, sur des durées harmonisées en fonction des passifs du fonds, en tant qu'élément clé. Les taux de rendement des obligations de sociétés de premier rang reflètent les rendements d'obligations de sociétés notées AA pour des durées pour lesquelles lesdits rendements sont disponibles. Une extrapolation permet de déterminer le rendement sur des durées plus longues pour lesquelles aucune obligation de sociétés notées AA n'est disponible. Compte tenu de la disponibilité limitée des obligations à long terme de sociétés notées AA, l'extrapolation constitue un élément essentiel dans la détermination du taux d'actualisation.

La moyenne pondérée des taux d'actualisation appliquée pour les actifs/passifs au titre des régimes à prestations déterminées nettes pour 2024 était de 4,4% (contre 4,0% en 2023), sur la base des plans de retraite aux Pays-Bas, en Allemagne, en Belgique, aux États-Unis d'Amérique et au Royaume-Uni. Le taux d'actualisation moyen appliqué pour les autres avantages postérieurs à l'emploi était de 5,7% en 2024 (contre 5,2 % en 2023).

Analyse de sensibilité des principales hypothèses

ING procède à des analyses de sensibilité pour les hypothèses les plus significatives : taux d'actualisation, mortalité, taux d'augmentation escomptés des salaires et indexation. L'analyse de sensibilité a été réalisée en supposant que les variations ont eu lieu à la fin de la période de reporting.

L'analyse de sensibilité calcule l'impact financier qui s'appliquerait sur l'obligation à prestations déterminées, si les moyennes pondérées de chaque hypothèse actuarielle significative augmentaient ou diminuaient, alors que toutes les autres hypothèses resteraient constantes. En pratique, il est peu probable que cette situation se présente et certains changements d'hypothèses peuvent être corrélés.

Les variations du taux de mortalité, des taux d'augmentation escomptés des salaires et de l'indexation n'auraient aucune incidence significative sur les obligations à prestations déterminées. L'impact le plus significatif serait imputable à la variation du taux d'actualisation. Une augmentation ou diminution du taux d'actualisation d'1,0 % entraîne un impact financier sur l'obligation au titre des prestations déterminées de respectivement 212 millions d'euros (augmentation) et 253 millions d'euros (diminution).

Cash flows attendus

Les filiales d'ING Bank doivent financer les coûts des prestations escomptées chaque année. Pour 2025, les cotisations attendues au titre des régimes de retraite à prestations déterminées se montent à - 48 millions d'euros.

On estime que les versements au titre des prestations déterminées et autres avantages postérieurs à l'emploi, qui devront être effectués selon le plan entre 2025 et 2029, oscilleront entre 145 millions d'euros et 156 millions d'euros par an. Entre 2029 et 2033, le total des versements réalisés selon le plan devrait s'établir à - 768 millions d'euros.

31. – Impôts

Bilan - Impôt différé

L'impôt différé est constaté sur l'ensemble des différences temporaires, en utilisant la méthode du report d'impôts variables et les taux d'imposition applicables aux pays dans lesquels ING Bank est assujettie à l'impôt.

Variations des impôts différés (En millions d'euros.) 2024	Passif net (-) Actif net (+) Solde d'ouverture	Variation des capitaux propres	Variation du résultat net	Écarts de change	Changements de composition du groupe et autres changements	Passif net (-) Actif net (+) Solde de clôture
Actifs financiers comptabilisés en FVOCI	63	71	-8			126
Actifs et passifs financiers comptabilisés en FVPL	-3		-28	12		-19
Amortissement	-13		-9			-22
Couvertures de flux de trésorerie	502	-138		-1		363

Prestations de retraite et avantages postérieurs à l'emploi	-33	6	1	-5	-1	-32
Autres provisions	48		12	1	1	62
Prêts et avances	475		-49			427
Pertes fiscales non utilisées reportées	209		-128	3		85
Autres	-154	-41	-9	-5	1	-208
Total	1 096	-102	-219	6		781
enregistrés au bilan en tant que :						
- Impôts différés passif	-184					-287
- Impôts différés actif	1 280					1 069
	1 096					781

Le tableau ci-dessus présente les montants nets qui incluent dans le poste 'Autres' un montant d'impôts différés de 178 millions d'euros concernant les actifs au titre des droits d'utilisation

(contre 195 millions d'euros en 2023 et 205 millions d'euros en 2022) et un montant d'impôts différés de 197 millions d'euros concernant les passifs liés à la location (contre 217 millions d'euros en 2023 et 231 millions d'euros en 2022).

L'impôt différé sur les couvertures de flux de trésorerie concerne les prêts à taux variable avec swaps de taux d'intérêt. En raison de l'affaissement de la courbe de rendement des taux d'intérêt (à long terme) en 2024, la couverture de flux de trésorerie a connu une réévaluation positive par le biais des autres éléments du résultat global. Cela s'est traduit par une diminution de l'actif d'impôt différé de - 138 millions d'euros par rapport à la diminution de l'actif d'impôt différé en 2023 de - 251 millions d'euros, en raison de la baisse de la courbe des taux d'intérêt. L'actif d'impôt différé dans les couvertures de flux de trésorerie a diminué, passant de 502 millions d'euros en 2023 à 363 millions d'euros en 2024.

En 2024, les variations de l'impôt différé par le biais du résultat net pour - 49 millions d'euros (contre - 140 millions d'euros en 2023) sont principalement liées aux modifications de l'évaluation des pertes de crédit attendues évaluées collectivement. Les actifs d'impôt différé non utilisés ont baissé de 124 millions d'euros, principalement en raison des résultats réalisés sur les dérivés utilisés lors de couverture des flux de trésorerie, qui avaient entraîné une perte fiscale en Pologne au cours des exercices précédents.

En 2024, le poste Variations des impôts différés par le biais des capitaux propres - Autres affichait - 41 millions d'euros (contre 13 millions d'euros en 2023) suite à l'évolution des taux de change et à l'appréciation du dollar américain, à l'application de l'IAS 29 'Hyperinflation en Turquie', ainsi qu'à l'augmentation de la réserve pour créances douteuses liée au resserrement des écarts de crédit.

Variations des impôts différés (En millions d'euros.) 2023	Passif net (-) Actif net (+) Solde d'ouverture	Variation des capitaux propres	Variation du résultat net	Écarts de change	Changements de composition du groupe et autres changements	Passif net (-) Actif net (+) Solde de clôture
Actifs financiers comptabilisés en FVOCI	80	-10	-3	-4		63
Actifs et passifs financiers comptabilisés en FVPL	28		-44	13		-3
Amortissement	-13		-6	3	4	-13
Couvertures de flux de trésorerie	752	-251		1		502
Prestations de retraite et avantages postérieurs à l'emploi	-54	31	-7	-4		-33
Autres provisions	59		-12	-3	4	48
Prêts et avances	612	8	-140	-6	2	475
Pertes fiscales non utilisées reportées	327		-128	11	-1	209
Autres	-251	13	90	-2	-4	-154
Total	1 539	-209	-249	10	5	1 096
Enregistrés au bilan en tant que :						
- Impôts différés passif	-257					-184
- Impôts différés actif	1 796					1 280
	1 539					1 096

Impôt différé relatif aux pertes fiscales non utilisées reportées (En millions d'euros.)	2024	2023
Total des pertes fiscales non utilisées reportées	1 345	1 870
Pertes fiscales non utilisées reportées non comptabilisées comme actif d'impôt différé	951	815
Pertes fiscales non utilisées reportées comptabilisées comme actif d'impôt différé	394	1 055
Taux d'imposition moyen	21,6%	19,9%
Actif d'impôt différé	85	209

Total pertes fiscales non utilisées reportées, analysées par date d'expiration (en millions d'euros.)	Aucun actif d'impôt différé comptabilisé		Actif d'impôt différé comptabilisé	
	2024	2023	2024	2023
A 1 an				
A plus d'1 an et moins de 5 ans	135	126	14	633
A plus de 5 ans et à moins de 10 ans	9	9	66	2
A plus de 10 ans et à moins de 20 ans				
Illimité	808	681	313	421
	951	815	394	1 055

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporaires déductibles, des pertes fiscales reportées et des crédits d'impôt non utilisés, uniquement dans la mesure où la réalisation de l'économie d'impôt correspondante est probable.

Ventilation de certains actifs nets d'impôts différés par pays (En millions d'euros.)	2024	2023
Pologne		244
Slovaquie		1
Chine	9	2
Australie	1	1
Hong-Kong	5	8
États-Unis d'Amérique	1	
Turquie	40	41
Taïwan	10	11
	66	308

Le tableau ci-dessus comprend une ventilation de certains actifs nets d'impôts différés par pays, actifs dont l'utilisation dépend des bénéfices imposables à venir qui excèdent les bénéfices résultant de la reprise de différences temporaires imposables existantes, alors que les entités concernées ont enregistré des pertes soit durant l'exercice en cours, soit durant l'exercice précédent.

Tout comme en 2023, ING Bank Śląski (Pologne) a réalisé en 2024 un bénéfice fiscal suite aux variations de valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie dont le montant est réglé sur une base nette via une contrepartie de compensation centrale, alors que lors des exercices précédents, ING Bank Śląski avaient enregistré une perte fiscale suite aux importantes variations de valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie. En 2024, ING Bank Śląski a utilisé les actifs fiscaux relatifs aux pertes fiscales reportées non utilisées de 2023.

Au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023, ING Bank n'a enregistré aucune différence temporaire significative liée aux investissements de la société mère dans les filiales et sociétés liées, étant donné que tous les bénéfices économiques issus de tels investissements ne seront pas imposables au niveau de la société mère.

Compte de résultat - Impôts

Impôts par type (En millions d'euros.)	Pays-Bas			Reste du monde			Total		
	2024	2023	2022	2024	2023	2022	2024	2023	2022
Impôts courants	384	558	496	1 977	2 120	1 510	2 361	2 677	2 006
Impôts différés	-13	-45	-79	232	293	-204	219	249	-283
		513	417	2 209	2 413	1 306	2 580	2 926	1 723

Rapprochement du taux d'imposition sur le bénéfice légal moyen pondéré et du taux d'imposition sur les bénéfices effectifs d'ING Bank (En millions d'euros.)	2024	2023	2022
Résultat avant impôts des activités courantes	9 025	10 318	5 493
Taux d'imposition légal moyen pondéré	25,1%	25,5%	24,8%
Montant de l'impôt légal moyen pondéré	2 263	2 634	1 363
Différences permanentes affectant l'impôt courant			
Exonération fiscale des participations	-87	-43	-64
Autres revenus non imposables	-64	-68	-40
Charges d'impôt non déductibles	424	398	403
Impôt courant sur des montants précédemment non comptabilisés	-1	1	10
Impôts nationaux et locaux	77	99	68

Ajustements à des périodes antérieures	-34	-72	-29
Différences affectant l'impôt différé			
Impact du changement de taux d'imposition sur l'impôt différé	-1	2	5
Produits d'impôt différé sur des montants précédemment non comptabilisés	-1	-30	-3
Réduction/Reprise d'actifs d'impôt différé	4	4	10
Montant effectif de l'impôt	2 580	2 926	1 723
Taux d'imposition effectif	28,6%	28,4%	31,4%

Le taux d'imposition légal moyen pondéré de 2024 (25,1%) a baissé par rapport à celui de 2023 (25,5 %). En 2024, le taux d'imposition effectif qui s'établit à 28,6% est supérieur au taux d'imposition légal moyen pondéré, cela s'explique principalement par l'impact en 2024 des éléments fiscalement non déductibles suivants : perte comptable liée à l'hyperinflation, charges d'intérêt et taxes bancaires et locales dans divers pays.

Le taux d'imposition légal moyen pondéré en 2023 (25,5 %) était supérieur à celui de 2022 (24,8 %).

En 2023, le taux d'imposition effectif qui s'établissait à 28,4% était supérieur au taux d'imposition légal moyen pondéré, cela s'explique principalement par l'impact en 2023 des éléments fiscalement non déductibles suivants : perte comptable liée à l'hyperinflation en Turquie, charges d'intérêt et taxes bancaires et locales dans divers pays. Les ajustements par rapport à des périodes antérieures concernent principalement un remboursement d'impôt en Espagne.

En 2022, le taux d'imposition effectif qui s'établissait à 31,4% était supérieur au taux d'imposition légal moyen pondéré, cela s'explique principalement par l'impact en 2022 des éléments fiscalement non déductibles suivants : perte comptable liée à l'hyperinflation en Turquie, dépréciations de TTB et charges d'intérêt dans divers pays.

Capitaux propres - Autres éléments du résultat global

Impôt sur le bénéfice concernant les autres éléments du résultat global (En millions d'euros.)	2024	2023	2022
Réévaluations latentes sur des actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et autres réévaluations	100	-7	140
Gains/pertes réalisés portés au compte de résultat (reclassements des capitaux propres au compte de résultat)	-29	-3	8
Variations de réserve de couverture de flux de trésorerie	-138	-251	875
Réévaluation des actifs/passifs au titre des prestations déterminées nettes	6	31	6
Variations de la juste valeur du risque de crédit propre des passifs financiers par le biais du compte de résultats	5	2	19
Écarts de change et autres	-46	19	-141
Total de l'impôt sur les bénéfices concernant les autres éléments du résultat global	-102	-209	907

32. – Juste valeur des actifs et passifs

a) Méthodes d'évaluation

Les justes valeurs estimées représentent le montant qui serait perçu pour vendre un actif ou qui serait payé pour transférer un passif dans le cadre d'une transaction réalisée en bonne et due forme entre intervenants sur le marché à la date d'évaluation. Il s'agit d'une évaluation fondée sur le marché qui se base sur les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient et prend en compte les caractéristiques de l'actif ou du passif que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif.

Les justes valeurs d'actifs et de passifs financiers sont basées sur les cours d'un marché actif, lorsqu'ils sont disponibles. Lorsqu'ils ne le sont pas, la juste valeur est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation.

b) Cadre de contrôle de la valorisation

Le cadre de contrôle de la valorisation couvre le processus d'approbation des produits (PAP), la tarification, l'évaluation des données du marché et la vérification indépendante des prix (IPV), les ajustements de valorisation, l'utilisation de modèles, la hiérarchie de la juste valeur et le Day One Profit or Loss. Les processus d'estimation sont régis par les différents organes de gouvernance, qui incluent les Commissions des Paramètres Locaux, la Commission de Test des Cours Mondiaux et Dépréciations, la Commission des Données du Marché et la Commission d'Évaluation des Modèles. Toutes les commissions concernées se réunissent régulièrement (tous les mois/trimestres), l'ordre du jour portant sur les contrôles d'évaluation susmentionnés.

La Commission de Test des Cours Mondiaux & Dépréciations est chargée de la surveillance et de l'approbation des répercussions des dépréciations (autres que provisions pour créances irrécouvrables) et des processus d'estimation. Elle veille à la qualité et à la cohérence des méthodes et performances d'évaluation. Le comité d'Évaluation des Modèles est responsable de l'approbation de tous les modèles d'évaluation utilisés pour l'évaluation à la juste valeur (IFRS) et l'évaluation prudente (CRR) des positions évaluées à la juste valeur. La Commission des Paramètres locaux examine les résultats de l'évaluation et surveille les performances des activités d'évaluation menées au niveau local ou régional. La Commission des paramètres des marchés financiers mondiaux examine le résultat de la valorisation consolidée et le résultat net qui en découle pour les produits des marchés financiers, en visant un traitement cohérent à l'échelle mondiale pour l'ensemble des marchés financiers. La Commission des Données de Marché est responsable de l'approbation des données de marché utilisées pour l'évaluation.

c) Ajustements de valeurs

Les ajustements de valeurs font partie intégrante de la juste valeur. Il s'agit d'ajustements apportés aux résultats d'une technique d'évaluation afin de déterminer correctement la juste valeur conformément à la norme IFRS 13. ING tient compte de différents ajustements de la juste valeur, dont les ajustements apportés à l'évaluation des cours acheteur et vendeur, les ajustements de valorisation sur actifs bilatérale (BVA, consistant en des ajustements de valorisation sur actifs ou CVA, et des ajustements de valorisation sur passifs ou DVA), les ajustements des valorisations des garanties (CollVa) et les ajustements des valeurs de financement (FVA).

Une différence peut se produire entre le prix de la transaction et la juste valeur résultant du processus d'évaluation interne, en ce qui concerne les instruments financiers pour lesquels une ou plusieurs données non observables ont leur importance dans l'évaluation. Cette différence est appelée "gain ou perte au premier jour de la transaction" (Day One Profit or Day One Loss - DOP). ING reporte un DOP significatif relatif aux instruments financiers classés au niveau 3 et aux instruments financiers présentant des paramètres de valorisation significatifs non observables dans CVA qui ne sont pas nécessairement classés au niveau 3. Le DOP est amorti sur la durée de vie de l'instrument ou jusqu'à ce que les données significatives non observables deviennent observables, ou jusqu'à ce que les données significatives non observables deviennent non significatives. L'impact sur le résultat en 2024 et sur la réserve DOP est présenté dans le tableau ci-dessous.

Réserve pour Day One Profit or Loss différé

Le tableau ci-dessous résume les variations du DOP global non comptabilisé lors de la comptabilisation initiale des instruments financiers, en raison de l'utilisation de techniques d'évaluation pour lesquelles toutes les données d'entrée n'étaient pas observables sur le marché.

Réserve pour Day One Profit or Loss différé (En millions d'euros.)	2024	2023
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier	-90	-108
DOP reporté sur les nouvelles transactions durant la période	-62	-83
DOP comptabilisés au compte de résultat durant l'exercice		
– dont reprises	27	85
– dont amortissements et écarts de change	32	15
Solde de clôture au 31 décembre	-94	-90

Le tableau suivant présente les différents modèles pour les actifs et passifs financiers.

Réserves pour ajustement de valorisation des actifs et passifs financiers (En millions d'euros.)	2024	2023
Day One Profit or Loss différé	-94	-90
Ajustements pour risque de crédit propre	-17	34
Cours acheteur/vendeur	-130	-154
Risque lié au modèle	-33	-26
CVA	-123	-131
DVA	50	55
CollVA	-3	-4
FVA	-64	-68
Autres ajustements de valeurs	2	0
Total ajustements de valeurs	-412	-385

Ajustement pour risque crédit propre

Une dette émise par la banque elle-même et les obligations structurées qui sont valorisées à la juste valeur sont ajustées pour tenir compte du risque de crédit d'ING au moyen d'une DVA.

Ajustements aux cours acheteur/vendeur

Pour les positions dont le prix est fixé sur la base de paramètres d'entrée du marché intermédiaire, des ajustements entre les cours acheteur et vendeur sont nécessaires pour tenir compte de l'évaluation de cette position sur la base du cours acheteur et du cours vendeur. En pratique, l'ajustement représente la différence de valorisation entre le prix moyen et le prix acheteur pour les positions longues et entre le prix moyen et le prix vendeur pour les positions courtes. En principe, les actifs sont évalués au cours acheteur et les passifs au cours vendeur. Pour certains actifs et passifs, pour lesquels le cours du marché n'est pas disponible, le prix utilisé se situe dans la fourchette acheteur/vendeur qui est la plus représentative de la juste valeur.

Ajustement de valorisation des risques liés au modèle

Les instruments financiers qui sont évalués à l'aide d'un modèle d'évaluation peuvent être soumis à un risque lié au modèle. Le risque lié au modèle est le risque de possibles pertes financières résultant de lacunes et/ou d'incertitudes du modèle de fixation de prix ou des paramètres basés sur un modèle.

Ajustements de valorisation sur actifs bilatérale (CVA et DVA)

L'ajustement de valorisation sur actifs bilatérale constitue l'ajustement de valorisation reflétant le risque de crédit de la contrepartie des contrats sur instruments dérivés. Il est de nature bilatérale, le risque de crédit de la contrepartie (à savoir l'ajustement de valorisation sur actifs ou CVA) et le risque de crédit d'ING (à savoir l'ajustement de valorisation sur passifs ou DVA) étant tous deux pris en compte.

- Le CVA est l'ajustement de la juste valeur applicable aux instruments dérivés pour tenir compte de la possibilité de défaillance de la contrepartie (c'est-à-dire la valeur de marché du risque de crédit de la contrepartie).
- Le DVA est l'ajustement de la juste valeur applicable aux instruments dérivés pour tenir compte de la possibilité de défaillance d'ING (c'est-à-dire la valeur de marché du risque de crédit d'ING).

Le calcul du CVA et du DVA sur instruments dérivés se fonde sur l'estimation de l'exposition attendue et le risque de défaillance des contreparties et d'ING et tient compte des accords de garantie et des accords de compensation. Le risque de défaillance des contreparties est estimé en fonction de la probabilité de défaillance et de la perte attendue en cas de défaut, qui repose sur les informations du marché, dont l'écart sur swap de défaillance de crédit (CDS). Lorsque les écarts CDS de la contrepartie ne sont pas disponibles, des écarts approximatifs pertinents sont utilisés. En outre, le risque wrong-way (qui se produit lorsque la probabilité de défaillance de la contrepartie augmente (diminue) lorsque l'exposition d'ING à la contrepartie augmente (diminue)) et le risque right-way (qui se produit lorsque la probabilité de défaillance de la contrepartie augmente (diminue) lorsque l'exposition d'ING à la contrepartie diminue (augmente)) sont pris en compte dans l'ajustement.

Ajustement sur valorisation des garanties (CollVA)

L'ajustement sur valorisation des garanties (CollVA) est un ajustement de la juste valeur des instruments dérivés qui tient compte des caractéristiques spécifiques du CSA (Credit Support Annex), assortie d'une contrepartie que le cadre d'actualisation standard des taux OIS (Overnight Index Swap) ne reflète pas. Les caractéristiques CSA non standards peuvent inclure des écarts liés à la devise dans laquelle ING fournit ou reçoit des garanties, des écarts au niveau du taux de rémunération sur garanties qui peuvent générer des taux inférieurs ou supérieurs au taux au jour le jour voire aucun intérêt du tout. D'autres écarts peuvent résulter de l'enregistrement de titres plutôt que d'espèces en garantie.

Ajustement des coûts de financement (FVA)

L'ajustement des coûts de financement (Funding Valuation Adjustment - FVA) est un ajustement de la juste valeur appliqué aux instruments dérivés pour remédier à l'asymétrie des coûts de financement ou des avantages de financement entre les portefeuilles de dérivés garantis et non garantis. Cet ajustement se base sur les profils d'exposition attendus des dérivés OTC non garantis ou partiellement garantis et sur les écarts de financement basés sur le marché.

Autres ajustements de valeurs

Il s'agit d'autres ajustements de valeur qui sont sans incidence significative pour ING. La majeure partie du solde correspond à l'ajustement de juste valeur pour incertitude relative au prix du marché (MPU), qui tient compte du risque d'incertitude relative au prix inhérent aux données utilisées pour l'évaluation de la juste valeur.

d) Hiérarchie de juste valeur

ING Bank a hiérarchisé ses instruments financiers qui sont évalués à leur juste valeur dans le bilan ou dont la juste valeur est déterminée selon une hiérarchie sur trois niveaux basée sur l'observabilité des paramètres d'évaluation. La plus haute priorité est donnée aux cours non ajustés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques et la priorité la plus faible aux techniques d'évaluation basées sur des données non observables.

Les transferts dans et depuis des niveaux de hiérarchie de juste valeur sont réalisés chaque trimestre à la fin de la période de reporting.

Niveau 1 – Cotations officielles (non ajustées) sur des marchés actifs

Cette catégorie inclut des instruments financiers dont la juste valeur est déterminée directement en référence aux cotations officielles (non ajustées) sur un marché actif. Un instrument financier est considéré comme étant coté sur un marché actif, si les cours sont disponibles sans délai de manière régulière auprès d'un cambiste, d'une société de bourse, d'un courtier ou de marchés de gré à gré. Ces cours représentent des opérations de marché actuelles et survenant de façon suffisamment fréquente et importante pour fournir en continu des informations sur les cours.

Les transferts du niveau 1 vers le niveau 2 ou le niveau 3 ont lieu lorsqu'ING Bank constate que les marchés ne sont plus actifs et que les cours (non ajustés) ne fournissent donc plus d'informations fiables sur les cotations.

Niveau 2 - Technique d'évaluation s'appuyant sur des données observables

Cette catégorie inclut des instruments financiers dont la juste valeur est basée sur des données observables sur le marché, directement ou indirectement, autres que les cours du Niveau 1. La juste valeur des instruments financiers de cette catégorie peut être déterminée en se référant aux cours d'instruments similaires sur des marchés actifs, aux cours d'instruments identiques ou similaires sur les marchés qui ne sont pas actifs, à des données autres que les cours observables ou à des données corroborées sur le marché. ING analyse la façon dont les prix sont dérivés des données et détermine si les prix sont des prix négociables liquides ou des prix consensuels, basés sur un modèle et utilisant diverses données d'entrée.

Pour les instruments financiers qui ne disposent pas d'un prix de référence, la juste valeur est déterminée à l'aide d'une technique d'évaluation (par exemple un modèle), dans laquelle les paramètres du modèle proviennent d'un marché actif ou sont observables, comme des taux d'intérêt et des courbes de rendement observables à intervalles réguliers, des volatilités implicites et des écarts de crédit.

Les instruments dont les paramètres ne sont pas observables sont classés dans cette catégorie, à condition que l'impact de ces éléments sur l'évaluation globale ne soit pas significatif. La notion d'évaluation significative est particulièrement importante pour faire la distinction entre les actifs et passifs de niveau 2 et niveau 3, car l'estimation de l'importance du paramètre d'évaluation dans l'évaluation globale de la juste valeur déterminera si l'instrument doit être classé au niveau 2 ou au niveau 3. L'approche de l'évaluation de l'importance requiert le jugement d'un expert.

Niveau 3 - Technique d'évaluation s'appuyant sur des données non observables

Cette catégorie inclut des instruments financiers dont la juste valeur est déterminée à l'aide d'une technique d'évaluation pour laquelle une part importante de l'évaluation globale repose sur des données d'évaluation non observables. Lorsque les données d'évaluation ne sont pas observables, le Groupe doit utiliser les meilleures informations disponibles pour évaluer les instruments. Cela peut nécessiter le recours à des données internes tenant compte des hypothèses des intervenants du marché qui sont raisonnablement disponibles, y compris des hypothèses sur le risque inhérent à une technique d'évaluation particulière utilisée pour mesurer la juste valeur et le risque inhérent aux données de la technique d'évaluation. Les paramètres non observables peuvent inclure, entre autres, la volatilité, la corrélation, les écarts des taux d'actualisation, les taux de défaillance et les taux de recouvrement, les taux de remboursement anticipé et certains écarts de crédit.

Instruments financiers comptabilisés à leur juste valeur

Les justes valeurs des instruments financiers ont été déterminées comme suit :

Méthodes appliquées pour la détermination des justes valeurs des actifs et passifs financiers (comptabilisés à leur juste valeur) (En millions d'euros.)	Niveau 1		Niveau 2		Niveau 3		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Actifs financiers								
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat								
- Titres de participation		15 449		3		150		15 602
- Titres de créance		4 825		4 081		3 364		12 270
- Dérivés		39		27 134		535		27 708
- Prêts et créances		0		63 316		4 131		67 446
		20 314		94 533		8 179		123 026
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global								
- Titres de participation		1 622				263		1 885
- Titres de créance		35 848		2 433		0		38 281
- Prêts et créances		0		275		676		951
		37 470		2 707		938		41 116
Actifs et passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat								
- Titres de créance		575		7 603		47		8 224
- Dépôts				57 607		13		57 620
- Titres détenus à des fins de transaction		3 604		41				3 645
- Dérivés		41		24 437		670		25 148
		4 220		89 687		729		94 637

Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées par ING pour estimer la juste valeur des instruments financiers.

Titres de participation

Description de l'instrument : Les titres de participation incluent des actions et des parts, des investissements corporate et des fonds de placement privé.

Valorisation : Les justes valeurs des titres de participation publiquement négociés et les fonds de placement privés sont basés sur les cours du marché, lorsqu'ils sont disponibles. En l'absence de marchés actifs, les justes valeurs sont estimées sur la base de l'analyse de la situation financière de l'entité émettrice, de ses résultats, de son profil de risque, de ses perspectives, de ses prix, de comparaisons de bénéfices et des multiples de revenus. De plus, on se réfère aux évaluations d'entités similaires pour lesquelles les cours de marchés actifs sont disponibles. Les meilleures pratiques du marché seront appliquées pour les titres de participation en utilisant la méthode d'évaluation la plus pertinente. Tous les titres de participation non cotés, y compris les investissements dans des fonds de placements privés, sont soumis à un cadre de révision standard garantissant que les valorisations sont le reflet des justes valeurs.

Hierarchie de juste valeur : La majeure partie des titres de participation sont négociés publiquement et les cours sont disponibles sans délai et de manière régulière. C'est la raison pour laquelle ces titres sont classés au niveau 1. Les titres de participation qui ne sont pas négociés sur des marchés actifs incluent principalement des investissements corporate, des placements dans des fonds et d'autres titres de participation et sont classés au niveau 3.

Titres de créance

Description de l'instrument : Les titres de créance incluent des obligations d'État, des obligations d'institutions financières et des titres adossés à des actifs (ABS)

Valorisation : La juste valeur des titres de créance se base généralement sur les cours du marché, lorsqu'ils sont disponibles. Les cours du marché sont obtenus auprès d'une société de bourse, d'un cambiste, d'un courtier, d'une société de la profession, d'un service de cotation ou d'une autorité de réglementation. Les cours provenant de sources non boursières sont évaluées afin de déterminer s'il s'agit de prix négociables. Si les cours d'un marché actif ne sont pas disponibles, la juste valeur est basée sur l'analyse des paramètres du marché disponibles, qui comprennent des prix consensuels obtenus auprès d'un ou de plusieurs services de cotation.

En outre, les justes valeurs sont déterminées à l'aide de techniques d'évaluation qui actualisent les flux de trésorerie futurs attendus en s'appuyant sur des courbes de taux d'intérêt du marché, des écarts de crédit de référence, les échéances des placements et les taux de paiement anticipé estimés, le cas échéant.

Hierarchie de juste valeur : Les obligations d'État et les obligations d'institutions financières sont généralement négociées sur des marchés actifs. Lorsque les cours sont disponibles sans délai et de manière régulière, elles sont classées au niveau 1. Les positions restantes sont classées aux niveaux 2 et 3 en fonction des transactions et de l'observabilité des cours. Les

titres adossés à des actifs, pour lesquels aucun marché actif n'est disponible et pour lesquels il existe un écart important entre les prix cotés, sont classés au niveau 3.

Dérivés

Description de l'instrument : Les contrats dérivés sont soit négociés en bourse (exchange traded) soit de gré à gré (OTC – Over The Counter). Les dérivés incluent des dérivés de taux d'intérêt, des dérivés de change, des dérivés de crédit, des dérivés d'actions et des dérivés de matières premières.

Valorisation : La juste valeur des dérivés négociés en bourse est déterminée sur la base des cours du marché sur un marché actif et ces dérivés sont classés au niveau 1 de la hiérarchie de juste valeur. Pour les instruments non négociés activement, les justes valeurs sont estimées à l'aide de techniques d'évaluation. Les dérivés OTC et les dérivés négociés sur un marché inactif sont estimés à l'aide de techniques d'évaluation; Les techniques d'évaluation et les paramètres dépendent du type de dérivé et de la nature des instruments sous-jacents. Les principales techniques utilisées pour évaluer ces instruments reposent (entre autres) sur le modèle d'actualisation des flux de trésorerie, les modèles d'évaluation des options et la simulation de Monte Carlo. Ces modèles d'évaluation déterminent la valeur actuelle des cash flows futurs escomptés, en se basant sur des principes de 'non arbitrage'. Ces modèles sont couramment utilisés dans le secteur financier et les critères pris en compte dans les modèles d'évaluation sont déterminés à partir de données observables du marché. Certains paramètres sont susceptibles de ne pas être observables sur le marché, mais peuvent être déterminés, via des procédures de calibrage du modèle d'évaluation, à partir des prix observables. Les critères utilisés comprennent des prix disponibles auprès de cambistes, de sociétés de bourse, de courtiers ou de services à même de fournir des cotations, des courbes de rendement, des écarts de crédit, des taux de défaillance, des taux de recouvrement, des taux de dividendes, la volatilité des taux d'intérêt sous-jacents, les prix des actions et les taux de change des monnaies étrangères ; par ailleurs, on se réfère aux cours du marché, aux transactions récemment exécutées, aux cours du marché indépendant et aux données consensuelles, lorsqu'elles existent. Pour les dérivés OTC non garantis, ING applique des ajustements de valorisation des actifs afin de tenir compte de façon adéquate du risque de crédit de contrepartie dans ladite valorisation et applique des ajustements de valorisation sur passifs afin de tenir compte du risque de crédit que représente ING pour sa contrepartie.

De plus, pour ces dérivés, ING applique des ajustements de valeurs de financement. Se reporter au paragraphe CVA/DVA et FVA de la partie c) Ajustements de valorisation, pour plus de détails sur le calcul.

Hiérarchie de juste valeur : La plupart des dérivés sont évalués au moyen de paramètres observables et sont classés au niveau 2. Les dérivés dont les paramètres ne peuvent être déduits des données observables sur le marché sont classés au niveau 3.

Prêts et créances

Description de l'instrument : Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés, assortis de paiements déterminés ou déterminables, non cotés sur un marché actif. Les prêts et créances comptabilisés à leur juste valeur incluent les prêts à des fins de transaction, à savoir des prêts de titres et accords similaires comparables à des prêts garantis, des prêts syndiqués, des prêts et créances destinés à être vendus dans le cadre d'opérations de mise en pension de titres.

Valorisation : La juste valeur des prêts et créances est généralement estimée par actualisation des cash flows futurs en utilisant un taux d'actualisation qui reflète le risque de crédit, les liquidités et d'autres conditions économiques actuelles. La juste valeur des prêts hypothécaires est estimée en tenant compte du comportement des clients en termes de remboursement par anticipation.

Hiérarchie de juste valeur : Les prêts et créances sont principalement classés au niveau 2. Les prêts et créances, pour lesquels on ne dispose pas d'informations de marché actuelles sur des actifs similaires à utiliser comme données observables corroborées pour tous les paramètres importants d'un modèle d'évaluation, sont classés au niveau 3.

Passifs financiers à leur juste valeur par le biais du compte de résultat

Description de l'instrument : Les passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat incluent des titres de créance, des instruments d'emprunt, principalement composés d'obligations structurées, qui sont détenus à la juste valeur selon l'option de juste valeur. En outre, ils comprennent des contrats dérivés et des opérations de prise en pension.

Valorisation : Les justes valeurs des titres du portefeuille de négociation et des autres passifs comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat sont basées sur les cours du marché, lorsqu'ils sont disponibles.

Pour tous les titres non négociés activement, les justes valeurs sont estimées sur la base de techniques d'actualisation internes des flux de trésorerie qui se réfèrent aux taux d'intérêt et aux écarts de crédit s'appliquant à des instruments similaires.

Hierarchie de juste valeur : La majorité des dérivés et des titres de créance sont classés au niveau 2. Les dérivés et les titres de créance dont les paramètres ne peuvent être déduits des données observables sur le marché sont classés au niveau 3.

e) Transferts entre le niveau 1 et le niveau 2

Suite à un changement des paramètres non observables, ING a enregistré un transfert de 0,8 milliard d'euros du niveau 2 au niveau 1 concernant les titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Aucun transfert important n'a été enregistré du niveau 1 vers le niveau 2 durant la période de reporting 2024.

f) Niveau 3 : Techniques d'évaluation et paramètres utilisés

Les actifs et passifs financiers de niveau 3 incluent aussi bien des actifs et des passifs dont la juste valeur a été déterminée (i) au moyen de techniques d'évaluation prenant en compte aussi bien des paramètres non observables que (ii) des cours du marché qui ont été ajustés pour refléter le fait que le marché n'était pas actif à la date de clôture du bilan ou autour de cette date. Les paramètres non observables sont des paramètres basés sur les propres hypothèses d'ING concernant les facteurs que les intervenants sur le marché utiliseraient pour l'évaluation d'un actif ou d'un passif ; hypothèses élaborées sur la base des meilleures informations disponibles au vu des circonstances. Les paramètres non observables peuvent inclure la volatilité, la corrélation, les écarts des taux d'actualisation, les taux de défaillance et les taux de recouvrement, les taux de remboursement anticipé et certains écarts de crédit. Les techniques d'évaluation basées sur des paramètres non observables sont sensibles aux paramètres utilisés.

Sur le montant total des actifs financiers classés au niveau 3 au 31 décembre 2024, à savoir 11,0 milliards d'euros (contre 9,1 milliards d'euros au 31 décembre 2023), un montant de 9,6 milliards d'euros (87,2 %) (contre 7,0 milliards d'euros au 31 décembre 2023, soit 76,7 %) est basé sur des cotations officielles non ajustées sur des marchés inactifs. Étant donné qu'ING n'ajuste généralement pas les cours du marché en utilisant ses propres intrants, on ne note aucune sensibilité significative aux propres paramètres non observables d'ING.

De plus, les actifs financiers de niveau 3 incluent environ 0,1 milliard d'euros (contre 0,3 milliard d'euros au 31 décembre 2023) d'actifs financiers faisant partie de structures qui sont destinées à être totalement neutres en termes de risque de marché.

De telles structures incluent divers actifs et passifs financiers dont la sensibilité globale au risque de marché est insignifiante. Alors que la juste valeur des différents composants de ces structures peut être déterminée au moyen de diverses techniques et que la juste valeur de chacun des composants desdites structures peut être sensible aux intrants non observables, la sensibilité globale est insignifiante par nature.

Le restant de la juste valeur (à savoir 1,3 milliard d'euros contre 1,8 milliard d'euros au 31 décembre 2023) classé dans les actifs financiers de niveau 3 est déterminé au moyen de techniques d'évaluation qui tiennent compte de certains paramètres non observables.

Sur le montant total des passifs financiers classés au niveau 3 au 31 décembre 2024, à savoir 0,8 milliard d'euros (contre 0,7 milliard d'euros au 31 décembre 2023), un montant de 0,6 milliard d'euros (75,7 %) (contre 0,4 milliard d'euros au 31 décembre 2023, soit 50,0 %) est basé sur des cotations officielles non ajustées sur des marchés inactifs. Étant donné qu'ING n'ajuste généralement pas les cours du marché en utilisant ses propres intrants, on ne note aucune sensibilité significative aux propres paramètres non observables d'ING.

De plus, les passifs financiers de niveau 3 incluent environ 0,1 milliard d'euros (contre 0,3 milliard d'euros au 31 décembre 2023) de passifs financiers faisant partie de structures qui sont destinées à être totalement neutres en termes de risque de marché. Comme exposé ci-dessus, la juste valeur de chacun des composants de ces structures peut être sensible aux intrants non observables, mais la sensibilité globale est insignifiante par nature.

Le restant de la juste valeur (à savoir 0,1 milliard d'euros (contre 0,1 milliard d'euros au 31 décembre 2023) classé dans les passifs financiers de niveau 3 est déterminé au moyen de techniques d'évaluation qui tiennent compte de certains paramètres non observables.

Le tableau ci-dessous présente, par type, un récapitulatif des techniques d'évaluation, des principaux paramètres non observables et des limites inférieure et supérieure desdits paramètres pour les actifs/passifs de Niveau 3. Les limites inférieure et supérieure mentionnées dans l'aperçu représentent la variance la plus faible et la plus élevée de chaque paramètre d'évaluation tel qu'utilisé dans l'évaluation des différents instruments financiers. Les montants et pourcentages indiqués ne sont pas pondérés. La fourchette peut évoluer d'une période à l'autre en fonction des variations du marché et des changements du niveau 3. Les limites inférieure et supérieure reflètent la variabilité des positions du niveau 3 et de leurs paramètres d'évaluation sous-jacents dans le portefeuille, mais ne reflètent pas correctement le degré d'incertitude de leur évaluation. Concernant l'estimation de l'incertitude d'évaluation, se référer au chapitre 'Analyse de sensibilité des paramètres non observables (niveau 3)'.

Techniques d'évaluation et limites inférieure et supérieure des paramètres non observables (niveau 3) (En millions d'euros.)	Actif		Passif		Techniques d'évaluation	Paramètres non observables significatifs
	2024	2023	2024	2023		
A la juste valeur par le biais du compte de résultat						
Titres de créance	3 504	3 364	10	0	Prix basés sur le cours	Prix (%)
					Techniques d'évaluation actuelles	Prix (prix paraction) Spread de crédit (pb) Prix (%)
Titres de participation	141	150			Prix basés sur le cours	Prix (prix paraction)
Prêts et avances	1 565	2 298	0	13	Prix basés sur le cours	Prix (%)
					Techniques d'évaluation actuelles	Spread de crédit (pb) Taux de remboursement anticipé (%)
Opérations de mise (prise) en pension de titres	5 050	1 832				Taux d'intérêt (%)
					Techniques d'évaluation actuelles	Prix (%)
Obligations structurées			67	47	Modèle basé sur les coûts des options	Volatilité des actions (%) Corrélation actions/actions Corrélation actions/Devises Dividendes (%)
					Techniques d'évaluation actuelles	Spreads de crédit (pb) Taux de remboursement anticipé (%)
Dérivés						Volatilité des taux d'intérêt (points de base) Spread actualisé (%)
- Taux	413	283	389	301	Modèle basé sur les coûts des options	Taux de remboursement anticipé (%)
					Techniques d'évaluation actuelles	Volatilité implicites (%)
- Taux de change	6	2	8	3	Modèle basé sur les coûts des options	Spread de crédit (pb)
- Crédits	39		241	343	Techniques d'évaluation actuelles	Prix (%)
Capitaux propres	10	20	47		Modèle basé sur les coûts des options	Volatilité des actions (%) Corrélation actions/actions Corrélation actions/Devises Dividendes (%)
					Prix basés sur le cours	Prix (%)
- Autres	6	14	9	7	Modèle basé sur les coûts des options	Volatilité des matières premières (%) Corrélation MP/Devises
					Prix basés sur le cours	Prix (des marchandises)
à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global						
- Prêts et avances		676			Prix basés sur le cours	Prix (%)
- Capitaux propres	270	263			Techniques d'évaluation actuelles	Spread de crédit (pb) Taux d'intérêt (%)
						Ratio de distribution (%)
					Prix basés sur le cours	Prix (%)
Total	11 005	9 118	770	729		

(1) L'abréviation n.a. signifie non applicable ou non disponible

Techniques d'évaluation et limites inférieure et supérieure des paramètres non observables (niveau 3) (En millions d'euros.)	Techniques d'évaluation	Paramètres non observables significatifs	Limite inférieure		Limite supérieure	
			2024	2023	2024	2023
A la juste valeur par le biais du compte de résultat						
Titres de créance	Prix basés sur le cours	Prix (%)	0%	0%	120%	122%
		Prix (prix paraction)	327	97	520	236
	Techniques d'évaluation actuelles	Spread de crédit (pb)	n.a.	94	n.a.	94
Titres de participation	Prix basés sur le cours	Prix (%)	95,85%	n.a.	100%	n.a.
Prêts et avances	Prix basés sur le cours	Prix (prix paraction)	0	0	5 475	5 457
	Prix basés sur le cours	Prix (%)	0%	0%	107%	117%
	Techniques d'évaluation actuelles	Spread de crédit (pb)	576	1	629	12
Opérations de mise (prise) en pension de titres		Taux de remboursement anticipé (%)	2%	n.a.	100%	n.a.
		Taux d'intérêt (%)	2%			n.a.
	Techniques d'évaluation actuelles			n.a.	2%	
Obligations structurées	Prix basés sur le cours	Prix (%)	93%	88%	104%	96%
	Modèle basé sur les coûts des options	Volatilité des actions (%)	n.a.	9%	n.a.	23%
		Corrélation	0,7	0,8	0,7	0,9

		actions/actions				
		Corrélation	n.a.	-0,2	n.a.	0,6
		actions/Devises	n.a.	0%	n.a.	4%
		Dividendes (%)	n.a.	100	n.a.	101
	Techniques d'évaluation actuelles	Spreads de crédit (pb)	n.a.			
Dérivés		Taux de remboursement anticipé (%)	99,29%	n.a.	100.09%	n.a.
- Taux	Modèle basé sur les coûts des options	Volatilité des taux d'intérêt (points de base)	n.a.	1	n.a.	3
	Techniques d'évaluation actuelles	Spread actualisé (%)	2%	n.a.	2%	n.a.
		Taux de remboursement anticipé (%)	n.a.	0%	n.a.	0%
- Taux de change	Modèle basé sur les coûts des options	Volatilité implicites (%)	2%	3%	15%	18%
- Crédits	Techniques d'évaluation actuelles	Spread de crédit (pb)	0	3	91	149
	Prix basés sur le cours	Prix (%)	0%	0%	100%	100%
Capitaux propres	Modèle basé sur les coûts des options	Volatilité des actions (%)	7%	12%	81%	75%
		Corrélation actions/actions	0,0	0,2	1,0	1,0
		Corrélation actions/Devises	-0,6	-0,5	0,6	1,0
		Dividendes (%)	0%	0%	33%	14%
- Autres	Prix basés sur le cours	Prix (%)	n.a.	0%	ne s'applique pas	21%
	Modèle basé sur les coûts des options	Volatilité des matières premières (%)	13.1%	11%	61%	94%
		Corrélation MP/Devises	-0,40	n.a.	-0,25	n.a.
à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Prix basés sur le cours	Prix (des marchandises)	68	n.a.	68	n.a.
- Prêts et avances	Prix basés sur le cours	Prix (%)	n.a.	85%	n.a.	96%
- Capitaux propres	Techniques d'évaluation actuelles	Spread de crédit (pb)	5,67	5,2	5,76	5,2
		Taux d'intérêt (%)	1.5%	4%	3.5%	4%
		Ratio de distribution (%)	70%	n.a.	90%	n.a.
	Prix basés sur le cours	Prix (%)	122%	122%	122%	122%
Total						

(1) L'abréviation n.a. signifie non applicable ou non disponible

Cotations

Lorsque les cours du marché ne sont pas disponibles pour certains titres, la juste valeur est évaluée par comparaison à des données observables relatives à des instruments similaires. Les cotations de 0 % sont décotées au point qu'aucune reprise n'est attendue, alors que des cotations nettement supérieures à 100 % ou au pair sont réputées générer un rendement supérieur aux cours en vigueur sur le marché.

Spreads de crédit

Le spread de crédit désigne la prime de risque, supérieure à un taux d'intérêt de référence requis du participant au marché pour accepter une qualité de crédit inférieure. Des spreads de crédit plus élevés sont le signe d'une qualité de crédit inférieure et d'une dépréciation d'un actif.

Volatilité

La volatilité mesure la variation du cours d'un instrument financier ou tout autre paramètre d'évaluation au fil du temps. La volatilité est l'un des paramètres clés des modèles basés sur les coûts des options. En règle générale, plus la volatilité est élevée, plus la valeur de l'option est élevée. La volatilité varie en fonction de l'instrument sous-jacent (titres, matières premières, devises et taux d'intérêts), en fonction du prix d'exercice et de la maturité de l'option. Le niveau de volatilité minimum atteint 0 % et il n'y a pas de plafond théorique.

Corrélation

La corrélation est une mesure de dépendance entre deux références sous-jacentes qui est pertinente pour valoriser les dérivés et autres instruments qui disposent de plus d'une référence sous-jacente. Une corrélation fortement positive (proche de 1) est le reflet d'un rapport positif fort (statistique) entre les sous-jacents, qui suppose que, toutes choses égales par ailleurs, ils évoluent généralement dans la même direction. Il en va de même pour une corrélation négative élevée.

Taux d'intérêt

Le taux d'intérêt correspond au montant des intérêts dus par période, proportionnellement au montant prêté, déposé ou emprunté.

Spread actualisé

Le spread actualisé est un paramètre clé pour l'évaluation des swaps de remboursement anticipé de crédits hypothécaires. Le spread actualisé est le spread futur auquel les prêts hypothécaires seront réévalués aux dates de refixation des taux d'intérêt.

Dividendes

Les dividendes sont un paramètre important dans les modèles d'évaluation des options sur panier d'actions qui montrent le montant des dividendes qu'une société doit verser chaque année en fonction du prix de ses actions. Les dividendes sont généralement exprimés sous forme d'un pourcentage annualisé du prix des actions.

Ratio de distribution

Le ratio de distribution des dividendes indique le pourcentage des dividendes qu'une entreprise devrait verser chaque année par rapport à son bénéfice net.

Taux de remboursement anticipé

Le Taux de remboursement anticipé est un paramètre clé pour l'évaluation des hypothèques et des prêts. Le taux de remboursement anticipé est le taux auquel on estime que les emprunteurs hypothécaires rembourseront par anticipation leurs prêts hypothécaires, c.-à-d. 5 % par an. Le taux de remboursement anticipé et le spread actualisé sont des intrants clés pour l'évaluation des swaps de remboursement anticipé de crédits hypothécaires.

Niveau 3 : Variations durant la période

Variation des actifs financiers de niveau 3 (En millions d'euros.)	Actifs détenus à des fins de transaction		Dérivés non détenus à des fins de transaction		Actifs financiers obligatoirement comptabilisés en FVPL	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier	848	873	286	421	3 499	1 849
Gain/perte réalisé comptabilisé au compte de résultat pendant la période (1)	-175	235	-38	-142	294	-33
Réévaluation inscrite dans Autres éléments du résultat global durant la période (2)						
Acquisition d'actifs	486	1 246	198	76	4 424	2 208
Cession d'actifs	-111	-889	-257	-55	-1 605	-1 109
Échéance/règlement	-140	-1 005	-7	-15	-294	-576
Reclassements	0	0	0	0	0	723
Transferts vers le niveau 3	370	879	0	0	615	981
Transferts hors du niveau 3	-454	-459	-114	0	-1 214	-534
Écarts de change	0	-31	0	0	5	-9
Changements de composition du groupe et autres changements	0	0	0	0	-1	0
Solde de clôture	824	848	68	286	5 721	3 499

(1) Les gains/pertes nets ont été pris en compte dans le poste 'Résultat des évaluations et résultat net d'exploitation' du compte de résultat. Le montant total inclut - 41 millions d'euros (contre 316 millions d'euros en 2023) de gains et pertes latents inscrits au compte de résultat.

(2) Les réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global sont inscrites dans le poste 'Variation nette de la juste valeur des titres de créance comptabilisés par le biais des autres éléments du résultat global'.

Variation des actifs financiers de niveau 3 (En millions d'euros.)	Actifs financiers comptabilisés en FVPL		Actifs financiers comptabilisés en FVOCI		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier	3 547	3 492	938	891	9 118	7 526
Gain/perte réalisé comptabilisé au compte de résultat pendant la période (1)	-54	-383		0	28	-322
Réévaluation inscrite dans Autres éléments du résultat global durant la période (2)			-3	-6	-3	-6
Acquisition d'actifs	1 600	873	154	331	6 862	4 735
Cession d'actifs	-10	-138	-418	-243	-2 402	-2 433
Échéance/règlement	-988	-292	-20	-22	-1 449	-1 910
Reclassements	0	0	0	5	0	728
Transferts vers le niveau 3	30	1	0	0	1 014	1 860
Transferts hors du niveau 3	-3	0	-384	0	-2 169	-994
Écarts de change	-2	-9	9	-10	12	-59
Changements de composition du groupe et autres changements	0	2	-5	-8	-6	-6
Solde de clôture	4 121	3 547	270	938	11 005	9 118

(1) Les gains/pertes nets ont été pris en compte dans le poste 'Résultat des évaluations et résultat net d'exploitation' du compte de résultat. Le montant total inclut - 41 millions d'euros (contre 316 millions d'euros en 2023) de gains et pertes latents inscrits au compte de résultat.

(2) Les réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global sont inscrites dans le poste 'Variation nette de la juste valeur des titres de créance comptabilisés par le biais des autres éléments du résultat global'.

En 2024 et 2023, des actifs financiers désignés obligatoirement à leur juste valeur (surtout des opérations de mise en pension de titres (à long terme)) ont été transférés vers et hors du niveau 3, du fait que leur évaluation était fortement impactée par des données non observables, mais n'est plus fortement impactée par des données non observables, respectivement.

En 2024, les transferts vers les actifs détenus à des fins de transaction de niveau 3 concernaient des opérations de swaps de devises croisés, qui ont été transférées au niveau 3 en raison de l'impact significatif des paramètres non observables sur leur évaluation. À l'inverse, les transferts hors du niveau 3 des actifs détenus à des fins de transaction et des dérivés non détenus à des fins de transaction concernaient principalement des instruments dérivés, dont l'évaluation n'était plus significativement affectée par des paramètres non observables.

En 2024, les transferts hors du niveau 3 des actifs financiers comptabilisés en FVOCI concernent le portefeuille de titres détenus pour collecte des cash flows et vente des actifs qui ont été transférés au niveau 2 suite au changement de méthode comptable.

En 2023, les transferts vers les actifs de niveau 3 sont principalement dus aux titres de créance qui font partie d'une structure transférée au niveau 3 en raison de l'illiquidité du marché qui a réduit l'observabilité d'un intrant.

Variations des passifs financiers de niveau 3 (En millions d'euros.)	Passifs détenus à des fins de transaction		Dérivés non détenus à des fins de transaction		Passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier	382	229	301	449	47	54	729	732
Gain/perte réalisé comptabilisé au compte de résultat pendant la période(1)	-104	224	-98	-151	-5	-2	-206	72
Dotations aux provisions	55	53	190	72	29	18	274	142
Rachats	-12	-102	-209	-53	0	-2	-222	-156
Échéance/règlement	-15	-13	-7	-16	-4	-1	-26	-30
Transferts vers le niveau 3	364	40	0	0	34	32	399	72
Transferts hors du niveau 3	-33	-49	-111	0	-34	-54	-179	-102
Écarts de change	0	0	0	0	0	0	0	0
Solde de clôture	637	382	67	301	67	47	770	729

(1) Les gains/pertes nets ont été pris en compte dans le poste 'Résultat des évaluations et résultat net d'exploitation' du compte de résultat. Le prix d'acquisition se montait à - 206 millions d'euros (contre 72 millions d'euros en 2023) de gains et pertes latents inscrits au compte de résultat.

En 2024, les transferts vers le niveau 3 concernaient principalement des passifs détenus à des fins de transaction attribués à des opérations de swaps de devises croisés, qui ont été transférées vers le niveau 3 en raison de l'impact significatif des paramètres non observables sur leur évaluation. Les transferts hors du niveau 3 de dérivés non détenus à des fins de transaction sont liés aux opérations de swaps de devises croisés, qui ont été reclassées hors du niveau 3 car leur évaluation n'était pas impactée par des paramètres non observables significatifs.

En 2023, les transferts de passifs financiers vers ou depuis le niveau 3 étaient principalement constitués d'obligations structurées, évaluées à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Les obligations structurées sont transférées depuis le niveau 3, car l'évaluation n'était plus significativement impactée par des données non observables.

g) Comptabilisation des gains et pertes latents au niveau 3

Les montants inscrits au compte de résultat relatifs aux gains et pertes latents enregistrés durant l'exercice qui concernent les actifs et passifs de niveau 3, sont inclus dans le poste 'Résultat des évaluations et résultat net d'exploitation' du compte de résultat.

h) Niveau 3 : Analyse de sensibilité des paramètres non observables

Lorsque la juste valeur d'un instrument financier est déterminée à l'aide de paramètres non observables qui ont un impact plus qu'insignifiant sur la juste valeur des instruments, la valeur effective desdits paramètres à la date de clôture du bilan peut être déduite d'une série d'alternatives raisonnablement possibles. Conformément aux pratiques du marché, les limites supérieure et inférieure de la fourchette des autres paramètres envisageables reflètent un niveau de certitude d'évaluation. Les niveaux réels choisis pour les paramètres non observables lors de la préparation des états financiers sont conformes à la méthodologie d'évaluation utilisée pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur.

En pratique, l'incertitude d'évaluation est mesurée et gérée par exposition aux paramètres d'évaluation individuels (à savoir les facteurs de risques) au niveau du portefeuille pour différentes catégories de produits. Lorsque les données portent sur

des paramètres individuels de niveau 3, les ajustements de valorisation effectifs peuvent aussi être le reflet d'avantages tirés des compensations de portefeuille.

De plus, ces informations ne cherchent pas à indiquer ou prédire les futures variations des justes valeurs. Les chiffres pris séparément donnent des informations limitées ; en effet, dans la plupart des cas, ces actifs et passifs de niveau 3 devraient être considérés conjointement avec d'autres instruments (tels qu'une couverture) qui sont classés au niveau 2.

Dans le tableau ci-dessous, l'incertitude d'évaluation est ventilée par classe de risque plutôt que par produit. L'impact qu'un changement des paramètres non observables peut potentiellement avoir en matière de juste valeur des instruments financiers, lorsque les paramètres non observables sont importants pour l'évaluation, est le suivant :

Analyse de sensibilité des instruments de niveau 3 (En millions d'euros.)	Variations positives de la juste valeur liées à l'utilisation de solutions alternatives raisonnablement envisageables		Variations négatives de la juste valeur liées à l'utilisation de solutions alternatives raisonnablement envisageables	
	2024	2023	2024	2023
Capitaux propres (dérivés d'actions, obligations structurées)	21	18	-20	-9
Taux d'intérêt (dérivés de taux, dérivés de change)	5	3	0	0
Crédits (titres de créance, prêts, obligations structurées, dérivés de crédit)	2	45	-27	-54
Prêts et avances	0	3	0	-17
	28	69	-47	-80

i) Instruments financiers non évalués à leur juste valeur

Le tableau suivant présente les justes valeurs estimées des instruments financiers qui ne sont pas évalués à leur juste valeur dans le bilan.

Méthodes appliquées pour la détermination des justes valeurs des actifs et passifs financiers (comptabilisés au coût amorti) (En millions d'euros.)	Valeur comptable		Valeur comptable présentée à la juste valeur (1)		Niveau 1	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Actifs financiers						
Prêts et avances aux banques	21 769	16 708	3 194	2 721		
Prêts et avances aux clients	680 299	642 453	18 296	15 686		
Titres au coût amorti	50 273	48 313			42 871	40 041
	752 341	707 474	21 490	18 407	42 871	40 041
Passifs financiers						
Montants dus aux banques	16 722	23 257	4 347	3 764		
Dépôts clients (2)	699 725	662 004	582 511	556 766		
Titres de créance en cours d'émission (3)	94 459	84 423			33 019	25 898
Dette senior non préférée (2)	49 393	40 213				
Emprunts subordonnés	17 879	15 404				
	878 178	825 300	586 857	560 530	33 019	25 898

(1) Conformément aux IFRS et aux fins de la présente information, la valeur comptable des instruments financiers ayant des caractéristiques de dépôts à vue est comptabilisée à sa juste valeur.

(2) La comptabilisation des changements concernant les dettes senior non préférées a entraîné des ajustements de chiffres comparables pour les dépôts clients et les dettes senior non préférées.

(3) En 2023, les titres de créance incluaient un effet de commerce émis, classé au niveau 3. Suite à un changement de technique d'évaluation intervenu en 2024, un transfert a été opéré vers le niveau 2.

Méthodes appliquées pour la détermination des justes valeurs des actifs et passifs financiers (comptabilisés au coût amorti) (En millions d'euros.)	Niveau 2		Niveau 3		Total Juste valeur	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Actifs financiers						
Prêts et avances aux banques	15 614	11 430	2 957	2 511	21 766	16 662
Prêts et avances aux clients	18 626	14 602	630 493	593 098	667 415	623 386
Titres au coût amorti	2 908	4 277	2 523	1 693	48 303	46 010
	37 149	30 308	635 973	597 302	737 483	686 058
Passifs financiers						
Montants dus aux banques	8 208	15 066	3 943	3 968	16 498	22 799
Dépôts clients (2)	69 790	63 348	46 984	41 063	699 285	661 177
Titres de créance en cours d'émission (3)	59 141	38 301	2 000	20 225	94 161	84 424
Dette senior non préférée (2)	50 230	40 607		186	50 230	40 793
Emprunts subordonnés	18 357	15 361			18 357	15 361
	205 726	172 684	52 927	65 443	878 530	824 555

(1) Conformément aux IFRS et aux fins de la présente information, la valeur comptable des instruments financiers ayant des caractéristiques de dépôts à vue est comptabilisée à sa juste valeur.

(2) La comptabilisation des changements concernant les dettes senior non préférées a entraîné des ajustements de chiffres comparables pour les dépôts clients et les dettes senior non préférées.

(3) En 2023, les titres de créance incluaient un effet de commerce émis, classé au niveau 3. Suite à un changement de technique d'évaluation intervenu en 2024, un transfert a été opéré vers le niveau 2.

Le regroupement des justes valeurs présenté ci-dessus ne représente pas la valeur sous-jacente d'ING Bank et ne doit pas être interprété comme la représentant. Ces justes valeurs ont uniquement été calculées à des fins d'information. La valeur comptable des instruments financiers présentée dans le tableau ci-dessus inclut, le cas échéant, l'ajustement de la couverture de juste valeur, ce qui explique pourquoi la valeur comptable se rapproche de la juste valeur (dans ces cas).

Prêts et avances aux banques

En ce qui concerne les créances à court terme dues par les banques, les valeurs comptables représentent une estimation raisonnable de la juste valeur. La juste valeur des créances à long terme dues par les banques est estimée par actualisation des cash flows futurs escomptés en utilisant un taux d'actualisation basé sur des taux d'intérêt spécifiques disponibles sur le marché et des spreads appropriés qui reflètent le risque de crédit actuel ou les obligations cotées.

Prêts et avances aux clients

S'agissant des prêts à court terme, les valeurs comptables reflètent une estimation raisonnable de la juste valeur. La juste valeur des prêts à long terme est estimée par actualisation des cash flows futurs escomptés en utilisant un taux d'actualisation qui reflète le risque de crédit actuel, les taux d'intérêt actuels et d'autres conditions économiques actuelles, le cas échéant. La juste valeur des prêts hypothécaires est estimée en tenant compte du comportement des clients en termes de remboursement par anticipation. Les prêts à caractéristiques similaires sont regroupés à des fins de calculs.

Titres au coût amorti

La juste valeur des titres de créance se base généralement sur les cours du marché, lorsqu'ils sont disponibles. Les cours du marché sont obtenus auprès d'une société de bourse, d'un cambiste, d'un courtier, d'une société de la profession, d'un service de cotation ou d'une autorité de réglementation. Les cours provenant de sources non boursières sont évalués afin de déterminer s'il s'agit de prix négociables. Si les cours d'un marché actif ne sont pas disponibles, la juste valeur est basée sur l'analyse des paramètres du marché disponibles, qui comprennent des prix consensuels obtenus auprès d'un ou de plusieurs services de cotation. En outre, les justes valeurs sont déterminées à l'aide de techniques d'évaluation qui actualisent les flux de trésorerie futurs attendus en s'appuyant sur des courbes de taux d'intérêt du marché, des écarts de crédit de référence, les échéances des placements et les taux de paiement anticipé estimés, le cas échéant.

Montants dus aux banques

En ce qui concerne les montants dus aux banques à court terme, les valeurs comptables représentent une estimation raisonnable de la juste valeur. La juste valeur des montants dus aux banques à long terme est estimée par actualisation des cash flows futurs escomptés en utilisant un taux d'actualisation basé sur des taux d'intérêt disponibles sur le marché et des spreads appropriés qui reflètent le propre risque de crédit d'ING.

Dépôts clients

Dans le contexte actuel des taux d'intérêt, nos dépôts à vue recèlent une valeur intrinsèque importante. Toutefois, aux fins de la présente information et conformément aux normes IFRS, la valeur comptable des dépôts à vue est présentée à leur juste valeur.

La juste valeur des dépôts à échéance contractuelle fixe a été estimée par actualisation des cash flows futurs en utilisant des taux d'intérêt actuellement applicables aux dépôts à échéances similaires.

Titres de créance en cours d'émission

La juste valeur des titres de créance en cours d'émission est généralement basée sur les cours du marché ou, s'ils ne sont pas disponibles, elle est estimée par actualisation des cash flows futurs attendus à l'aide des taux d'intérêt actuels du marché et des écarts de crédit applicables au rendement, à la qualité du crédit et à l'échéance.

Emprunts subordonnés

La juste valeur des emprunts subordonnés cotés se basent sur les cours du marché, lorsqu'ils sont disponibles. Lorsqu'ils ne le sont pas, la juste valeur des emprunts subordonnés est estimée par actualisation des cash flows basée sur des taux d'intérêt et spreads de crédit s'appliquant à des instruments similaires.

33. – Dérivés et comptabilité de couverture

Utilisation des dérivés

ING se sert de dérivés à des fins de couverture économique pour gérer ses portefeuilles d'actifs et de passifs et ses positions de risque structurel. Les activités de couverture d'ING visent principalement à gérer les risques résultant de déséquilibres structurels en termes de durée et d'autres profils de ses actifs et passifs. L'objectif de la couverture économique est de prendre des positions selon un profil de risque opposé à une exposition identifiée au risque, dans le but

de réduire cette exposition. Les principaux risques couverts sont le risque de taux d'intérêt et le risque de taux de change. Ces risques sont surtout couverts par des swaps de taux d'intérêt, des swaps sur devises croisés et des contrats à terme/swaps de change.

ING utilise des dérivés de crédit pour gérer son exposition économique au risque de crédit (tels que des swaps sur rendement total et des swaps sur défaut de crédit), pour vendre ou acquérir une protection pour ses expositions au risque de crédit dans les portefeuilles de prêts, de titres et de négoce. La comptabilité de couverture n'est pas appliquée à ces dérivés de crédit.

Comptabilité de couverture

Les dérivés qui sont qualifiés de couverture en vertu des IFRS sont classés et comptabilisés en fonction de la nature de l'instrument couvert et du type de modèle de couverture IFRS applicable. Les trois modèles applicables en vertu des IFRS sont : la comptabilité de couverture à la juste valeur, la comptabilité de couverture des flux de trésorerie et la comptabilité de couverture des investissements nets dans une opération à l'étranger. Les modalités et la portée d'application de ces modèles sont décrites dans les chapitres correspondants ci-après. Les principes comptables détaillés de la société pour ces trois modèles de couverture sont présentés dans le paragraphe 1.5 'Instruments financiers' de la note 1 'Principes de préparation et principales informations comptables'.

Réforme des taux de référence

Se référer à la note 'Gestion du risque/Impact de la réforme du taux d'intérêt' pour plus d'informations sur la manière dont ING gère la transition vers des indices de référence alternatifs et progresse dans la finalisation de la transition en ce qui concerne les dérivés dans les relations de comptabilité de couverture.

Comptabilité de couverture de juste valeur

Les couvertures de juste valeur d'ING consistent principalement en des swaps de taux d'intérêt utilisés pour se protéger contre les variations de juste valeur d'instruments à taux fixe dues aux fluctuations des taux d'intérêt sur le marché. L'approche d'ING en matière de gestion du risque de marché, y compris le risque de taux d'intérêt, est décrite dans 'Gestion du risque - Risque de marché'. L'exposition d'ING au risque de taux d'intérêt est présentée dans le paragraphe 'Risque de taux d'intérêt dans les portefeuilles bancaires'.

ING Bank désigne les composantes du risque spécifiques non contractuelles pour les éléments couverts. Elle le fait généralement en désignant des taux d'intérêt de référence tels que l'EURIBOR, SOFR, SONIA ou TONAR, entre autres, car la juste valeur d'instruments à taux fixe varie directement en fonction des variations de son taux d'intérêt de référence. En utilisant des instruments financiers dérivés pour couvrir les expositions aux fluctuations des taux d'intérêt, ING s'expose aussi elle-même au risque de crédit de la contrepartie aux dérivés, qui n'est pas compensé par l'élément couvert. ING réduit le risque de crédit de la contrepartie aux instruments dérivés en compensant la plupart des dérivés par l'intermédiaire des Contreparties centrales de compensation. De plus, ING ne conclut des transactions qu'avec des contreparties de premier rang et exige la constitution de garanties.

ING applique une comptabilité de micro-couverture de juste valeur, selon laquelle un élément couvert est couvert par un ou plusieurs instruments de couverture, et de macro-couverture de juste valeur, selon laquelle un portefeuille d'éléments est couvert par plusieurs instruments de couverture. Pour ces macro-couvertures du risque de taux d'intérêt, ING applique la macro-couverture dite 'carve-out' autorisée par l'UE. La macro-couverture ou 'carve-out' de l'UE implique qu'un groupe de produits dérivés (ou une partie de ces produits) soit examiné dans leur ensemble et soit qualifié conjointement d'instruments de couverture et élimine certaines restrictions de la comptabilité de couverture à la juste valeur concernant notamment les dépôts de base (core deposits) et les stratégies de couverture faible. Dans les opérations de banque de détail, l'exposition aux financements de détail (comptes d'épargne et comptes courants) et aux prêts aux particuliers (hypothèques) est initialement compensée. L'exposition restante est couverte par un portefeuille 'carve-out', dans lequel une part du portefeuille de prêts au détail et de dépôts de base est désignée comme un élément couvert à des fins de comptabilité de couverture.

Pour les couvertures de portefeuille, la juste valeur est projetée en fonction des modalités contractuelles et d'autres variables, dont les remboursements anticipés attendus. Ces projections de la juste valeur des portefeuilles servent de fondement à la détermination du montant notionnel soumis au risque de taux d'intérêt qui est désigné en vertu de la comptabilité de couverture de juste valeur.

La comptabilité de micro-couverture de juste valeur est principalement appliquée aux titres de créance émis et aux titres de créance achetés à des fins de couverture du risque de taux d'intérêt.

Avant d'appliquer la comptabilité de couverture de juste valeur, ING détermine s'il existe une relation économique entre l'élément couvert et l'instrument de couverture, en se basant sur une évaluation des caractéristiques quantitatives de ces éléments et du risque couvert qui s'appuie sur une analyse quantitative. Lors de l'évaluation de l'existence d'une relation économique, ING examine si les conditions critiques de l'élément couvert et de l'instrument de couverture sont étroitement

liées. ING détermine si la juste valeur de l'élément couvert et l'instrument de couverture répondent de façon similaire à des risques similaires. De plus, ING s'appuie principalement sur des analyses de régression pour déterminer si l'instrument de couverture devrait être ou a été très efficace pour compenser les variations de juste valeur de l'élément couvert.

Pour la macro-couverture du portefeuille de prêts, ING applique une stratégie de couverture dynamique. Cela signifie que la relation de couverture est renouvelée mensuellement, sur la base de nouvelle projection du portefeuille. Du point de vue opérationnel, la relation de couverture existante est ajustée sur la base de la nouvelle projection du portefeuille et des instruments de couverture supplémentaires sont ajoutés à la relation de couverture.

Dans une relation de comptabilité de couverture de juste valeur, ING utilise les instruments financiers dérivés suivants :

Valeur comptable brute des dérivés désignés dans le cadre de la comptabilité de couverture de juste valeur (En millions d'euros.)	Actif	Passif	Actif	Passif
	2024	2024	2023	2023
Au 31 décembre				
Instrument de couverture du risque de taux d'intérêt				
- Swaps de taux d'intérêt	26 963	24 107	32 612	27 350
- Autres dérivés de taux d'intérêt	207	23	284	34
Instrument de couverture du risque de change				
- Swaps de devises croisés	12	3		

Les dérivés utilisés pour la comptabilité de couverture de juste valeur sont inscrits dans le poste du bilan 'Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat - Dérivés non détenus à des fins de transaction' pour 617 millions d'euros (contre 716 millions d'euros en 2023) et 'Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat - Dérivés non détenus à des fins de transaction' pour 79 millions d'euros (contre 113 millions d'euros en 2023). La différence entre la valeur comptable brute telle que présentée dans le tableau et la valeur comptable nette telle qu'inscrite au bilan est due à la compensation par d'autres dérivés et garanties payés ou reçus.

Pour nos principales devises, le taux fixe moyen des swaps de taux d'intérêt utilisés dans la comptabilité de couverture de juste valeur est de 1,69 % (1,32 % en 2023) pour l'euro et de 4,22 % (3,93 % en 2023) pour le dollar américain.

Le tableau ci-après présente le montant notionnel net des dérivés désignés comme couverture de juste valeur, ventilé en fonction de l'échéance des instruments. Dans le tableau, les montants notionnels nets constituent une combinaison entre swaps de payeur (-) et swaps de récepteur (+).

Echéance des dérivés désignés comme couverture de juste valeur (En millions d'euros.)	Moins d'1 mois	Entre 1 et 3 mois	Entre 3 et 12 mois	Entre 1 et 2 ans	Entre 2 et 3 ans	Entre 3 et 4 ans	Entre 4 et 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Au 31 décembre 2024									
Instrument de couverture du risque de taux d'intérêt									
- Swaps de taux d'intérêt	43	1 224	4 308	15 305	2 179	4 580	3 259	-51 039	-20 140
- Autres dérivés de taux d'intérêt	-4	29	182	248	91	-193	121	383	858
Instrument de couverture du risque de change									
- Swaps de devises croisés	-142	-60	-98						-299
Au 31 décembre 2023									
Instrument de couverture du risque de taux d'intérêt									
- Swaps de taux d'intérêt	-670	253	8 381	4 156	3 193	-800	7 559	-58 679	-36 609
- Autres dérivés de taux d'intérêt		25	190	116	302	250	-144	974	1 712

Les gains et pertes sur dérivés dans le cadre de la comptabilité de couverture de juste valeur sont inscrits au compte de résultat. La partie efficace de la variation de juste valeur de l'élément couvert est également passée au compte de résultat dans 'Résultats des évaluations et résultat net d'exploitation'. Par conséquent, seule la partie inefficace nette impacte le résultat net.

Éléments couverts inclus dans des relations de couverture de juste valeur (En millions d'euros.)	Valeur comptable de l'élément couvert		Montant cumulé de l'ajustement de couverture de juste valeur sur l'élément couvert inclus dans la valeur comptable de l'élément couvert		Variation de juste valeur de l'élément couvert pour déterminer l'inefficacité durant l'exercice	Variation de juste valeur des instruments de couverture durant l'exercice	Inefficacité de la couverture inscrite au compte de résultat, gain (+) / perte (-)
	Actif	Passif	Actif	Passif			
Au 31 décembre 2024							
Risque de taux d'intérêt et risque de change							
- Titres de créance comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	35 119			n/a	269		

- Prêts comptabilisés en FVOCI			ne s'applique pas		1		
- Prêts et avances aux clients	73 364		-5 177		1 771		
- Titres de créance au coût amorti	13 802		-179		49		
- Titres de créance en cours d'émission		38 246		-915	-594		
- Dette senior non préférée		45 423		-1 320	-544		
- Emprunts subordonnés		17 143		-665	-188		
- Dépôts clients et autres fonds en dépôt		29		-1	-14		
- Couvertures abandonnées			1 851	-5			
Total	122 285	100 842	-3 505	-2 906	750	-766	-17
Au 31 décembre 2023							
Risque de taux d'intérêt et risque de change							
- Titres de créance comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	31 224		ne s'applique pas		1 224		
- Prêts comptabilisés en FVOCI	5		ne s'applique pas		1		
- Prêts et avances aux clients	78 787		-7 104		4 705		
- Titres de créance au coût amorti	8 272		-205		234		
- Titres de créance en cours d'émission		32 432		-1 511	-1 279		
- Dette senior non préférée (1)		37 850		-1 872	-1 402		
- Emprunts subordonnés		14 646		-834	-473		
- Dépôts clients et autres fonds en dépôt (1)		1 527		-17	-49		
- Couvertures abandonnées			2 285	3			
Total	118 287	86 455	-5 024	-4 230	2 962	-3 028	-66
(1) ING a changé la présentation des dettes senior non préférées et les chiffres comparables de 2023 ont été retraités.							

Au cours de l'exercice 2024, les variations des taux d'intérêt ont eu un impact significatif sur les variations de la juste valeur des dérivés et des éléments couverts comptabilisés comme couvertures de juste valeur. Toutefois, aucune relation de couverture significative n'a été abandonnée suite aux variations des taux d'intérêt enregistrées en 2024. Se référer à la Note 23 'Résultat des évaluations et résultat net d'exploitation'.

En outre, la nette baisse des éléments couverts résulte principalement de l'augmentation des volumes de titres de créance émis enregistrés dans la comptabilité de couverture. Les couvertures abandonnées concernent principalement des transferts de produits dérivés des chambres de compensation basées au Royaume-Uni vers les chambres de compensation basées dans l'UE suite au Brexit de 2020.

Les principales causes d'inefficacité sont les suivantes :

- des différences au niveau des échéances du ou des éléments couverts et du ou des instruments de couverture ;
- différentes courbes de taux d'intérêt appliquées pour actualiser le ou les éléments couverts et le ou les instruments de couverture
- différences au niveau des échéanciers des flux de trésorerie du ou des éléments couverts et du ou des instruments de couverture.

De plus, s'agissant des (macro)couvertures de juste valeur du portefeuille de prêts hypothécaires à taux fixe d'ING, l'inefficacité s'explique aussi par la disparité entre les paiements anticipés escomptés et réels (risque de remboursement anticipé).

Aucune autre source d'inefficacité n'a été constatée dans ces relations de couverture.

Comptabilité de couverture de flux de trésorerie

ING applique une comptabilité de macro-couverture et de micro-couverture de flux de trésorerie. Les couvertures de flux de trésorerie d'ING sont principalement constituées de swaps de taux d'intérêt et de swaps sur devises croisées qui sont utilisés pour couvrir la banque contre l'exposition à la variabilité des flux de trésorerie provenant des actifs et passifs non détenus à des fins de transaction qui sont productifs d'intérêts à taux variables ou qui doivent être amortis ou réinvestis à l'avenir. Pour chaque portefeuille d'actifs et passifs financiers, des projections sont réalisées pour les montants et le calendrier des flux de trésorerie futurs (représentant à la fois les flux du principal et les flux d'intérêts) en se basant sur les termes du contrat et d'autres variables tels que les estimations des remboursements anticipés. Ces flux de trésorerie prévus servent de fondement à la détermination du montant notionnel sujet au risque de taux d'intérêt ou au risque de taux de change qui est désigné en vertu de la comptabilité de couverture de flux.

L'approche d'ING en matière de gestion du risque de marché, y compris le risque de taux d'intérêt et le risque de taux de change, est décrite dans 'Gestion du risque - Risque de marché'. ING détermine le montant des expositions s'appliquant à la comptabilité de couverture en évaluant l'impact potentiel des variations de taux d'intérêt et des taux de change sur les flux de trésorerie futurs liés à ses actifs et passifs à taux variable. Cette évaluation est réalisée à l'aide de techniques analytiques.

Comme précisé ci-dessus pour les couvertures de juste valeur, en utilisant des instruments financiers dérivés pour couvrir les expositions aux variations des taux d'intérêt et des taux de change, ING s'expose aussi elle-même au risque de crédit

de la contrepartie aux dérivés, qui n'est pas compensé par les éléments couverts. Cette exposition est gérée de manière similaire à celle des couvertures de juste valeur.

Les gains et pertes réalisés sur les parties efficaces de dérivés désignés sous la comptabilité de couverture de flux sont enregistrés dans Autres éléments du résultat global. Les flux d'intérêt sur ces dérivés sont passés au compte de résultat dans le poste 'Intérêts nets créditeurs' en tenant compte à cet égard de la façon dont les flux de trésorerie prévisionnels affectent le bénéfice net. Les gains et pertes sur les parties inefficaces de tels dérivés sont immédiatement inscrits au compte de résultat dans 'Résultat des évaluations et résultat net d'exploitation'.

ING détermine s'il existe une relation économique entre les flux de trésorerie de l'élément couvert et l'instrument de couverture, en se basant sur une évaluation des caractéristiques quantitatives de ces éléments et du risque couvert qui s'appuie sur une analyse quantitative. Lors de l'évaluation de l'existence d'une relation économique, ING examine si les conditions critiques de l'élément couvert et de l'instrument de couverture sont étroitement liées. ING détermine si les flux de trésorerie de l'élément couvert et l'instrument de couverture réagissent de façon similaire au risque couvert, comme le taux d'intérêt de référence des devises étrangères. De plus, une analyse de régression est réalisée pour déterminer si l'instrument de couverture devrait être ou a été très efficace pour compenser les variations de juste valeur de l'élément couvert.

Dans une relation de comptabilité de couverture de flux, ING utilise les instruments financiers dérivés suivants :

Valeur comptable brute des dérivés utilisés dans le cadre de la comptabilité de couverture de flux. (En millions d'euros.)	Actif	Passif	Actif	Passif
	2024	2024	2023	2023
Au 31 décembre				
Instrument de couverture d'un risque de taux d'intérêt				
- Swaps de taux d'intérêt	10 635	12 814	11 839	14 051
Instrument de couverture d'un risque de change				
- Swaps de devises croisés	472	339	324	39
Instrument de couverture d'un risque de taux d'intérêt et du risque de change combinés				
- Swaps de taux d'intérêt croisés		10		57

Les dérivés utilisés pour la comptabilité de couverture de flux sont inscrits dans le poste du bilan 'Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat - Dérivés non détenus à des fins de transaction' pour 158 millions d'euros (contre 440 millions d'euros en 2023) et 'Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat - Dérivés non détenus à des fins de transaction' pour 573 millions d'euros (contre 458 millions d'euros en 2023). La différence entre la valeur comptable brute telle que présentée dans le tableau et la valeur comptable nette telle qu'inscrite au bilan est due à la compensation par d'autres dérivés et garanties payés ou reçus.

Pour nos principales devises, le taux fixe moyen des swaps de taux d'intérêt utilisés dans la comptabilité de couverture de flux de trésorerie est de 1,79 % (1,26 % en 2023) pour l'euro, 4,37 % (4,09 % en 2023) pour le zloty polonais, 3,99 % (4,33 % en 2023) pour le dollar américain et 3,29 %

(2,80 % en 2023) pour le dollar australien. Les taux de change moyens des swaps de devises croisés, utilisés dans la comptabilité de couverture de flux de trésorerie, se montent à 1,03 pour l'euro/dollar américain (0,98 en 2023) et à 1,52 (1,58 en 2023) pour l'euro/dollar australien.

Le tableau ci-après présente le montant notionnel net des dérivés désignés comme couverture de flux, ventilé en fonction de l'échéance des instruments. Dans le tableau, les montants notionnels nets constituent une combinaison entre swaps de payeur (-) et swaps de récepteur (+).

Echéance des dérivés désignés comme couverture de flux (En millions d'euros.)	Moins d'1 mois	Entre 1 et 3 mois	Entre 3 et 12 mois	Entre 1 et 2 ans	Entre 2 et 3 ans	Entre 3 et 4 ans	Entre 4 et 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Au 31 décembre 2024									
Instrument de couverture d'un risque de taux d'intérêt									
- Swaps de taux d'intérêt	-1 805	-768	-10 590	-13 389	-10 551	-6 040	-4 522	-3 222	-50 886
Instrument de couverture d'un risque de change									
- Swaps de devises croisés		-241	-972	122	-1 029	-262	-238	-999	-3 619
Instrument de couverture d'un risque de taux d'intérêt et du risque de change combinés									
- Swaps de taux d'intérêt croisés			-25		-1 283	-1 578			-2 887
Au 31 décembre 2023									
Instrument de couverture d'un risque de taux d'intérêt									
- Swaps de taux d'intérêt	-214	184	-8 557	-18 551	-6 636	-7 246	-4 896	-3 384	-49 300
Instrument de couverture d'un risque de change									
- Swaps de devises croisés		249	1 029	-932	503	-683	167	-693	-362
Instrument de couverture d'un risque de taux d'intérêt et du risque de change combinés									
- Swaps de taux d'intérêt croisés				-24	-1 232	-1 479			-2 736

Le tableau suivant présente l'incidence de la comptabilité de couverture de flux de trésorerie sur le compte de résultat et sur les autres éléments du résultat global :

Couverture de flux de trésorerie - Impact des instruments de couverture sur le compte de résultat et sur les autres éléments du résultat global (En millions d'euros.)	Variation de valeur de l'élément couvert utilisée pour calculer l'inefficacité de la couverture sur la période	Valeur comptable de la réserve de couverture de flux de trésorerie à la fin de la période de reporting (1)	Montant reclassé depuis la réserve de couverture de flux de trésorerie vers le compte de résultat (2)	Variation de valeur de l'instrument de couverture comptabilisé dans les autres éléments du résultat global pour la période	Inefficacité de la couverture inscrite au compte de résultat, gain (+) / perte (-)
Au 31 décembre 2024					
Risque de taux d'intérêt sur :					
- les prêts à taux variable	-668	-2 850	496		
- les emprunts à taux variable	114	125	-425		
- Autres	1	1			
- les couvertures abandonnées		89	-51		
Total risque de taux d'intérêt	-553	-2 635	20	526	39
Risque de taux d'intérêt sur :					
- les prêts à taux variable	-79	-55	-121		
- les emprunts à taux variable	12	5	-37		
- Autres					
- les couvertures abandonnées			-4		
Total risque de change	-67	-51	-162	220	-3
Risque combiné de taux d'intérêt et de taux de change sur :					
- les prêts à taux variable	70	72	-68		
- les emprunts à taux variable					
- Autres					
- les couvertures abandonnées					
Total risque combiné de taux d'intérêt et de risque de change	70	72	-68	-3	-2
Total couverture de flux de trésorerie	-550	-2 614	-209	743	35
Au 31 décembre 2023					
Risque de taux d'intérêt sur :					
- les prêts à taux variable	-2 694	-3 545	590		
- les emprunts à taux variable	933	151	-497		
- Autres					
- les couvertures abandonnées		194	-150		
Total risque de taux d'intérêt	-1 760	-3 200	-57	1 654	58
Risque de taux d'intérêt sur :					
- les prêts à taux variable	27	-42	-185		
- les emprunts à taux variable	-25	1	-33		
- Autres					
- les couvertures abandonnées		7	-5		
Total risque de change	2	-35	-223	200	-12
Risque combiné de taux d'intérêt et de taux de change sur :					
- les prêts à taux variable	-20	78	-46		
- les emprunts à taux variable			1		
- Autres					
- les couvertures abandonnées			-1		
Total risque combiné de taux d'intérêt et de risque de change	-20	78	-46	68	2
Total couverture de flux de trésorerie	-1 778	-3 157	-325	1 922	48

(1) La valeur comptable est le montant brut, hors ajustements d'impôts

(2) Les montants sont reclassés dans les intérêts nets créditeurs - intérêts créditeurs et/ou débiteurs sur dérivés non détenus à des fins de transaction (comptabilité de couverture).

En 2024 et 2023, aucun montant n'est reclassé depuis la réserve de couverture de flux de trésorerie vers le résultat net pour des flux de trésorerie auxquels on ne s'attend plus.

L'augmentation de la valeur comptable de la réserve de couverture des flux de trésorerie s'explique par les fluctuations des taux d'intérêt. Aucune relation de couverture significative n'a été abandonnée suite aux fluctuations des taux d'intérêt en 2024.

Les principales sources d'inefficacité pour les couvertures de flux de trésorerie sont les suivantes :

- différences au niveau des échéanciers des flux de trésorerie du ou des éléments couverts et du ou des instruments de couverture.
- décalages de fréquence de réajustement entre l'élément couvert et l'instrument de couverture.

Le tableau suivant présente les variations de la réserve de couverture de flux de trésorerie :

Variations de la réserve de couverture de flux de trésorerie (En millions d'euros.)	2024	2023
Solde d'ouverture	-2 058	-3 055
Variation de valeur comptabilisée dans les autres éléments du résultat global	743	1 922
Montants recyclés au compte de résultat	-209	-325
Impôts sur les bénéfices	-140	-381
Variation des taux de change et autres variations	-14	-103
Ajustements des intérêts minoritaires	-14	-116
Mouvements enregistrés sur l'exercice	365	997
Solde de clôture	-1 693	-2 058

Couvertures d'investissements nets dans des activités à l'étranger

Un risque de change découle d'un investissement net dans des filiales dont la monnaie fonctionnelle diffère de la monnaie de présentation d'ING. Le risque est lié à la fluctuation des taux de change au comptant entre la monnaie fonctionnelle des filiales et la monnaie de présentation d'ING, ce qui fait varier le montant des investissements nets dans les états financiers consolidés d'ING Bank. Ce risque peut avoir un impact significatif sur les états financiers d'ING. La politique d'ING consiste à couvrir ces expositions uniquement lorsqu'elles sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur les ratios de capital réglementaires d'ING et de ses filiales.

Les couvertures d'investissements nets d'ING concernent principalement les dérivés (dont les swaps et contrats de change à terme sur devises) et les instruments financiers non dérivés tels que les financements libellés en monnaie étrangère. Lorsque l'instrument de couverture est une dette libellée en devises étrangères, ING évalue l'efficacité en comparant les variations antérieures de la valeur comptable de la dette, qui sont attribuables à une variation du cours au comptant, aux variations antérieures de l'investissement dans une activité à l'étranger, qui sont attribuables à une variation du cours au comptant (méthode de compensation).

Les gains et pertes réalisés sur les parties efficaces de dérivés désignés sous la comptabilité de couverture des investissements nets sont enregistrés dans les Autres éléments du résultat global. Le solde en capitaux propres est passé au compte de résultat lorsque la filiale étrangère concernée est cédée. Les gains et pertes sur les parties inefficaces sont immédiatement inscrits au compte de résultat dans 'Résultat des évaluations et résultat net d'exploitation'.

ING utilise les instruments financiers dérivés suivants pour la couverture d'investissement net :

Valeur comptable brute des dérivés utilisés dans le cadre de la couverture d'investissement net (En millions d'euros.)	Actif 2024	Passif 2024	Actif 2023	Passif 2023
Au 31 décembre				
- Contrats de change à terme et swaps de devises croisés	82	117	100	92

Les dérivés utilisés pour la comptabilité de couverture des investissements nets sont inscrits dans le poste du bilan 'Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat - Dérivés non détenus à des fins de transaction' pour 82 millions d'euros (contre 100 millions d'euros en 2023) et 'Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat - Dérivés non détenus à des fins de transaction' pour 117 millions d'euros (contre 92 millions d'euros en 2023).

Pour les principales devises d'ING, les taux de change moyens utilisés dans la comptabilité de couverture des investissements nets pour 2024 sont de 1,08 euro/dollar américain (1,08 en 2023), 4,31 euro/zloty polonais (4,54 en 2023), 1,64 euro/dollar australien (1,63 en 2023) et 38,00 euros/bahts de Thaïlande (37,65 en 2023).

Le tableau ci-après présente le montant notionnel des dérivés désignés comme couverture d'investissements nets, ventilé en fonction de l'échéance des instruments :

Échéance des dérivés désignés comme couverture d'investissements nets (En millions d'euros.)	Moins d'1 mois	Entre 1 et 3 mois	Entre 3 et 12 mois	Entre 1 et 2 ans	Entre 2 et 3 ans	Entre 3 et 4 ans	Entre 4 et 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Au 31 décembre 2024									
- Contrats de change à terme et swaps de devises croisés	-8 681	-4 158	-76						-12 916
Au 31 décembre 2023									
- Contrats de change à terme et swaps de devises croisés	-6 009	-4 576	-87						-10 672

L'effet de la couverture d'investissements nets sur le compte de résultat et les autres éléments du résultat global se présente comme suit :

Couverture d'investissements nets - Impact sur le compte de résultat et sur les autres éléments du résultat global (En millions d'euros.)	Variation de valeur de l'élément couvert utilisée pour calculer l'inefficacité de la couverture sur la période	Valeur comptable de la réserve de couverture d'investissements nets à la fin de la période de reporting(1)	Élément couvert affectant le compte de résultat	Variation de valeur de l'instrument de couverture comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Inefficacité de la couverture inscrite au compte de résultat, gain (+) / perte (-)
Au 31 décembre 2024					
Investissement dans des activités à l'étranger	295	-95		-295	0
Couvertures abandonnées		302			
Au 31 décembre 2023					
Investissement dans des activités à l'étranger	-183	123		183	
Couvertures abandonnées		263			

34. – Actifs classés par échéance contractuelle

Les montants présentés par échéance contractuelle sont ceux figurant au bilan et constituent des flux de trésorerie actualisés. Se référer à 'Gestion des risques - Risque de financement et de liquidités'.

Actifs classés par échéance contractuelle (En millions d'euros.)	Moins d'1 mois (1)	Entre 1 et 3 mois	Entre 3 et 12 mois	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
2024							
Liquidités et avoirs auprès des banques centrales	70 353						70 353
Prêts et avances aux banques	16 825	1 254	1 322	1 759	610		21 769
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat							
- Actifs détenus à des fins de transaction	22 154	8 044	14 501	16 006	12 202		72 906
- Dérivés non détenus à des fins de transaction	602	368	465	356	672		2 463
- Désignés obligatoirement à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	30 002	11 263	7 222	5 931	1 835	228	56 481
- Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	145	198	1 070	2 110	2 217		5 740
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global							
- Titres de participation						2 562	2 562
- Titres de créance	365	456	2 027	18 064	21 307		42 219
- Prêts et avances	2	4	94	871	637		1 608
Titres au coût amorti	2 075	2 646	5 729	22 838	16 985		50 273
Prêts et avances aux clients	53 738	26 456	61 544	216 035	322 526		680 299
Autres actifs (2)	5 600	590	1 048	698	1 107	5 006	14 050
Total actifs	201 860	51 279	95 021	284 668	380 098	7 796	1 020 724
2023							
Liquidités et avoirs auprès des banques centrales	90 214						90 214
Prêts et avances aux banques	11 985	1 021	1 744	1 527	431		16 708
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat							
- Actifs détenus à des fins de transaction	17 000	7 363	11 448	13 216	11 213		60 240
- Dérivés non détenus à des fins de transaction	138	80	297	613	900		2 028
- Désignés obligatoirement à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	32 835	12 040	5 303	3 587	1 040	179	54 983
- Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	550	200	792	2 092	2 141		5 775
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global							
- Titres de participation						1 885	1 885
- Titres de créance	579	232	2 021	13 686	21 763		38 281
- Prêts et avances		3	41	619	287		951
Titres au coût amorti	2 220	1 142	6 667	22 540	15 744		48 313
Prêts et avances aux clients	49 683	21 298	57 516	206 438	307 517		642 453
Autres actifs (2)	5 649	257	1 088	1 147	1 020	4 645	13 805
Total actifs	210 852	43 636	86 917	265 466	362 056	6 709	975 636

(1) Comprend des actifs à vue.

(2) Comprend des actifs tels que les actifs d'impôts exigibles et différés, tels que comptabilisés dans le bilan consolidé. En outre, des actifs sont pris en compte dans cette position lorsque les échéances ne sont pas applicables, comme les immobilisations corporelles et les investissements dans les sociétés liées et les coentreprises. De par leur nature, les actifs non financiers sont principalement constitués d'actifs réputés être recouvrés après plus de 12 mois.

35. – Passifs et engagements hors bilan par échéance

Les tableaux ci-dessous présentent tous les passifs financiers et engagements hors bilan par échéance, sur la base de cash flows contractuels, non actualisés. Ces engagements sont compris dans l'analyse des échéances comme suit :

- Les passifs perpétuels sont inclus dans la colonne 'sans échéance'.
- Les passifs dérivés sont pris en compte selon une base nette, si les flux de trésorerie sont déterminés nets. Pour les autres passifs dérivés, les cash flows bruts contractuels exigibles sont inclus.
- Les intérêts coupon futurs, non actualisés à payer, appliqués sur les passifs financiers sont inscrits dans une ligne distincte et dans la tranche d'échéance appropriée.
- Les passifs non financiers sont également inclus et sont basés sur une ventilation des montants au bilan par échéance prévue.
- Les prêts et autres engagements liés au crédit sont classés selon la date la plus proche à laquelle ils peuvent être utilisés.

Les flux de trésorerie attendus par ING Bank sur certains passifs financiers varient sensiblement des flux de trésorerie contractuels. Les principales différences concernent les dépôts à vue des clients qui devraient rester stables ou augmenter et les engagements de prêts non comptabilisés qui ne devraient pas tous être utilisés immédiatement. Pour une explication détaillée de la façon dont le risque de liquidité est géré, se référer au paragraphe sur le risque de liquidité dans 'Gestion des risques - Risque de financement et de liquidité'.

Passifs et engagements hors bilan par échéance (En millions d'euros.)	Moins d'1 mois ((1))	1 à 3 mois	3 à 12 mois	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Ajustement (2)	Total
2024								
Montants dus aux banques	9 104	1 367	2 085	1 637	2 484		46	16 722
Dépôts clients	610 590	23 479	50 034	11 141	2 081		2 399	699 725
Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat								
- Autres passifs détenus à des fins de transaction	5 790	230	313	1 325	1 465		-34	9 089
- Dérivés détenus à des fins de transaction	2 631	2 367	3 730	7 641	5 499		4 298	26 166
- Dérivés non détenus à des fins de transaction	419	57	-36	711	149		801	2 101
- Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	32 644	5 842	1 798	5 095	4 365	34	-239	49 539
Titres de créance en cours d'émission	1 949	17 635	33 037	26 600	15 704		-466	94 459
Dettes senior non préférées		975		30 121	19 153		-856	49 393
Emprunts subordonnés					9 962	8 415	-498	17 879
Passifs de location	20	44	162	607	328		-45	1 116
Passifs financiers	663 148	51 995	91 125	84 879	61 190	8 448	5 405	966 190
Autres dettes (3)	7 294	456	2 073	502	470			10 795
Total passif	670 442	52 451	93 198	85 381	61 660	8 448	5 405	976 986
Taux d'intérêt sur coupon appliqué sur les passifs financiers	2 278	1 600	5 981	10 388	8 065	516		28 829
Dettes éventuelles relatives aux								
- Effets escomptés								
- Garanties	26 355			3	550			26 908
- Lettres de crédit irrévocables	16 388							16 388
Facilités irrévocables	175 000	9	15	143	56			175 222
	217 743	9	15	146	606			218 518
2023								
Montants dus aux banques	9 294	7 800	2 074	1 898	2 002		189	23 257
Dépôts clients (4)	584 874	21 522	45 099	7 394	1 816		1 299	662 004
Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat								
- Autres passifs détenus à des fins de transaction	10 981	697	545	1 003	897		-36	14 087
- Dérivés détenus à des fins de transaction	2 292	2 243	5 148	10 204	7 110		-3 865	23 132
- Dérivés non détenus à des fins de transaction	505	96	139	1 002	355		-78	2 019
- Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	29 857	12 754	5 442	3 832	3 544	25	-56	55 399
Titres de créance en cours d'émission	3 442	10 233	33 986	22 206	15 820		-1 264	84 423
Dettes senior non préférées (4)		570	903	25 119	15 492		-1 871	40 213
Emprunts subordonnés					9 104	6 988	-689	15 404

Passifs de location	17	45	175	627	359		-61	1 162
Passifs financiers	641 263	55 959	93 511	73 285	56 500	7 013	-6 432	921 099
Autres dettes (3)	9 696	619	2 269	399	420			13 402
Total passif	650 959	56 579	95 779	73 684	56 920	7 013	-6 432	934 501
Taux d'intérêt sur coupon appliqué sur les passifs financiers	1 057	1 703	6 103	10 178	4 998	404		24 442
Dettes éventuelles relatives aux								
- Effets escomptés	2							2
- Garanties	27 340			4	550			27 894
- Lettres de crédit irrévocables	14 925							14 925
- Autres								
Facilités irrévocables	166 361	12	63	314	60			166 810
	208 628	12	63	318	610	0	0	209 631

(1) Comprend des passifs à vue.

(2) Les montants indiqués dans cette colonne constituent un rapprochement entre les cash flows contractuels non actualisés sur les passifs financiers et les valeurs au bilan. Les ajustements reflètent surtout l'impact de l'actualisation et de l'ajustement de couverture de juste valeur et, pour ce qui concerne les dérivés, le fait que les cash flows contractuels soient présentés sur une base brute (à moins qu'ils ne soient en fait réglés sur une base nette).

(3) Comprend les Autres éléments du passif, les passifs d'impôts exigibles et différés et les Provisions, tels que comptabilisés au bilan consolidé.

(4) Le changement de comptabilisation des dettes senior non préférées a conduit à des ajustements des chiffres comparables relatifs aux dépôts clients et aux dettes senior non préférées.

36. – Transfert d'actifs financiers, actifs remis et reçus en garantie

Actifs financiers remis en garantie

Les actifs financiers remis en garantie se composent principalement d'hypothèques servant de garanties aux obligations sécurisées et aux titrisations, de dépôts de la Banque centrale néerlandaise et d'autres banques, ainsi que de titres de créance et de titres de participation utilisés dans le cadre de prêts de titres ou d'opérations d'achat et de prise de pension de titres. Ils servent à garantir les comptes de couverture et sont utilisés à d'autres fins prévues par la loi. Les remises en garantie sont généralement effectuées selon les conditions habituelles en usage pour les transactions garanties, y compris les accords de vente et les opérations de prise en pension de titre, les prêts et emprunts de titres et les marges sur dérivés. Les actifs financiers remis en garantie sont les suivants :

Actifs financiers remis en garantie (En millions d'euros.)	2024	2023
Banques		
- Liquidités et avoirs auprès des banques centrales	397	322
- Prêts et avances aux banques	2 211	3 305
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	28 905	23 641
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	3 037	1 896
Titres au coût amorti	3 184	2 672
Prêts et avances aux clients	67 706	73 860
Autres actifs	503	357
	105 944	106 052

Dans certains pays, ING Bank N.V. est dans l'obligation de disposer d'une réserve auprès des banques centrales. Au 31 décembre 2024, les réserves obligatoires minimales en dépôt détenues auprès de différentes banques centrales s'élèvent à 11 648 millions d'euros (contre 11 653 millions d'euros en 2023).

Actifs financiers reçus en garantie

Les actifs financiers reçus en garantie qui peuvent être vendus ou réengagés en l'absence de défaillance du propriétaire de la garantie sont constitués de titres obtenus suite à des opérations de mise en pension et d'emprunt de titres. Ces opérations sont généralement effectuées aux conditions normales du marché pour la plupart des opérations de prise en pension de titres et le bénéficiaire de la garantie a le droit illimité de la vendre ou de la réengager, à condition que la garantie (ou une garantie équivalente) soit rendue à la contrepartie à l'échéance.

Actifs financiers reçus en garantie (En millions d'euros.)	2024	2023
Total actifs reçus en garantie disponibles à la vente ou réengagés à leur juste valeur		
- Titres de participation	22 815	33 234
- Titres de créance	140 285	119 908
Dont titres vendus ou réengagés à leur juste valeur		
- Titres de participation	12 024	20 526
- Titres de créance	90 708	86 448

Transfert d'actifs financiers

La majorité des actifs financiers d'ING, qui ont été transférés mais ne remplissent pas les conditions de décomptabilisation, sont des titres de créance et des instruments de capitaux propres utilisés dans des opérations de prêts de titres et dans des transactions d'achat et de prise en pension de titres.

Transfert des actifs financiers ne remplissant pas les conditions de décomptabilisation (En millions d'euros.)	Prêts de titres				Achat et prise en pension			
	Capitaux propres		Dette		Capitaux propres		Dette	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Actifs transférés à leur valeur comptable								
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	4 141	3 894	3		7 273	7 357	16 929	11 780
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global			603	328			1 956	470
Prêts et avances aux clients								2 396
Titres au coût amorti			635	431			819	465
Passifs connexes à leur valeur comptable (1)								
Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	Ne s'applique pas	Ne s'applique pas	Ne s'applique pas	Ne s'applique pas	7 005	11 010	11 901	9 467

(1) Le tableau inclut les passifs connexes qui sont comptabilisés après compensation par rapport aux positions brutes des actifs grevés.

Le tableau ci-dessus n'inclut pas les actifs transférés à des organismes de titrisation consolidés, étant donné que les actifs concernés continuent à être comptabilisés au bilan consolidé. Les actifs financiers transférés qui sont décomptabilisés dans leur intégralité sont mentionnés dans la note 42 'Entités structurées'.

37. – Compensation des actifs et passifs financiers

Les tableaux ci-après donnent des informations sur les droits de compensation et les accords s'y rapportant. Les montants inclus sont constitués de tous les instruments financiers, qui sont inscrits au bilan à leur valeur nette selon les critères de compensation IFRS (droit légitime à compensation et intention de procéder au règlement net ou de réaliser l'actif et régler le passif simultanément), ainsi que des montants bruts enregistrés au bilan, mais soumis à des accords généraux de compensation exécutoires ou à des accords similaires.

Chez ING Bank, les montants qui sont compensés concernent principalement des opérations sur dérivés, des accords de vente et des opérations de prise en pension de titres, des accords de prêts de titres et des accords de mise en commun de trésorerie. Une part importante de la compensation est appliquée aux dérivés OTC qui sont compensés par des contreparties centrales de compensation.

Les montants correspondants non compensés au bilan incluent des transactions pour lesquelles :

- soit la contrepartie a une exposition compensée et un accord-cadre de compensation soit un accord similaire est en place et est assorti d'un droit de compensation uniquement en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite, soit les critères de compensation ne sont pas satisfaits par ailleurs, et
- Dans le cas de produits dérivés et de prêts de titres ou d'accords de vente et d'opérations de prise en pension de titres, des garanties en espèces et autres qu'en espèces ont été reçues ou mises en gage pour couvrir l'exposition nette en cas de défaillance ou d'autres événements prédéterminés. L'effet de surantissement est exclu.

Les montants nets après compensation ne sont pas censés représenter l'exposition réelle d'ING au risque de contrepartie, car la gestion du risque fait appel à un certain nombre de stratégies d'atténuation du risque de crédit en plus des accords de compensation et de garantie. Se référer à ce propos au paragraphe 'Atténuation du risque de crédit' du chapitre 'Gestion des risques'.

Actifs financiers soumis à compensation, ainsi qu'à des accords généraux de compensation exécutoires et accords similaires (En millions d'euros.) 2024		Montants bruts des actifs financiers comptabilisés	Montants bruts des passifs financiers comptabilisés compensés au bilan	Montants nets des actifs financiers présentés au bilan	Montants correspondants non compensés au bilan		Montant net	Montants non soumis à des accords de compensation n exécutoires	Total du bilan (1)
					Instrument financier	Liquidités et instruments financiers reçus en garantie			
Poste du bilan	Instrument financier								
Prêts et avances aux banques (2)	Mise en pension de titres, emprunts de titres et accords similaires	3 752	-31	3 721		3 683	38	7 057	10 777
	Autres								
		3 752	-31	3 721		3 683	38	7 057	10 777
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat									
Détenus et non détenus à des fins de transaction	Mise en pension de titres, emprunts de titres et accords similaires	98 679	-49 365	49 315	219	48 676	420	16 112	65 426
	Dérivés (3)	93 034	-66 877	26 157	17 598	3 643	4 916	6 111	32 268
		191 713	-116 241	75 472	17 818	52 319	5 336	22 222	97 694
Prêts et avances aux clients (4)	Mise en pension de titres, emprunts de titres et accords similaires	4 444	-1 216	3 228		3 191	37	243	3 471
	Trésorerie commune	237 248	-234 838	2 410	65	1 730	615		2 410
		241 691	-236 053	5 638	65	4 921	652	243	5 881
Autres éléments soumis à compensation au bilan (5)		6 666	-6 284	382	79		303		382
Total actifs financiers		443 822	-358 609	85 213	17 962	60 922	6 329	29 522	114 735

(1) Le 'Total du bilan' est la somme des 'Montants nets des actifs financiers présentés au bilan' et des 'Montants non soumis à des accords généraux de compensation exécutoires'.

(2) Au 31 décembre 2024, le total des 'Prêts et avances aux banques', à l'exclusion des opérations de prise en pension de titres, se montait à 10 992 millions d'euros et n'est pas soumis à compensation.

(3) Les actifs et passifs dérivés comprennent certaines positions sur contrats à terme et options négociés en bourse ayant le même sous-jacent.

(4) Au 31 décembre 2024, le total des 'Prêts et avances aux clients', à l'exclusion des opérations de prise en pension de titres, se montait à 676 828 millions d'euros dont la position nette de trésorerie de 2 410 millions d'euros fait l'objet d'une compensation.

(5) Les autres éléments comprennent principalement les montants à régler avec les Contreparties centrales de compensation concernant les opérations sur titres et produits dérivés et sont inscrits au bilan dans le poste "Autres actifs - Montants à régler" pour 3 548 millions d'euros, dont 382 millions d'euros sont soumis à compensation au 31 décembre 2024.

Actifs financiers soumis à compensation, ainsi qu'à des accords généraux de compensation exécutoires et accords similaires (En millions d'euros.) 2023		Montants bruts des actifs financiers comptabilisés	Montants bruts des passifs financiers comptabilisés compensés au bilan	Montants nets des actifs financiers présentés au bilan	Montants correspondants non compensés au bilan		Montant net	Montants non soumis à des accords de compensation n exécutoires	Total du bilan (1)
					Instrument financier	Liquidités et instruments financiers reçus en garantie			
Poste du bilan	Instrument financier								
Prêts et avances aux banques (2)	Mise en pension de titres, emprunts de titres et accords similaires	1 840	-29	1 811		1 811		3 440	5 251
	Autres								
		1 840	-29	1 811		1 811		3 440	5 251
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat									
Détenus et non détenus à des fins de transaction	Mise en pension de titres, emprunts de titres et accords similaires	76 304	-34 738	41 566	235	41 063	268	22 091	63 657
	Dérivés	105 928	-83 312	22 617	14 868	2 915	4 834	5 091	27 708
		182 232	-118 049	64 183	15 103	43 977	5 102	27 182	91 365
Prêts et avances aux clients (3)	Mise en pension de titres, emprunts de titres et accords similaires							499	499
	Trésorerie commune	236 233	-234 617	1 616	41	1 217	358		1 616
		236 233	-234 617	1 616	41	1 217	358	499	2 115

Autres éléments soumis à compensation au bilan (4)	7 124	-6 428	695	21		675		695
Total actifs financiers	427 428	-359 124	68 305	15 165	47 005	6 135	31 121	99 425

(1) Le 'Total du bilan' est la somme des 'Montants nets des actifs financiers présentés au bilan' et des 'Montants non soumis à des accords généraux de compensation exécutoires'.

(2) Au 31 décembre 2023, le total des 'Prêts et avances aux banques', à l'exclusion des opérations de prise en pension de titres, se montait à 11 458 millions d'euros et n'est pas soumis à compensation.

(3) Au 31 décembre 2023, le total des 'Prêts et avances aux clients', à l'exclusion des opérations de prise en pension de titres, se montait à 641 954 millions d'euros dont la position nette de trésorerie de 1 616 millions d'euros fait l'objet d'une compensation.

(4) Les autres éléments comprennent principalement les montants à régler avec les Contreparties centrales de compensation concernant les opérations sur titres et produits dérivés et sont inscrits au bilan dans le poste "Autres actifs - Montants à régler" pour 3 869 millions d'euros, dont 695 millions d'euros sont soumis à compensation au 31 décembre 2023.

à compensation, ainsi qu'à des accords généraux de compensation exécutoires et accords similaires (En millions d'euros.) 2024		Montants bruts des passifs financiers comptabilisés	Montants bruts des actifs financiers comptabilisés compensés au bilan	Montants nets des passifs financiers présentés au bilan	Montants correspondants non compensés au bilan		Montant net	Montants non soumis à des accords de compensation n exécutoires	Total du bilan (1)
					Instruments financiers	Liquidités et instruments financiers remis en garantie			
Poste du bilan	Instrument financier								
Montants dus aux banques (2)	Rachat, prêts de titres et accords similaires	64	-31	33		33			33
	Autres	62	-62						
		126	-93	33		33			33
Dépôts clients (4)	Rachat, prêts de titres et accords similaires	1 214	-1 214					1	1
	Trésorerie commune	251 655	-234 838	16 817	21		16 796		16 817
		252 868	-236 052	16 817	21		16 796	1	16 818
Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat									
Détenus et non détenus à des fins de transaction	Rachat, prêts de titres et accords similaires	81 384	-49 365	32 019	219	31 669	130	11 670	43 689
	Dérivés (3)	89 386	-67 731	21 655	17 639	2 745	1 272	6 612	28 267
		170 769	-117 095	53 674	17 858	34 414	1 402	18 282	71 956
Autres éléments soumis à compensation au bilan (5)		5 609	-5 368	242	83		159		242
Total passifs financiers		429 373	-358 608	70 765	17 962	34 447	18 357	18 283	89 049

(1) Le 'Total du bilan' est la somme des 'Montants nets des passifs financiers présentés au bilan' et des 'Montants non soumis à des accords généraux de compensation exécutoires'.

(2) Au 31 décembre 2024, le total des 'Montants dus aux banques', à l'exclusion des opérations de prise en pension de titres, se montait à 16 689 millions d'euros dont 0 million d'euros sont soumis à compensation.

(3) Les actifs et passifs dérivés comprennent certaines positions sur contrats à terme et options négociés en bourse ayant le même sous-jacent.

(4) Au 31 décembre 2024, le total des 'Dépôts clients', à l'exclusion des opérations de prise en pension de titres, se montait à 699 724 millions d'euros dont 16 817 millions d'euros sont soumis à compensation.

(5) Les autres éléments comprennent principalement les montants à régler avec les Contreparties centrales de compensation concernant les opérations sur titres et produits dérivés et sont inscrits au bilan dans le poste "Autres actifs - Montants à régler" pour 4 290 millions d'euros, dont 242 millions d'euros sont soumis à compensation au 31 décembre 2024.

Passifs financiers soumis à compensation, ainsi qu'à des accords généraux de compensation exécutoires et accords similaires (En millions d'euros.) 2023		Montants bruts des passifs financiers comptabilisés	Montants bruts des actifs financiers comptabilisés compensés au bilan	Montants nets des passifs financiers présentés au bilan	Montants correspondants non compensés au bilan		Montant net	Montants non soumis à des accords de compensation exécutoires	Total du bilan (1)
					Instruments financiers	Liquidités et instruments financiers remis en garantie			
Poste du bilan	Instrument financier								
Montants dus aux banques (2)	Rachat, prêts de titres et accords similaires	29	-29					2 064	2 064
	Autres	290	-290						
		319	-319						
Dépôts clients (3)	Rachat, prêts de titres et accords							2 064	2 064

	similaires								
	Trésorerie commune	249 734	-234 617	15 116	13		15 103		15 116
		249 734	-234 617	15 116	13		15 103		15 116
Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat									
Détenus et non détenus à des fins de transaction	Rachat, prêts de titres et accords similaires	76 581	-34 738	41 844	235	41 653	-44	14 222	56 065
	Dérivés	101 218	-82 677	18 541	14 881	3 455	204	6 607	25 148
		177 799	-117 415	60 384	15 117	45 108	160	20 829	81 213
Autres postes soumis à compensation au bilan		7 285	-6 773	512	35		477		512
Total Passifs financiers		435 137	-359 124	76 013	15 165	45 108	15 740	22 892	98 905

(1) Le 'Total du bilan' est la somme des 'Montants nets des passifs financiers présentés au bilan' et des 'Montants non soumis à des accords généraux de compensation exécutoires'.

(2) Au 31 décembre 2023, le total des 'Montants dus aux banques', à l'exclusion des opérations de prise en pension de titres, se montait à 21 193 millions d'euros dont 0 million d'euros sont soumis à compensation.

(3) Au 31 décembre 2023, le total des 'Dépôts clients', à l'exclusion des opérations de prise en pension de titres, se montait à 702 120 millions d'euros dont 15 116 millions d'euros sont soumis à compensation.

(4) Les autres éléments comprennent principalement les montants à régler avec les Contreparties centrales de compensation concernant les opérations sur titres et produits dérivés et sont inscrits au bilan dans le poste "Autres actifs - Montants à régler" pour 6 509 millions d'euros, dont 512 millions d'euros sont soumis à compensation au 31 décembre 2023.

38. – Dettes et engagements éventuels

Dans le cadre de l'exercice des activités courantes, ING Bank prend part à des activités dont les risques ne sont pas pris en compte ni totalement ni partiellement dans les états financiers consolidés. Pour répondre aux besoins de ses clients, le Groupe propose des produits financiers apparentés à des prêts. Ces produits englobent des instruments financiers traditionnels hors bilan liés à l'activité de crédit.

Dettes et engagements éventuels (En millions d'euros.)	2024	2023
Dettes éventuelles relatives aux		
- Effets escomptés		2
- Garanties	26 908	27 894
- Lettres de crédit irrévocables	16 388	14 925
	43 296	42 821
Facilités irrévocables	175 222	166 810
	218 518	209 631

Les garanties font référence à des garanties de substitution pour les activités de crédit et pour les autres activités. Dans le cadre de l'activité de crédit, les garanties de substitution sont données par ING Bank pour les crédits accordés aux clients par des tiers. On s'attend à ce que nombre d'entre elles expirent sans être utilisées ; de ce fait, elles ne représentent pas forcément des sorties de trésorerie futures.

Les lettres de crédit irrévocables garantissent surtout à des tiers les paiements d'opérations commerciales réalisées par le client dans le pays ou à l'étranger dans le but de financer l'envoi de marchandises. Le risque de crédit d'ING Bank dans ces opérations est limité, dans la mesure où ces opérations sont garanties par la marchandise expédiée et sont de courte durée.

Les facilités irrévocables sont principalement constituées des parties non utilisées de facilités de crédit irrévocables accordées aux entreprises. Bon nombre de ces facilités sont à durée fixe et sont productives d'intérêts à taux variable. Le risque de crédit d'ING Bank et le risque de taux d'intérêt sont limités dans ce type d'opérations. La partie non utilisée des facilités de crédit irrévocables est partiellement garantie par les actifs des clients ou par des contre-garanties octroyées par les gouvernements centraux et par d'autres entités du secteur public en vertu de dispositions réglementaires. Les facilités irrévocables englobent aussi les engagements à acquérir des titres allant être émis par les gouvernements et par les émetteurs privés.

En plus des éléments inclus dans les dettes éventuelles, ING Bank a accordé certaines garanties en tant que participant dans des accords collectifs de fonds bancaires nationaux et en tant que participant dans des systèmes de garantie collectifs exigés par différents pays.

ING Bank N.V. a accordé une garantie au fonds allemand de garantie des dépôts ('Einlagensicherungs fonds' ou ESF) en vertu de l'article 5 (10) des statuts de ce fonds. Par cette garantie, ING Bank N.V. indemnise l'Association allemande des banques de Berlin au titre de toute perte qu'elle pourrait subir en raison de mesures prises à l'égard d'ING Allemagne.

L'ESF est un système de garantie collectif volontaire concernant les épargnes et dépôts des particuliers, supérieurs à 100 000 euros.

ING a recours à des engagements de paiement irrévocables (IPC) pour une partie de ses contributions au Fonds de Résolution Unique (FRU). ING Bank affiche un encours de 346 millions d'euros d'IPC au titre du FRU au 31 décembre 2024 (346 millions d'euros au 31 décembre 2023). Aucun IPC n'a été pris au titre du FRU durant l'exercice 2024 (contre 63 millions d'euros en 2023). Aucun IPC n'a été demandé par le FRU en 2024 (tout comme en 2023). Les garanties en numéraire fournies au FRU sont égales au montant de l'encours des IPC.

ING a aussi recours à des IPC pour une partie de ses contributions aux Systèmes de Garantie des Dépôts (SGD) en Allemagne. Les passifs éventuels relatifs à ces encours d'IPC s'élèvent à 309 millions d'euros au 31 décembre 2024 (273 millions d'euros en 2023 au 31 décembre 2023). Sur ce montant, 35 millions d'euros d'IPC ont été alloués aux SGD durant l'exercice 2024 (36 millions d'euros en 2023). Aucun IPC n'a été demandé par les SGD en 2024 (tout comme en 2023). ING a donné en garantie des obligations d'État pour un montant nominal total de 336 millions d'euros au 31 décembre 2024 (319 millions d'euros au 31 décembre 2023).

Par ailleurs, se référer à la Note 39 'Procédures judiciaires' pour tout passif éventuel relatif à des procédures judiciaires.

39. – Procédures judiciaires

ING Bank et ses filiales consolidées se trouvent confrontées à des actions gouvernementales, judiciaires ou arbitrales ou instruites par les autorités de réglementation aux Pays-Bas et dans de nombreux pays étrangers, dont les États-Unis, suite à des recours engagés par leurs soins ou à leur encontre dans le cours normal de leurs activités ainsi qu'en rapport avec leurs activités de prêteurs, courtiers-négociants, syndicats de garantie, émetteurs de titres et investisseurs et leur qualité d'employeurs et de contribuables. Dans certaines de ces actions, de très gros montants ou des montants indéterminés peuvent être réclamés, y compris des dommages-intérêts punitifs et autres indemnités. Alors qu'il n'est pas possible de prévoir ou déterminer l'issue finale de toutes les actions judiciaires, gouvernementales, arbitrales ou réglementaires en cours ou menaçant d'être intentées, ING estime que les actions évoquées ci-dessous seraient susceptibles d'avoir ou auraient eu récemment un impact significatif sur la situation financière, la rentabilité ou la réputation d'ING et/ou d'ING et de ses filiales consolidées.

Accord transactionnel : Le 4 septembre 2018, ING a annoncé avoir conclu un accord transactionnel avec le Ministère public des Pays-Bas concernant des enquêtes déjà publiées portant sur diverses exigences relatives à l'accueil de nouveaux clients et à la prévention du blanchiment d'argent et des pratiques de corruption. Après la conclusion de cet accord transactionnel, ING a fait l'objet d'une surveillance accrue de la part des autorités de différents pays. ING est également consciente, notamment à la suite d'articles parus dans les médias, que d'autres parties peuvent chercher à engager des poursuites judiciaires contre ING en rapport avec l'objet de la transaction. Certaines parties ont déposé auprès de la cour d'appel des Pays-Bas des demandes de réexamen de la décision du procureur de conclure la transaction avec ING et de ne pas poursuivre en justice ING ou d'(anciens) employés d'ING. En décembre 2020, la Cour d'appel a rendu un arrêt définitif. Dans cet arrêt, la décision des procureurs de conclure l'accord transactionnel avec ING a été confirmée, rendant la transaction définitive. Toutefois, dans un arrêt distinct, la Cour a ordonné des poursuites à l'encontre de l'ex-Directeur général d'ING. En décembre 2024, le Ministère public des Pays-Bas a annoncé qu'il demanderait à la Cour de ne pas donner suite aux poursuites contre l'ex-Directeur général d'ING.

Litiges intentés par des investisseurs : En février et mars 2024, ING et certains (ex-)membres du conseil d'administration ont reçu une assignation à comparaître aux Pays-Bas au nom d'investisseurs affirmant avoir subi des pertes financières liées à la divulgation d'informations sur des manquements antérieurs dans les politiques de la banque en matière de criminalité financière, aux systèmes de gestion et de contrôle des risques connexes, à l'enquête menée par les autorités néerlandaises en 2018 et au règlement conclu avec celles-ci, ainsi qu'aux risques connexes pour ING. Nous rejetons ces allégations et nous nous défendons contre elles et contre la demande de dommages-intérêts d'un montant de 587 millions d'euros. En février 2025, ING et les (ex-)membres du conseil d'administration ont déposé leurs réponses aux allégations. En lien avec cette même affaire, un autre groupe d'investisseurs affirmant avoir subi des pertes financières a demandé séparément en juillet 2024 la communication de certains documents ING et l'audition de témoins. ING a déposé sa réponse aux demandes auprès du tribunal. Nous respectons les normes IFRS en matière de dispositions juridiques et communiquerons les montants significatifs à cet égard, le cas échéant, ce qui n'est pas le cas actuellement.

Constatations concernant les procédures de lutte contre le blanchiment d'argent : Comme indiqué ci-dessus, ING a fait l'objet d'une surveillance accrue de la part des autorités de différents pays suite à son accord de septembre 2018 conclu avec les autorités néerlandaises concernant la lutte contre le blanchiment d'argent et dans le contexte d'une attention considérablement accrue portée à la prévention de la criminalité économique financière. Les interactions avec ces autorités réglementaires et judiciaires englobaient, et devraient continuer à englober, des visites sur site, des demandes d'information, des enquêtes et d'autres investigations. Ces interactions, ainsi que les évaluations internes d'ING dans le cadre de son programme d'amélioration mondial, ont dans certains cas abouti à des résultats satisfaisants et ont également

donné lieu, et pourraient continuer à donner lieu, à des constatations ou à d'autres conclusions qui pourraient nécessiter des mesures correctives appropriées de la part d'ING ou pourraient avoir d'autres conséquences. ING entend continuer à travailler en étroite collaboration avec les autorités afin d'améliorer sa gestion des risques non financiers en termes de politiques, d'outils, de suivi, de gouvernance, de connaissances et de comportement.

En janvier 2022, un juge d'instruction luxembourgeois a informé ING Luxembourg qu'il avait l'intention de donner instruction au procureur compétent de préparer un acte d'inculpation pénale au sujet de manquements présumés dans les procédures de lutte contre le blanchiment d'argent chez ING Luxembourg. En novembre 2024, la cour a décidé de renvoyer l'affaire devant le tribunal correctionnel pour des manquements présumés dans un nombre limité de dossiers clients. ING Luxembourg a fait appel de cette décision de procédure. Comme il n'est actuellement pas possible de déterminer comment cette affaire sera résolue ou à quel moment elle le sera, ING ne s'attend pas à ce que l'issue financière de cette affaire ait un effet significatif.

Payvision, filiale d'ING, a fait l'objet d'une enquête pénale menée par les autorités néerlandaises concernant le blanchiment d'argent et en vertu de diverses dispositions de la loi néerlandaise sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, notamment sur la période allant du 1^{er} janvier 2015 à avril 2020 inclus. Payvision a coopéré dans le cadre de cette enquête en cours. En octobre 2021, l'abandon de Payvision a été annoncé. La suppression des activités et le transfert des clients vers un nouveau prestataire de services ont été réalisés en 2022. La licence a été retirée à la demande Payvision. En avril 2024, les autorités néerlandaises ont clos l'enquête sans qu'une plainte ne soit déposée contre Payvision, mais en prononçant une condamnation pénale à l'encontre de deux anciens dirigeants de Payvision. ING continue à prendre des mesures visant à améliorer sa gestion des risques de conformité et à renforcer la sensibilisation de l'ensemble de l'entreprise. Ces mesures s'inscrivent dans le programme global de connaissance des clients (KYC) et dans un ensemble d'initiatives qui englobent l'amélioration des dossiers KYC et le travail sur diverses améliorations structurelles des politiques, des outils, du suivi, de la gouvernance, des connaissances et du comportement en matière de conformité.

Affaires fiscales : Étant donné le déploiement géographique de ses activités, ING peut faire l'objet à tout moment de contrôles fiscaux, d'enquêtes et de procédures dans de nombreux pays. Bien qu'ING estime avoir correctement comptabilisé toutes ses positions fiscales, les décisions finales de ces contrôles, enquêtes et procédures sont incertaines et peuvent dégager des montants très différents de ceux comptabilisés.

Actions en justice concernant les comptes avec les prédécesseurs d'ING Bank Turquie : ING Bank Turquie a fait l'objet de nombreuses plaintes de clients et d'ex-clients des prédécesseurs légaux d'ING Bank Turquie. Les plaintes concernent des comptes offshore détenus auprès de ces banques, lesdites banques ayant été saisies par le Fonds de garantie de l'épargne et des dépôts (SDIF), avant le rachat d'ING Bank Turquie par OYAK en 2007. En vertu du contrat d'acquisition, ING Bank Turquie est en droit de demander des dédommagements au SDIF, si un tribunal ordonne à ING de payer des montants aux détenteurs de comptes offshore. Le SDIF a effectué des paiements à ING Bank Turquie suite à ces demandes de dédommagement, mais a intenté plusieurs actions en justice pour récupérer ces montants. En avril 2022, la Cour suprême turque a décidé que le délai de prescription pour les demandes d'indemnisation des titulaires de comptes offshore commençait à la date de transfert des titulaires de comptes sur les comptes offshore. À partir de janvier 2025, trois actions en justice ont été menées à leur terme en faveur d'ING Bank Turquie, avec le verdict de la Cour suprême turque ; elles sont susceptibles de constituer des décisions jurisprudentielles pour les autres affaires en cours.

En 2024, le SDIF a engagé des procédures d'application de la loi contre ING Bank Turquie sur la base de la décision rendue en avril 2022 par la Cour suprême turque susmentionnée. Le SDIF fait valoir que cette décision signifie qu'ING Bank Turquie doit rembourser certains paiements effectués par le SDIF au titre des créances des déposants offshore, car le délai de prescription avait déjà expiré.

Il n'est pas possible pour l'instant d'évaluer l'issue de ces procédures ni d'en estimer l'éventuel effet financier.

Actions relatives aux dérivés de taux d'intérêt : Par le passé, un cadre de recouvrement standard pour les clients PME néerlandais, présentant des dérivés de taux d'intérêt, a été mis en place par un comité d'experts indépendants désigné par le Ministre des finances néerlandais. La plupart des plaintes ont été réglées dans le contexte de ce cadre, mais ING est encore impliquée dans plusieurs procédures judiciaires aux Pays-Bas portant sur des dérivés de taux d'intérêt qui ont été vendus à des clients dans le cadre de prêts à taux d'intérêt variables en vue de couvrir le risque de taux d'intérêt des prêts. Ces procédures reposent sur plusieurs fondements juridiques, selon les faits et circonstances propres à chaque affaire, notamment une présumée violation de l'obligation de diligence, un manque d'informations aux clients sur le produit et ses risques et d'autres éléments relatifs aux dérivés de taux d'intérêt qui ont été vendus aux clients. Dans certains cas, le tribunal a statué en faveur des demandeurs et a accordé des dommages intérêts, annulé le dérivé de taux d'intérêt ou ordonné le remboursement de certains montants aux demandeurs. Dans l'une des affaires, le client professionnel avait formé un pourvoi en cassation devant la Cour suprême néerlandaise en janvier 2024. En décembre 2024, la Cour suprême a rejeté ce pourvoi. Comme il ne reste plus que deux actions en cours, nous ne pensons pas que ces affaires auront un impact significatif à l'avenir.

Plaintes relatives aux suppléments d'intérêts : ING a reçu des plaintes et a été impliquée dans un litige avec certaines personnes aux Pays-Bas concernant l'augmentation des suppléments d'intérêt sur plusieurs produits de crédit, y compris, mais sans s'y limiter, l'immobilier résidentiel. ING a examiné le portefeuille de produits concernés. Les provisions antérieurement constituées pour certaines de ces plaintes ont été reprises. Toutes ces plaintes sont traitées séparément. Jusqu'à présent, les tribunaux se sont prononcés en faveur d'ING dans chaque cas, statuant qu'ING était autorisée à augmenter les intérêts majorés sur la base des obligations essentielles du contrat. Dans une affaire similaire, la Cour suprême des Pays-Bas a statué en faveur d'une autre banque néerlandaise, sur la question de savoir si une banque est autorisée ou non à augmenter les suppléments d'intérêt de manière unilatérale. La Cour suprême néerlandaise a répondu par l'affirmative et a renvoyé l'affaire devant la Cour d'appel de La Haye. La Cour d'appel a également statué en faveur de la banque néerlandaise en octobre 2022 et cette décision a été confirmée par la Cour suprême néerlandaise dans son arrêt du 22 décembre 2023. ING continuera à traiter toutes les plaintes séparément. Dans la dernière affaire en cours contre ING, le demandeur a formé un pourvoi en cassation devant la Cour suprême néerlandaise en avril 2024. La Cour suprême a rejeté le pourvoi en cassation en février 2025. Aucune autre action liée aux augmentations du taux Euribor dans le cadre de prêts « Euroflex » n'est en cours. Nous ne pensons donc pas que cette question aura un impact significatif à l'avenir.

Plaintes pour frais d'hypothèque : ING Espagne a fait l'objet de nombreuses plaintes et est impliquée dans des procédures avec les clients concernant le remboursement des dépenses liées à la réalisation des hypothèques. Dans la plupart des procédures de première instance, la clause de frais de gestion hypothécaires a été déclarée nulle et le remboursement de tout ou partie des frais applicables par ING Espagne a été ordonné. Depuis 2018, la cour suprême espagnole et la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) ont rendu des décisions établissant quelle partie doit supporter les frais de notaire, d'enregistrement, d'agence et de droit de timbre. En janvier 2021, la Cour suprême espagnole a décidé que les coûts d'évaluation des hypothèques signées avant le 16 juin 2019, date d'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les hypothèques, devaient être supportés par la banque. L'attention portée par les médias au délai de prescription applicable au droit de demander le remboursement des frais a entraîné une augmentation du nombre de demandes au début de l'année 2021. En juin 2021, la Cour suprême espagnole a publié un communiqué de presse informant de sa décision de demander le renvoi préjudiciel devant la Cour de justice de l'Union européenne concernant les critères à appliquer pour déterminer la date à partir de laquelle l'action en demande de remboursement des frais d'hypothèque est considérée comme expirée. En janvier 2024, la CJUE a statué que le délai de prescription pour l'action en remboursement des frais ne peut pas commencer à courir à compter d'une décision de la Cour suprême déclarant la clause nulle et non avenue, ni à compter du paiement des frais. La CJUE a indiqué qu'il revenait à la jurisprudence nationale de fixer le critère à appliquer pour la fixation du délai de prescription. En avril 2024, la CJUE a jugé qu'il n'était pas contraire aux lois de l'Union européenne que le délai de prescription commence à courir à compter du moment où la clause était déclarée nulle. Suivant l'approche de la CJUE, la Cour suprême espagnole a rendu sa décision définitive le 14 juin 2024, indiquant en substance que le délai de 5 ans pour déposer la demande de remboursement des frais peut uniquement commencer à courir à compter de la date à laquelle chaque clause est individuellement déclarée nulle par un juge. La Cour suprême espagnole laisse aussi une petite porte ouverte aux banques pour les cas où elles ne peuvent pas prouver qu'un individu donné avait effectivement connaissance du caractère abusif de la clause avant cette date. ING est en train d'examiner quelle est la meilleure façon de tenir compte de ces dernières évolutions.

ING Espagne a également été impliquée, avec d'autres banques espagnoles, dans trois recours collectifs déposés par des associations de clients. Dans l'une de ces actions collectives, un accord a été conclu avec l'association. Dans une autre action collective, l'association s'est retirée de la procédure. Dans une troisième action collective, ING a fait appel, demandant à la Cour d'appel espagnole de statuer de sorte que le jugement du tribunal de première instance ne soit applicable qu'aux consommateurs qui étaient partie dans la procédure. La Cour nationale a annulé le jugement et déclaré que les consommateurs ne pourront pas engager une action en réparation sur la base du jugement de première instance, comme le souhaitait l'association requérante. Cette dernière décision n'est pas encore définitive, car elle a fait l'objet d'un recours devant la Cour suprême.

Une provision a été constituée par le passé et a été ajustée en fonction des besoins.

Action Imtech : En janvier 2018, ING Bank a fait l'objet d'une plainte de Stichting ImtechClaim.nl et Imtech Shareholders Action Group B.V. pour le compte de certains (anciens) actionnaires d'Imtech. En mars 2018, ING Bank a fait l'objet d'une autre plainte sur le même sujet de la part de l'Association néerlandaise des Actionnaires (Vereniging Effectenbezitters, "VEB"). En 2022, ces demandeurs ont réitéré leur plainte et l'ont étayée dans un courrier adressé à ING. Chacun des demandeurs allègue notamment que les actionnaires qu'ils représentent ont été induits en erreur par le prospectus relatif aux émissions de droits d'Imtech en juillet 2013 et octobre 2014. Les souscripteurs, dont ING, sont tenus pour responsables par ces demandeurs des dommages subis par les actionnaires. ING a répondu à ces demandeurs en niant toute responsabilité à l'égard des allégations formulées dans les lettres concernées.

En mars 2024, les administrateurs judiciaires d'Imtech, VEB et d'autres parties ont conclu un accord transactionnel qui comprenait une renonciation aux demandes afférentes. Cette renonciation par le biais d'une clause de tiers s'applique aussi à ING. Les autres demandeurs (dont l'un a été dissous entre temps) ne sont pas partie prenante à cet accord et il

n'est pas possible pour l'instant d'évaluer si les demandes restantes donneraient lieu à des poursuites judiciaires ni quelle en serait l'issue.

Plaintes concernant des prêts hypothécaires en francs suisses en Pologne : ING Pologne est partie défenderesse dans plusieurs procès avec des particuliers qui ont contracté des prêts hypothécaires indexés sur le franc suisse. Ces clients ont allégué que le contrat de prêt hypothécaire contenait des clauses abusives. Pour déterminer si ces contrats contiennent des clauses abusives, le tribunal devrait examiner entre autres si les règles permettant de déterminer le taux de change utilisé pour la conversion du prêt du zloty polonais en franc suisse sont sans ambiguïté et vérifiables. En décembre 2020, l'autorité polonaise de surveillance financière (PFSA) a suggéré aux prêteurs de proposer aux emprunteurs des règlements extrajudiciaires amiables pour les litiges relatifs aux prêts hypothécaires en devises, sachant que les prêts hypothécaires indexés sur le franc suisse serviraient de référence. ING Pologne a annoncé soutenir cette initiative en février 2021 et a commencé à proposer aux emprunteurs des règlements conformes à la proposition de la PFSA en octobre 2021. En octobre 2022, une audience de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) s'est tenue notamment sur la question de savoir si, après l'annulation d'un contrat concernant un prêt en francs suisses par un tribunal, les banques peuvent encore facturer des intérêts sur le montant emprunté dans le cadre de ce prêt avant l'annulation.

En juin 2023, la CJUE a rendu un arrêt. Elle a statué qu'en vertu du droit de l'Union européenne, lorsqu'un contrat de prêt indexé sur le franc suisse est déclaré nul et non avenue, les banques ne peuvent prétendre à aucune rémunération (c'est-à-dire aucun intérêt) pour la durée pendant laquelle le montant du capital était à la disposition du client. Le client peut toutefois faire valoir des droits à l'encontre des banques en plus du remboursement des intérêts et des acomptes versés précédemment à la banque. Aux mois de septembre et décembre 2023, la CJUE a rendu des arrêts apportant des précisions supplémentaires sur le délai de prescription et sur la question de savoir quand une clause contractuelle peut être considérée comme abusive. En avril 2024, la Cour suprême polonaise a rendu un arrêt indiquant qu'il est impossible d'établir un taux de change contraignant pour les parties dans le contrat de prêt indexé ou libellé en devises étrangères, le contrat n'étant pas non plus contraignant à d'autres égards. ING a constitué une provision sur son portefeuille. En octobre et novembre 2024, sept nouvelles questions préjudicielles ont été renvoyées à la CJUE, qui portent sur les demandes des banques dans une situation d'annulation d'un contrat de crédit.

Certains produits de crédit à la consommation : En octobre 2021, ING a annoncé qu'elle indemniserait ses clients particuliers néerlandais au titre de certains prêts à la consommation renouvelables dont les taux d'intérêt variables ne suivaient prétendument pas suffisamment les taux du marché. Cette annonce a été faite en réponse à plusieurs décisions de l'Institut néerlandais pour les litiges financiers (Kifid) concernant des produits similaires d'autres banques. ING a constitué une provision de 180 millions d'euros en 2021 au titre des indemnisations et coûts liés à cette affaire. Le 22 décembre 2021, ING a annoncé avoir conclu un accord avec l'Association néerlandaise des consommateurs (Consumentenbond) sur la méthodologie d'indemnisation des crédits renouvelables. Sur la base d'une décision du Kifid concernant des produits similaires, ING a modifié son système de règlement annoncé précédemment en réglant aussi les intérêts d'intérêts. Au troisième trimestre 2022, ING a augmenté sa provision de 75 millions d'euros pour pouvoir procéder au règlement de ces indemnisations. Au quatrième trimestre 2022, ING et l'Association néerlandaise des consommateurs ont conclu un accord sur l'indemnisation des clients ayant bénéficié d'une facilité de découvert ou d'une carte de crédit renouvelable à taux d'intérêt variable. ING a commencé à dédommager ces clients conformément à la décision du Kifid concernant les crédits renouvelables, y compris l'effet 'intérêts d'intérêts'.

Les délais d'indemnisation varient en fonction de la segmentation des clients et des produits et dépendent de la disponibilité des données. En 2024, le processus d'indemnisation a été accéléré. Le processus d'indemnisation est toujours en cours.

Action liée au climat : En janvier 2024, Friends of the Earth Netherlands (Milieudefensie) a annoncé qu'elle tenait ING pour responsable de sa contribution présumée au changement climatique et menaçait d'engager des poursuites judiciaires à son encontre. En janvier 2025, Milieudefensie a envoyé un nouveau courrier dans lequel elle réitérait sa menace d'engager des poursuites judiciaires contre ING, mais modifiait ses demandes. Si nécessaire, la banque défendra son approche climatique fondée sur la science devant les tribunaux.

Action liée à la Russie : Plusieurs entités d'ING ont été destinataires de plaintes de la part de certaines entités liées à la Russie et sont impliquées dans des litiges avec celles-ci. Ces entités réclament le paiement du principal, des intérêts ou d'autres montants qu'elles n'ont pas reçus en raison de sanctions. Des plaintes lui ont également été adressées au sujet du règlement de contrats qui ont été résiliés après l'imposition des sanctions. Dans au moins l'un de ces cas, le demandeur a saisi des actifs d'entités ING en Russie. Nous contestons ces actions car elles ne sont pas conformes aux contrats sous-jacents ni aux lois applicables, sanctions incluses. Nous respectons les normes IFRS en matière de dispositions légales et divulguons les montants significatifs à cet égard, s'il y en avait, ce qui n'est pas le cas actuellement.

40. – Sociétés consolidées et entreprises acquises et cédées

Acquisitions et cessions

Aucune acquisition significative n'a été enregistrée en 2024, 2023 ou 2022 et aucune cession significative n'a été enregistrée en 2024 et 2023.

Cessions 2022

Le 13 décembre 2022, ING a annoncé avoir vendu sa participation (80 %) dans Intersoftware Holding BV au groupe Sky/DIAS et a réalisé sur la transaction un résultat de 11,0 millions d'euros, qui se décompose en un bénéfice de 7,0 millions d'euros sur la vente d'Intersoftware Holding BV et un passif de rachat de 3,0 millions d'euros.

41. – Principales filiales, participations dans des sociétés liées et des coentreprises

ING Bank N.V. contrôle la majorité des principales filiales d'ING, car elle en détient directement ou indirectement plus de la moitié des droits de vote. Dans les filiales dans lesquelles ING détient moins de 50 % de participations, un contrôle s'exerce sur la base des participations financières d'ING et de ses droits découlant d'autres accords contractuels entraînant un contrôle sur les politiques opérationnelles et financières de l'entité.

Pour toutes les filiales mentionnées ci-dessous, les droits de vote détenus sont proportionnels aux participations et la consolidation par ING se fonde sur la participation majoritaire.

En ce qui concerne les principales participations détenues dans les sociétés liées et des coentreprises, ING Bank dispose d'une influence significative, sans avoir le contrôle. On exerce généralement une influence significative lorsque l'on détient entre 20% et 50% des droits de vote, mais également en participant aux politiques financières et opérationnelles, notamment dans les cas suivants, cette liste n'ayant aucune valeur limitative :

- représentation au Conseil d'Administration ;
- participation au processus d'élaboration des politiques et
- échange de personnel de direction.

Les principales filiales, les participations dans des sociétés liées et des coentreprises d'ING Bank N.V. et leur lieu de constitution statutaire ou leur siège social sont les suivants :

Principales filiales, participations dans des sociétés liées et des coentreprises	Lieu de constitution statutaire	Pays d'implantation	Quote-part de participations détenues par le Groupe	
			2024	2023
Filiale				
Bank Mendes Gans N.V. (3)	Amsterdam	Pays-Bas		100%
ING Belgium S.A./N.V.	Bruxelles	Belgique	100%	100%
ING Luxembourg S.A.	Luxembourg Ville	Luxembourg	100%	100%
ING-DiBa AG	Francfort-sur-le-Main	Allemagne	100%	100%
ING Bank Slaski S.A. (1)	Katowice	Pologne	75%	75%
ING Financial Holdings Corporation	Delaware	États-Unis d'Amérique	100%	100%
ING Bank A.S.	Istanbul	Turquie	100%	100%
ING Bank (Australia) Ltd	Sydney	Australie	100%	100%
ING Commercial Finance B.V.	Amsterdam	Pays-Bas	100%	100%
ING Groenbank N.V. (3)	Amsterdam	Pays-Bas		100%
Participations dans des sociétés liées et des coentreprises				
TMBThanachart Bank Public Company Ltd (2)	Bangkok	Thaïlande	23%	23%

(1) Les actions des actionnaires minoritaires, représentant une participation de 25 %, sont cotées à la bourse de Varsovie ; pour un résumé des informations financières, se référer à la Note 29 'Informations sur les zones géographiques'.

(2) Le renvoi fait référence à la note 8 'Participations dans des sociétés liées et des coentreprises'.

(3) En 2024, Bank Mendes Gans N.V. et ING Groenbank N.V. ont fusionné avec ING Bank N.V.

42. – Entités structurées

Les activités d'ING Bank incluent des transactions avec diverses entités structurées ('ES') dans le cadre de l'exercice des activités courantes. Une entité structurée est une entité conçue de telle sorte que les droits de vote ou similaires ne constituent pas un facteur déterminant pour décider qui contrôle l'entité, pour savoir à quel moment des droits de vote sont liés uniquement à des tâches administratives et si les activités concernées sont gérées au moyen d'accords contractuels. Le niveau d'implication d'ING Bank dans ces entités varie et englobe aussi bien le financement par emprunts et le financement par actions de ces entités que d'autres liens. Sur la base de ses méthodes comptables, ING détermine si ces implications n'entraînent aucune influence significative ou entraînent une influence significative, un contrôle conjoint ou un contrôle sur l'entité structurée.

Les entités structurées sur lesquelles ING peut exercer un contrôle sont consolidées. ING peut le cas échéant apporter son soutien aux entités structurées consolidées. Ce soutien est toutefois entièrement répercuté dans les états financiers consolidés d'ING Bank, car tous les actifs et passifs de ces entités doivent être pris en compte et les engagements hors bilan doivent être présentés.

Les activités d'ING impliquant des entités structurées sont décrites ci-après dans les catégories suivantes :

- 1. Programmes consolidés de titrisation, initiés par ING
- 2. Programme consolidé de covered bonds ('CBC') initié par ING
- 3. Programme consolidé de titrisation ('Mont Blanc') sponsorisé par ING
- 4. Programme de titrisation non consolidé ; et
- 5. Autres entités structurées

1. – Programmes consolidés de titrisation, initiés par ING

ING Bank prend part à des programmes de titrisation pour la gestion des liquidités, en vue d'obtenir des financements et d'augmenter les liquidités. Dans le cadre de ce programme, ING Bank vend à une entité structurée des actifs initiés par ING. Les expositions sous-jacentes concernent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts aux PME aux Pays-Bas, en Belgique, en Espagne, en Italie, en Australie et en Allemagne.

L'entité structurée émet des titres de créance titrisés ('titrisations traditionnelles') qui constituent des garanties éligibles aux fins d'obtention de liquidités auprès des banques centrales. Dans la plupart des programmes, ING Bank agit en qualité d'investisseur des titres de créance titrisés. ING Bank continue de consolider ces entités structurées, lorsqu'elle est supposée contrôler les entités.

L'entité structurée émet des billets de titrisation en deux tranches ou plus, dont la tranche senior obtient une notation élevée (AAA ou AA) par une agence de notation. ING Bank peut ultérieurement utiliser la tranche retenue en garantie sur le marché monétaire pour des emprunts garantis.

ING Bank est à l'origine de diverses titrisations correspondant au 31 décembre 2024 à 74 milliards d'euros (contre 67 milliards d'euros en 2023) de titres de créance de premier rang et de titres subordonnés dont 4 milliards d'euros (contre 2 milliards d'euros en 2023) ont été émis à l'extérieur. Les expositions sous-jacentes concernent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts aux PME.

A l'exception des financements de tiers, ces titrisations n'ont pas impacté le bilan et le compte de résultat consolidés d'ING Bank

En 2024, il n'existait aucun intérêt minoritaire significatif pour ING Bank dans le cadre des entités structurées de titrisation.

2. – Programme consolidé de covered bonds ('CBC') initié par ING

ING Bank a conclu un programme de covered bonds. ING émet des obligations dans le cadre du programme covered bonds. Le paiement des intérêts et du principal est garanti par les entités structurées administrées par ING, ING Covered Bond Company B.V., ING SB Covered Bond Company B.V. et ING SB2 Covered Bond Company B.V. Pour que ces entités puissent remplir leur garantie, ING transfère légalement principalement des prêts hypothécaires néerlandais accordés par ING. De plus, ING offre une protection contre la détérioration des prêts hypothécaires. Ces entités sont consolidées par ING Bank.

Programme covered bonds (En millions d'euros.)	Juste valeur des prêts hypothécaires nantis	
	2024	2023
Programmes néerlandais de covered bonds	27 172	27 148
Obligations hypothécaires Diba	15 050	18 276
Programme d'obligations hypothécaires résidentielles d'ING Belgique	9 024	7 347
IBAL Covered Bond	3 676	3 781
ING Bank Hipoteczny CBP	602	544
	55 524	57 096

Dans le cadre du programme covered bond, les tiers investisseurs dans des titres émis par l'entité structurée ont recours aux actifs de l'entité et aux actifs d'ING Bank.

3. – Programme consolidé de titrisation ('Mont Blanc') sponsorisé par ING

Dans les conditions habituelles de l'activité courante, ING Bank structure les opérations financières pour ses clients en les aidant à obtenir des sources de liquidité en cédant les créances clients ou d'autres actifs financiers à une entité à vocation spéciale (EVS). Les positions de premier rang dans ces transactions peuvent être financées par des effets de commerce multicédants, adossés à des actifs, gérés par ING, conduit Mont Blanc Capital Corp. (Cotés A-1/P-1). Mont Blanc Capital Corp. finance à son tour le marché des PCAA (Papiers Commerciaux Adossés à des Actifs).

En qualité d'agent administratif, ING Bank facilite ces transactions en agissant à titre d'agent administratif, de contrepartie swap et de fournisseur de liquidités à Mont Blanc Capital Corp. ING Bank offre aussi des facilités de soutien (à savoir des liquidités) pour garantir les transactions financées par le conduit. Les types d'actifs actuellement détenus par Mont Blanc incluent des créances clients, des créances de financement clients, des prêts pour véhicule et des prêts hypothécaires résidentiels.

ING Bank soutient les programmes PCAA en fournissant à Mont Blanc Capital Corp. des facilités de liquidités à court terme. Lorsqu'elles sont utilisées, ces facilités sont sujettes à un risque de crédit normal.

Les facilités de liquidités fournies à Mont Blanc s'élèvent à 3 119 millions d'euros (contre 2 268 millions d'euros en 2023). Au 31 décembre 2024, la somme des liquidités prélevées était nulle (tout comme en 2023).

Les facilités de liquidités stand-by sont comptabilisées dans les facilités irrévocables. Toutes ces facilités qui varient en fonction du profil de risque sont accordées à Mont Blanc Capital Corp. sous réserve de procédures d'analyse normales d'ING Bank en matière de risque de crédit et de risque de liquidité. Les honoraires perçus pour les services fournis et pour les facilités sont facturés aux conditions du marché.

4. – Programme de titrisation non consolidé

En 2013, ING a cédé des actifs financiers (prêts hypothécaires) pour un montant de 2 milliards d'euros à une entité ad hoc (EVS). Cette transaction a entraîné la décomptabilisation totale des actifs financiers du bilan d'ING. Suite à ce transfert, ING détient toujours deux types de participations dans les actifs transférés : en tant que contrepartie pour les entités ad hoc d'un swap de taux d'intérêt non standard, qui est comptabilisé comme dérivé non détenu à des fins de transaction, et en tant que gestionnaire des actifs cédés. ING dispose d'une option pour dénouer la transaction en rachetant toutes les obligations à leur montant total en capital, dans le cas peu probable de modifications des obligations comptables et/ou réglementaires qui auraient un impact significatif sur la transaction. La juste valeur du swap détenu par ING au 31 décembre 2024 s'élevait à -11 millions d'euros (contre -26 millions d'euros en 2023) ; les variations de juste valeur de ce swap sont enregistrées au compte de résultat de 2024 pour 14 millions d'euros (contre 14 millions d'euros en 2023). Les commissions s'y rapportant, comptabilisées pour son rôle d'agent administratif au compte de résultat en 2024, se montaient à 1 million d'euros (contre 1 million d'euros en 2023). Le revenu cumulé porté au compte de résultat depuis la décomptabilisation s'élève à 20 millions d'euros (contre 19 millions d'euros en 2023).

5. – Autres entités structurées

Dans le cadre de l'exercice des activités courantes, ING Bank engage différentes opérations dont les entités structurées sont les contreparties. Notamment dans ses opérations de financement structurées, ING peut contribuer à faciliter la création de ces entités contreparties. Ces entités ne sont généralement pas prises en compte dans les états financiers consolidés d'ING Bank, car ING facilite ces transactions en qualité d'agent administratif en fournissant des services de structuration, de comptabilité, de financement, de prêt et d'opérations.

ING Bank propose différents produits de fonds de placement à ses clients. ING Bank n'investit pas dans ces fonds de placement pour son propre compte ni n'agit en tant que gestionnaire de fonds.

43. – Parties liées

Dans le cours normal de l'activité, ING Bank engage différentes opérations avec des sociétés liées. Des parties sont considérées comme liées si l'une des parties a la capacité de contrôler ou d'exercer une influence significative sur l'autre partie dans le cadre de décisions financières ou décisions d'exploitation. Les parties liées d'ING Bank englobent entre autres ses filiales, ses sociétés liées, ses coentreprises, son personnel de direction clé et divers régimes de retraite à prestations et cotisations déterminées. Pour les plans d'avantages postérieurs à l'emploi, se référer à la Note 30 'Prestation de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi'. Les transactions entre parties liées comprennent la fourniture ou la réception de services, de crédits baux, de transferts dans le cadre d'accords financiers et l'octroi de garanties ou de couvertures. Toutes les transactions entre parties liées ont eu lieu aux conditions habituelles du marché. Il n'y a eu aucune dotation importante aux provisions pour créances douteuses ni de créances douteuses significatives comptabilisées dans

les soldes courants avec des parties liées. ING Bank fait partie d'ING Group et conclut aussi des transactions avec ING Group. Ces transactions englobent aussi bien des activités de financement que des opérations d'achat et de vente habituelles. Le tableau ci-dessous donne des informations sur les transactions avec ING Groep N.V.

Société mère

Transactions avec ING Groep N.V. (En millions d'euros.)	2024	2023
Actif	72	56
Passif	77 739	70 524
Revenus perçus	0	1
Charges payées	2 507	2 026

Les dettes à l'égard d'ING Groep N.V. incluent principalement des financements à long terme.

Sociétés liées et coentreprises

Transactions avec les principales sociétés liées et coentreprises d'ING Bank (En millions d'euros.)	Sociétés liées		Coentreprises	
	2024	2023	2024	2023
Actif	142	121		
Passif	263	424	10	1
Engagements hors bilan	23	20		
Revenus perçus	16	10		
Charges payées	2	3		

Les actifs, passifs, engagements et revenus relatifs aux Sociétés liées et coentreprises résultent de transactions réalisées dans le cadre des activités bancaires courantes. Les dividendes perçus par des sociétés liées et des coentreprises sont pris en compte dans la Note 8 'Participations dans des sociétés liées et des coentreprises'.

Rémunération du personnel de direction clé

Le Directoire d'ING Groep N.V., le Management Board Banking et le Conseil de Surveillance sont considérés comme faisant partie du personnel de direction clé d'ING. En 2024, tout comme en 2023 et 2022, trois membres du Directoire d'ING Groep N.V. étaient aussi membres du Management Board Banking.

Les transactions avec le personnel de direction clé, y compris leur rémunération, sont comprises dans les tableaux ci-après.

Rémunération du personnel de direction clé (Directoire et Management Board Banking) 2024 (En milliers d'euros.)	Directoire d'ING Groep	Management Board Banking (1)	Total
Rémunération fixe			
- Rémunération de base	4 388	3 598	7 987
- Indemnités forfaitaires collectives (2)	1 033	790	1 823
- Dépenses de retraite	84	95	179
- Indemnités de départ			
Rémunération variable			
- Gratification en espèces	0	609	609
- Rémunération en actions	302	609	911
- Rémunération en espèces différée	0	914	914
- Rémunération en actions différée	453	914	1 367
- Autres émoluments (3)	306	418	724
Rémunération totale	6 566	7 948	14 513

(1) à l'exclusion des membres du Management Board Banking qui sont aussi membres du Directoire d'ING Groep N.V.

(2) Les indemnités forfaitaires collectives sont constituées de deux épargnes en capital octroyées aux employés aux Pays-Bas, d'une épargne individuelle de 3,5 % et d'une épargne collective visant à compenser la perte de prestations de retraite pour les salaires supérieurs à 137 800 euros.

(3) Y compris les indemnités d'expatriation (telles que le logement, les frais de scolarité et les assurances maladie internationales, le cas échéant) ; les avantages bancaires et d'assurance offerts par ING (aux mêmes conditions que celles accordées aux autres employés d'ING aux Pays-Bas) ; les services de planification fiscale et financière visant à garantir le respect des exigences légales applicables ; et l'utilisation d'une voiture de fonction ou d'un service de chauffeur.

Rémunération du personnel de direction clé (Directoire et Management Board Banking) 2023 (En milliers d'euros.)	Directoire d'ING Groep	Management Board Banking (1)	Total
Rémunération fixe			
- Rémunération de base	4 220	4 200	8 420
- Indemnités forfaitaires collectives (2)	1 002	887	1 889
- Dépenses de retraite	78	107	185
- Indemnités de départ		734	734
Rémunération variable			
- Gratification en espèces		598	598
- Rémunération en actions	293	598	891
- Rémunération en espèces différée		897	897
- Rémunérations en actions différée	439	897	1 336
- Autres émoluments (3)	344	487	832
Rémunération totale	6 376	9 405	15 782

(1) à l'exclusion des membres du Management Board Banking qui sont aussi membres du Directoire d'ING Groep N.V.

(2) Les indemnités forfaitaires collectives sont constituées de deux épargnes en capital octroyées aux employés aux Pays-Bas, d'une épargne individuelle de 3,5 % et d'une épargne collective visant à compenser la perte de prestations de retraite pour les salaires supérieurs à 128 810 euros.

(3) Y compris les indemnités d'expatriation (telles que le logement, les frais de scolarité et les assurances maladie internationales, le cas échéant) ; les avantages bancaires et d'assurance offerts par ING (aux mêmes conditions que celles accordées aux autres employés d'ING aux Pays-Bas) ; les services de planification fiscale et financière visant à garantir le respect des exigences légales applicables ; et l'utilisation d'une voiture de fonction ou d'un service de chauffeur.

Rémunération du personnel de direction clé (Directoire et Management Board Banking) 2022 (En milliers d'euros.)	Directoire d'ING Groep	Management Board Banking (1)	Total
Rémunération fixe			
- Rémunération de base	4 220	4 969	9 189
- Indemnités forfaitaires collectives (2)	1 011	1 073	2 084
- Dépenses de retraite	70	116	186
- Indemnités de départ		932	932
Rémunération variable			
- Gratification en espèces		803	803
- Rémunération en actions	268	803	1 071
- Rémunération en espèces différée		1 204	1 204
- Rémunérations en actions différée	401	1 204	1 605
- Autres émoluments (3)	296	638	934
Rémunération totale	6 266	11 742	18 008

(1) à l'exclusion des membres du Management Board Banking qui sont aussi membres du Directoire d'ING Groep N.V.

(2) Les indemnités forfaitaires collectives sont constituées de deux épargnes en capital octroyées aux employés aux Pays-Bas, d'une épargne individuelle de 3,5 % et d'une épargne collective visant à compenser la perte de prestations de retraite pour les salaires supérieurs à 114 866 euros.

(3) Cela comprend entre autres : le logement, les frais de scolarité, l'assurance maladie internationale, les frais de délocalisation et la planification fiscale et financière.

ING indemnise les membres du Directoire, dans la mesure où la loi le permet, pour les pertes financières directes liées à des actions de tiers introduites ou menaçant d'être introduites à leur encontre en raison de leur fonction de membre du Directoire aux conditions fixées dans les statuts et dans leur contrat de commission.

ING a souscrit à une assurance responsabilité civile pour les membres du Directoire.

Conformément aux statuts, ING indemnise les membres du conseil de surveillance, dans la mesure où la loi le permet, pour les pertes financières directes liées à des actions de tiers introduites ou menaçant d'être introduites à leur encontre en raison de leur fonction de membre du conseil de surveillance.

La rémunération du personnel de direction clé est généralement prise en compte dans les Charges de personnel du compte de résultat. La rémunération totale du Directoire et du Management Board Banking est présentée dans le tableau ci-dessus. En vertu des IFRS, certains éléments de la rémunération variable ne sont pas directement enregistrés au compte de résultat, mais sont imputés sur toute la période d'acquisition des droits. Le montant comparable comptabilisé dans les Charges de personnel en 2024 au titre des dépenses en 2024 et l'attribution d'une rémunération variable au titre d'exercices antérieurs, s'élève à 12 millions d'euros (contre 14 millions d'euros en 2023 ; 14 millions d'euros en 2022).

Le tableau ci-dessus présente le total des rémunérations fixes, des indemnités de dépenses et des jetons de présence attribués au Conseil de Surveillance pour 2022, 2023 et 2024.

Rémunération du personnel de direction clé (Conseil de Surveillance) (En milliers d'euro)s	2024	2023	2022
Rémunération totale	1 191	1 152	1 048

Prêts et avances au personnel de direction clé

Au 31 décembre 2024, les Prêts et avances au personnel de direction clé s'élevaient à 1,1 million d'euros (contre 1,7 million d'euros en 2023) avec un taux d'intérêt moyen de 2,1 % (contre 2,1 % en 2023) et les engagements de prêt au personnel de direction clé se montaient à 145 000 euros (contre 138 000 euros en 2023). Le total des intérêts perçus en 2024 sur ces prêts et avances se montait à 28 000 euros (contre 30 000 euros en 2023).

Les prêts et avances ainsi que les engagements de prêts (1) ont été consentis dans le cours normal des activités, (2) ont été accordés dans les conditions comparables à celles des prêts et avances accordés à tous les employés et (3) n'ont pas présenté un risque de recouvrement supérieur à la normale ni d'autres caractéristiques défavorables.

Dépôts en cours du personnel de direction clé

Au 31 décembre 2024, les Dépôts en cours du personnel de direction clé s'élevaient à 15,8 millions d'euros (contre 13,9 millions d'euros en 2023). Le total des intérêts versés en 2024 sur ces dépôts se montait à 324 000 euros (contre 197 000 euros en 2023).

Actions ING détenues par le personnel de direction clé

Nombre d'actions ING Groep N.V. détenues par le personnel de direction clé (En nombres.)	Actions d'ING Groep N.V.	
	2024	2023
Membres du Directoire	152 652	128 241
Management Board Banking	343 055	262 507
Membres du Conseil de Surveillance	5 295	5 295

44. – Gestion de capital

Stratégie de gestion de capital

Le département Group Treasury ("GT") est responsable du maintien d'une capitalisation adéquate des entités du Groupe ING et d'ING Bank, afin de gérer le risque associé aux activités commerciales d'ING. Cela implique non seulement de gérer, planifier et allouer le capital au sein du Groupe ING, d'ING Bank et de ses différentes entités, mais aussi d'aider à exécuter les transactions nécessaires sur le marché des capitaux, le financement à terme (capital) et les opérations de gestion des risques. ING adopte une approche intégrée pour évaluer l'adéquation de ses fonds propres à son profil de risque et à son environnement opérationnel. Dans cette optique, GT prend en compte les mesures et exigences réglementaires et internes, fondées sur l'économie, ainsi que les intérêts des principales parties prenantes telles que les clients, les actionnaires et les agences de notation.

Concernant le capital, ING applique les principales définitions suivantes :

- Les fonds propres de base de catégorie 1 (Tier 1) (CET1) - sont définis comme étant les fonds propres moins les ajustements réglementaires. Le capital CET1 divisé par les actifs pondérés en fonction des risques est égal au ratio CET1.
- Le capital Tier 1 - est défini comme le capital CET1, les titres de fonds propres additionnels Tier 1 (hybrides) et les autres ajustements réglementaires. Le capital Tier 1 divisé par les actifs pondérés en fonction des risques est égal au ratio de capital Tier 1.
- Le capital total est défini comme le capital Tier 1, les passifs subordonnés Tier 2 et les ajustements réglementaires. Le capital total divisé par les actifs pondérés en fonction des risques est égal au ratio de capital total.
- L'objectif de ratio CET1 plein d'ING repose sur les exigences CET1 spécifiées pour ING, l'augmentation potentielle des exigences réglementaires en matière de tampon anticyclique, l'impact potentiel d'un scénario de crise standardisé et prédéterminé et des mesures d'atténuation disponibles, ainsi que sur les incertitudes générales.
- Le ratio de levier (RL) est défini comme le capital Tier 1 divisé par le montant total de l'exposition.
- Les exigences minimales de fonds propres et d'engagements éligibles (MREL) et la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) correspondent au capital total auquel s'ajoutent les obligations non garanties de premier rang et les amortissements. Les ratios MREL / TLAC sont basés à la fois sur les actifs pondérés en fonction des risques et sur le total de l'exposition.

Position du capital au 31 décembre 2024

Position des capitaux propres d'ING Bank selon CRR II / CRD V (En millions d'euros.)	2024	2023
Capitaux propres (1)	42 743	40 191
- Bénéfices intermédiaires non inclus dans le capital CET1	0	-766
- Autres ajustements	-2 146	-1 029
Ajustements réglementaires	-2 146	-1 795
Fonds propres de base Tier 1 disponibles	40 597	38 396
Titres additionnels Tier 1	7 967	6 962
Ajustements réglementaires additionnels Tier 1	106	86
Capital Tier 1 disponible	48 671	45 444
Obligations complémentaires de fonds propres Tier 2 (2)	9 853	9 115
Ajustements réglementaires Tier 2	81	54
Capital total disponible	58 604	54 613
Actifs pondérés en fonction des risques	334 770	321 358
Ratio des fonds propres de base Tier 1	12.1%	11.9%
Ratio Tier 1	14.5%	14.1%
Total ratio de fonds propres	17.5%	17.0%

(1) Les capitaux propres sont déterminés en vertu des IFRS-UE.

(2) Tous les titres T2 sont conformes à CRR/CRD V pour 2024.

Conformément à la législation applicable, les modèles de risque de crédit et de risque opérationnel utilisés dans le calcul des ratios de capital ne sont pas vérifiés.

Exigences réglementaires

L'adéquation du capital et l'utilisation du capital réglementaire requis se basent sur les directives développées par le Comité de Bâle sur la supervision bancaire (le Comité de Bâle) et sur les directives de l'Union européenne, telles qu'appliquées par la banque centrale néerlandaise et la BCE à des fins de supervision. En 2010, le Comité de Bâle a publié de nouvelles exigences de solvabilité et de liquidité qui ont remplacé Bâle II et qui sont mises en œuvre dans l'UE via CRR / CRD. Conformément au CRR, les exigences minimales de capital du pilier 1 applicables à ING Bank sont : un ratio CET1 de 4,5 %, un ratio Tier 1 de 6,0 % et un ratio de capital total de 8,0 % des actifs pondérés en fonction des risques.

L'exigence globale SREP CET1 (exigences tampons comprises) s'appliquant à ING Bank N.V. au niveau du groupe était de 9,83 % en 2024. Cette exigence correspond à la somme d'une exigence de 4,5 % au titre du pilier I, d'un tampon de conservation du capital (CCB) de 2,5 %, d'un tampon anticyclique (CCyB) de 0,83 % et d'un tampon O-SII de 2,0 % (pour les autres établissements d'importance systémique) (sur la base des positions de décembre 2024).

45. – Événements ultérieurs

Le 28 janvier 2025, ING a annoncé avoir conclu un accord portant sur la vente de ses activités en Russie à Global Development JSC, société russe détenue par un investisseur financier basé à Moscou et spécialisé dans les services d'affacturage. Cette transaction mettra réellement fin aux activités d'ING sur le marché russe. Selon les termes de l'accord, Global Development acquerra toutes les actions d'ING Bank (Eurasia) JSC et reprendra toutes les activités et le personnel en Russie. Global Development entend continuer à offrir ses services aux clients en Russie sous une nouvelle marque. La transaction, qui a fait l'objet d'une vérification préalable approfondie, est soumise à diverses autorisations réglementaires et devrait être finalisée au troisième trimestre 2025.

ING n'a conclu aucun nouveau contrat avec des entreprises russes, a réduit ses opérations et a pris des mesures pour séparer cette activité du réseau et des systèmes de la banque.

ING estime que l'impact négatif qui en découlera sur le poste 'Résultat sur cessions de sociétés du Groupe' s'élèvera à 0,7 milliard d'euros après impôt. Ce montant comprend une perte comptable estimée à 0,4 milliard d'euros correspondant à la différence attendue entre le prix de vente et la valeur comptable de l'activité. Il comprend aussi l'impact négatif estimé à 0,3 milliard d'euros résultant du recyclage des écarts de conversion, diminué de la réserve de couverture des investissements nets, via le compte de résultat, qui sont actuellement comptabilisés dans les capitaux propres pour refléter les variations antérieures de la valeur d'ING Bank (Eurasia) JSC faisant suite aux variations des taux de change.

Le 2 mars 2025, ING a conclu un accord avec un actionnaire minoritaire en vue d'acquérir sa participation de 17,6 % dans Van Lanschot Kempen N.V. Conformément à cet accord, ING a acquis immédiatement 7,2 % des actions, le reste de la transaction étant soumis à l'approbation réglementaire. Avec sa participation de 2,7 %, ING devrait détenir une participation totale de 20,3 % après la finalisation de la transaction.

Il n'y a pas d'autres événements postérieurs à signaler autres que ceux déjà mentionnés dans la Note 39 'Actions en justice' des états financiers consolidés.

Approbation des comptes annuels consolidés

Amsterdam, le 3 mars 2025

Le Conseil de Surveillance

K.K. (Karl) Guha, Président
A.M.G. (Mike) Rees, Vice-Président
J. (Juan) Colombás
M. (Margarete) Haase
L.J. (Lodewijk) Hijmans van den Bergh
H.A.H. (Herman) Hulst
H.H.J.G. (Harold) Naus
A. (Alexandra) Reich
H.W.P.M.A. (Herna) Verhagen

Le Management Board Banking

S.J.A. (Steven) van Rijswijk, Président Directeur Général
T. (Tanate) Phutrakul, Directeur financier
L. (Ljiljana) Čortan, Directeur de la gestion des risques
P. (Pinar) Abay, Responsable de la Division Banque de détail, Market Leaders and Challengers & Growth Markets
A.J.M. (Andrew) Bester, Responsable de la Division Wholesale Banking
M.A. (Mamix) van Stiphout, Directeur des opérations
D. (Daniele) Tonella, Directeur technique

C. – Rapport du commissaire aux comptes à l'Assemblée générale des actionnaires et au Conseil de surveillance d'ING Bank N.V.

Rapport d'audit des comptes annuels 2024 contenus dans le rapport annuel

Notre opinion

A notre avis :

- les états financiers consolidés joints sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de la situation financière d'ING Bank N.V. au 31 décembre 2024, ainsi que du résultat et des flux de trésorerie pour l'exercice alors clos, et ce conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union européenne (UE-IFRS) et à la Partie 9 du Livre 2 du code civil néerlandais ;
- les états financiers joints de la société mère sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de la situation financière d'ING Bank N.V. au 31 décembre 2024, ainsi que du résultat pour l'exercice alors clos, et ce conformément à la Partie 9 du Livre 2 du code civil néerlandais.

Portée de notre mission d'audit

Nous avons vérifié les états financiers 2024 d'ING Bank N.V. (la 'Société' ou 'ING Bank'), basée à Amsterdam. Les états financiers incluent les états financiers consolidés et les états financiers de la société mère.

Les états financiers consolidés comprennent :

1. le bilan consolidé au 31 décembre 2024.
2. les états financiers consolidés suivants pour 2024 : le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état des variations de capitaux propres et l'état des flux de trésorerie ; et
3. les notes constituées des informations importantes sur les méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Les états financiers de la Société comprennent :

1. le bilan de la société mère au 31 décembre 2024.
2. le compte de résultat de la société mère et l'état des variations de capitaux propres pour 2024 ; et
3. les notes constituées des principes de préparation et d'autres notes explicatives.

Fondement de notre opinion

Nous avons effectué notre audit conformément à la législation néerlandaise, incluant les normes d'audit en vigueur aux Pays-Bas. Nos responsabilités en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans le chapitre 'Nos missions d'audit des états financiers' du présent rapport.

Nous sommes indépendants d'ING Bank N.V. au sens des exigences éthiques définies dans le texte réglementaire néerlandais 'Verordening inzake de onafhankelijkheid van accountants bij assurance-opdrachten' (ViO - Code de déontologie à l'usage des comptables professionnels) et dans d'autres textes réglementaires en vigueur aux Pays-Bas. De plus, nous nous sommes conformés au 'Verordening gedrags- en beroepsregels accountants' (VGBA, Code d'éthique néerlandais).

Nous avons conçu nos procédures d'audit dans le contexte de notre audit des comptes annuels consolidés dans leur ensemble et dans le but de former notre opinion à cet égard. Les informations relatives à la continuité d'exploitation, à la fraude, au non-respect des lois et règlements, aux risques liés au climat et aux éléments clés de l'audit ont été traitées dans ce contexte et nous ne fournissons pas d'opinion ou de conclusion distinctes sur ces questions.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Informations à l'appui de notre opinion

Résumé

Principe de l'importance relative

- Importance relative globale du Groupe de 350 millions d'euros (contre 300 millions d'euros en 2023).
- 3.9 % du bénéfice avant impôt (2023 : 2.9 % du bénéfice avant impôt).

Audit du Groupe

- 72 % du bénéfice avant impôt couverts par les procédures d'audit mises en œuvre par les auditeurs des composantes.
- 90 % du total de l'actif couverts par les procédures d'audit mises en œuvre par les auditeurs des composantes.

Risque d'anomalies significatives liées à la fraude, au non-respect des lois et réglementations, à la continuité d'exploitation et au changement climatique

- Risques de fraude : risque présumé de contournement des contrôles par la direction et risque de contournement par la direction des provisions collectives pour créances irrécouvrables identifiées et intégrées dans notre réponse d'audit.
- Risques liés au non-respect des lois et réglementations (NOCLAR) : nos procédures d'évaluation des risques NOCLAR n'ont pas permis d'identifier de risque d'anomalie significative.
- Risques liés à la continuité de l'exploitation : aucun risque significatif en termes de continuité d'exploitation n'a été identifié.
- Risques liés au changement climatique : nos procédures d'évaluation des risques liés au changement climatique n'ont pas permis d'identifier de risque d'anomalie significative.

Éléments clés de l'audit

- Évaluation des pertes attendues sur les prêts et avances aux clients et les prêts et avances aux banques.
- Gestion de l'accès utilisateurs et gestion des changements

Principe de l'importance relative

Sur la base de notre jugement professionnel, nous avons évalué l'importance relative au regard des états financiers à un montant total de 350 millions d'euros (contre 300 millions d'euros en 2023). L'importance relative est déterminée en se basant sur le bénéfice avant impôt et représente 3,9 % (contre 2,9% en 2023) de ce solde. Nous estimons que le bénéfice avant impôt est la référence la plus appropriée, en nous fondant sur notre évaluation des besoins d'information globale des utilisateurs des états financiers et compte tenu du fait qu'ING Bank est une entité à but lucratif. Lors de la planification de notre audit au début de l'exercice, nous déterminons l'importance relative sur la base du bénéfice avant impôt prévisionnel et réévaluons sa justesse au vu du bénéfice avant impôt réel. L'augmentation de l'importance relative par rapport à 2023, tant en valeur absolue qu'en pourcentage de référence, reflète un niveau de bénéfice avant impôt constamment supérieur sur les deux derniers exercices. Compte tenu du niveau élevé du bénéfice avant impôt depuis plusieurs années, nous avons conclu que l'augmentation de l'importance relative était appropriée. Nous avons également pris en considération

des anomalies et/ou anomalies éventuelles qui, à notre avis, sont significatives pour les utilisateurs des états financiers pour des raisons qualitatives.

Nous avons convenu avec le Comité d'Audit du Conseil de Surveillance que les anomalies de plus de 17,5 millions d'euros (contre 15 millions d'euros en 2023) lui seraient signalées, tout comme des anomalies de moindre importance qui, à notre avis, nécessitent d'être signalées pour des raisons qualitatives.

Portée de l'audit du groupe

ING Bank est à la tête d'un groupe d'entités. Les informations financières de ce groupe sont comprises dans les états financiers consolidés d'ING Bank.

ING Bank est constituée de six segments : Banque de détail Pays-Bas, Banque de détail Belgique, Banque de détail Allemagne, Banque de détail Autres, Wholesale Banking et Corporate Line, chacun de ces segments englobant de nombreuses entités et/ou s'étendant sur divers pays. Comme nous sommes responsables en définitive de l'opinion formulée, notre mission consiste aussi à mener, superviser et réaliser l'audit du groupe. En conséquence, nous avons déterminé la nature et l'étendue des procédures d'audit à effectuer pour les entités ou composantes du Groupe.

Cette année, nous avons appliqué la norme révisée concernant les audits de groupes dans le cadre de notre audit des états financiers. Cette norme révisée met en exergue le rôle et les responsabilités du commissaire aux comptes du Groupe. Cette norme révisée contient de nouvelles exigences relatives à l'identification et à la classification des composantes, à la détermination du périmètre, ainsi qu'à la conception et à l'exécution des procédures d'audit à l'échelle du Groupe. Par conséquent, nous déterminons le champ d'application différemment et les différences avec les chiffres comparables de l'exercice précédent ne sont pas significatives.

Nous avons mis en œuvre des procédures d'évaluation des risques tout au long de notre audit afin de déterminer quelles sont les composantes d'ING Bank susceptibles de comporter des risques d'anomalies significatives dans les états financiers d'ING Bank. Afin de répondre de manière appropriée aux risques évalués, nous avons planifié et réalisé des procédures d'audit supplémentaires, soit au niveau des composantes, soit de manière centralisée. Nous avons identifié, pour 16 pays, 24 composantes présentant un risque d'anomalies significatives. Pour 20 d'entre elles, nous avons fait appel à des auditeurs des composantes. En tant qu'auditeurs du Groupe, nous avons vérifié les composantes restantes.

Dans le cadre de la supervision et de la direction de nos auditeurs de composantes, nous avons mené les missions suivantes :

- Nous avons tenu notre conférence de planification annuelle aux Pays-Bas, pour toutes les composantes concernées par l'audit du Groupe. Nos auditeurs de composantes ont été directement informés par la direction d'ING Bank des développements en cours.
- Nous avons mené des discussions sur l'évaluation des risques avec les auditeurs des composantes afin de recueillir leur avis et d'identifier les questions pertinentes pour l'audit du groupe.
- Toutes les composantes qui sont incluses dans le périmètre de reporting sont vérifiées par les entreprises membres du réseau KPMG. Nous avons envoyé à tous les auditeurs des composantes des instructions d'audit détaillées couvrant les domaines importants, tels que les risques d'anomalies significatives identifiés au niveau du Groupe et avons détaillé quelles sont les informations devant être transmises à l'équipe d'audit du Groupe. Une communication écrite sur les résultats des travaux effectués au niveau des composants nous a été adressée.
- Nous avons fixé des niveaux d'importance relative pour les performances des composantes, en tenant compte de la taille de la composante et de son profil de risque. L'importance relative des composantes varie de 35 millions d'euros à 125 millions d'euros, en fonction de leur taille relative et de la nature des risques d'anomalies significatives identifiés pour les composantes, afin de limiter l'agrégation des risques à un niveau acceptable.
- Nous avons tenu des conférences téléphoniques et des réunions à distance avec les équipes d'audit de nos composantes et avons assisté à des réunions de clôture avec la direction des composantes aux Pays-Bas, en Belgique et en Allemagne. Durant les réunions et conférences téléphoniques, nous avons abordé plus spécifiquement les questions de la planification, de l'évaluation des risques, des procédures mises en œuvre, des constatations et observations transmises aux auditeurs du groupe et tous les travaux supplémentaires jugés nécessaires par l'équipe d'audit du Groupe ont alors été effectués.
- Nous avons vérifié les tâches réalisées par les auditeurs des composantes aux Pays-Bas, en Belgique, en Allemagne, en Pologne et aux États-Unis et avons évalué la pertinence des procédures d'audit appliquées et des conclusions tirées des informations probantes obtenues au cours de l'audit, ainsi que la relation entre les constatations communiquées et le travail effectué. Notre vérification a principalement porté sur les pertes attendues sur les prêts et avances aux clients ainsi que sur les procédures mises en œuvre pour tenir compte du risque de contournement des contrôles par la direction.

La consolidation des informations financières des composantes du Groupe, les informations à fournir dans les états financiers et certaines questions comptables traitées au niveau du Groupe ont également été prises en compte lors des vérifications effectuées par l'équipe d'audit du Groupe. Les procédures appliquées par l'équipe d'audit du Groupe comprenaient, sans s'y limiter, des procédures de corroboration relatives aux capitaux propres et certains éléments du processus de provisionnement des créances irrécouvrables.

Nous avons réalisé des procédures d'audit sur 72 % du bénéfice avant impôt et 90 % du total des actifs d'ING Bank. À l'échelle du Groupe, nous avons évalué l'agrégation des risques dans les informations financières restantes et avons conclu que la probabilité qu'il existe une anomalie significative est inférieure à une probabilité raisonnable.

Nous estimons que l'étendue de notre audit du Groupe constitue une base appropriée pour fonder notre opinion. En appliquant les procédures susmentionnées, nous avons pu obtenir un nombre suffisant et approprié d'éléments probants eu égard aux informations financières d'ING Bank pour formuler notre opinion sur les états financiers dans leur ensemble.

Réponse de l'audit au risque de fraude et de non-respect des lois et réglementations

Introduction

Dans les chapitres 'Stratégie' et 'Gestion du risque - Risque non financier et risque de conformité' du rapport annuel et dans la Note 39 des comptes annuels, le Management Board Banking détaille les procédures qu'il met en œuvre pour contrer le risque de fraude et de non-respect des lois et réglementations. L'évaluation portant sur ces sujets est présentée dans le rapport du Conseil de Surveillance,

Dans le cadre de nos vérifications, nous avons acquis des connaissances sur la Société et son environnement professionnel et évalué la façon dont la Société gère les risques en matière de fraude et de non-conformité.

Nos vérifications englobaient entre autres l'évaluation du code de conduite de la Société, des procédures de dénonciation, le registre des incidents et des procédures d'investigations de possibles fraudes et non-conformités. De plus, nous avons adressé des questions pertinentes à la direction, au Comité d'audit du Conseil de surveillance et à d'autres fonctions concernées, telles que la division chargée de l'audit interne, le conseiller juridique et le responsable de la conformité. Les réponses à ces questions ont été corroborées par les résultats de notre vérification de la correspondance avec les autorités de surveillance et les organismes de réglementation concernés. Nous avons aussi intégré des éléments d'imprévisibilité dans notre audit, notamment en modifiant nos critères de risque élevé appliqués aux tests des écritures comptables, en variant le calendrier des procédures d'audit, y compris celui des tests des contrôles, et en ayant recours à des spécialistes en criminalistique lors de nos procédures d'audit.

Non-respect des lois et réglementations

Suite à notre évaluation des risques, nous avons identifié les lois et réglementations suivantes comme étant le plus susceptible d'avoir un impact significatif sur les états financiers lorsqu'elles ne sont pas respectées :

- la loi de lutte contre la fraude et la corruption (reflétant la diversité significative et géographique des opérations et des clients de la Société) ;
- la loi sur la protection des données (reflétant le traitement des données sensibles inhérent aux activités commerciales de la Société) ;
- les réglementations de surveillance prudentielle (reflétant la nature des activités de la Société) ;
- la loi de lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement des activités terroristes (reflétant l'implication de la Société dans un certain nombre d'enquêtes en cours menées par les autorités nationales compétentes) ;
- la loi sur les sanctions applicables (reflétant la diversité significative et géographique des opérations et des clients de la Société) ; et
- la loi sur la concurrence (reflétant l'implication de la Société dans un certain nombre d'enquêtes en cours menées par les autorités nationales de la concurrence).

Nos procédures n'ont pas permis d'identifier de risque d'anomalie significative en matière de non-conformité aux lois et règlements.

Risque de fraude

Nous avons estimé que le risque présumé de fraude au niveau de la comptabilisation des produits n'était pas significatif, car la comptabilisation des produits d'intérêts et des produits de commissions est basée sur des comptes de régularisation générés automatiquement sur la base de données statiques provenant de systèmes sources et concerne donc des opérations courantes non soumises au jugement de la direction.

En outre, les contrats dans le secteur financier recourent généralement à des définitions standardisées qui réduisent considérablement la complexité de la comptabilisation des produits.

En nous appuyant sur les constats ci-dessus et en vertu des normes d'audit, nous avons identifié que les risques de fraude suivants étaient pertinents pour notre audit et y avons répondu comme suit :

Contournement par la direction des contrôles (risque présumé de fraude).

La direction se trouve dans une position particulière lui permettant de manipuler les dossiers comptables et de préparer des états financiers frauduleux en neutralisant les contrôles qui, en l'absence d'une telle intervention, seraient efficaces grâce au signalement d'écritures de journal fictives par exemple.

Nous avons évalué la conception et la mise en œuvre des contrôles internes visant à atténuer les risques de fraude, notamment les processus liés aux écritures du journal et les estimations relatives aux provisions pour créances irrécouvrables, et en avons testé l'efficacité opérationnelle. Nous avons procédé par ailleurs à une analyse des entrées du journal à haut risque et évalué si les estimations et jugements clés de la Société faisaient preuve de partialité.

Lorsque notre analyse des données nous a permis d'identifier des écritures de journal inattendues ou d'autres risques, nous avons mis en œuvre des procédures d'audit supplémentaires pour traiter chaque écriture comptable identifiée, notamment en testant les opérations en remontant jusqu'aux informations sources.

Contournement par la direction de constitution de provisions collectives pour créances irrécouvrables (ECL)

En ce qui concerne le risque de fraude lié au contournement par la direction des résultats attendus du processus de provisionnement des créances irrécouvrables et les réponses apportées à ce risque, nous vous renvoyons à l'élément clé de l'audit 'Évaluation des pertes de crédit attendues sur les prêts et avances aux clients et sur les prêts et avances aux banques'.

Notre évaluation des procédures mises en œuvre en matière de fraude et de non-respect des lois et réglementations n'ont pas permis de caractériser une question clé de l'audit. Nos procédures d'audit n'ont pas révélé d'indices et/ou de suspicion raisonnable de fraude et de non-conformité considérés comme significatifs pour notre audit.

Nous avons fait part de notre évaluation des risques et de nos réponses et résultats de l'audit au Management Board Banking et au Comité d'Audit du Conseil de Surveillance.

Réponse de l'audit sur la continuité d'exploitation

Comme expliqué à la page 117 des états financiers, le Management Board Banking a procédé à l'évaluation de la continuité d'exploitation et n'a pas identifié de risques significatifs de continuité d'exploitation. Afin d'apprécier cette évaluation du Management Board Banking, nous avons effectué, entre autres, les procédures suivantes :

- nous avons examiné si l'évaluation par le Management Board Banking des risques de continuité d'exploitation a porté sur toutes les informations pertinentes dont nous avons eu connaissance à la suite de l'audit ;
- nous avons examiné si l'évolution des taux d'intérêt et d'inflation, l'incertitude géopolitique et les risques de bouleversements liés à l'innovation et à l'émergence de nouveaux concurrents dans le secteur technologique constituaient un risque pour la continuité d'exploitation ;
- nous avons analysé la situation financière de la Société à la fin de l'exercice et l'avons comparée à celle de l'exercice précédent en termes d'indicateurs susceptibles d'identifier des risques significatifs de continuité d'exploitation ; et
- nous avons inspecté la correspondance réglementaire afin de comprendre la position des capitaux propres et des liquidités de la Société, qui sous-tend l'évaluation par la direction de l'hypothèse de continuité d'exploitation pour le reporting financier.

Le résultat de nos procédures d'évaluation des risques liés à l'estimation de la continuité d'exploitation, y compris notre examen des conclusions de nos procédures d'audit dans d'autres domaines, n'a pas nécessité la mise en œuvre de procédures d'audit supplémentaires concernant l'appréciation de la continuité d'exploitation du Management Board Banking.

Réponse de l'audit aux risques liés au climat

Lors de la planification de notre audit, nous avons pris en compte l'impact potentiel des risques liés au changement climatique sur les activités de la Société et sur ses états financiers. La Société a exposé ses engagements et ses ambitions en matière de changement climatique dans les chapitres 'Stratégie' ('Le développement durable au cœur de nos préoccupations') et 'Gestion des risques' ('Risques environnementaux, sociaux et de gouvernance') du rapport annuel. La Société a pour objectif de parvenir à une économie nette zéro dans ses propres activités, d'orienter les parties du portefeuille de prêts les plus intensives en carbone vers une économie nette zéro d'ici 2050 ou plus tôt, et de financer et de conseiller des clients spécifiques dans l'optique d'une économie nette zéro.

Dans le contexte des activités et opérations de la Société, la direction a procédé à une évaluation de la manière dont les risques et les opportunités liés au climat, ainsi que les engagements et les ambitions propres de la Société, pourraient avoir un impact significatif sur ses activités ou imposer la nécessité d'adapter sa stratégie et ses opérations. La direction a examiné l'impact des risques de transition et des risques physiques sur les états financiers conformément au cadre d'information financière applicable, en particulier l'impact sur les pertes de crédit attendues sur les prêts et les avances, comme décrit dans le chapitre 'Gestion des risques - risques climatiques et environnementaux' dans les modèles IFRS9' du rapport annuel.

La direction a préparé les états financiers, notamment en examinant si les implications des risques, engagements et ambitions liés au climat ont été correctement prises en compte et communiquées.

Dans le cadre de notre audit, nous avons procédé à une évaluation de l'impact du risque climatique et des engagements et ambitions de la Société en matière de changement climatique sur les états financiers et sur notre approche d'audit des risques liés au climat. A cet effet :

- Pour bien appréhender les procédures mises en œuvre par la direction :

- nous avons procédé à une analyse de l'environnement externe et appréhendé les thèmes et enjeux liés au développement durable, pertinents pour la Société ;
 - nous avons mené des enquêtes auprès du Management Board Banking, d'autres cadres supérieurs, de membres du Comité ESG et du Comité d'audit du Conseil de Surveillance ;
 - nous avons examiné les procès-verbaux (notamment ceux du Management Board Banking et du Conseil de Surveillance) et les documents pertinents pour évaluer les risques liés au climat dans le cadre de l'audit ;
 - Nous avons inspecté la correspondance réglementaire afin de comprendre l'impact des risques climatiques sur l'information financière ;
 - nous avons cherché à comprendre si des réglementations actuelles et/ou futures pouvaient avoir un impact sur ING Bank, telles que les réglementations sur les émissions de gaz à effet de serre, les augmentations potentielles des taxes sur certains produits et les obligations futures en matière de reporting climatique ; et
 - nous avons cherché à appréhender les voies empruntées par la Société pour atteindre la neutralité carbone, y compris la fixation d'objectifs intermédiaires pour 2030.
- Nous avons évalué les facteurs de risque de fraude liés au climat, tels que la rémunération des membres du conseil d'administration en lien avec des indicateurs clés de performance liés au climat. Cela n'a pas permis de caractériser une question clé de l'audit.
 - Nous avons mené des enquêtes spécifiques auprès du conseiller juridique sur toutes les allégations et plaintes liées aux risques climatiques à l'encontre de la Société.
 - Nous avons fait appel à nos experts en modélisation pour nous aider à comprendre l'impact des risques liés au climat sur l'estimation des pertes de crédit attendues, y compris les modèles de risque de crédit, tels qu'ils ont été déterminés par la Société.

Sur la base de nos procédures d'évaluation des risques, nous n'avons pas identifié de risque d'anomalie significative spécifique aux risques liés au climat, y compris en ce qui concerne la détermination des pertes attendues sur les prêts et avances aux clients, et aucune mesure d'audit supplémentaire n'a donc été jugée nécessaire.

En outre, nous avons pris connaissance des 'Autres informations' relatives au changement climatique, telles qu'elles sont publiées dans le rapport annuel et nous avons examiné si ces informations contiennent des incohérences significatives par rapport aux états financiers ou aux informations dont nous avons connaissance dans le cadre de notre audit, en particulier celles décrites ci-dessus et celles dont nous avons eu connaissance par d'autres moyens.

Nos éléments clés de l'audit

Les éléments clés de l'audit sont les points qui, selon notre jugement professionnel, étaient les plus significatifs dans notre audit des états financiers. Nous avons communiqué les éléments clés de l'audit au Comité d'Audit du Conseil de Surveillance. Les éléments clés de l'audit ne reflètent pas de façon exhaustive l'ensemble des points discutés.

Évaluation des pertes attendues sur les prêts et avances aux clients et les prêts et avances aux banques

Descriptif

Comme indiqué dans le chapitre 'Risque de crédit' pages 54 à 80 et dans les Notes 3 et 7 des comptes annuels consolidés, les prêts et avances aux clients se montent à 680 milliards d'euros et les prêts et avances aux banques à 22 milliards d'euros au 31 décembre 2024. Ces prêts et avances sont évalués au coût amorti, dont est déduite une provision pour pertes sur créances attendues (ECL) de 6 milliards d'euros. La direction a évalué les ECL déterminées collectivement en recourant à des modèles estimant les pertes de crédit attendues et en s'appuyant sur trois éléments : la probabilité de défaillance ('PD'), la perte attendue en cas de défaillance ('LGD') et l'exposition à la défaillance ('EAD'). Elle a eu recours à des scénarios macroéconomiques prospectifs, auxquels elle a appliqué des pondérations. Parmi les facteurs macroéconomiques pertinents, il y a le produit intérieur brut ('PIB'), l'indice des prix de l'immobilier ('IPH') et le taux de chômage. Les récentes conditions économiques se situent hors des limites des précédents historiques appliqués au développement de méthodologies pour le modèle ECL et entraînent de grandes incertitudes dans l'estimation des ECL. Ces incertitudes sont prises en compte par la direction dans son évaluation de la nécessité d'appliquer des ajustements discrétionnaires aux provisions fondées sur des modèles. Pour les provisions déterminées individuellement, la direction estime les ECL en s'appuyant sur le montant et le calendrier des scénarios de recouvrement futurs attendus et en appliquant des pondérations de probabilité s'il existe plusieurs scénarios de recouvrement.

Notre réponse

Nous avons identifié l'évaluation des ECL au titre des prêts et avances aux clients et des prêts et avances aux banques comme étant un élément critique de l'audit, car des jugements importants et complexes, ainsi que des compétences et connaissances spécialisées, sont requis de la part de l'auditeur pour évaluer les éléments suivants de l'estimation ECL globale :

- les jugements utilisés pour développer les paramètres PD et LGD basés sur des modèles.

- le recours à des prévisions macroéconomiques prospectives pour les ECL, y compris le PIB, l'IPH et le taux de chômage.
- l'identification et l'application cohérentes de critères relatifs à l'augmentation significative du risque de crédit ('SICR') ;
- la détermination des marges de gestion à appliquer aux ECL modélisées en raison de la volatilité et de l'incertitude de l'environnement économique, combinées au délai nécessaire aux modèles pour intégrer les risques émergents.
- la détermination du montant et du calendrier des flux de trésorerie provenant de recouvrements futurs attendus pour les évaluations individuelles des provisions pour créances irrécouvrables, ainsi que les pondérations de probabilité appliquées en présence de plusieurs scénarios de recouvrement.

Les principales vérifications que nous avons effectuées pour traiter cet élément clé de l'audit sont les suivantes :

- Nous avons évalué la conception et testé l'efficacité opérationnelle de certains contrôles internes liés à l'estimation des ECL pour les prêts et avances aux clients et les prêts et avances aux banques. Il s'agit notamment de contrôles relatifs à la sélection d'hypothèses clés (y compris les prévisions macroéconomiques, PD et LGD), à l'examen et à l'autorisation des résultats des modèles, à la gouvernance et à la surveillance du processus ECL, à la détermination des notations de risque de crédit, à l'estimation des flux de trésorerie futurs de recouvrement des différentes créances irrécouvrables et aux pondérations attribuées aux scénarios associés, ainsi qu'à la détermination des ajustements de gestion à appliquer aux ECL modélisés.
- Nous avons fait appel à des professionnels du risque de crédit ayant des compétences et des connaissances spécialisées pour nous aider à évaluer les hypothèses permettant de déterminer les paramètres de PD et LGD dans les modèles utilisés par la Société en vue de déterminer les provisions collectives, y compris pour évaluer les modèles de risque de crédit recalibrés et redéveloppés. Ces mesures comprenaient aussi la réalisation de nouveaux tests rétrospectifs sur certains modèles afin d'évaluer la performance actuelle des modèles et l'identification d'une augmentation significative du risque de crédit (SICR) sur les prêts et avances en remettant en question la portée des critères utilisés par la direction dans les évaluations par étapes, l'application cohérente des seuils pour chaque critère et la capacité des critères d'échelonnement à identifier la SICR avant que les prêts ne soient dépréciés. En outre, les professionnels du risque de crédit ont participé à la vérification des ajustements supplémentaires enregistrés par la direction, notamment un ajustement supplémentaire lié aux prêts hypothécaires résidentiels à taux variable aux Pays-Bas.
- Nous avons fait appel à des professionnels de l'économie ayant des compétences et connaissances spécialisées pour nous aider à évaluer la méthodologie de la Société dans la détermination des prévisions macro-économiques utilisées dans le calcul des pertes de crédit attendues. Nous avons testé le caractère raisonnable des prévisions de la direction par rapport à d'autres références externes et à nos propres prévisions internes.
- Nous avons fait appel à des professionnels spécialisés dans l'évaluation et le risque de crédit, qui nous ont aidés à évaluer les méthodologies, les flux de trésorerie et les valeurs des garanties utilisés dans les estimations des flux de trésorerie futurs attendus pour les provisions pour pertes sur prêts individuels et pertes de valeur sur prêts et avances. Ils ont également remis en question l'utilisation par la direction des scénarios de recouvrement et des flux de trésorerie attendus en les comparant aux tendances du secteur et à des références comparables, et en recalculant les montants de recouvrement.

Nos observations

Sur la base de nos procédures, nous avons constaté que l'évaluation globale par la direction des prêts et avances aux clients et banques se situait dans une fourchette acceptable et a été présentée de façon adéquate dans les Notes 3 et 7 des états financiers consolidés.

Gestion des accès utilisateur et des modifications

Descriptif

ING Bank est fortement tributaire de son environnement informatique pour la continuité de ses activités et la fiabilité de ses rapports financiers. L'environnement informatique d'ING Bank évolue au fil du temps, notamment par la mise en place d'outils permettant d'automatiser le contrôle de l'accès des utilisateurs et la gestion des changements liés aux actifs informatiques.

Nous estimons que les contrôles informatiques généraux, et en particulier les accès des utilisateurs et la gestion des changements, qui soutiennent le bon fonctionnement des contrôles automatisés, constituent un élément clé de l'audit.

Notre réponse

Notre approche de l'audit repose dans une large mesure sur l'efficacité opérationnelle des contrôles automatisés qui dépendent des contrôles informatiques généraux relatifs à la gestion des accès utilisateurs et des changements pour fonctionner efficacement. Avec l'aide d'auditeurs informatiques, qui font partie intégrante de l'équipe d'audit, nous testons la conception, la mise en œuvre et l'efficacité opérationnelle des contrôles automatisés et des contrôles informatiques généraux pour les applications, les bases de données, les systèmes d'exploitation, la couche réseau et les outils automatisés. Les contrôles informatiques généraux englobent l'octroi des accès, la conception des droits d'accès, la

suppression en temps opportun des droits d'accès des utilisateurs, l'accès et la surveillance des utilisateurs hautement privilégiés, l'accès au déploiement des changements et aux tests et l'approbation des changements avant leur mise en œuvre.

Nos procédures d'audit ont identifié des lacunes dans l'accès et la surveillance des utilisateurs hautement privilégiés, notamment l'accès à la modification des configurations, au déploiement de code et/ou à la modification des données. Ces lacunes étaient similaires à celles de l'exercice précédent et la direction a mis en œuvre un programme pour y remédier au cours de l'exercice. Étant donné que ces lacunes étaient encore présentes pendant (une partie de) l'exercice, nous avons réalisé des procédures supplémentaires afin de répondre au risque, non autorisé et/ou involontaire, d'accès ou de modifications des contrôles automatisés et/ou des données. Ces procédures englobaient les tests des contrôles correctifs mis en place par la direction ainsi que des procédures de corroboration supplémentaires.

Nos observations

Nos tests des contrôles et nos procédures de corroboration supplémentaires n'ont pas permis d'identifier des activités non autorisées dans les systèmes pertinents pour l'information financière, qui auraient nécessité une extension significative de l'étendue des tests détaillés que nous avons prévus.

Compte rendu sur les autres informations contenues dans le rapport annuel

En plus des états financiers et du rapport des commissaires aux comptes y afférant, le rapport annuel contient d'autres informations.

Sur la base des procédures ci-après, nous estimons que ces autres informations :

- concordent avec les états financiers et ne contiennent pas d'anomalies significatives ; et
- contiennent les informations requises par la Partie 9 du Livre 2 du code civil néerlandais pour le rapport de gestion et les autres informations.

Nous avons pris connaissance des autres informations. Sur la base de nos connaissances et de la compréhension que nous avons des états financiers suite à notre audit, nous avons évalué si les autres informations contiennent des anomalies significatives.

Nous avons mis en œuvre ces procédures en nous conformant aux exigences de la Partie 9 du Livre 2 du code civil néerlandais et de la norme néerlandaise 720. L'étendue des procédures réalisées est moins importante que celle des procédures de notre audit des états financiers.

Le Management Board Banking est responsable de la préparation des autres informations, notamment des informations requises par la Partie 9 du Livre 2 du code civil néerlandais.

Rapport portant sur d'autres exigences légales et réglementaires et ESEF

Mandat

L'Assemblée Générale des Actionnaires nous a initialement désignés comme auditeurs d'ING Bank N.V. le 11 mai 2015, à compter de l'audit relatif à l'exercice 2016 et nous exerçons la fonction de commissaire aux comptes depuis cet exercice. Notre mandat a été renouvelé par l'Assemblée Générale des Actionnaires le 24 avril 2023 pour continuer à servir d'auditeur externe pour les exercices 2024 à 2025.

Absence de fourniture de services autres que d'audit réputés interdits

Nous n'avons pas fourni de services autres que d'audit réputés interdits, tels que visés à l'article 5(1) du Règlement de l'UE relatif aux exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public.

Services rendus

Durant la période sur laquelle porte notre audit réglementaire, nous avons, outre le présent audit, fourni les services suivants à la Société et aux établissements qu'elle contrôle :

- Procédures convenues et missions de vérification au profit de partenaires externes, essentiellement pour se conformer aux normes comptables.

Format électronique unique européen (ESEF)

ING Bank a préparé son rapport annuel sous le format électronique unique européen. Les exigences de ce format sont énoncées dans le règlement délégué (UE) n° 2019/815 portant sur les normes techniques réglementaires (regulatory technical standards - RTS) relatives à la spécification d'un format unique de déclaration électronique (ces exigences sont désignées ci-après par les RTS de l'ESEF).

Selon nous, le rapport annuel préparé au format XHTML, y compris les états financiers consolidés (partiellement) balisés tels qu'inclus dans le reporting package d'ING Bank, respecte dans tous ses aspects significatifs les RTS de l'ESEF.

Le Management Board Banking est responsable de la préparation du rapport annuel, états financiers compris, dans le respect des RTS de l'ESEF, sachant que le Management Board Banking associe les différents éléments dans un seul reporting package.

Il nous appartient d'obtenir l'assurance raisonnable qu'à notre avis, le rapport annuel dans ce reporting package est conforme aux RTS de l'ESEF. Nous avons procédé à notre évaluation conformément à la législation néerlandaise, incluant la norme néerlandaise 3950N "Assurance-opdrachten inzake het voldoen aan de criteria voor het opstellen van een digitaal verantwoordingsdocument" (missions d'assurance relatives à la conformité avec les critères d'établissement de rapports numériques). Notre vérification incluait entre autres :

- l'acquisition d'une meilleure compréhension du processus d'information financière de l'entité, y compris de la préparation du reporting package ;
- l'identification et l'évaluation des risques que le rapport annuel ne respecte pas dans tous ses aspects significatifs les RTS de l'ESEF ainsi que la conception et la mise en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques afin de fonder notre opinion, y compris :
 - l'obtention du reporting package et la réalisation de validations pour déterminer si le reporting package contenant le document d'instance Inline XBRL et les fichiers de taxonomie d'extension XBRL ont été préparés conformément aux spécifications techniques prévues dans les RTS de l'ESEF ; et
 - l'examen des informations relatives aux états financiers consolidés dans le reporting package dans le but de déterminer si toutes les balises requises ont été appliquées et si elles sont conformes aux RTS de l'ESEF.

Descriptif des responsabilités liées aux états financiers

Responsabilités du Management Board Banking et du Conseil de Surveillance en matière d'états financiers

Le Management Board Banking est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne (UE) et à la Partie 9 du Livre 2 du code civil néerlandais. En outre, le Management Board Banking est chargé de tout contrôle interne qu'il estime nécessaire à la préparation des états financiers afin que ceux-ci ne comportent pas d'anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs. À cet égard, le Management Board Banking, sous le contrôle du Conseil de Surveillance, est responsable de la prévention et de la détection de la fraude et du non-respect des lois et des règlements, y compris de l'identification des mesures visant à en résoudre les conséquences et à en empêcher la répétition. Dans le cadre de la préparation des états financiers, le Management Board Banking a la responsabilité d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre ses activités. En s'appuyant sur les référentiels comptables mentionnés, le Management Board Banking est tenu de préparer les états financiers en se basant sur le principe comptable de continuité d'exploitation, à moins que le Management Board Banking n'ait l'intention de liquider la Société ou de cesser ses activités ou n'a aucune autre alternative réaliste que celle d'agir ainsi.

Le Management Board Banking doit déclarer dans les états financiers les événements et circonstances susceptibles de jeter un doute sur la capacité de la Société à continuer son activité.

Le Conseil de Surveillance est chargé de superviser le processus d'information financière de la Société.

Nos responsabilités en matière d'audit des états financiers

Notre objectif consiste à planifier et réaliser la mission d'audit d'une manière qui nous permette d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés pour formuler notre opinion.

Notre audit a été effectué avec un degré d'assurance élevé, mais non absolu ; il est donc possible que nous ne détections pas toutes les erreurs et fraudes significatives lors de cet audit.

Les anomalies peuvent être dues à la fraude ou à l'erreur et sont jugées significatives si, individuellement ou collectivement, elles peuvent raisonnablement être considérées comme susceptibles d'influencer les décisions économiques prises par les utilisateurs sur la base des états financiers. Le principe de l'importance relative affecte la nature, le calendrier et la portée de nos procédures d'audit ainsi que l'évaluation des répercussions des anomalies identifiées sur notre opinion.

Vous trouverez une description plus détaillée de nos responsabilités en matière d'audit des états financiers dans l'annexe du présent rapport des commissaires aux comptes. Cette description fait partie intégrante de notre rapport d'audit.

Utrecht, le 3 mars 2025 KPMG Accountants N.V.

P.A.M. de Wit RA

Annexe :

Description de nos responsabilités en matière d'audit des états financiers

Nous avons formulé un avis conforme aux règles de notre profession et adopté un scepticisme professionnel tout au long de notre vérification, conformément aux normes néerlandaises en matière d'audit, de codes d'éthique et d'exigences d'indépendance. Notre audit incluait entre autres :

- l'identification et l'évaluation des risques d'anomalies significatives dans les états financiers, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur, la conception et la mise en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et l'obtention d'informations probantes, suffisantes et pertinentes pour fonder notre opinion. Le risque de ne pas détecter des anomalies significatives résultant de fraudes est plus élevé que le risque résultant d'erreurs, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, des omissions intentionnelles, des fausses déclarations ou le contournement des contrôles internes.
- la compréhension des contrôles internes pertinents pour l'audit, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, mais pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société ;
- l'appréciation de la pertinence des procédures comptables utilisées et la vraisemblance des estimations comptables et informations afférentes fournies par le Management Board Banking ;
- l'appréciation de la pertinence de l'application par le Management Board Banking du principe de continuité d'exploitation et, sur la base des informations probantes obtenues, nous évaluons l'existence ou non d'une incertitude importante quant aux événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Banque à poursuivre ses activités. Si nous concluons qu'il existe une incertitude importante, nous sommes tenus, dans notre rapport, d'attirer l'attention sur les informations concernées dans les états financiers ou, si ces informations sont incomplètes, de changer notre opinion. Nos conclusions sont basées sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport d'audit. Toutefois, des événements ou circonstances survenus ultérieurement sont à même d'empêcher toute société de poursuivre ses activités ;
- l'évaluation de la présentation générale, de la structure et du contenu des états financiers, informations comprises, et
- l'évaluation du fait que les états financiers reflètent fidèlement les transactions et événements sous-jacents.

Nous sommes responsables de la planification et de la réalisation de l'audit du Groupe visant à obtenir des éléments suffisamment probants et appropriés concernant les informations financières des entités ou divisions du Groupe, qui serviront de base à la formulation de notre opinion sur les états financiers. Notre mission consiste aussi à mener, superviser et réviser les travaux d'audit effectués aux fins de l'audit du Groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de la rédaction du rapport du commissaire aux comptes.

Nous communiquons avec le Conseil de Surveillance, notamment concernant la portée et le calendrier prévus pour l'audit et les principaux résultats de cet audit, y compris toutes les constatations importantes du contrôle interne que nous mettons également en évidence durant notre audit. En conséquence, nous soumettons également un rapport complémentaire au Comité d'Audit, conformément à l'article 11 du Règlement de l'UE relatif aux exigences spécifiques applicables aux contrôles légaux des entités d'intérêt public. Les informations contenues dans ce rapport complémentaire sont conformes à l'opinion que nous avons émise dans le présent rapport d'audit.

Nous transmettons par ailleurs au Conseil de Surveillance une déclaration de respect des exigences éthiques en termes d'indépendance et lui faisons part de toutes les relations et autres questions qui pourraient raisonnablement avoir une incidence sur notre indépendance, et le cas échéant, de toutes les garanties connexes.

A partir des éléments échangés avec le Conseil de Surveillance, nous déterminons les éléments clés de l'audit, à savoir ceux qui sont les plus importants dans l'audit des états financiers. Nous décrivons ces points dans notre rapport du commissaire aux comptes, à moins que la loi ou d'autres réglementations s'opposent à la divulgation publique d'un élément ou que, dans des circonstances extrêmement rares, il est dans l'intérêt public de ne pas le divulguer.

Pour traduction certifiée conforme à l'original en anglais
que j'ai visé NE VARIETUR
Erstein, le 30 juin 2025
Christine Breyel-Steiner
N° d'enregistrement : 259677

D. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de l'établissement.